

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

DIX-HUITIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1915
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1914-1915
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1915
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1915
STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE
(PATRONAGE DES DÉTENUS) : 1915
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1915
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1915
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1915
STATISTIQUE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE
(LOI DU 15 MAI 1912, CHAPITRES 1^{er} ET II) : 1915



BRUXELLES
ÉTABLISSEMENTS GÉNÉRAUX D'IMPRIMERIE
14, RUE D'OR, 14

1920

PRIX : 20 FRANCS

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

	Pages.
Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Statistique de l'administration de la justice pénale.</i>	VII
SECONDE PARTIE. — <i>Statistique criminelle</i>	XI
Statistique de la justice civile et commerciale.	XIX
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Statistique administrative.</i>	XXVI
SECONDE PARTIE. — <i>Statistique des détenus</i>	XXXV
Statistique de la mendicité et du vagabondage.	XXXVII
Statistique de la libération conditionnelle	XXXVIII
Statistique de la police des étrangers.	XLI
Statistique des aliénés.	XLII
Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance)	XLIII

TABLEAUX

Statistique pénale :	
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Statistique de l'administration de la justice pénale.</i>	7
SECONDE PARTIE. — <i>Statistique criminelle</i>	157
Statistique de la justice civile et commerciale	183
Statistique pénitentiaire :	
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Statistique administrative.</i>	249
SECONDE PARTIE. — <i>Statistique des détenus.</i>	273
Statistique de la mendicité et du vagabondage.	283
Statistique de la libération conditionnelle (Patronage des détenus).	291
Statistique de la police des étrangers.	297
Statistique des aliénés.	301
Statistique des sourds-muets et des aveugles.	315
Statistique de la Protection de l'enfance (loi du 15 mai 1912, chapitre I et II).	317
Table analytique	359
Table méthodique	371

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1915

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

Il était d'usage dans l'« Introduction » de la Statistique pénale de rapprocher des chiffres que l'on publiait les chiffres des années antérieures et notamment des quatre dernières années.

Pas plus qu'en 1914, il n'y a lieu, cette fois d'effectuer pareils rapprochements. Non seulement, en effet, la période de guerre est par elle-même, anormale, et les années qu'elle englobe ne sauraient être assimilées aux années d'un régime de paix. Mais indépendamment d'un fait de signification générale, trop de facteurs particuliers ont influencé les résultats qu'enregistre aujourd'hui la statistique pour que l'on ne doive pas s'interdire ici *a priori* des comparaisons qui exigeraient de nombreux commentaires. Ceux-ci ne pourraient vraiment être judicieux que si l'on était en possession de renseignements d'ordres multiples et ces renseignements, aujourd'hui encore, font défaut. L'observateur aura la vue plus libre quand il bénéficiera d'un certain recul.

L'attention sera, encore, attirée sur un point. La libération du territoire a permis d'obtenir des renseignements relatifs à la partie du pays restée libre; ces renseignements complètent les renseignements parvenus des régions occupées. Il importe que les chiffres fournis de part et d'autre restent distincts. On a donc veillé à ce que les divers tableaux s'inspirent, avant tout, du principe de répartition géographique : le classement des résultats par arrondissements ou cantons judiciaires est la règle.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

(TABLEAU I.)

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets s'élève à 145,468. Les chiffres étant pour Furnes 2,077, pour Ypres 1,184, le total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets du pays occupé est de 142,207.

Juges d'instruction et chambres du conseil.

(TABLEAU III)

Les renseignements qui concernent les cabinets des juges d'instruction et les chambres du conseil font défaut pour Furnes.

Voici, par arrondissement (celui de Furnes excepté), le nombre des affaires réellement instruites :

Bruxelles	3,482	Courtrai	635
Louvain	524	(Furnes)	—
Nivelles	407	Ypres	39
Anvers	2,043	Liège	2,237
Malines	339	Huy	356
Turnhout	220	Verviers	484
Mons	1,686	Tongres	180
Charleroi	2,097	Hasselt	175
Tournai	715	Arlon	106
Gand	935	Marche	65
Audenarde	524	Neufchâteau	76
Termonde	830	Namur	819
Bruges	488	Dinant	415

Chambres des mises en accusation.

(TABLEAUX IV, V ET VI)

Les chambres des mises en accusation ont rendu 92 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.

2. — Tribunaux de Police.

Nombre des affaires.

(TABLEAU XII)

La statistique des tribunaux de police est presque complète. Manquent seulement par suite de destruction d'archives, résultant des faits de la guerre : 1° les renseignements relatifs à l'unique audience que le tribunal de police des deux cantons d'Ypres a tenue en 1915 (audience tenue au cours du mois d'avril); 2° les renseignements relatifs aux quatre audiences de police qui

Nombre des inculpés.

(TABLEAU XIII)

Les observations qui viennent à l'instant d'être formulées au sujet de la statistique des affaires doivent être reproduites en ce qui concerne la statistique des individus jugés.

Les renseignements manquent donc pour les tribunaux de police d'Ypres et de Wervicq. Non compris les chiffres

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation est de 712. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement 607 ordonnances, soit 85 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmité à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

Ordonnances rendues sur le fond des affaires.

Total.	Infirmités en tout ou en partie.	Proportion.
81	41	51 %

Ordonnances préparatoires et d'instruction.

Total.	Infirmités en tout ou en partie.	Proportion.
631	64	10 %

Réhabilitations. — (Loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale.) (Tableaux IV et V.) — Les demandes de réhabilitation ont été au nombre de 184; 140 furent accueillies, 44 furent rejetées. Des 184 demandes, 158 ont été adressées à la Cour d'appel de Bruxelles, 3 à celle de Gand, 23 à celle de Liège.

Ici comme ailleurs on ne perdra pas de vue l'influence qu'ont exercée sur les chiffres les événements de la guerre.

relatifs aux individus jugés par ces tribunaux, on relève les chiffres suivants : les tribunaux de police ont jugé un nombre total de 63,433 individus, dont 60,904 en matière de police, 18 en matière électorale et 2,511 en matière de mendicité et de vagabondage.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

(TABLEAU XVII.)

La statistique des tribunaux correctionnels est complète.

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger 37,560 affaires nouvelles et 11,677 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 49,237 affaires. Ils en ont terminé 36,665, dont 36,575 par jugements au fond.

Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1915 est de 12,563 (1).

Ces chiffres comprennent les chiffres des tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres. On en trouvera le détail page 45.

Les tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres ont eu à juger 754 affaires nouvelles et 102 qui étaient pendantes au commencement de l'année, soit un total de 856 affaires. Ils en ont terminé 596, toutes par jugements au fond. Le nombre des affaires y restant à juger à la fin de l'année 1915 est de 260.

On obtient donc les chiffres suivants pour l'ensemble des autres tribunaux correctionnels qui, tous, siégeaient en pays occupé : 36,806 affaires nouvelles étaient à juger ainsi que 11,575 pendantes au commencement de l'année, soit un total de 48,381 affaires à juger; 36,089 ont été terminées, dont 35,979 par jugements au fond; 12,303 affaires restaient à juger à la fin de l'année 1915.

Nombre des prévenus.

(TABLEAU XVIII.)

La statistique des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels est dressée au moyen des bulletins de condamnation et d'acquiescement que reçoit le département de la justice (2). Les bulletins mentionnant des condamnations ou des acquiescements prononcés par les tribunaux correctionnels (même ceux de Furnes et d'Ypres) pendant l'année 1915 et devenus définitifs sont parvenus au département de la Justice. Les greffes des tribunaux correctionnels de Furnes et d'Ypres ont effectué leurs envois de bulletins après la libération du territoire.

Le chiffre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels, soit en première instance, soit sur appel d'un jugement de police est de 47,157 (3).

Ces 47,157 prévenus se décomposent en 46,380 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 777 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 46,380 (3) prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	7,540	ou	16.3%
Condamnés à l'emprisonnement	19,398	ou	41.8%
Id. à l'amende	19,442	ou	41.9%
	46,480		100.0

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

9,586 (24.7%) condamnations à une amende conditionnelle;
9,856 (25.4%) condamnations à une amende non conditionnelle;
4,863 (12.5%) condamnations à un emprisonnement conditionnel;
12,638 (32.5%) condamnations à un emprisonnement non conditionnel de 6 mois ou moins;
1,897 (4.9%) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois.

Des 777 (3) prévenus jugés en degré d'appel, 496 sont des condamnés, 281 sont des acquittés.

(1) Voir la note page 45 qui explique pourquoi le nombre des affaires restant à juger pour l'ensemble du pays est de 12,563 et non de 12,552 comme l'exigerait apparemment le maintien des concordances.

(2) Il n'est fait exception que pour la statistique des infractions forestières. Celle-ci est dressée d'après des états spéciaux.

(3) Dans ce chiffre ne sont pas compris les prévenus pour infractions forestières.

4. — Cours d'appel.

(TABLEAUX XX à XXII.)

Le chiffre des affaires portées devant les cours d'appel est de 2,993 — dont 1,509 portées devant la Cour d'appel de Bruxelles, 581 devant la Cour d'appel de Gand et 903 devant la Cour d'appel de Liège.

5. — Cours d'assises.

(TABLEAUX XXIII à XXX.)

Les cours d'assises ont jugé 41 affaires; toutes étaient des affaires criminelles. Le nombre des individus poursuivis est de 87: 40 étaient accusés de crimes contre les personnes, 47 de crimes contre les propriétés. Ces individus ont tous été jugés contradictoirement.

6. — Cour de cassation.

(TABLEAU XXXI.)

La seconde chambre de la Cour de cassation a rendu 225 arrêts.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1915 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1899 à 1914. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, afin que l'on puisse juger des résultats différents obtenus, suivant que l'on emploie l'une ou l'autre méthode, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles. La statistique de l'année 1898 a été dressée d'après la seule méthode des condamnations individuelles.

On sait que la statistique criminelle est faite d'après les bulletins du casier judiciaire. Les bulletins relatifs à la partie du pays restée non occupée sont parvenus après la libération du territoire. Toutefois, une lacune possible, d'ailleurs insignifiante, doit être signalée: on ne possède pas les renseignements qui concernent les très rares condamnations prononcées par les tribunaux de police d'Ypres et de Wervicq. (V. Introduction 2.) Tribunaux de police, page 22, notes 1 et 2.) Peut-être quelques unités ont-elles ainsi échappé à la statistique criminelle.

Il est bon de rappeler ici l'observation de portée générale formulée en tête de l'Introduction (v. p. VII) et qui s'applique aux tableaux divers de la Statistique criminelle comme à ceux de la Statistique de l'administration de la Justice.

7. — Nombre des condamnés.

(TABLEAUX XXXII à XXXIV et XXXVIII.)

Voici le chiffre des condamnations individuelles.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
15,965	16,025	31,990	7,684	4,394	12,078	23,649	20,419	44,068

Voici le chiffre des individus condamnés.

HOMMES.			FEMMES.			HOMMES ET FEMMES RÉUNIS.		
Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
15,078	13,833	28,911	7,443	3,846	11,289	22,521	17,679	40,200

Parmi les 40,200 condamnés, 3,003 (1) ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année. Ces condamnations répétées se sont élevées au total de 3,868.

Elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante:

Individus condamnés 2 fois pendant l'année . . . (2)	2,442
Id. 3	386
Id. 4	193
Id. 5	32
Id. 6	12
Id. 7	9
Id. 8 fois et plus	19

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur les 3,868 condamnations, 2,794 concernaient

des infractions qui se trouvaient en concours (3) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait: le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 1,074 autres condamnations répétées concernaient les faits commis en 1915, après une condamnation prononcée elle-même en 1915. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 342 hommes et 83 femmes ont été inscrits, en 1915, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

N. B. — Des tableaux concernant l'état-civil des condamnés ont été publiés dans les volumes des années 1898-1906.

(1) Rectification. — Pour l'année 1914, le chiffre correspondant est 2,554 et non 1,554 comme le porte, par erreur, la publication de la dite année.

(2) Rectification. — Pour l'année 1914, le chiffre correspondant est 2,179 et non 1,179 comme le porte, par erreur, la publication de la dite année.

(3) Il y a concours d'infractions, *concursum delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (NYFELS, *Législation criminelle de la Belgique*, Comm. II, n° 262).

8. — Ivrognerie.

(TABLEAUX XXXIII et XXXVII.)

Il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1^o Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2^o Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement, les seconds, une simple appréciation émise par les personnes chargées de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée en ayant le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte. »

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont été de 5,822.

On trouve sur 100 condamnations individuelles :

Parmi les primaires.		Parmi les récidivistes.	
du sexe masculin.			
5.59 %		38.18 %	

d'individus condamnés pour infractions à la loi sur l'ivresse (1).

Les femmes résistent beaucoup mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les délits imputables à des personnes atteintes à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie restent nombreux.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. Dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres que voici méritent, notamment, d'être signalés :

Parmi les condamnés primaires, 10.42 % des condamnés pour destructions et dommages; 15.65 % des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 63.90 % et 52.68 % d'ivrognes.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
	Pri- maires.	Récidi- vistes.	Pri- maires.	Récidi- vistes.	Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
					Pri- maires.	Récidi- vistes.	Pri- maires.	Récidi- vistes.	Pri- maires.	Récidi- vistes.	Pri- maires.	Récidi- vistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	3	2	—	1	1	—	—	—	33.33	—	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	7	25	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures.	72	77	31	16	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment.	8	2	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	150	160	43	8	4	—	—	—	2.67	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public.	2,045	2,479	582	412	240	620	17	23	11.74	25.01	2.92	5.58
Crimes et délits contre la sécurité publique.	213	380	49	41	6	23	—	—	2.82	6.05	—	—
Crimes et délits contre l'ordre des familles.	181	219	239	120	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre la moralité publique.	235	174	97	41	7	13	—	2	2.98	7.47	—	—
Meurtre.	7	14	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,703	2,770	1,743	1,031	80	139	7	9	2.96	5.02	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	18	26	4	1	—	2	—	—	—	7.69	—	—
Calomnies et injures.	191	164	387	209	6	9	—	—	3.14	5.49	—	—
Violation de sépulture.	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel.	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,023	5,371	2,737	1,353	2	8	—	1	0.03	0.15	—	0.07
Banqueroute.	10	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	974	811	668	220	4	1	—	—	0.41	0.12	—	—
Recel.	938	911	765	330	1	1	—	—	0.11	0.11	—	—
Incendie.	3	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages.	288	241	67	42	24	48	1	2	8.33	19.92	1.49	4.76
TOTAUX DU TABLEAU.	15,078	13,833	7,443	3,846	375	864	25	37	2.49	6.25	0.34	0.98
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,985	16,025	7,684	4,394	380	962	25	43	2.38	6.00	0.33	0.98

(1) Les proportions correspondantes pour l'année 1914 sont : 0.97 % et 43.81 et non 0.31 % et 49.97 % comme le porte la publication de l'année 1914.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
					Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	2	2	—	1	1	2	—	—	33.33	100.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	7	25	9	4	—	6	—	—	24.00	—	—	
Faux en écritures.	72	77	31	16	7	21	—	1	9.72	27.27	—	6.25
Faux témoignage et faux serment	8	2	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	150	160	43	8	9	50	—	1	6.00	31.25	—	12.50
Crimes et délits contre l'ordre public	2,045	2,479	582	412	304	1,301	13	52	14.87	52.48	2.23	12.62
Crimes et délits contre la sécurité publique.	213	380	49	41	20	157	2	2	9.39	41.32	4.08	4.88
Crimes et délits contre l'ordre des familles	181	219	239	120	15	75	1	5	8.29	34.25	0.42	4.17
Crimes et délits contre la moralité publique	235	174	97	41	17	67	—	6	7.23	38.51	—	14.63
Meurtre.	7	14	5	1	—	3	—	—	21.43	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,703	2,770	1,743	1,034	159	1,031	10	44	5.88	37.22	0.57	4.26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	18	26	4	1	—	12	—	—	46.15	—	—	—
Calomnies et injures	191	164	387	209	9	70	3	2	4.71	42.68	0.78	0.96
Violation de sépulture.	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,023	5,371	2,737	1,353	213	2,117	2	42	3.03	39.42	0.07	3.10
Banqueroute.	10	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	974	811	668	220	34	276	—	5	3.49	34.03	—	2.27
Recel.	938	911	765	330	40	341	—	14	4.26	37.43	—	4.13
Incendie	3	3	2	—	—	1	—	—	33.33	—	—	—
Destructions et dommages.	288	241	67	42	28	153	1	10	9.72	63.49	1.49	23.89
TOTAUX DU TABLEAU.	15,078	13,833	7,443	3,846	856	5,683	32	184	5.68	41.09	0.43	4.78
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,985	16,025	7,684	4,394	893	6,119	35	228	5.59	38.18	0.46	5.19

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES		FEMMES		NOMBRE DE CONDAMNÉS				PROPORTIONS POUR CENT			
	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
					Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.	Pri- maires.	Réci- vistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'État ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	3	2	—	1	1	2	—	—	33.33	100.00	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	7	25	9	4	—	6	—	—	24.00	—	—	
Faux en écritures.	72	77	31	16	7	21	—	1	9.72	27.27	—	6.25
Faux témoignage et faux serment	8	2	13	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	150	160	43	8	9	50	—	1	6.00	31.25	—	12.50
Crimes et délits contre l'ordre public	2,045	2,479	582	412	320	1,306	18	52	15.65	52.68	3.09	12.62
Crimes et délits contre la sécurité publique.	213	380	49	41	20	159	2	2	9.39	41.84	4.08	4.88
Crimes et délits contre l'ordre des familles	181	219	239	120	15	75	1	5	8.29	34.25	0.42	4.17
Crimes et délits contre la moralité publique	235	174	97	41	19	67	—	7	8.09	38.51	—	17.07
Meurtre.	7	14	5	1	—	3	—	—	21.43	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	2,703	2,770	1,743	1,034	173	1,040	12	46	6.40	37.55	0.69	4.45
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	18	26	4	1	—	12	—	—	46.15	—	—	—
Calomnies et injures	191	164	387	209	10	71	3	2	5.24	43.29	0.78	0.96
Violation de sépulture.	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	7,023	5,371	2,737	1,353	213	2,117	2	42	3.03	39.42	0.07	3.10
Banqueroute.	10	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	974	811	668	220	38	276	—	5	3.90	34.03	—	2.27
Recel.	938	911	765	339	41	341	—	14	4.37	37.43	—	4.13
Incendie	3	3	2	—	—	1	—	—	33.33	—	—	—
Destructions et dommages.	288	241	67	42	30	154	1	10	10.42	63.90	1.49	23.89
TOTAUX DU TABLEAU.	15,078	13,833	7,443	3,846	896	5,701	39	187	5.94	41.22	0.52	4.86
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	15,985	16,025	7,684	4,394	935	6,138	42	231	5.86	38.30	0.55	5.26

9 — Répartition géographique des condamnés.

(TABLEAU XXXIV.)

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le con-

damné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pas été simultanées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. Depuis 1901, les publications la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis.

10. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par mois.

(TABLEAU XXXV.)

On a continué, en 1915, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié ; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol ; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre, en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin, de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction.

Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que, dans les autres tableaux de la statistique criminelle les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut, on insérera une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

1. — Les infractions individuelles jugées en 1915 ont été au nombre de 52,861, commises par 40,200 délinquants. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée est de 1.27.

27,237 infractions furent commises par des condamnés primaires, 25,624 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 50.3 ont été commises par des récidivistes.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 22,946 (1) condamnés, 27,237 infractions = 1.19 infraction par condamné.

Récidivistes : 17,679 condamnés, 25,624 infractions, = 1.35 infraction par condamné.

N. B. — Dans les publications antérieures (années 1899 à 1914) on répartissait les infractions individuelles en catégories suivant l'importance des communes où elles avaient été commises (2).

Il convient, pour l'année 1915, de renoncer à cette répartition. On ne possédait, en effet, au début de l'année 1915, que les chiffres de la population qui furent publiés avant la guerre.

11. — Nombre des infractions commises pendant l'année 1912.

(TABLEAU XXXVI.)

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles commises pendant l'année 1912, qu'elles aient été jugées en 1912 ou qu'elles l'aient été en 1913, 1914, 1915.

Si l'on ne tient pas compte des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger, on constate que le total des infractions commises en 1912 est inférieur de

796 unités au total des infractions jugées en 1912.

Le total des infractions commises était supérieur au total des infractions jugées de 3,282 unités en 1911, de 103 unités en 1909, de 453 unités en 1908. Pour l'année 1910 ce même total des infractions commises était inférieur de 2,179 unités au total des infractions jugées.

Voici le tableau comparatif des années 1908 à 1912 (3) :

INFRACTIONS.	1 ^{re} Catégorie.			2 ^e Catégorie.			3 ^e Catégorie.			4 ^e Catégorie.			Total des 4 catégories.		
	Pri-maires.	Réci-divistes.	Total.	Pri-maires.	Réci-divistes.	Total.	Pri-maires.	Réci-divistes.	Total.	Pri-maires.	Réci-divistes.	Total.	Pri-maires.	Réci-divistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
En { commises . . .	7,874	8,902	16,776	3,309	4,083	7,392	5,798	6,588	12,386	16,973	14,896	31,869	33,954	34,469	68,423
1908 } jugées . . .	7,692	8,878	16,570	3,178	3,880	7,058	6,080	6,606	12,686	16,771	14,885	31,656	33,721	34,249	67,970
En { commises . . .	7,663	8,881	16,544	3,092	3,780	6,872	5,060	6,269	11,329	16,273	14,971	31,244	32,088	33,901	65,989
1909 } jugées . . .	7,559	8,380	15,939	3,202	3,964	7,166	5,236	6,330	11,566	16,386	14,829	31,215	32,383	33,503	65,886
En { commises . . .	7,742	8,778	16,520	3,581	4,104	7,685	5,463	6,491	11,954	16,699	15,096	31,795	33,395	34,469	67,864
1910 } jugées . . .	7,839	9,118	16,957	3,679	4,244	7,923	5,721	6,979	12,700	17,078	15,385	32,463	34,317	35,726	70,043
En { commises . . .	7,304	8,242	15,546	3,735	4,212	7,947	5,844	6,689	12,533	17,219	15,373	32,594	34,102	34,518	68,620
1911 } jugées . . .	7,684	8,421	16,105	3,381	3,788	7,169	5,189	5,971	11,160	16,409	14,495	30,904	32,663	32,675	65,338
En { commises . . .	8,295	8,923	17,218	3,231	4,027	7,258	5,704	7,038	12,742	17,261	15,189	32,450	34,491	35,177	69,668
1912 } jugées . . .	7,790	8,471	16,261	3,616	4,444	8,060	6,123	6,995	13,118	17,487	15,538	33,025	35,016	35,448	70,464

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 22,521 condamnés primaires (tableau XXXII, col. 7) 425 individus condamnés comme primaires, puis comme récidivistes dans le cours de l'année de 1915. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

(2) Des explications au sujet de la composition de ces catégories ont été données dans la « Statistique judiciaire » de l'année 1913, Introduction, page XL et XLI.

(3) Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

12. — Contraventions aux articles 1^{er}, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique
(loi du 16 août 1887).

I. — Faits d'ivresse jugés en 1915.

(TABLEAU XXXVII)

On a relevé 5,822 condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui. Ces condamnations se répartissent comme suit : les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de 4,398; les faits d'ivresse connexes à un délit ont été au nombre de 1,424 (1).

II. — Faits d'ivresse commis en 1914.

(TABLEAU XXXVII [suite.])

Du chiffre des condamnations pour faits d'ivresse commis en 1914, il est intéressant de rapprocher le chiffre des condamnations prononcées durant la même année.

Communes de la 1 ^{re} catégorie.	FAITS D'IVRESSE	
	jugés en 1914.	commis en 1914
Id. 2 ^e id.	4,360	3,786
Id. 3 ^e id.	1,909	1,413
Id. 4 ^e id.	2,218	1,692
	3,385	2,469

(1) Ces chiffres n'auraient leur entière signification que s'ils étaient rapprochés des chiffres relatifs à la population. Mais, sous cette réserve, il est utile — la question de l'alcoolisme offrant un intérêt actuel — de rappeler ici exceptionnellement les nombres correspondants des dernières années.

Années	Condamnations pour faits d'ivresse poursuivis isolément.	Condamnations pour faits d'ivresse connexes à un délit.	Total des condamnations pour faits d'ivresse.
	1911	17,056	4,914
1912	16,625	4,785	21,410
1913	15,975	5,106	21,083
1914	9,153	2,719	11,872
1915	4,398	1,424	5,822

Il est superflu de faire remarquer qu'un commentaire de ces chiffres devrait tenir compte de plusieurs éléments.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ANNÉE JUDICIAIRE 1914-1915 (1).

L'observation générale faite au sujet des résultats de la statistique pénale s'applique aussi aux résultats de la statistique civile et commerciale (v. Introduction, p. VII).

1. — Justices de paix.

La statistique des justices de paix présente peu de lacunes. Font, seuls, défaut, et ce, par suite de destruction d'archives : 1^o les renseignements relatifs au fonctionnement de la justice de paix de Dixmude depuis le commencement de l'année judiciaire jusqu'en octobre 1914 (v. p. 194, note 1); 2^o les renseignements relatifs au fonctionnement de la justice de paix de Wervicq durant toute l'année judiciaire (v. p. 194, note 4.)

Il y a lieu, pour la partie occupée du pays, de tenir compte de l'influence qu'a exercée l'arrêté de l'occupant du 10 février 1915 (entré en vigueur le jour même de sa publication : 13 février 1915).

Les deux premiers articles de cet arrêté étaient ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Les lois des 25 mars 1876/12 août 1911 et du 26 décembre 1891 sont modifiées en ce sens que toutes les contestations relatives au contrat de louage telles qu'elles sont prévues par l'article 3, n^o 1^o à 4^o de la loi des 25 mars 1876/12 août 1911, et par l'article premier, n^o 1^o, de la loi du 26 décembre 1891, seront désormais, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de la compétence exclusive des tribunaux d'arbitrage qui seront institués en vertu du présent arrêté dans

les communes ayant plus de 20,000 habitants, et de la compétence exclusive des juges de paix dans les communes qui comptent un nombre d'habitants moindre. »

« ART. 2. — Il sera constitué un tribunal d'arbitrage dans chaque canton. Le tribunal d'arbitrage sera présidé par le juge de paix ou par son suppléant ayant comme assesseurs un propriétaire et un locataire. »

Un arrêté interprétatif du 27 mars 1915 (paru le 29 mars 1915) s'exprimait comme suit :

« Les tribunaux d'arbitrage et les juges de paix sont exclusivement compétents pour juger les contestations en matière de loyer prévues à l'article 3, n^o 1 à 4, de la loi des 25 mars 1876/12 août 1911, et ce, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. Par conséquent, cette compétence exclusive s'étend également aux cas où le prix annuel de la location excède 600 francs. »

Le tableau XXXIXbis, p. 202, donne des renseignements au sujet de l'activité des tribunaux d'arbitrage.

Les chiffres concernant les justices de paix sont donnés donc, non seulement sous réserve de l'observation générale qui s'applique à l'ensemble de la statistique judiciaire, mais encore sous bénéfice des remarques de nature particulière qui viennent d'être formulées.

(1) La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet suivant.

Juridiction contentieuse.

(TABLEAUX XXXIX, XXXIXbis et XL)

Les juges de paix ont eu à statuer sur 102,086 affaires. 87, 709 affaires ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite connue du juge.

Ces 102,086 affaires de l'année judiciaire 1914-1915 ont été terminées :

10,536 (10,3 sur %) par des jugements contradictoires;

2,495 (2,4 sur %) par des jugements par défaut;

261 (0,3 sur %) par des jugements d'incompétence;

Et 1,085 (1,1 sur %) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

Les 87,709 (85,9 sur %) affaires ont été terminées à l'amiable ou sont restées sans suite.

Sur les 14,377 jugements, les juges de paix en ont prononcé 7,523 (52 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 6.854 (48 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 1,944 demandes de cette nature.

Il a été rendu 2,188 jugements préparatoires ou inter-

locutoires. Les mesures les plus fréquemment ordonnées sont les enquêtes et les expertises.

Juridiction gracieuse.

(TABLEAU XXXIX.)

Les juges de paix ont présidé 14,385 conseils de famille, reçu 824 actes d'émancipation et procédé à 993 levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 65; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 14,026.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, actes de notoriété, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume durant l'année 1915 (1) est de 81,426.

Ils se répartissent comme suit :

44,496 dans le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles;

11,761 dans le ressort de la Cour d'appel de Gand;

25,169 dans le ressort de la Cour d'appel de Liège.

Le montant des droits d'enregistrement perçus pour les actes notariés s'élève à 4,220,273 fr. 82 centimes.

II. — Tribunaux de première instance.

La statistique civile des tribunaux de première instance est, à vrai dire, complète (2)

Il convient de ne pas perdre de vue que, pour la partie du pays qui fut occupée, les arrêtés de l'occupant relatifs aux contestations en matière de loyers (v. Introduction I, Justices de paix, p. XVI) ont indirectement modifié la compétence des tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

(TABLEAU XLI.)

Ces tribunaux ont été saisis de 3,606 affaires nouvelles en 1914-1915.

Aux 3,606 affaires nouvelles déferées à ces tribunaux de première instance en 1914-1915 s'ajoutent 15,727 (3) affaires anciennes; de ce nombre, 15,660 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 44 ont été réinscrites après avoir été rayées et 23 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut. Le total des affaires à juger était donc de 19,333 (3).

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES				CAUSES NOUVELLES	TOTAL GÉNÉRAL.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	TOTAL.		
Bruxelles.	11,858 (3)	32	20	11,910 (3)	2,624	14,534 (3)
Gand.	910 (3)	2	1	913 (3)	380	1,293 (3)
Liège.	2,892	10	2	2,904	602	3,506
TOTAUX	15,660 (3)	44	23	15,727 (3)	3,606	19,333 (3)

(1) Les renseignements concernant les actes notariés sont donnés pour l'année civile, soit donc, ici, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1915.

(2) Font seuls défaut, les chiffres des affaires pendantes au commencement de l'année judiciaire 1914-1915 devant les tribunaux de première instance de Louvain et de Termonde, les archives ayant été détruites lors de l'incendie de ces deux villes. (V. p. 212.)

(3) Non compris les chiffres des affaires pendantes au commencement de l'année judiciaire 1914-1915 devant les tribunaux de première instance de Louvain et de Termonde.

Affaires terminées.

(TABLEAUX XLI et XLIII.)

De ces 19,333 causes à juger, 3,068 ont été terminées, savoir :

1,154 (37 %) par des jugements contradictoires;

943 (30 %) par des jugements par défaut;

971 (32 %) par transaction, abandon, radiation.

Des 19,333 affaires, il restait donc à terminer à la fin de l'année judiciaire 16,265 affaires ou 84 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

(TABLEAU XLIII.)

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau XLIII sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre I^{er} du Code civil : 8 affaires rentrant sous le titre du mariage et relatives à des oppositions, nullités, autorisations maritales, etc., 56 demandes en pension alimentaire, 415 relatives au divorce, 26 relatives à la séparation de corps, 26 en interdiction, 10 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 53 affaires relatives aux biens et aux différentes modifications de la propriété, dont 6 concernaient les propriétés immobilières, 42 les propriétés mobilières, 5 les servitudes.

III. — Livre III : 162 demandes relatives aux successions, 14 aux donations entre vifs et aux testaments, 20 relatives aux conventions, 70 pour non-paiement de sommes, 79 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 81 rentrant sous le titre de la vente, 434 sous le titre du louage, 14 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les affaires en matière de quasi-contrats, délits et quasi-délits sont au nombre de 146. On les trouvera classées par catégorie à la suite du tableau.

76 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 34 à des saisies immobilières.

Les expropriations pour cause d'utilité publique ont fourni matière à 23 procès.

Communication au ministère public.

(TABLEAU XLIII.)

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 1,130 cas sur 2,097 affaires (54 %).

Dans 1,082 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 48 contraires au jugement.

Durée de la procédure.

(TABLEAU XLII.)

La durée de la procédure est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau

Sur les 2,097 affaires terminées par des jugements, 1,470 (70 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 271 (13 %) du sixième au douzième mois et 356 (17 %) après ce délai.

Sur les 16,265 affaires restant à juger au 1^{er} août 1915, 2,414 (15 %) avaient moins de six mois d'inscription; 1,983 (12 %) avaient de six mois à un an; 11,868 (73 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

Avant faire droit.

(TABLEAU XLVI.)

Les tribunaux ont prononcé 1,768 jugements avant de statuer au fond.

Affaires sur requête. — Référé. — Ordonnances.

(TABLEAU XLVII.)

Le nombre des affaires sur requête s'est élevé à 4,255; 4,112 demandes ont été accordées, 87 rejetées et 56 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires: 189 concernant les ventes de biens; 248 la rectification d'actes de l'état civil; 214 l'homologation d'actes de notoriété; 116 l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 1,643 demandes de *pro Deo*, 1,566 ont été accordées. 77 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues, on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignation à bref délai, 138; celles sur référé, 1,566, dont 1,255 rendues contradictoirement et 311 par défaut.

Il y a eu 2,018 procès-verbaux de présentation de testaments; 442 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire ont atteint 1 juge de paix (suspendu pendant 2 mois) 1 huissier (suspendu pendant 3 mois).

Divorces et séparations de corps.

(TABLEAUX XLIV et XLV.)

Les demandes en divorce se sont élevées à 465; 16 de ces demandes émanaient d'époux contre lesquels le divorce était déjà demandé. Le chiffre des unions dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 449.

408 demandes ont été accueillies, 26 rejetées, 31 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 202 par le mari, 237 par la femme. Les tribunaux se sont prononcés sur 26 demandes en divorce par consentement mutuel.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 233 cas (51.9 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 216 (48.1 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants. Dans 1 affaire, la situation de famille est restée inconnue, la demande en divorce ayant été abandonnée.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était de 1 à 5 ans, pour 49 demandes; de 5 à 10, pour 134; de 10 à 20, pour 205; de 20 à 30, pour 56; dans 5 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans. (Dans aucun cas, la durée du mariage n'était de moins d'un an.)

Les demandes étaient fondées : 339 (72.9 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 99 (21.3 %) sur l'adultère (36 du mari, 63 de la femme); 26 (5.6 %) reposaient sur le consentement mutuel; 1 (0.2 %) était la conséquence d'une séparation de corps. (Aucune demande n'était basée sur une condamnation à une peine criminelle, soit du mari, soit de la femme.)

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé à 21 : 15 demandes ont été accordées, 5 rejetées et 1 abandonnée.

Les 21 demandes étaient, toutes, des demandes formées par la femme.

Aucune demande n'émanait d'époux contre lesquels la séparation avait déjà été demandée.

Le chiffre des unions matrimoniales où l'on sollicitait la cessation de la vie commune par la séparation de corps a donc bien été de 21.

Dans 13 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 8, ils n'en avaient pas.

La durée du mariage, avant la séparation de corps,

a été de 1 à 5 ans, dans 3 cas; de 5 à 10, dans 2; de 10 à 20, dans 8; de 20 à 30, dans 5; de 30 à 40, dans 1 cas; de 40 à 50 dans 2 cas. Dans aucun cas la durée du mariage n'était, soit de moins de 1 an, soit de plus de 50 ans.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves dans 20 cas, l'adultère du mari dans 1 cas.

Un tableau nouveau (le tableau XLV) met en rapport les motifs des demandes de divorce et de séparation de corps, d'une part avec la situation de famille, d'autre part avec la durée du mariage.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

(TABLEAU LVII.)

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 51.

Il y a eu une procédure d'ordre ouverte pendant l'année. Le nombre des procédures d'ordre pendantes au commencement de l'année s'élevait à 41 (1). Donc un total de 41 procédures d'ordre à régler. De celles-ci, 4 ont été terminées à l'amiable, 2 par règlement du juge; il restait à régler 35 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

Une procédure de contribution a été ouverte pendant l'année. Le nombre de procédures de contribution pendantes au commencement de l'année judiciaire était de 45. Donc, un total de 46 procédures d'ordre à régler. Les procédures à régler étaient de 46; 20 de ces procédures ont été terminées par le règlement du juge, 3 par abandon de procédure. Il restait à régler 51 procédures de contribution à la fin de l'année.

III. — Tribunaux de commerce.

La statistique des tribunaux de commerce et des tribunaux civils jugeant commercialement, est complète (1).

Affaires à juger.

(TABLEAU XLIX.)

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement, dont on connaît la statistique, s'est élevé, en 1914-1915, à 5,475.

Aux 5,475 causes nouvelles s'ajoutent : 15,040 causes qui étaient pendantes au 1^{er} août 1914 (2), 96 réinscrites après radiation et 58 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger par ces tribunaux a été de 20,669.

(1) Font, seuls, défaut les chiffres des affaires pendantes au commencement de l'année judiciaire 1914-1915 devant le tribunal de commerce de Louvain et le tribunal de première instance de Termonde, jugeant commercialement, les archives ayant été détruites lors de l'incendie de ces deux villes. (V. p. 224.)

(2) Non compris les chiffres des affaires pendantes au commencement de l'année judiciaire 1914-1915 devant le tribunal de commerce de Louvain et le tribunal de première instance de Termonde, jugeant commercialement.

Affaires terminées.

(TABLEAU XLIX.)

Des 20,669 affaires à juger, 4,119 ont été terminées de la manière suivante :

3,245 (79 %) par jugements — dont 2,480 (60 %) jugements contradictoires et 765 (19 %) jugements par défaut.

874 (21 %) par désistement, transaction, radiation — dont 278 (7 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Parmi les jugements contradictoires, 1740 étaient en dernier ressort; 740 étaient à charge d'appel.

Parmi les jugements par défaut, 595 étaient en dernier ressort, 170 à charge d'appel.

Des 3,245 jugements, les tribunaux de commerce en ont rendu 2,813, les tribunaux civils jugeant commercialement 432.

Des 874 affaires terminées par désistement, transaction, radiation, 169 le furent devant des tribunaux de commerce, 705 devant les tribunaux civils jugeant commercialement.

Jugements avant de statuer au fond.

(TABLEAU LI.)

Il a été rendu en matière commerciale 978 jugements avant de statuer au fond (817 devant les tribunaux de commerce, 161 devant les tribunaux civils jugeant commercialement).

Durée de la procédure.

(TABLEAU L.)

Des 3,245 affaires terminées par des jugements, 2,712 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (84 p. c.); 333 (10 p. c.) du sixième au douzième mois et 200 (6 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

(TABLEAUX XLIX et L.)

Au 1^{er} août 1915, il reste à terminer 16,550 affaires.

Dans les 16,550 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 14,529 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 2,021 affaires.

2,009 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (1,703 aux tribunaux de commerce, 306 aux tribunaux civils);

1,078 depuis six mois à un an (894 aux tribunaux de commerce, 184 aux tribunaux civils);

13,463 depuis un an et plus (11,932 aux tribunaux de commerce, 1,531 aux tribunaux civils).

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 132.

Concordats préventifs.

(TABLEAUX LII et LIII.)

Il a été présenté aux tribunaux 11 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 2 ont été accueillies et suivies d'homologation; 1 a été rejetée (pour défaut de majorité); 2 ont été suivies de déclaration de faillite pendant la procédure; 6 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice. Le tableau LIII fait connaître quel est le dividende distribué dans les concordats préventifs clôturés par liquidation après abandon d'actif, et met ce dividende en rapport avec le passif (1).

Faillites.

(TABLEAUX LIV.)

31 faillites nouvelles ont été déclarées.

De plus, 1 faillite a été réouverte. Au 1^{er} août 1914, il restait à liquider 1,098 faillites, soit au total, 1,129 faillites dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper (1,130 en y comprenant la faillite réouverte).

Sur les 31 faillites nouvelles, 7 ont été déclarées sur avis du failli, 17 à la poursuite des créanciers (dont 8 sur assignation, 9 sur requête), 7 d'office.

Sur le nombre de faillis, 25 étaient d'origine belge, 6 d'origine étrangère : 3 Allemands, 1 Français, 1 Hollandais, 1 Suisse.

Parmi ces faillites, 5 concernaient des sociétés; 1 faillite intéressait des associés.

Le montant du passif se détermine comme suit :

1 avait un passif de moins de 1,000 francs;

2 avaient un passif de 1,000 à 5,000 id.;

3 id. de 5,000 à 10,000 id.;

5 id. de 10,000 à 20,000 id.;

9 id. de 20,000 à 50,000 id.;

1 avait un passif de 50,000 à 100,000 id.;

2 avaient un passif de 100,000 francs et plus.

Au 31 juillet 1915, le montant du passif de 8 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Depuis la publication de l'année 1911-1912, certains renseignements nouveaux sont donnés relativement aux faillites terminées.

Alors qu'antérieurement on se bornait à classer les faillites en catégories basées sur le montant du dividende distribué, on a dressé pour l'année judiciaire 1914-1915,

(1) Un tableau, ainsi conçu, figure, pour la première fois, dans la publication qui contient la statistique commerciale de l'année judiciaire 1912-1913. Il a été continué depuis.

(2) Non compris le chiffre des faillites antérieures à l'année pour l'arrondissement de Termonde, les archives du tribunal ayant été détruites lors de l'incendie de la ville. Et y compris un chiffre approximatif pour l'arrondissement de Louvain. (Voir note de la page 250.)

comme on l'avait fait pour les trois années judiciaires précédentes, des tableaux où le dividende distribué est mis en rapport avec le passif. (Tableaux LVIII et LIX.)

Les renseignements sont donnés, d'une part relativement aux faillites terminées par concordat, d'autre part relativement aux faillites terminées par liquidation.

De plus, en ce qui concerne les faillites terminées par liquidation, un tableau indique l'emploi de l'actif réalisé. (Voir le tableau LIX.)

Sur un total de 31 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 16 faillites; pour le ressort de Gand, 11, et pour le ressort de Liège, 4.

Des 1,129 faillites à clôturer (1,130 en y comprenant la faillite réouverte), les tribunaux en ont terminé 81 : 1 par concordat, 22 par liquidation. 56 à défaut d'actif et 2 par révocation.

Il en restait à régler 1,049 à la fin de l'année du compte.

La liquidation des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 2 en moins de 6 mois ; 3 en un délai de 6 mois à 1 an ; 6 de 1 à 2 ans ; 6 de 2 à 3 ans ; 1 de 4 à 5 ans ; 5 dans un temps plus long.

Aucune demande de sursis de paiement n'a été introduite, pendant l'année 1914-1915.

Protêts.

Les délais pendant lesquels devaient être faits les protêts et tous actes concernant les recours ont été prorogés par des arrêtés royaux, et, à partir de l'occupation, par des arrêtés du gouvernement allemand dans la partie occupée du pays.

IV. — Cours d'appel (1).

Affaires à juger.

(TABLEAU LXII.)

Les affaires nouvelles introduites en 1914-1915 devant les cours d'appel sont au nombre de 341.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles, 221 affaires ;
Id. de Gand, 32 id.
Id. de Liège, 88 id.

En ajoutant aux 341 causes nouvelles les 1,861 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 2,202 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel (2) se composaient : de 1,254 appels en matière civile ; 831 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce ; de 78 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement ; de 3 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour (renvoi après cassation) ; de 15 appels de jugements arbitraux ; de 19 appels de référés ; de 2 affaires portées directement devant la cour.

Résultats des appels.

(TABLEAUX LXIII.)

Les cours d'appel ont terminé 424 affaires. Elles ont rendu 302 arrêtés : 280 contradictoirement (173 confirmatifs, 107 infirmatifs) et 22 par défaut ; en outre, 92 causes ont été terminées pas transaction, abandon, etc., et 30 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 192 affaires ont été jugées contra-

dictoirement, 20 par défaut, 70 ont été terminées d'une autre manière.

En matière commerciale : 88 affaires ont été jugées contradictoirement, 2 par défaut et 52 ont été terminées d'une autre manière.

Durée de la procédure.

(TABLEAU LXV.)

Des 302 affaires terminées par des arrêtés, 134 ont été terminées dans les six mois (105 en matière civile, 29 en matière commerciale) ; 62 du sixième au douzième mois (42 en matière civile et 20 en matière commerciale) ; 97 dans un délai d'un à trois ans (60 en matière civile, 37 en matière commerciale) ; 9 après ce délai (5 en matière civile, 4 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

(TABLEAUX LXIII et LXV.)

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,778 affaires.

De celles-ci, 160 étaient inscrites depuis moins de six mois (113 en matière civile, 47 en matière commerciale) ; 64 depuis six mois à un an (25 en matière civile et 39 en matière commerciale) ;

1,415 depuis un à trois ans (799 en matière civile, 616 en matière commerciale) ;

139 depuis plus de trois ans (72 en matière civile, 67 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 42 arrêtés préparatoires et interlocutoires.

Nature des affaires.

(TABLEAU LXIV.)

Sur les 212 arrêtés en matière civile, 81 ont statué sur des questions régies par le livre 1^{er} du Code civil.

Parmi les arrêtés qui concernent le livre 1^{er} : 49 décidaient en matière de divorce et 4 en matière de séparation de corps; 14 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (13).

Les dispositions du livre II du Code civil n'ont été appliquées par aucun arrêt.

Parmi les 117 arrêtés qui concernent le livre III, on trouve 10 arrêtés pour le titre des Successions; 3 pour celui des Donations entre vifs et des testaments; 36 pour celui des Contrats et obligations; 55 pour celui des engagements qui se forment sans convention; 7 pour celui du Contrat de louage.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à 14 arrêtés. Parmi ces arrêtés, on peut en signaler 2 au

titre des saisies-exécutions; 2 concernant la saisie-gagerie; 2 en matière d'expulsion de locataires (loi du 9 août 1887); 3 en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Sur les 90 arrêtés qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 85 concernaient le livre 1^{er} : Commerce en général, et 5 le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les 302 arrêtés rendus, 182 l'ont été après communication au ministère public; 169 étaient conformes et 13 contraires, en tout ou en partie, aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 1 demande en réhabilitation formée par un failli et n'en ont rejeté aucune.

Elles ont jugé 215 affaires de milice et 579 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 26, les secondes à 35 arrêtés interlocutoires.

Les cours ont jugé 7 affaires fiscales.

V. — Cour de cassation (1).

(TABLEAUX LXVI et LXVII.)

Le nombre des causes à juger (matière civile et commerciale) est de 105.

Ces pourvois étaient dirigés contre 46 arrêtés de cours d'appel, 35 jugements de tribunaux civils, 15 jugements de tribunaux de commerce, 6 décisions de justices de paix, 2 de conseils de prud'hommes. Il y a eu, en outre, 1 affaire en règlement de juges.

La cour a eu à statuer sur 91 affaires anciennes et sur 14 affaires nouvelles.

Elle a terminé 39 affaires : 17 par arrêt de cassation, 22 par arrêt de rejet.

Le total des arrêtés basés sur les Codes de procédure civile et de commerce a été de 19 (8 arrêtés de cassation, 11 arrêtés de rejet), les lois et matières diverses ont fait l'objet de 20 arrêtés (9 arrêtés de cassation, 11 arrêtés de rejet).

Il restait, à la fin de l'exercice, 66 causes à juger.

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.

(2) Dans la publication de l'année 1913-1914, une erreur d'impression a fait reproduire les chiffres de l'année 1912-1913. Il faut lire pour l'année 1913-1914 : Les affaires soumises aux Cours d'appel se composaient de 2,086 appels en matière civile; de 1,410 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 159 appels sur jugements par les tribunaux civils, jugeant commercialement; de 8 appels de tribunaux étrangers au ressort de la Cour (renvoi après cassation); de 26 appels de jugements arbitraux; de 34 appels de référés; de 2 affaires portées directement devant la Cour.

(1) La documentation en ce qui concerne les Cours d'appel et la Cour de cassation est complète.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE.

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes. Ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : érou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel; c'est la statistique administrative. Ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils

donnent des renseignements sur la situation de ceux-ci avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde, un seul est cellulaire; les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). La prison centrale à Louvain reçoit, en outre, les condamnés à la détention. Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés incapables de subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mentale et les condamnés à perpétuité qui, après un encllement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 1er mai 1913; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six

arrondissement judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception de celle d'Audenarde. Celle-ci est également destinée à disparaître prochainement pour faire place à une prison cellulaire.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine éminelle, la subissent dans une prison secondaire : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand; il est destiné aux condamnés à plus de six mois, âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 15 mai 1912 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves qui sont en quarantaine, en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit ceux des élèves de ces écoles qui sont vi-

cieux, incorrigibles ou qui exigent une surveillance spéciale.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier

commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

(TABLEAU LXVIII.)

On compte dans les prisons belges, non compris celle d'Ypres, au 31 décembre 1915, 4,281 cellules de jour et de nuit pour hommes et 673 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules destinées aux condamnés pour dettes.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,181 places pour hommes et 2 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,037 places) et par

ceux de la prison de Forest (96 places) et, pour le surplus, par la prison d'Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 339 places en commun pour hommes et de 46 pour femmes.

Il est à remarquer que toutes ces places n'étaient pas à la disposition de l'administration belge. L'autorité militaire allemande en avait réquisitionné un certain nombre pour la détention des prisonniers écroués par ses ordres.

La prison d'Ypres, ayant cessé d'être occupée au cours de l'année 1915, ne figure pas dans la statistique pénitentiaire de cette année.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention.

Population moyenne.

(TABLEAUX LXIX et LXX.)

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 262,412. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 49,185, dont 35,827 pour les indisciplinés et 13,358 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,360,749 et, pour les femmes, de 153,179, soit, au total, 1,513,928.

Dans ces chiffres sont compris 358,989 journées de détention (315,707 hommes et 43,282 femmes) de prison-

niers écroués à la disposition des autorités militaires allemandes.

Le tableau qui suit donne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1911 à 1915.

Pour l'année 1914, ce nombre a été complété par les chiffres se rapportant aux prisons d'Ypres et de Furnes, chiffres qui faisaient défaut au moment où la statistique de 1914 a été dressée.

ÉTABLISSEMENTS.	1911	1912	1913	1914	1915	
Prisons centrales	263,160	251,931	263,651	265,000	262,412	
Prisons secondaires. {	Hommes	1,361,503	1,293,541	1,345,980	1,269,401	1,360,749
	Femmes	137,685	119,496	115,450	115,253	153,179
TOTAUX	1,762,348	1,669,968	1,725,081	1,650,554	1,776,340	
Jeunes condamnés	16,621	13,238	11,351	18,508	13,358	
Indisciplinés	32,888	35,892	39,793	38,952	35,827	

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1911	1912	1913	1914	1915	
Prisons centrales	721	697	722	728	719	
Prisons secondaires. {	Hommes	3,728	3,538	3,688	3,476	3,730
	Femmes	376	327	317	316	418
TOTAUX	4,825	4,562	4,727	4,520	4,867	
Quartier de discipline et des jeunes condamnés. . .	136	134	148	157	135	

4. — École.

(TABLEAUX LXXI et LXXII.)

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, l'école est obligatoire pour tous les internés.

Des 714 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1915, 549, soit 77 % fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard se résument dans la constatation suivante :

437, soit 80 p. c., ont profité des leçons;
112, soit 20 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était au 31 décembre 1915, de 696 hommes et de 71 femmes. Parmi les hommes, 604 ou 87 % ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 92, soit 13 % n'ont fait aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 66 ou 93 % et de 5 ou 7 %.

Les 173 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école; 132, soit 76 %, ont tiré profit des leçons qu'ils ont reçues; 41, soit 24 %, n'ont fait aucun progrès.

En ce qui concerne les détenus ayant fréquenté l'école qui ont été libérés au cours de l'année 1915, la proportion de ceux ayant tiré profit de cette fréquentation est de : pour les prisons centrales de 85 % et pour les prisons secondaires de 88 % pour les hommes et de 96 % pour les femmes.

Pour le quartier de discipline et des jeunes condamnés cette proportion est de 100 %.

5. — Punitions infligées aux détenus.

(Tableau LXXIII.)

Le nombre total des journées de punition a été :
 Dans les prisons centrales, de 1,650, soit 0.63 pour cent journées de détention;
 Dans les prisons secondaires :
 Pour les hommes, de 17,456, soit 1.28 pour cent journées de détention;
 Pour les femmes, de 514, soit 0.34 pour cent journées de détention;
 Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 145 ou 0.29 pour cent journées de détention.

6. — Service médical.

(TABLEAU LXXIV.)

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnelle-

ment graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1915, le nombre des transferts de ce genre a été de 31 (21 hommes et 10 femmes).

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1911 à 1915, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire, qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1911			1912			1913			1914			1915			
	Jour- nées de déten- tion.	Jour- nées de ma- la- die.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Jour- nées de déten- tion.	Jour- nées de ma- la- die.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Jour- nées de déten- tion.	Jour- nées de ma- la- die.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Jour- nées de déten- tion.	Jour- nées de ma- la- die.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Jour- nées de déten- tion.	Jour- nées de ma- la- die.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	
Prisons centrales. . .	263,160	12,578	4.78	254,931	11,256	4.42	263,651	11,250	4.27	265,900	11,396	4.29	262,412	12,415	4.73	
Prisons secondaires. {	Hommes.	1,361,503	30,407	2.23	1,295,541	33,090	2.55	1,345,980	31,122	2.31	1,269,401	28,791	2.27	1,360,749	26,577	1.95
	Femmes	137,085	12,822	9.31	119,496	12,922	10.81	115,450	14,989	12.92	115,253	14,142	12.27	153,179	12,692	8.29
Quartier de discipline.	32,888	701	2.13	35,892	297	0.82	39,793	232	0.58	38,952	125	0.32	35,827	396	1.11	
Quartier des jeunes condamnés	16,624	180	1.08	13,238	227	1.71	14,351	77	0.53	18,508	148	0.80	13,358	68	0.51	

7. — Décès.

(TABLEAU LXXV.)

Il y a eu, en 1915, dans les prisons centrales, 16 décès.

Dans les prisons secondaires :

Parmi les hommes 14 décès ;

Parmi les femmes. 1 —

Il ne s'est pas produit de décès au quartier de discipline.

Le tableau qui suit met en regard du chiffre de la population moyenne le nombre de décès et indique la proportion de ceux-ci pour cent détenus.

ÉTABLISSEMENTS.	1911			1912			1913			1914			1915		
	Popu- lation moyen- ne.	Nom- bre de dé- cès.	Pro- por- tion pour cent détenus.	Popu- lation moyen- ne.	Nom- bre de dé- cès.	Pro- por- tion pour cent détenus.	Popu- lation moyen- ne.	Nom- bre de dé- cès.	Pro- por- tion pour cent détenus.	Popu- lation moyen- ne.	Nom- bre de dé- cès.	Pro- por- tion pour cent détenus.	Popu- lation moyen- ne.	Nom- bre de dé- cès.	Pro- por- tion pour cent détenus.
Prisons centrales. . .	721	15	2.08	697	11	1.58	722	6	0.83	728	8	1.10	719	16	2.23
Prisons secondaires. {	3,728	21	0.56	3,538	16	0.45	3,688	29	0.51	3,476	19	0.55	3,730	14	0.38
Femmes.	376	1	0.27	327	2	0.61	317	—	—	301	1	0.33	418	1	0.24
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés	136	—	—	131	—	—	148	1	0.68	157	—	—	135	—	—

8. — Suicides et tentatives de suicide.

(TABLEAU LXXVI.)

Dans les prisons centrales, il s'est produit 2 suicides et 1 tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 3 prévenus et 2 condamnés se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 12 tentatives de suicide, dont 9 par des prévenus et 3 par des condamnés.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1911 à 1915, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période on n'a constaté au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés qu'une tentative de suicide en 1913 et une en 1914.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
	Suicides accom- plis.	Suicides tentés.	SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passa- gers, etc.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passa- gers, etc.)	
			Hom- mes.	Fem- mes.	Hom- mes.	Fem- mes.	Hom- mes.	Fem- mes.	Hom- mes.	Fem- mes.
1911.	—	2	2	—	4	—	9	—	9	1
1912.	1	1	3	1	7	1	7	—	13	1
1913.	—	2	3	—	1	—	7	—	12	—
1914.	—	2	2	—	9	—	10	2	12	—
1915.	2	1	2	—	2	1	3	—	9	—
Totaux.	3	8	12	1	26	2	36	2	55	2

9. — Aliénation mentale.

(TABLEAU LXXVII.)

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu du Règlement général du 30 septembre 1905, confiées à des médecins spécialistes. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie, qui donne lieu de suspecter son état mental.

Pendant l'année 1915, ce service, n'a pu fonctionner régulièrement et a dû être assuré partiellement, par les médecins ordinaires des prisons.

Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'État

à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'État à Mons.

Pendant l'année 1915, à raison de l'interruption des communications, des aliénés n'ont pu être dirigés sur ces établissements et ont dû être colloqués dans des asiles privés à proximité des prisons où ils étaient détenus.

En 1915, il y a eu, dans les prisons centrales, 7 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des colloocations a été de 84 (69 hommes, 15 femmes) ; il se subdivise ainsi qu'il suit, au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués :

Prévenus, accusés et passagers. 63 (54 hommes, 9 femmes).
Condamnés 21 (15 id. 6 id.).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 0.97 aliénés colloqués pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 1.85 aliénés colloqués pour cent détenus ; femmes, 3.59 aliénées colloquées pour cent détenues.

Il s'est produit un cas d'aliénation mentale, en 1915, au quartier de discipline, et aucun au quartier des jeunes condamnés.

On trouvera ci-après un tableau donnant le nombre de colloocations de 1911 à 1915 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.		1911	1912	1913	1914	1915	
Prisons centrales.	Louvain	2	4	3	6	3	
	Gand {	Quartier cellulaire.	3	2	2	3	1
		Quartier commun des criminels.	4	6	4	6	3
	TOTAUX.		9	12	9	15	7
Proportion pour cent détenus (population moyenne).		1.25	1.72	1.25	2.06	0.97	
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés. {	Hommes.	60	80	76	76	52
		Femmes.	2	7	4	6	7
	Passagers et mendians et vagabonds. {	Hommes.	2	6	4	5	2
		Femmes.	1	—	—	4	2
	Condamnés. {	Hommes.	30	27	24	21	15
		Femmes.	8	5	7	1	6
	TOTAUX. {		92	113	104	102	69
	Hommes.		92	113	104	102	69
	Femmes.		11	12	11	11	15
	Proportion pour cent détenus (population moyenne) {		2.47	3.19	2.82	3.00	1.85
Hommes.		2.47	3.19	2.82	3.00	1.85	
Femmes.		2.03	3.67	3.47	3.58	3.59	

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, indiquant le nombre des

détenus signalés aux médecins aliénistes, comprend donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des condamnés détenus.	Nombre des condamnés signalés aux médecins aliénistes.
1911.	4,300	155
1912.	3,974	170
1913.	4,115	141
1914.	3,789	142
1915.	3,205	108

Ces chiffres font ressortir à 3,62 pour cent détenus et par an, la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

10. — Travail des détenus.

(TABLEAU LXXVIII)

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'il n'en soient dispensés par le gouvernement dans les cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par le règlement général du 30 septembre 1905 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'État. Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables.

Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'État, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants, une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'État. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire, reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1915, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.	HOMMES.	FEMMES.	
Travaux domestiques	574	112	
Travaux industriels	A. Pour compte de particuliers	132	12
	B. Pour compte des administrations publiques	117	50
	C. Simples occupations	1,823	76
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	160	—
TOTAL DES OCCUPÉS	2,806	250	
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)	1,318	157	
Détenus inoccupés faute de travail	1,006	120	
TOTAL DES INOCCUPÉS	2,324	277	
TOTAL GÉNÉRAL	5,130	527	

En 1915, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs, particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'État, s'est élevé à fr. 188,060.41

La dépense pour les travaux domestiques dans des établissements où le produit du travail industriel a été nul, a atteint fr. 1,106.77

Total fr. 189,167.18

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels fr. 72,242.75

A ceux employés aux travaux domestiques fr. 23,949.38

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux, représentent une somme de fr. 48,334.39

Soit un total de dépenses de fr. 144,526.52

Il s'ensuit que les opérations se rapportant exclusivement au travail laissent un bénéfice de fr. 44,640.66

II. — Prix de la journée d'entretien.

(TABLEAU LXXIX.)

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1915, de 1 fr. 80 c.

Il était pour 1911, de 1 fr. 51 c.
Id. 1912, de 1 fr. 64 c.
Id. 1913, de 1 fr. 66 c.
Id. 1914, de 1 fr. 73 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention, mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux

tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que : produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

12. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Options de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 1^{er} mai 1913, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité, sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1915, 14 condamnés hommes ont été appelés à l'option ; 11 ont opté pour la cellule et 3 pour le régime commun ; 1 homme qui avait opté pour le

régime cellulaire, a obtenu son transfert au régime commun.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins constatent l'incapacité, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire, sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit donne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1915 :

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Pour cause d'incapacité physique.	2	—	7	—	9
Pour cause d'incapacité mentale.	4	—	9	—	13
TOTAUX.	6	—	16	—	22

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Genre des infractions.

(TABLEAU LXXXII.)

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes 1,052 hommes, 107 femmes.
Contre les propriétés 1,797 id. 101 id.

Nature des peines.

(TABLEAU LXXXII.)

A la peine de mort 121 hommes, 13 femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité 141 id. 6 id.
Aux travaux forcés à temps 219 id. 11 id.
A la détention perpétuelle 2 id. 0 id.
A la détention à temps 6 id. 0 id.
A la réclusion 75 id. 3 id.
A l'emprisonnement correctionnel 2,283 id. 175 id.
A l'emprisonnement de police. 2 id. 0 id.

Lieu où l'infraction a été commise.

(TABLEAU LXXX.)

Province d'Anvers 408 hommes, 27 femmes.
Id. de Brabant 790 id. 69 id.
Id. de Flandre occident. 239 id. 12 id.
Id. de Flandre orientale 365 id. 15 id.
Id. de Hainaut 498 id. 37 id.
Id. de Liège 288 id. 35 id.
Id. de Limbourg. 59 id. 3 id.
Id. de Luxembourg 33 id. 1 id.
Id. de Namur. 68 id. 9 id.
Faits commis à l'étranger 11 id. 0 id.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1915, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs, notamment, à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue, notamment, de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1915, 3,057 détenus (2,849 hommes et 208 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

(TABLEAU LXXXII.)

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises 532 hommes, 32 femmes.
Par les cours d'appel 928 id. 66 id.
Par les tribunaux correctionnels 1,316 id. 110 id.
Par les tribunaux de police. 1 id. 0 id.
Par les tribunaux militaires 72 id.

Pour les 3,046 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,838 hommes, 208 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins, par 822 hommes et 51 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants, par 2,016 hommes et 157 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

(TABLEAU LXXXI.)

Agés de 16 à moins de 18 ans.	68 hommes,	1 femme.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	285 id.	9 femmes.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	1,158 id.	51 id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	750 id.	70 id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	398 id.	56 id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	156 id.	18 id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	33 id.	3 id.
Id. de 70 ans et plus	1 id.	0 id.

Etat civil.

(TABLEAU LXXXI.)

Célibataires	1,643 hommes,	75 femmes.
Mariés { ayant des enfants.	841 id.	78 id.
{ sans enfants	231 id.	18 id.
Veufs et { ayant des enfants.	82 id.	26 id.
divorcés { sans enfants	52 id.	11 id.

Filiation.

(TABLEAU LXXXI.)

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père	2,788 hommes,	203 femmes.
Enfants naturels	61 id.	5 id.
Enfants trouvés	0 id.	0 id.

Suivant le degré de leur instruction.

(TABLEAU LXXXI.)

1 ^{er} degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	551 hommes,	33 femmes.
2 ^e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement	1,681 id.	122 id.
3 ^e degré. Sachant bien lire et écrire	501 id.	50 id.
4 ^e degré. Ayant une instruc- tion supérieure à ces degrés.	116 id.	3 id.

Suivant l'idiome.

(TABLEAU LXXXI.)

Parlant le français	912 hommes,	107 femmes.
Id. le flamand	1,219 id.	68 id.
Id. ces deux langues	686 id.	31 id.
Ne parlant ni le français ni le flamand	32 id.	2 id.

Antécédents.

(TABLEAU LXXXIII.)

Non récidivistes	1,126 hommes,	135 femmes.	
	Hommes	Femmes	
Récidivistes	1 condamnation antérieure	296	18
	2 id. id.	235	17
	3 id. id.	165	5
	4 id. id.	168	5
	5 id. id.	115	5
ayant subi	de 6 à 10 condamnations antérieures	353	11
	de 11 à 15 condamnations antérieures	149	4
	de 16 à 20 condamnations antérieures	107	3
	plus de 20 condamnations antérieures	135	5

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année.

Condition au moment de la libération.

On trouvera dans le tableau LXXXIV des renseignements sur la condition au moment de la libération de 2,074 détenus (1,911 hommes et 163 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

(TABLEAUX LXXXV à LXXXIX.)

La statistique de la mendicité et du vagabondage renseigne sur les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes (1).

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité, de 1,335 hommes et 49 femmes.

Dans les maisons de refuge, de 453 hommes et de 21 femmes.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni, par conséquent, au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la

population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celle de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les chiffres suivants, qui donnent la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge.

Sur 3,230 hommes reclus au 31 décembre 1915 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 286 seulement, s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 2,221 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 255 femmes recluses à la même date, 111 s'y trouvaient pour la première fois et seulement 73 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres, il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes: ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles; tandis que la plupart des femmes sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement, n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

(1) Dans les publications antérieures à celle de l'année 1913, on faisait également connaître, ici, le mouvement de la population des établissements dénommés « Ecoles de bienfaisance », où étaient internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a établi, pour les mineurs traduits en justice, un régime spécial. On trouvera plus loin la statistique relative à l'application de la dite loi (chapitres I^{er} et II).

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

(Tableaux XC à XCI.)

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du déteu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continuée depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne, ensuite, sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin, sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve. On trouvera les chiffres pour 1915 aux tableaux XC et XCI.

Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1^{er} juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui des libérations qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Le troisième groupe, par période quinquennale, depuis juin 1888 jusqu'au 31 décembre 1913, la moyenne annuelle des libérations accordées et des révocations prononcées.

Le quatrième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Le cinquième et dernier tableau donne le résultat général de la loi, depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1915, ainsi que la proportion des rechutes.

Les quatre derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	156	69	225
1890.	78	28	106	47	53	100
1891.	123	47	170	45	45	90
1892.	145	54	199	57	38	95
1893.	133	43	176	66	18	84
1894.	142	39	181	95	29	124
1895.	140	61	201	135	48	183
1896.	160	56	216	136	64	200
1897.	163	72	235	172	90	262
1898.	179	87	266	181	87	268
1899.	162	70	232	179	88	267
1900.	175	61	236	149	50	199
1901.	148	74	222	186	80	266
1902.	136	46	182	182	80	262
1903.	180	45	225	176	61	237
1904.	158	59	217	173	94	267
1905.	143	72	215	145	70	221
1906.	142	74	216	194	85	279
1907.	215	104	319	221	99	320
1908.	178	72	250	226	77	303
1909.	149	75	224	271	85	356
1910.	143	59	202	271	88	359
1911.	125	63	188	230	107	337
1912.	157	85	242	237	126	363
1913.	146	87	233	147	101	248
1914.	130	51	181	153	56	209
1915.	30	22	61	132	45	177

ANNÉES.	LIBÉRATIONS conditionnelles		LIBÉRATIONS devenues définitives		RÉVOCATIONS			
	accordées pendant l'année.	Total depuis 1 ^{er} juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1 ^{er} juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	Total des révocations prononcées dans l'année.	Total des révocations prononcées depuis le 1 ^{er} juin 1888 (1).	Total des révocations par rapport à l'année dans laquelle la libération a été accordée (2).
1888-1889	172	172			3	3	3	7
1890.	106	278		245	1	5	8	5
1891.	170	448			1	4	12	4
1892.	199	647	170	415	3	5	17	6
1893.	176	823	143	558	3	7	24	11
1894.	181	1,004	126	684	3	6	30	13
1895.	201	1,205	170	854	2	13	43	9
1896.	216	1,421	178	1,032	1	6	49	9
1897.	235	1,650	206	1,238	2	10	59	6
1898.	266	1,922	234	1,472	1	9	68	11
1899.	232	2,154	188	1,660	1	8	76	16
1900.	236	2,390	123	1,783	—	8	84	13
1901.	222	2,612	107	1,890	3	17	101	17
1902.	182	2,794	197	2,087	3	21	122	10
1903.	225	3,019	212	2,299	2	10	132	12
1904.	217	3,236	176	2,475	4	7	139	15
1905.	215	3,451	233	2,708	6	21	160	19
1906.	216	3,667	220	2,928	2	10	170	12
1907.	319	3,986	195	3,123	3	13	183	24
1908.	259	4,236	203	3,326	2	23	206	21
1909.	224	4,460	274	3,600	3	23	229	19
1910.	202	4,662	223	3,823	2	16	245	15
1911.	188	4,850	202	4,025	—	15	260	14
1912.	242	5,092	192	4,217	—	12	272	16
1913.	233	5,325	178	4,395	3	23	295	8
1914.	181	5,506	212	4,607	1	16	311	6
1915.	61	5,567	226	4,823	3	10	321	3

PÉRIODE QUINQUENNALE.	LIBÉRATIONS ACCORDÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	RÉVOCATIONS PRONONCÉES.	MOYENNE ANNUELLE.	PROPORTIONS DES RÉVOCATIONS PAR RAPPORT AUX LIBÉRATIONS.
Juin-1888 à 1893	823	164.4	24	4.8	2.9
1894 à 1898	1,099	219.8	44	8.8	4.0
1899 à 1903	1,097	219.4	64 (3)	12.8 (3)	5.8 (3)
1904 à 1908	1,217	243.4	74	14.8	6.1
1909 à 1913	1,089	217.8	89	17.8	7.2

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.

(2) Les chiffres des dernières années augmenteront au fur et à mesure que les résultats des années suivantes seront connus.

(3) Cette augmentation provient de ce que la loi du 3 août 1899 a prolongé la durée du temps d'épreuve qui, depuis cette loi, ne peut être inférieur à 2 ans; d'autre part, le nombre des révocations doit s'accroître nécessairement au fur et à mesure que le nombre des individus soumis à l'épreuve de la libération conditionnelle augmente. Pour connaître la proportion des rechutes, il faut consulter le dernier tableau relatif aux résultats de l'application de la loi.

Suite des 5,567 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.		Report . . .	5,477
Libérations devenues définitives	4,833	Terme d'épreuve expirant en 1922.	10
Id. révoquées.	321	Id. id. 1923.	4
Terme d'épreuve expirant en 1916.	194	Id. id. 1924.	5
Id. id. 1917.	23	Id. id. 1925.	3
Id. id. 1918.	25	Id. id. 1926.	2
Id. id. 1919.	14	Id. id. 1927.	5
Id. id. 1920.	7	Id. id. 1928.	2
Id. id. 1921.	10	Id. id. 1929.	3
		Id. id. 1930.	2
		Id. id. 1933.	1
		Id. id. 1935.	1
A reporter.	5,477	Indéfini	52
			5,567

Résultat général de l'application de la loi depuis sa mise en vigueur jusqu'au 31 décembre 1915.

Proportions.

Individus libérés définitivement par suite d'expiration de temps d'épreuve	4,833	86.8%
Individus libérés vis-à-vis desquels un arrêté de révocation a été pris	321	5.8%
Individus libérés dont le temps d'épreuve n'est pas expiré et qui sont encore en liberté conditionnelle	413	7.4%
TOTAL	5,567	100 %

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

(TABLEAU XCIV.)

Le nombre des étrangers dont l'arrivée dans le pays (partie occupée) a été pour la première fois portée à la connaissance de l'administration de la sûreté publique s'est élevé en 1915, à 3,254 résidents et 1 vagabond, soit un total de 3,255.

Les pays qui ont fourni les plus forts appoints à cette immigration sont les suivants :

Allemagne	749
Angleterre	98
Autriche	64
France	1,439
Hollande	307
Italie	72
Luxembourg (G.-D. de).	89
Russie	108
Suisse	94

N.-B. — Sont supprimés les deux tableaux suivants qui figuraient dans les publications antérieures et qui eussent été sans objet, en 1915, par suite de l'occupation.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

(Tableaux XCV à XCVIII.)

La statistique des établissements d'aliénés n'est pas complète. Les renseignements font défaut en ce qui concerne l'hospice d'Ypres (pour hommes), l'hospice de Menin (pour femmes) et l'hospice du Sacré-Cœur à Ypres (pour femmes).

RAPPORT

sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (chapitres I et II) (1)
pendant l'année 1915.

Les résultats statistiques de l'application de la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance, pendant l'année 1915, sont évidemment conditionnés par les troubles inhérents à l'état de guerre. Les services statistiques de l'administration centrale, demeurés en territoire occupé, sont restés sans communication avec les arrondissements de Furnes et d'Ypres où nos troupes résistaient victorieusement à l'ennemi. Incomplets à cet égard, les renseignements statistiques recueillis pendant la guerre n'ont d'ailleurs pas, au point de vue de l'appréciation des effets de la loi, la valeur des renseignements réunis en temps normal. Les circonstances extraordinaires, surgies des événements, prennent une telle importance parmi les causes de la criminalité, du vagabondage, de l'inconduite, etc., que les causes ordinaires, celles que l'effort social permanent doit combattre, sont comme momentanément submergées et s'aperçoivent difficilement. Une grande prudence s'impose au moment de tirer des conclusions. La situation créée à l'œuvre de la protection de l'enfance, par suite de l'état de guerre, a été exposée dans le précédent rapport statistique pour l'année 1914. Il convient, cependant, de rendre encore une fois, hommage à tous ceux qui, malgré les circonstances, ont continué à apporter leur précieux concours à l'œuvre de la protection de l'enfance, particulièrement à la section « Aide et protection aux œuvres de l'enfance » créée au sein du Comité national de secours et d'alimentation. Sous son égide et sous la pression des événements, qui rendaient plus que jamais indispensable l'action de l'initiative privée, les œuvres de la protection de l'enfance se sont multipliées en Belgique et ont étendu leur réseau sur tout le territoire du pays.

C'est sous réserve de ces considérations que l'office de la protection de l'enfance, publie les statistiques de 1915.

Les tableaux A à F, sont consacrés à la « déchéance de la puissance paternelle », (chapitre 1^{er} de la loi). Les uns concernent les déchéances prononcées par les cours et tribunaux, les autres, les mesures prises à l'égard des enfants de parents déchus.

Le tableau A indique, par arrondissement judiciaire, le nombre des déchéances prononcées, 145 en 1915 contre 153 en 1914 et 128 en 1913. Comme précédemment, la plupart des déchéances sont motivées par des faits ou des situations prévus par les dispositions nouvelles de la loi du 15 mai 1912; la proportion en est de 93,1 % tandis qu'elle était de 96,7 % en 1914 et de 86,7 % en 1913. Le nombre des déchéances résultant de l'application de l'article 1^{er}, § I, est en effet de 10, tandis qu'il était de 5 en 1914 et de 17 en 1913. Ces déchéances auraient été prononcées sous l'ancienne législation (art. 378, al. 2 et art. 382, al. 2 du Code pénal), mais les parents n'auraient été déchus qu'à l'égard des seuls enfants qui ont été leurs victimes.

Les tableaux B, C et D, ont pour objet les mesures prises pour remplacer les parents dans l'exercice des droits de la puissance paternelle. Sur 361 placements, 271 ont été ordonnés par mesure définitive et 90 par mesure provisoire. En 1914 sur 347 placements, il y a eu 274 placements définitifs et 77 placements provisoires. Les chiffres correspondants pour 1913 sont 310, 277 et 33. La tendance à éloigner les enfants du milieu familial (tableau C.) accentuée en 1914, a quelque peu fléchi en 1915; 37 enfants au lieu de 17 ont été confiés à la mère; en 1913, il y en avait eu 62.

Enfin les changements apportés dans le choix des personnes ou des institutions auxquelles les enfants sont confiés (tableau D), restent rares; 26 en 1915, 24 en 1914 et 29 en 1913.

Les cours d'appel qui n'avaient pas été saisies en 1913, et avaient prononcé 3 arrêts confirmatifs en 1914, ont prononcé en 1915, 3 arrêts confirmatifs et 1 arrêt infirmatif. (Tableau E.)

Quant aux réintégrations dans les droits de la puissance paternelle, (tableau F), il n'en est pas encore question; les délais après lesquels elles peuvent être demandées, ne sont pas encore écoulés.

Les tableaux G et H rendent compte de l'activité des parquets et des juges d'instruction dans l'application du chapitre II de la loi sur la protection de l'enfance.

(1) L'application du chapitre III relatif aux crimes et délits commis par des *majeurs* est relevée dans la statistique pénale.

Le tableau G constate que 15,752 mineurs ont été impliqués dans les affaires dont les parquets ont eu à s'occuper; 868 mineurs impliqués dans des affaires encore en suspens au 31 décembre 1914, sont compris dans ce nombre.

8.300 mineurs n'ont pas été poursuivis, les affaires ayant été classées sans suite;
351 mineurs ont été renvoyés devant le juge d'instruction;
6.432 mineurs ont été déférés au juge des enfants;
669 mineurs restaient impliqués dans des affaires en suspens au 31 décembre 1915.

Total . . . 15.752

Le total correspondant en 1914 des affaires soumises aux parquets avait été de 11,575; en 1913, il était de 17.931. Comme en 1913 et en 1914, on constate que les parquets ont considérablement allégé la tâche des juges des enfants; plus de la moitié des affaires ont été terminées sans l'intervention de ceux-ci.

Quant aux juges d'instruction (tableau H) leur intervention reste exceptionnelle et la proportion des mineurs qui ont bénéficié d'un non lieu, passée en 1914 à 28,8 % de 18,4 % qu'elle était en 1913, est tombée à 16,8 % en 1915.

Pendant les enquêtes faites au sujet des mineurs traduits en justice, les juges des enfants peuvent prendre les mesures de garde provisoire que les circonstances indiquent. En principe, ces mesures consistent à confier les mineurs soit à des parents ou à des particuliers, soit à des sociétés ou institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées (art. 28 de la loi). Le juge d'instruction et le procureur du Roi peuvent aussi prendre ces mesures, dans les cas où l'intervention du juge d'instruction est nécessaire (art. 29 et 12). Exceptionnellement, les mineurs peuvent être gardés par décision du juge dans une maison d'arrêt pendant deux mois au plus (art. 30). La circulaire du 14 février 1913 (Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance, avril 1913, p. 167) a signalé les moyens à employer pour que cette dernière mesure ne soit prise qu'à la toute dernière extrémité.

Les tableaux I et J rendent compte de l'application de ces mesures. A une exception près, comme en 1913 et en 1914, les mesures de garde provisoire sont prises exclusivement par le juge des enfants. L'envoi dans une

Tableau L

	1913		1914		1915	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs renvoyés des poursuites	599	12,7 %	338	10,8 %	354	7,5 %
Mineurs ayant fait l'objet d'une mesure	4,124	87,3 %	2,782	89,2 %	4,359	92,5 %
Total	4,723		3,121		4,713	

maison d'arrêt a été plus fréquent qu'auparavant, 90 en 1915 contre 38 en 1914 et 81 en 1913. Au total il y a eu 834 mesures de garde provisoire; il y en avait eu 551 en 1914 et 729 en 1913. En général, leur durée a été plus longue encore qu'en 1914.

Le juge des enfants peut aussi placer en observation les mineurs au sujet desquels il a un doute quant à l'état physique ou mental (art. 21 alinéa 1^{er}). Le tableau K signale 27 décisions de l'espèce; on en comptait 24 en 1914 et 14 en 1913. Il ne faut pas perdre de vue à cet égard, qu'un examen médical à domicile ou dans le cabinet du médecin suffit, dans la plupart des cas, pour motiver une décision. Le tableau note exclusivement les cas d'observation prolongée, nécessitant le placement de mineurs dans des établissements spéciaux.

La loi du 15 mai 1912 en tant qu'elle concerne les mineurs traduits en justice a principalement pour objet la création d'une juridiction spéciale pour enfants et la substitution des mesures de garde, d'éducation et de préservation aux peines prévues par le Code pénal et les lois spéciales répressives.

Ses résultats à ce point de vue se trouvent indiqués dans les tableaux L, M, N et O. Il n'y a pas, dans ces tableaux, de distinction entre les mineurs jugés définitivement en première instance et ceux qui ont été jugés en appel; la décision définitive est seule comptée et fixée dans l'arrondissement où le jugement dont appel a été prononcé.

Les mineurs déférés au juge des enfants ne sont comptés qu'une fois lorsqu'ils ont comparu à plusieurs reprises au cours de l'année; dans ce cas, le fait qui a entraîné la mesure la plus grave est seul retenu, éliminant au point de vue statistique les autres préventions. Il a été admis, à cet égard, que l'inconduite prévue par l'article 14 de la loi est moins grave que le vagabondage et la mendicité prévus par l'article 13; que les faits prévus par l'article 15 sont plus graves que le vagabondage et la mendicité; qu'enfin, les faits qualifiés infractions sont les plus graves. (Circ. 17 février 1913. Bulletin de l'Office, 1912-1913, pp. 171 et 172.)

Les tableaux L et M dénombrent, par arrondissement, les mineurs jugés: le premier d'après la nature des faits commis, le second d'après les résultats des poursuites.

Les tableaux N et O donnent pour l'ensemble des mineurs jugés l'indication du résultat des poursuites en rapport avec l'âge des mineurs (tableau N) puis avec la nature des faits commis (tableau O).

La comparaison des résultats généraux se présente comme suit pour les années 1913, 1914 et 1915:

Tableau M

	1913		1914		1915	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs réprimandés	1,963	47,6 %	1,109	39,4 %	1,841	42,3 %
Mineurs confiés à une personne, à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.	720	17,5 %	615	37,5 %	1,470	33,7 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement sans indication spéciale du juge	1,391	38,8 %	1,044	37,5 %	1,034	23,7 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat	4	0,1 %	2	0,1 %	5	0,1 %
Mineurs mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement approprié à leur état.	42	1,0 %	13	0,4 %	9	0,2 %
Total	4,123		2,783		4,359	

766 mineurs mis à la disposition du gouvernement ont bénéficié du sursis prévu par l'article 23, contre 567 en 1914 et 669 en 1913. En 1914, comme en 1913, 1 mineur avait été mis à la disposition du gouvernement pour un terme dépassant sa majorité; en 1915, il n'y en a pas eu.

Tableau N

	1913		1914		1915	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mineurs âgés de moins de 10 ans	465	11,3 %	291	10,4 %	671	15,5 %
» âgés de 10 à moins de 13 ans	1,246	30,2 %	720	25,9 %	1,192	27,4 %
» âgés de 13 à moins de 16 ans	2,003	48,6 %	1,375	49,4 %	2,168	49,6 %
» âgés de 16 à moins de 18 ans	409	9,9 %	397	14,3 %	328	7,5 %
TOTAL	4,123		2,783		4,359	

La proportion des mineurs âgés de 16 à moins de 18 ans est plus faible parce qu'à cet âge les mineurs ne sont plus déférés aux juges des enfants que du chef de vagabondage ou de mendicité (art. 13) ou du chef d'inconduite ou d'indiscipline (art. 14).

Tableau O

	1913		1914		1915				
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.			
Vagabondage et mendicité	515	12,5 %	374	13,4 %	772	17,7 %			
Inconduite	491	11,9 %	517	18,8 %	461	10,7 %			
Prostitution et débauche	55	1,3 %	74	2,6 %	584	13,4 %			
Faits qualifiés infractions	contre les personnes	contre l'autorité	40	1,0 %	11	0,4 %	37	0,8 %	
		contre les mœurs	193	4,7 %	120	4,3 %	80	1,8 %	
		crimes	crimes	3	0,1 %	7	0,2 %	—	—
			délits	409	9,9 %	275	9,9 %	136	3,1 %
		incendies	140	3,4 %	69	2,5 %	78	1,8 %	
		vols	1,857	45,1 %	1,006	36,1 %	1,908	43,8 %	
		escroqueries, abus de confiance	100	2,4 %	68	2,4 %	22	0,5 %	
d'autre nature	317	7,7 %	262	9,4 %	278	6,4 %			
TOTAL	4,123		2,783		4,359				

La loi du 15 mai 1912 a conservé aux cours et tribunaux, la faculté de mettre à la disposition du gouvernement, à l'expiration de leur peine, les mineurs de 16 ans à moins de 18 ans qu'ils condamnent à l'emprisonnement (article 37). Le tableau P qui concerne cet objet mentionne moins de mesures de l'espèce encore que les années précédentes.

En 1913, 32, dont 24 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature;

En 1914, 35, dont 25 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature;
En 1915, 20, dont 16 à la suite de vols, les autres à la suite de délits d'autre nature.

Le tableau Q rend compte de l'application de l'article 31 qui donne aux juges des enfants exclusivement le droit de modifier les mesures prises à l'égard des mineurs.

Ces mesures font en tout cas l'objet d'une revision tous les trois ans, lorsque leurs effets n'ont pas cessé dans l'intervalle.

En 1913, ce tableau avait été divisé en deux parties, l'une indiquant la durée des mesures soumises à la procédure modificative, c'est-à-dire, le délai depuis la dernière décision; l'autre indiquant le résultat de la pro-

cedure modificative. Depuis, les deux parties du tableau ont été réunies, de telle sorte que les renseignements de l'une et l'autre espèce se présentent en corrélation, ce qui permet d'en mieux apprécier la portée.

Comparés à ceux des années 1913 et 1914, les résultats des procédures modificatives sont les suivantes :

	1913		1914		1915	
	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.	Nombres.	Proportions.
Mesures maintenues	874	37,3 %	366	19,7 %	340	31,6 %
Mesures modifiées	1,467	62,7 %	1,489	80,3 %	1,075	68,4 %
TOTAL	2,343		1,855		1,415	
<i>Durée des mesures modifiées :</i>						
Moins de six mois	514	35,0 %	502	33,7 %	308	28,7 %
6 mois à moins d'un an	214	14,6 %	301	20,2 %	160	14,9 %
1 an à moins de 2 ans	280	19,1 %	399	26,8 %	383	35,6 %
2 ans et plus	459	31,3 %	287	19,3 %	224	20,8 %
TOTAL	1,467		1,489		1,075	
<i>Nature des modifications :</i>						
Mise en liberté pure et simple	174	11,9 %	265	17,8 %	139	12,9 %
Mise en liberté surveillée	537	36,6 %	539	36,2 %	310	28,8 %
Placement chez un particulier	437	29,8 %	295	19,8 %	104	9,7 %
Placement dans une institution			131	8,8 %	268	25,0 %
Mise à la disposition du gouvernement sans indication spéciale	282	19,2 %	240	16,4 %	228	21,2 %
Internement dans un établissement disciplinaire de l'État	5	0,3 %	7	0,5 %	15	1,4 %
Placement dans un asile ou établissement approprié à l'état spécial du mineur	32	2,2 %	12	0,8 %	11	1,0 %
TOTAL	1,467		1,489		1,075	

D'après l'article 31 § 2 de la loi, les mesures prises à l'égard des mineurs doivent faire l'objet d'une revision, tous les trois ans, si leurs effets n'ont pas cessé dans l'intervalle. Ces revisions sont soumises à la même procédure que la décision originale. Elles sont applicables aux mesures prises sous l'empire de la loi ancienne, le législateur n'ayant pas voulu que des enfants puissent rester soumis plus de trois ans à des mesures restrictives de leur liberté individuelle sans que le juge vérifie si elles continuent à être nécessaires.

Les tableaux L à Q ont établi dans quelle mesure et sous quels aspects la criminalité infantile s'est manifestée pendant le cours de l'année 1915. On y a constaté notamment l'âge des « mineurs », les infractions qu'ils ont commises et les décisions soit initiales soit modificatives qui ont été prises à leur égard. A ce point de vue le mineur est l'objet de l'examen; il n'est donc compté qu'une fois dans chaque tableau quel que soit le nombre ou la nature de ses comparutions, devant l'une ou l'autre juridiction pendant l'année 1915.

Les tableaux R à W examinent chaque espèce de mesure prise par les juges, pour l'éducation ou la rééducation des mineurs; ils les étudient d'après un plan uni-

forme, afin que l'on puisse comparer le fonctionnement et la valeur effective des différents régimes. C'est pourquoi ces tableaux n'ont en vue que les mesures terminées, celles-là seules dont on peut dire qu'elles ont réussi ou qu'elles ont échoué; c'est aussi pourquoi, toutes les mesures terminées entrent en ligne de compte, quand bien même plusieurs d'entre elles auraient été successivement appliquées au même mineur au cours de l'année.

Pour l'année 1913 chacun de ces tableaux était divisé en deux parties, la première affectée à la durée des mesures qui ont pris fin, la seconde au résultat de ces mesures, c'est-à-dire, à l'indication du nouveau régime imposé aux mineurs; l'un et l'autre répartissaient les mineurs d'après leur âge au moment où l'épreuve terminée avait commencé. L'âge est d'ailleurs un des éléments essentiels à considérer quand il s'agit d'apprécier la valeur comparée de chacun des régimes.

Depuis 1914, ces divers renseignements sont réunis dans un même relevé, de telle sorte qu'ils se présentent dans leurs rapports corrélatifs avec toute leur signification.

L'étude comparative ci-dessous, fixée en tableaux récapitulatifs fait ressortir la valeur des différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis. Les résultats de l'année 1915 sont rapprochés des résultats correspondants des années 1913 et 1914.

Age des mineurs au début des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914 et en 1915

MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 16 ans.		De 16 à moins de 18 ans.		De 18 à 21 ans et plus.		TOTAL.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Mise en liberté surveillée (tableau S)	13	2	52	2	93	13	75	26	42	16	275	59
Confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	4	—	37	2	66	9	63	28	54	40	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau V)	21	3	110	13	267	66	161	74	33	37	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau W)	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X)	—	—	—	—	3	—	2	2	—	1	5	3
TOTAL	38	5	199	17	430	88	302	130	129	94	1,098	334
MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.												
Mise en liberté surveillée (tableau R)	16	1	53	4	103	26	68	32	29	11	289	74
Confiés à une personne (tableau S)	—	—	2	4	23	6	51	21	41	30	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	7	4	41	9	61	44	26	51	8	11	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau V)	21	1	71	11	219	59	187	47	38	23	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau W)	—	—	—	—	2	1	6	—	3	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X)	—	—	1	—	2	—	1	—	1	—	5	—
TOTAL	44	6	168	28	410	136	339	151	120	75	1,081	396
MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.												
Mise en liberté surveillée (tableau R)	30	6	89	13	148	49	54	48	21	19	342	135
Confiés à une personne (tableau S)	1	2	4	2	17	6	31	18	9	22	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T)	3	3	19	3	53	22	23	55	5	23	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau V)	3	3	32	6	83	26	51	24	6	13	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau W)	—	—	—	—	1	—	7	—	1	—	9	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X)	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	2	1
TOTAL	37	14	145	24	302	104	170	145	42	77	696	361

Durée des mesures qui ont pris fin en 1913, en 1914 et en 1915.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Moins de 1 an.		1 an à moins de 2 ans.		2 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.	
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.
	Mise en liberté surveillée (tableau S).	182	45	40	8	33	1	13	1	7	1	275
Confiés à une personne, une société ou une institu- tion de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T).	111	67	29	10	25	1	46	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau U).	102	57	185	17	166	67	134	47	5	5	592	103
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau V).	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	4	3	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3
TOTAL.	401	172	254	35	225	72	193	48	25	7	1,098	334

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.	2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.			
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.		
	Mise en liberté surveillée (tableau L).	191	69	57	3	9	1	5	—	4	1	269
Confiés à une personne (tableau S).	81	56	28	5	2	—	—	—	3	—	117	61
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau U).	92	84	30	32	3	2	—	—	12	—	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau U).	128	37	169	25	93	21	38	14	104	43	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau V).	3	1	3	—	2	—	2	—	1	—	11	1
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	5	—
TOTAL.	502	247	288	65	109	24	45	14	127	44	1,081	396

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.	2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placés dans un asile ou établissement approprié.		TOTAL.			
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.		
	Mise en liberté surveillée (tableau R).	152	71	115	55	50	9	20	—	1	—	342
Confiés à une personne (tableau S).	33	29	22	19	1	2	1	—	—	—	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T).	59	61	27	32	14	7	1	—	1	1	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (tableau U).	27	29	74	14	13	11	15	6	19	11	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (tableau V).	3	—	2	—	3	—	1	—	—	—	9	—
Placés dans un asile ou établissement approprié (tableau X).	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	1
TOTAL.	274	193	241	120	115	30	38	6	21	12	696	364

Régime substitué aux mesures qui ont pris fin en 1913.

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1913.	Mise en liberté pure et simple.		Mise en liberté surveillée.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée)		Internement dans une école de bienfaisance de l'État		Internement dans un établisse- ment disciplinaire de l'État.		Placement dans un asile ou établisse- ment approprié.		TOTAL.	
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.
	Mise en liberté surveillée (ta- bleau S).	106	23	—	—	45	18	117	17	—	—	7	1	275
Confiés à une personne, une société ou une institu- tion de charité ou d'enseigne- ment, publique ou privée (tableau T).	16	4	96	29	—	—	98	45	1	—	13	1	224	79
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (ta- bleau U).	15	5	334	67	234	116	—	—	4	—	5	5	592	193
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (ta- bleau V).	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	1
Placés dans un asile ou éta- blissement approprié (ta- bleau X).	—	—	1	1	3	2	1	—	—	—	—	—	5	3
TOTAL.	137	32	432	97	282	136	217	62	5	—	25	7	1,098	334

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1914.	2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publi- que ou privée)		TOTAL.					
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.				
	Mise en liberté surveillée (ta- bleau R).	86	13	—	—	9	6	31	33	129	22	1	—	269
Confiés à une personne (ta- bleau S).	31	4	36	13	—	—	12	23	37	21	1	—	117	61
Confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau U).	13	1	77	70	34	35	—	—	13	12	—	—	143	119
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (ta- bleau U).	94	2	274	62	139	63	20	12	—	—	5	—	536	141
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (ta- bleau V).	—	—	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—	9	1
Placés dans un asile ou éta- blissement approprié (ta- bleau X).	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—
TOTAL.	224	20	400	146	183	104	66	68	179	55	7	—	1,081	396

NATURE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN EN 1915.	2 ans à moins de 3 ans.		3 ans à moins de 4 ans.		4 ans et plus.		Placements (confiés à une personne, une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment, publi- que ou privée)		TOTAL.					
	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.	Gar- çons.	Filles.				
	Mise en liberté surveillée (ta- bleau R).	98	33	—	—	23	5	98	85	113	12	6	—	342
Confiés à une personne (ta- bleau S).	4	3	13	10	—	—	17	24	24	13	2	—	62	50
Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (tableau T).	—	3	38	59	16	26	—	—	45	16	2	—	103	106
Internés dans une école de bienfaisance de l'État (ta- bleau U).	2	1	136	34	18	11	16	25	—	—	6	—	178	72
Internés dans un établissement disciplinaire de l'État (ta- bleau V).	1	—	7	—	—	—	—	—	1	—	—	—	9	—
Placés dans un asile ou éta- blissement approprié (ta- bleau X).	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1
TOTAL.	105	40	195	103	68	42	131	134	183	42	16	—	696	364

Pour apprécier les indications fournies par ces tableaux et faire une juste comparaison entre les différents régimes auxquels les mineurs ont été soumis, il faut se rappeler, plus encore que pour juger chaque régime en particulier, que l'âge des mineurs exerce nécessairement une grande influence sur le choix des mesures prises à leur égard,

sur leur durée et sur leurs résultats. Il faut tenir compte, en outre, de ce fait primordial que les chances d'aggravation sont d'autant plus nombreuses qu'il s'agit d'un régime moins sévère, et vice-versa.

Les proportions d'amélioration et d'aggravation s'établissent comme suit pour les années 1913, 1914 et 1915 :

Nature des mesures qui ont pris fin.	1913		1914		1915	
	Améliorations	Aggravations	Améliorations	Aggravations	Améliorations	Aggravations
Mise en liberté provisoire	39,04 %	60,6 %	28,9 %	71,1 %	27,7 %	72,3 %
Placement chez des particuliers	50,02 %	49,8 %	47,2 %	52,8 %	27,3 %	72,7 %
Placement aux soins d'une société ou dans une institution			90,2 %	9,8 %	64,4 %	35,6 %
Internement dans les écoles de bienfaisance	99,48 %	0,52 %	99,3 %	0,7 %	97,6 %	2,4 %
Internement dans les établissements disciplinaires de l'Etat	100,00 %	—	100,0 %	—	100 %	—

Les modifications qui ont eu pour effet le placement dans des asiles ou établissements appropriés (art. 21) étant principalement dues à l'état mental des mineurs ne sont pas prises en considération dans le calcul de ces dernières proportions; de même les modifications apportées à ce régime ne sont pas considérées, quelles qu'elles soient, comme des améliorations ou des aggravations.

Pour la première fois, l'Office de la protection de l'enfance publie un tableau (X) de la population des placements existants au 31 décembre 1915. Ce tableau a pour objet, séparément, les mineurs placés chez les particuliers, ceux qui ont été confiés à des sociétés ou à des institutions de charité ou d'enseignement, publiques ou privées et ceux qui sont internés dans des asiles ou établissements appropriés à leur état.

Il détermine la durée de ces placements, en fonction de l'âge des mineurs. On y relève qu'à la date du 31 décembre 1915 :

280 garçons et 95 filles restaient chez des particuliers ;

1,369 garçons et 1,370 filles restaient dans des institutions ;

27 garçons et 69 filles restaient dans des asiles ou établissements spéciaux.

La durée dépasse rarement trois ans et l'âge normal au début du placement est pour les mineurs confiés aux particuliers, de 13 à 19 ans chez les garçons et de 16 à 19 ans chez les filles; pour les mineurs confiés aux institutions, de 10 à 15 ans chez les garçons et de 14 à 18 ans chez les filles; il ne présente pas de caractéristique pour les mineurs confiés à des asiles ou établissements spéciaux.

* * *

Les tableaux Y et Z indiquent le mouvement de la population dans les établissements de l'Etat affectés à l'exécution de la loi sur la protection de l'enfance. Ces établissements se divisent en établissements d'observation, d'une part, et établissements d'éducation, d'autre part.

Les premiers ont servi jusqu'ici à l'examen des mineurs mis à la disposition du gouvernement quand il reste un

doute dans le choix du régime à leur appliquer. Les juges peuvent aussi confier à ces établissements les mineurs soupçonnés d'anormalité, qui doivent être soumis à une expertise médicale et pédagogique. Des quartiers d'observation comportant un personnel spécial, habitué aux méthodes modernes, ont été établis à Saint-Hubert pour les garçons, et à Namur pour les filles. Un établissement d'observation pour les garçons a été construit à Moll; il a été ouvert provisoirement au mois d'août 1915.

Dans un avenir rapproché, tous les mineurs mis à la disposition du gouvernement, seront soumis à un examen dans un établissement ou quartier d'observation.

Les établissements d'éducation de l'Etat sont les écoles de bienfaisance et les établissements disciplinaires. On y poursuit l'amendement des mineurs par l'éducation scolaire et professionnelle. Ces institutions officielles sont : les écoles de bienfaisance de Ruyssedele, Moll, Ypres (1^{er} quartier), Saint-Hubert pour garçons; de Beernem et Namur pour filles; le quartier spécial des réintégré annexe à l'école d'Ypres; les quartiers disciplinaires de Gand pour garçons et de Namur pour filles.

La circulaire du 9 juillet 1913 (Bulletin de l'Office de la Protection de l'Enfance, 1913, pp. 494 à 497) a fixé comme suit la répartition, entre les écoles de bienfaisance, des mineurs mis à la disposition du gouvernement :

GARÇONS.		
Ruyssedele	Les neuf provinces	Moins de 13 ans accomplis.
Ypres (1 ^{er} quartier)	Brabant	
Moll	Flandre orientale	13 ans accomplis à moins de 16 ans accomplis.
	Hainaut	
	Anvers	
	Flandre occidentale	
	Namur	
Saint-Hubert	Liège	16 ans accomplis et au-dessus
	Limbourg	
	Luxembourg	
FILLES.		
Beernem	Les neuf provinces	Moins de 14 ans accomplis.
Namur	Id.	14 ans accomplis et au-dessus

Les mineurs sortis des écoles de bienfaisance, dont la réintégration est prescrite par le juge des enfants,

sont assimilés à ceux qui sont mis pour la première fois à la disposition du gouvernement; le choix de l'école est réglé par la répartition ci-dessus. S'il apparaît, après leur réintégration, que ces mineurs doivent être soumis à un régime plus sévère, ou que leur indiscipline ou leur immoralité exige des mesures spéciales, ils sont transférés, respectivement au quartier spécial des réintégré (second quartier d'Ypres) ou au quartier de discipline annexé provisoirement à la prison centrale de Gand.

Les mineurs sortis du second quartier de l'école d'Ypres ou des quartiers disciplinaires de Gand (garçons) ou de Namur (filles) sont réintégré directement dans ces établissements.

Ceux-ci reçoivent aussi les mineurs mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 22 de la loi, pour être internés dans un établissement disciplinaire, ainsi que les mineurs âgés de plus de 16 ans, condamnés à une peine d'emprisonnement par les tribunaux correctionnels et mis à la disposition du gouvernement à l'expiration de leur peine.

Les mineurs (filles et garçons) placés sous le régime de la liberté surveillée qui, pendant ce temps d'épreuve, sont condamnés à une peine d'emprisonnement, sont signalés, avant l'expiration de leur peine, au juge des enfants. Si celui-ci ordonne la mise à la disposition du gouvernement, sans indication spéciale, ou la réintégration dans un établissement de l'Etat, le directeur de la prison avise le département de la justice, qui désigne l'établissement sur lequel le mineur devra être dirigé.

Au début du mois d'août la population de l'école de bienfaisance de Beernem et en partie à Bruges, à l'ancienne maison de refuge pour femmes. Quelques élèves seulement sont restées à Namur, avec quelques religieuses et le personnel administratif. Toute cette population continue à appartenir de droit à l'école de Namur et figure comme telle dans les tableaux statistiques.

L'école de bienfaisance d'Ypres a été transférée en France par les soins du gouvernement. L'office de la protection de l'enfance manque de renseignements au sujet du mouvement de sa population.

* * *

Il résulte du tableau Y, que des 42 mineurs qui ont été en observation dans les établissements de l'Etat, durant l'année 1915,

	1913		1914		1915	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Entrée	premier internement	683	206	405	149	303
	réintégration	268	44	97	36	82
Transférés d'un autre établissement de l'Etat	—	—	—	—	51	—
Sortie par suite de décision du juge des enfants	705	190	583	172	158	65

Le tableau ci-dessous présente l'aspect général et résumé de l'état des placements et des mises à la disposition du gouvernement au 31 décembre 1915.

3 se sont évadés; 3 ont été rendus à leurs parents; 1 a été confié à un particulier; 1 a été confié à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée; 34 restaient en observation au 31 décembre 1915.

Les observations terminées par décision du juge des enfants ou du ministre de la justice ont duré : 1 trois mois à moins de six mois; et 4 un an à moins de deux ans.

En 1913, sur 41 mineurs en observation, les résultats correspondants étaient :

4 rendus à leurs parents, 11 internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, 2 internés dans un établissement disciplinaire de l'Etat, 5 placés dans un asile ou établissement approprié. Les observations terminées avaient duré : 3 moins de quinze jours, 2 quinze jours à moins d'un mois, 7 un mois à moins de trois mois, 7 trois mois à moins de six mois, 3 six mois ou plus.

En 1914, sur 67 mineurs en observation, ils étaient 5 rendus à leurs parents, 1 confié à un particulier ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, 24 internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, 12 placés dans un asile ou établissement approprié à leur état. Les observations terminées avaient duré : 2 quinze jours à moins d'un mois, 22 un mois à moins de trois mois, 11 trois mois à moins de six mois, 7 six mois ou plus.

La durée du séjour des mineurs sortis de ces établissements, figurant déjà au tableau I, n'a plus été mentionnée au tableau Z.

* * *

Suivant les données du tableau Z relatif au mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, le nombre des mineurs qui ont séjourné pendant l'année 1915 dans ces établissements — non compris l'école d'Ypres — a été de 1489 pour les garçons et de 660 pour les filles. En 1914 les chiffres correspondants avaient été de 1,800 et 745; en 1913 ils avaient été, y compris la population de l'école d'Ypres, de 2,465 et 764.

La population au 31 décembre 1915 était de 1,246 garçons et 556 filles; elle était au 31 décembre 1914 de 1,069 garçons et 561 filles et au 31 décembre 1913, y compris l'école d'Ypres, de 603 garçons et 560 filles.

Les résultats comparatifs des entrées et des sorties pour les années 1913, 1914 et 1915 sont les suivantes :

Les placements sont divisés en placements d'enfants de parents déchus de la puissance paternelle (chapitre I) d'une part, et en placements de mineurs traduits

en justice (chapitre II) d'autre part. Chacune de ces catégories est divisée en placements chez les particuliers et placements dans les institutions et subdivisée en placements avec frais et placements sans frais.

Les mises à la disposition du gouvernement sont di-

visées en internements dans les établissements spéciaux (anormaux), internements dans les établissements d'observation de l'Etat et internements dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, y compris les établissements disciplinaires.

Situation des mineurs au 31 décembre 1915.

Nombre de mineurs se trouvant en placement (contés à un particulier, à une institution ou une société) avec ou sans frais d'entretien.														Total géné- ral des mi- neurs dans un éta- blisse- ment spé- cial.	Nom- bre des mi- neurs placés dans un éta- blisse- ment d'ob- serva- tion de l'Etat.	Nom- bre des mi- neurs inter- nés dans une Ecole de bien- fai- sance de l'Etat.	
CHAPITRE I (Déchéance de la puissance paternelle)						CHAPITRE II (Enfants traduits en justice)						Total des mineurs placés en vertu du Chap. II.					
PARTICULIERS			INSTITUTIONS			PARTICULIERS			INSTITUTIONS								
Avec frais.	Sans frais.	Total.	Avec frais.	Sans frais.	Total.	Avec frais.	Sans frais.	Total.	Avec frais.	Sans frais.	Total.	Total des mineurs placés en vertu du Chap. I.					
96	35	131	325	11	336	467	212	361	375	2,731	8	2,739	3,114	3,581	96	34	1,802

TABLEAUX

Principales abréviations

A. R. = Arrêté royal.

Art. = Article.

C. I. C. = Code d'instruction criminelle.

C. P. = Code pénal.

D. = Décret.

L. = Loi.

STATISTIQUE PÉNALE

Année 1915

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 96 à 109 et 124 à 137) et le tableau XXV des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des

renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper; ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1^o toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2^o tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ces rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée,

où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range

dans les fardes, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux renseignant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge ou une école de bienfaisance (1); on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notés au casier judiciaire :

1^o Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2^o Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3^o Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4^o Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infraction aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique;

5^o Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1^{er} janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune

omission les bulletins de condamnation; l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ces dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique. Lorsqu'ils sont relatifs à des condamnés récidivistes, le bureau de statistique reçoit ces bulletins classés dans leurs dossiers. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891. Ces articles ont cessé d'être en vigueur le 1^{er} octobre 1912. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance qui les a abrogés (art. 64, alin. 2) a créé des tribunaux pour enfants. Les décisions des juges des enfants sont notifiées au casier judiciaire.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Casier judiciaire

N°

(Rappeler, le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire:

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient).	Illétré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme <i>sans aucun</i> , même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.)
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*)

à :

du chef de (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :

par application de :

1 ^o	1 ^o	1 ^o
2 ^o	2 ^o	2 ^o
3 ^o	3 ^o	3 ^o

(**) Ces faits ont été commis à , canton de , le

Le condamné a-t-il agi sous l'influence de la boisson?

Le

19

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.
 (**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation I. C. Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16). Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les

crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exige. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Caster judiciaire

N°

(Rappeler, le numéro de l'extrait du caster judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire:

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient).	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme <i>sans aveu</i> , même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.)
Domicile.	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*)

à :	du chef de (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	le	par application de :
1 ^o	1 ^o		1 ^o
2 ^o	2 ^o		2 ^o
3 ^o	3 ^o		3 ^o

(**) Ces faits ont été commis à

, canton de

Le condamné a-t-il agi sous l'influence de la boisson?

Le

19

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation I. C. Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16). Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les

crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exige. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments

fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux

forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — Etat des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux									Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet.	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux					
	reçus directem. par		TRANSMIS AU MINISTÈRE PUBLIC PAR								NOMBRE DES AFFAIRES					
	le ministère public.	les juges d'instruction.	la gendarmerie.	les juges de paix.	les bourg-mes-tres.	les commissaires de police.	les gardes-champêtres.	les gardes-forestiers.	de tout autre manière.		communiquées au juge d'instruction.	renvoyées devant une autre juridiction.	laissées sans poursuite.	portées à l'audience par citation directe		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	4,055	20	—	256	1,336	27,841	1,002	—	964	35,474	4,318	844	24,751	5,508	4	17
Louvain	176	51	—	21	929	1,612	481	146	1,079	4,495	913	385	1,774	1,093	2	337
Nivelles	50	—	—	9	387	829	952	311	214	2,752	891	308	876	569	—	108
Anvers	1,044	—	10	3	1,803	10,810	—	243	441	14,354	3,078	887	8,088	2,289	5	19
Malines	192	—	—	1	88	1,443	579	2	240	2,515	547	199	1,295	419	—	—
Turnhout	109	2	—	8	52	512	644	153	131	1,611	274	155	508	618	—	73
Mons	—	—	—	31	481	4,033	1,632	1,024	1,402	8,603	3,444	1,360	3,369	1,047	4	88
Charleroi	5,519	—	—	—	1,494	6,366	3,213	114	225	16,961	4,351	1,300	9,165	2,654	2	36
Tournai	786	5	—	339	182	395	668	40	54	2,379	941	240	913	267	—	10
Gand	616	—	—	62	2,005	3,907	25	19	644	7,308	1,453	835	3,410	1,048	2	630
Audenarde	186	1	6	83	387	707	691	29	125	2,218	603	309	854	515	1	6
Termonde	55	3	—	13	1,328	2,548	38	88	325	4,398	899	325	1,209	1,687	—	6
Bruges	34	7	—	1	531	2,004	1	47	110	2,735	529	275	1,270	811	—	1
Courtrai	23	—	—	8	1,615	2,466	53	—	333	4,498	1,145	207	2,556	623	—	1
Furnes	2	—	1,760	—	20	151	—	25	119	2,077	243	256	1,115	401	—	—
Ypres	—	—	1,133	—	—	29	6	1	15	1,184	32	50	737	280	—	—
Liège	3,126	—	—	8	244	7,687	2,758	494	234	14,551	3,108	3,003	5,769	2,355	6	112
Huy	732	3	—	16	245	186	1,239	64	140	2,025	918	460	692	461	1	83
Verviers	1,240	—	—	—	730	1,095	107	60	158	3,390	1,151	482	1,363	347	1	7
Tongres	302	—	—	18	161	159	402	32	125	1,199	420	132	329	294	—	30
Hasselt	384	1	—	47	283	307	212	41	132	1,407	339	202	405	438	—	25
Arlon	9	—	—	3	144	194	78	99	323	850	290	70	208	125	—	187
Marche	3	—	—	9	77	52	146	65	344	696	144	69	297	134	1	51
Noufchâteau	152	2	—	14	28	167	74	113	185	735	178	169	199	181	—	50
Namur	220	—	—	63	1,176	1,500	1,122	115	1	4,197	1,290	650	1,731	560	—	1
Dinant	978	—	—	43	197	164	422	289	133	2,226	554	215	818	539	—	133
Totaux	20,053	95	2,909	1,056	15,923	77,074	16,548	3,614	8,196	145,468	32,023	13,387	73,701	25,293	29	1,940

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

ARRONDISSEMENTS.	LES FAITS no consti- tuant ni crime ni délit ou ne pou- vant donner lieu qu'à des répara- tions civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE no pouvant être admis- trée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéres- sant pas essentielle- ment l'ordre public.	LES PROCÈS- VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES INCUPLÉS étant décédés.	LA PRESCRIP- TION étant acquise.	FOUR tout autre motif.	TOTAL.
Bruxelles	7,848	4,230	7,367	2,060	20	618	19	37	2,552	24,751
Louvain	147	483	625	473	—	29	2	15	—	1,774
Nivelles	193	396	225	27	—	18	1	13	3	876
Anvers	1,132	3,690	2,250	636	11	162	3	5	289	8,988
Malines	93	423	571	126	—	51	3	10	18	1,295
Turnhout	118	231	38	78	—	3	—	9	28	508
Mons	164	2,155	734	61	—	166	1	—	88	3,369
Charleroi	3,619	1,993	2,062	848	—	639	4	—	—	9,165
Tournai	54	488	218	131	—	18	1	2	1	913
Gand	930	1,005	1,091	223	—	129	9	23	—	3,410
Audenarde	140	576	75	16	—	1	—	22	24	854
Termonde	99	616	317	57	—	1	—	38	48	1,209
Bruges	56	682	367	—	3	3	4	76	79	1,270
Courtrai	28	1,891	597	121	—	6	—	2	1	2,556
Furnes	72	523	498	—	—	15	—	7	—	1,115
Ypres	79	293	300	13	—	10	1	8	132	737
Liège	335	1,216	3,081	1,007	—	37	5	5	83	5,769
Huy	100	239	211	62	—	29	—	41	10	692
Verviers	134	365	725	67	—	54	—	4	14	1,363
Tongres	95	105	61	8	—	39	—	18	—	329
Hasselt	59	81	129	14	3	2	1	31	85	405
Arlon	68	34	63	—	—	26	—	17	—	208
Marche	64	48	65	47	—	28	—	17	28	297
Neufchâteau	59	52	88	—	—	7	—	1	1	199
Namur	1,098	411	99	—	—	95	—	—	28	1,731
Dinant	67	164	345	46	—	16	3	134	43	818
Totaux	16,833	22,123	22,235	6,121	37	2,205	57	535	3,555	73,701

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées.
Résultat de l'instruction.

Arrondisse- ments.	NOMBRE DES AFFAIRES										AFFAIRES SANS SUITE				
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										Faits qui ne consti- tuent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS			
	DE RENVOI DEVANT											présûmés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve		reconnus tels d'après le résultat de l'instruction.	
	la cham- bre des mises en accu- sation.	le tribunal			do police	une autre	do non- lieu à pour- suivre	ren- voyées au parquet ou à d'autres juges concur- rent- ment saisis.	évo- quées par la cour d'appel.	TOTAL.		Les auteurs sont restés entière- ment inconnus.	Les auteurs ont été désignés.	Les auteurs sont restés entière- ment inconnus.	Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	17	424	1,078	317	9	28	1,802	124	—	3,799	29	317	604	591	261
Louvain	2	100	168	295	2	6	220	17	—	819	18	8	80	91	32
Nivelles	2	73	87	475	1	6	233	5	—	882	—	13	37	145	38
Anvers	2	361	708	1,222	14	17	883	58	—	3,265	58	136	308	233	148
Malines	—	69	108	196	—	1	156	5	—	535	3	26	55	33	39
Turnhout	—	40	90	71	2	—	88	—	—	291	—	7	17	47	17
Mons	11	645	399	1,760	22	2	584	22	1	3,446	33	78	123	239	111
Charleroi	17	935	451	2,173	2	6	635	51	—	4,270	4	120	330	121	60
Tournai	2	90	206	182	19	3	389	6	—	897	41	—	71	245	32
Gand	4	192	269	457	—	13	437	20	—	1,392	44	13	119	217	44
Audenarde	4	108	181	68	7	16	207	—	1	592	3	62	44	62	36
Termonde	6	157	265	128	—	—	399	3	—	958	31	50	102	74	142
Bruges	—	89	127	9	—	9	262	1	—	497	2	32	89	88	51
Courtrai	2	149	137	472	4	11	331	1	—	1,107	4	23	49	133	122
Furnes (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	12	3	—	—	—	24	—	—	39	5	9	7	3	—
Liège	4	432	739	849	11	16	1,028	7	—	3,086	133	158	312	332	93
Huy	—	47	105	402	16	4	181	3	—	758	10	17	32	74	48
Verviers	—	66	125	595	11	11	255	16	—	1,079	12	10	78	77	78
Tongres	—	35	52	254	—	—	93	—	—	434	5	14	27	35	12
Hasselt	1	45	41	162	3	—	85	—	—	337	3	4	12	29	37
Arlon	1	18	24	153	7	3	53	—	—	259	6	5	26	16	—
Marche	—	7	22	73	3	1	32	—	—	138	5	3	4	15	5
Neufchâteau	2	14	26	104	3	3	28	—	—	180	1	1	4	10	12
Namur	1	75	394	436	17	22	310	—	—	1,255	—	171	—	—	130
Dinant	1	39	187	154	3	2	178	5	—	569	2	15	110	15	—
Totaux	79	4,222	5,992	11,007	156	180	8,902	344	2	30,884	452	1,328	2,640	2,925	1,557

(1) La statistique du cabinet d'instruction n'a pu être dressée, le registre des notices ayant été détruit par suite du bombardement.

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction.					TOTAL des parquets et d'instruction.	Récapitulation.	
		Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve		Crimes reconnus tels par l'instruction		TOTAL.		Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2, 3, 5).	Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
		Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes contre les personnes.									
Assassinat (ou tentative)	—	11	—	14	2	27	27	25	2
Avortement	47	13	14	5	3	35	82	65	17
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois	3	2	—	3	—	5	8	8	—
Coups ayant causé la mort	—	3	1	3	—	7	7	6	1
Empoisonnement (ou tentative).	—	4	2	1	—	7	7	5	2
Enlèvement de mineure	—	—	1	—	—	1	1	—	1
Excitation à la débauche de mineurs	—	—	1	—	—	1	1	—	1
Faux serment en matière criminelle	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Fournitures de vivres à l'ennemi	—	—	1	—	—	1	1	—	1
Infanticide	2	17	6	13	2	38	40	32	8
Meurtre (ou tentative)	1	9	12	19	10	50	51	29	22
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	12	17	131	11	39	198	210	40	170
Totaux	65	76	169	69	57	371	436	210	226
Crimes contre les propriétés.									
Banqueroute frauduleuse	—	—	10	—	—	10	10	—	10
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	28	5	5	3	8	21	49	36	13
Contrefaçon de poisons	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Destruction de construction	—	1	1	2	—	4	4	3	1
Destruction de mobilier avec violence, en bande	—	—	—	1	1	2	2	1	1
Détournement par fonctionnaire public	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Explosion	—	1	—	1	—	2	2	—	—
Fausse monnaie	8	—	—	7	2	9	17	15	2
Faux en écritures	7	15	40	64	23	142	149	86	63
Incendie (ou tentative).	125	73	15	116	14	218	343	314	29
Vol qualifié (ou tentative)	6,134	352	298	1,069	337	2,056	8,190	7,555	635
Totaux	6,302	447	369	1,263	387	2,466	8,768	8,012	756
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	6,367	523	538	1,332	444	2,837	9,204	8,222	982
Délits	15,756	805	2,102	1,593	1,113	5,613	21,369	18,154	3,215
Nombre total des crimes et délits	22,123	1,328	2,640	2,925	1,557	8,450	30,573	26,376	4,197

N. B. Dans ce tableau n'ont pas été comptés les chiffres relatifs au cabinet d'instruction de Furnes dont le registre des notices a été détruit par le bombardement.

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES.			DEMANDES REJETÉES.		
		Le requérant avait encouru une peine			Le requérant avait encouru une peine		
		criminelle.	correctionnelle.	de police.	criminelle.	correctionnelle.	de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Abus de confiance, escroquerie	12	—	10	—	—	2	—
Adultère, entretien de concubine	6	—	3	—	—	3	—
Arme prohibée	1	—	1	—	—	—	—
Attentat à la pudeur	5	—	2	—	—	3	—
Attentat aux mœurs (paroles obscènes)	1	—	—	1	—	—	—
Bris de clôture	1	—	—	—	—	—	1
Calomnie et diffamation	2	—	—	1	—	1	—
Chasse	1	—	1	—	—	—	—
Chemins de fer (police des)	1	—	—	1	—	—	—
Contrefaçons sceaux nationaux ou étrangers	1	—	1	—	—	—	—
" timbres, coupons	3	—	2	—	—	1	—
Coups et blessures involontaires	4	—	4	—	—	—	—
" volontaires	40	—	24	10	—	5	1
Dénonciation calomnieuse	1	—	—	—	—	1	—
Destruction de propriétés mobilières	1	—	1	—	—	—	—
Excitation de mineurs à la débauche	5	—	2	—	—	3	—
Fausse monnaie	1	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures	1	—	1	—	—	—	—
Faux et usage de faux	7	—	3	—	—	4	—
Homicide involontaire	1	—	1	—	—	—	—
Injures verbales	6	—	—	5	—	—	1
Ivresse publique	7	—	—	5	—	—	2
Jeu de hasard	2	—	2	—	—	—	—
Menaces	1	—	1	—	—	—	—
Meurtre	1	—	—	—	—	1	—
Objets trouvés, détournement	1	—	1	—	—	—	—
Outrage à un député, ministre, magistrat	1	—	1	—	—	—	—
" aux mœurs	1	—	1	—	—	—	—
" rébellion, coups à la police	24	—	18	3	—	3	—
Recel	7	—	5	—	—	2	—
Substances alimentaires gâtées, corrompues ou falsifiées (vente, débit)	1	—	—	1	—	—	—
Tapages nocturnes	8	—	—	8	—	—	—
Tramways (police des)	1	—	—	1	—	—	—
Viol et tentative	1	—	1	—	—	—	—
Violences légères	2	—	—	2	—	—	—
Voirie et roulage	1	—	—	1	—	—	—
Vol	16	—	12	—	—	4	—
Vol à l'aide d'effraction	8	1	2	—	—	5	—
Total	184	1	100	39	1	38	5

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande en réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	37
6 ans à moins de 10 ans	76
10 ans à moins de 15 ans	29
15 ans et plus	42

TOTAL 184

VI. — Chambre des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :	COURS D'APPEL.			TOTAL.						
	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.							
1	2	3	4	5						
Décétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés.	5	5	1	11						
Portant renvoi {	aux assises.	29	11	10	50					
						au tribunal correctionnel	21	9	1	31
devant une autre juridiction	—	—	—	—	—					
Totaux	55	25	12	92						
Statuant sur des demandes en réhabilitations {	Octrois.	118	2	20	140					
						Rejets	40	1	3	44
Totaux	158	3	23	184						

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.	Ordonnances confirmées entièrement.	Ordonnances infirmées en tout ou en partie					TOTAL.
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
		qu'il n'y avait lieu à suivre.	qu'il y avait lieu à suivre.				
1	2	3	4	5	6	7	8
1 ^o Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	567	16	31	1	—	16	631
2 ^o Ordonnances rendues sur le fond des affaires.	—	—	—	—	—	—	—
	2	—	—	—	—	—	2
Cours d'appel {	34	3	5	7	—	25	74
Bruxelles	423	17	21	7	—	17	485
Gand	79	2	15	—	—	8	104
Liège	105	—	—	2	—	16	123
Totaux	607	19	36	9	—	41	712
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition.	—	—	—	—	—	—	6

DÉTENTION PRÉVENTIVE

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE				COURS D'APPEL.	Total.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.			Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles.	24	12	8	3	1	Bruxelles.	2	—	—	—	2
Gand	2	—	—	2	—	Gand	1	—	—	1	—
Liège.	3	2	1	—	—	Liège.	—	—	—	—	—
Totaux	29	14	9	5	1	Totaux	3	—	—	1	2

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.	Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.										Durée inconnue.
			Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
Brabant	39	38	—	—	—	—	15	8	—	12	3	—	
Anvers	5	5	—	—	—	—	—	1	—	2	2	—	
Hainaut	33	33	2	—	—	—	1	1	12	13	4	—	
Flandre orientale.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Flandre occidentale	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège.	7	6	—	—	—	1	2	—	—	3	—	—	
Limbourg.	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Namur	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	
Résultats des arrêts. {	70	70	2	—	—	1	17	9	9	26	6	—	
Condamnés.	17	15	—	—	1	—	1	3	3	4	3	—	
Acquittés.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux	87	85	2	—	1	1	18	12	12	30	9	—	

XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	INCUPLÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.							PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés.								
	Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.						Total.	DURÉE de la détention préventive.					
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.	Moins de 1 mois.		De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.	Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.		De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.	Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.		De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25				
Bruxelles . . .	35	26	5	4	—	—	824	553	159	93	19	—	—	—	—	—	—	—	18	5	12	—	1	—				
Louvain . . .	1	1	—	—	—	—	55	2	21	10	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Nivelles . . .	2	1	1	—	—	—	18	2	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Anvers . . .	19	14	1	4	—	—	270	130	79	35	19	7	2	2	—	—	—	—	24	7	12	1	3	1				
Malines . . .	—	—	—	—	—	—	109	76	20	12	1	—	—	—	—	—	—	—	7	4	2	1	—	—				
Turnhout . . .	2	2	—	—	—	—	49	30	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—				
Mons . . .	8	4	1	2	1	—	181	59	98	13	11	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	—				
Charleroi . . .	6	1	3	1	1	—	252	202	24	13	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Tournai . . .	4	4	—	—	—	—	70	28	26	13	3	—	4	4	—	—	—	—	7	2	4	1	—	—				
Gand . . .	30	27	2	—	—	1	126	9	68	27	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—				
Audenarde . . .	—	—	—	—	—	—	22	1	10	8	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—				
Termonde . . .	—	—	—	—	—	—	51	13	31	4	3	—	—	—	—	—	—	—	7	—	4	—	3	—				
Bruges . . .	2	—	2	—	—	—	47	19	16	6	1	5	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	1	—				
Courtrai . . .	7	7	—	—	—	—	125	32	70	16	7	—	3	1	—	2	—	—	13	—	8	3	2	—				
Furnes . . . (1)	—	—	—	—	—	—	21	11	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Liège . . .	5	5	—	—	—	—	258	215	41	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—				
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	38	3	16	9	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Verviers . . .	24	23	—	1	—	—	65	31	26	1	5	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—				
Tongres . . .	—	—	—	—	—	—	11	2	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Hasselt . . .	—	—	—	—	—	—	40	7	14	5	9	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	21	6	2	8	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Marche . . .	2	1	1	—	—	—	12	3	1	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Neufchâteau . . .	5	5	—	—	—	—	10	2	3	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Namur . . .	6	4	1	1	—	—	78	17	49	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Dinant . . .	4	4	—	—	—	—	31	16	9	2	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—				
TOTAUX . . .	162	129	17	13	2	1	2,784	1,469	830	301	157	27	10	8	—	2	—	—	97	20	49	15	12	1				
Prévenus laissés en liberté.	4,893	—	—	—	—	—	19,516	—	—	—	—	—	29,369	—	—	—	—	—	8,545	—	—	—	—	—				

(1) La statistique du cabinet d'instruction de Furnes n'a pu être dressée par suite de la destruction du registre des notices par le bombardement.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire d'une peine n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au régime forestier;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1^{er} mai 1849, art. 1^{er} et 2);

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

En vertu de l'article 6 de la loi du 12 août 1911 et de l'article 1 de la loi du 2 octobre 1913, il a été créé à Bruxelles et à Anvers une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Rédaction des tableaux — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

Si l'on veut, en ce qui concerne les affaires comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établis antérieurement, il importe de remarquer que, depuis 1898, le tableau des affaires des tribunaux de police comprend toutes les affaires jugées, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que le tableau correspondant de la publication consacrée aux années 1886-1897 ne comprend pas ces dernières affaires.

Si l'on veut, en ce qui concerne les inculpés, comparer les chiffres fournis depuis 1898 à ceux qui ont été établis antérieurement, il y a lieu d'observer que, depuis 1898, le tableau des inculpés donne, de façon distincte, les chiffres des inculpés en matière électorale, tandis qu'il n'en a pas été ainsi dans la publication consacrée aux années 1886-1897.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	4,554	4,423	2,491	1,647	265	148	123	29	—	—	—	—	—	—
Anderlecht	430	428	321	88	19	2	2	—	—	—	—	—	—	1
Assche	30	30	18	8	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hal	108	96	80	13	3	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	994	955	692	233	30	39	36	3	—	—	—	—	—	—
Laeken	666	662	509	137	16	4	2	2	—	—	—	—	—	—
Lennik-St-Quentin	13	11	9	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean	891	882	514	361	7	9	9	—	—	—	—	—	—	—
St-Gilles	635	615	435	163	17	20	13	7	—	—	—	—	—	—
St-Josse-ten-Node	676	650	449	195	6	26	25	1	—	—	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant.)	607	602	471	120	11	5	4	1	—	—	—	—	—	1
Uccle	436	429	316	97	16	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	80	79	68	8	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wolverthoum	54	53	51	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	10,174	9,898	6,424	3,073	401	276	237	39	—	—	—	—	—	2
Louvain(2 cantons)	552	539	469	56	14	13	8	5	—	—	—	—	—	—
Aerschot	127	127	108	15	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Diest	193	191	160	25	6	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	55	55	54	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	31	31	25	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Léau	66	66	52	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	246	231	196	24	11	15	15	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,270	1,240	1,064	141	35	30	25	5	—	—	—	—	—	—
Nivelles	392	384	257	91	36	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Genappe	92	91	71	12	8	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	136	136	93	28	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	92	91	55	24	12	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wavre	370	366	307	45	14	4	4	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	1,082	1,068	783	200	85	14	14	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	4,409	4,258	2,709	1,483	66	151	137	14	—	—	—	—	—	—
Berehem	183	179	130	47	2	4	3	1	—	—	—	—	—	—
Boon	304	300	231	35	31	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout	229	224	164	51	9	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	38	38	31	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contich	124	124	111	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	230	230	176	46	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven	54	54	47	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	5,571	5,407	3,602	1,683	122	164	149	15	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines (2 cantons)	168	158	136	21	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	69	69	59	6	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	71	71	61	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lierre	161	158	131	22	5	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Puurs	96	96	89	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	565	552	476	63	13	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	269	258	196	52	10	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck	26	26	20	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals	72	71	68	—	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten	557	13	9	4	—	544	544	—	—	—	—	—	—	—
Moll	96	93	80	9	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	38	37	34	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,058	498	407	71	20	560	560	—	—	—	—	—	—	—
Mons	616	579	405	108	66	37	37	—	—	—	—	—	—	—
Boussu	640	635	503	93	39	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres	45	45	38	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dour	522	521	397	82	42	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Enguien	70	70	53	12	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	849	818	570	204	74	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Lens	92	92	68	19	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	241	241	175	52	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rœulx	245	243	168	60	15	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Soignies	160	159	133	20	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,480	3,433	2,510	654	269	47	47	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi (2 cant.)	1,753	1,725	1,105	521	99	28	28	—	—	—	—	—	—	—
Beaumont	49	48	38	9	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Binche	626	624	449	134	41	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Châtelet	564	559	357	156	46	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Chimay	75	75	64	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Évêque.	551	550	426	97	27	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Gosselies	277	275	230	36	9	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	536	535	403	107	25	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont.	679	679	425	217	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château.	100	100	88	5	7	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Senefle	135	135	118	12	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	73	73	60	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	5,418	5,378	3,763	1,314	301	40	40	—	—	—	—	—	—	1

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police			Affaires concernant le vagabondage et la mendicité			Affaires électorales (absence au vote)			Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.			
		JUGÉES			JUGÉES			JUGÉES						
		Total.	contra- dictoi- rement.	par défaut	contra- dictoi- rement.	par défaut	contra- dictoi- rement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contra- dictoi- rement.	par défaut		contra- dictoi- rement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	306	306	259	40	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	49	48	43	2	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ath.	152	151	107	35	9	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Celles	32	32	27	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	23	23	22	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	7	7	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	65	65	60	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	75	75	55	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	66	65	61	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	75	75	60	11	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	8	7	5	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	858	854	704	122	28	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Gand (3 cantons).	2,411	2,336	1,376	888	72	75	48	27	—	—	—	—	—	—
Assenede	26	25	20	4	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Caprycke	9	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cruyschaute	43	43	10	12	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	49	37	23	11	3	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	136	121	41	66	14	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Evergem	129	129	86	42	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	148	148	105	41	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy	26	26	20	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nazareth	27	27	18	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nevele	71	71	44	21	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oosterzele	36	36	35	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Somergem	65	65	47	15	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	20	20	18	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,196	3,093	1,861	1,114	118	103	76	27	—	—	—	—	—	—
Audenarde	66	64	52	11	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Grammont	64	64	47	13	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herzele	27	27	19	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hoorbeke-St-Marie	7	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	33	33	28	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	134	130	105	24	1	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Renaix	84	84	74	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	57	57	43	8	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	472	466	375	77	14	6	6	—	—	—	—	—	—	—

XII (suite). — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des affaires.	Affaires de police			Affaires concernant le vagabondage et la mendicité			Affaires électorales (absence au vote)			Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.			
		JUGÉES			JUGÉES			JUGÉES						
		Total.	contra- dictoi- rement.	par défaut	contra- dictoi- rement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.	contra- dictoi- rement.	par défaut	contra- dictoi- rement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	Total.		contra- dictoi- rement.	par défaut	contra- dictoi- rement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	54	53	48	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Alost	138	133	108	20	5	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Beveren	126	121	89	20	12	5	3	2	—	—	—	—	—	—
Hammme	103	103	70	27	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren	104	104	71	24	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	67	66	39	17	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	260	254	176	69	9	6	5	1	—	—	—	—	—	—
Tamiso	160	158	116	20	22	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	140	140	112	20	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zele	67	67	59	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,219	1,199	888	226	85	20	17	3	—	—	—	—	—	—
Bruges (3 cantons.)	390	307	156	133	18	83	83	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	3	1	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostendé	316	315	137	173	5	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Ruyselede	18	18	15	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thourout (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	731	645	313	308	24	86	86	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	390	390	279	98	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	23	23	15	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	77	76	55	14	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	13	13	9	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menin	46	46	30	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menlebeke	68	68	30	29	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moorsele	15	15	11	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mousseron	373	373	219	126	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	45	45	31	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	30	30	11	15	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,080	1,079	690	324	65	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Furnes	347	337	229	102	6	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	59	59	42	16	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	6	6	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	412	402	275	120	7	10	10	—	—	—	—	—	—	—

(1) Aucune affaire n'a pu être introduite à cause des entraves mises par l'occupant à l'exercice de la justice.
(2) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres (2 cantons)(1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooghledo (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe	36	36	20	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq (3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	36	36	20	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège (2 cantons)	1,528	1,327	1,048	245	34	201	160	40	1	—	—	—	—	3
Dalhem	23	23	19	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	294	294	233	58	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	187	186	147	26	13	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	166	164	130	23	11	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	274	274	188	47	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	432	431	349	55	27	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Louveigné	89	86	65	18	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	235	235	193	31	11	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Seraing	439	435	311	96	28	3	3	—	—	1	—	—	—	—
Waremmé	261	251	195	44	12	10	10	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,928	3,706	2,878	646	182	221	180	40	1	1	—	—	1	4
Huy	207	202	134	50	18	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	99	99	86	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	10	10	9	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	108	108	91	11	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	132	132	113	13	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lauden	177	177	156	14	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	108	108	76	18	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	841	836	665	118	53	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	768	748	497	227	24	20	16	4	—	—	—	—	—	2
Aubel	21	21	18	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dison	259	251	187	58	6	1	1	—	—	7	6	1	—	—
Herve	43	43	34	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	129	129	104	22	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa	217	206	146	45	15	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	97	97	85	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,534	1,495	1,071	374	50	32	28	4	—	7	6	1	—	2

(1) Le tribunal de police des deux cantons d'Ypres a tenu une seule audience de police en 1915 (elle fut tenue en avril 1915). Tous les documents relatifs à cette audience ont péri.
 (2) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.
 (3) Il y a eu quatre audiences pour les affaires de police en 1915. Mais les documents y relatifs ont disparu lors de l'évacuation de Wervicq en 1917.

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut & l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	287	224	166	44	14	63	63	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	74	73	44	26	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Brée	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Looz	127	126	97	19	10	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	23	23	15	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	172	85	61	22	2	87	87	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-Sussen-et-Bohré.	53	35	27	13	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	739	587	413	131	43	152	151	1	—	—	—	—	—	—
Hasselt	129	123	79	37	7	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Beerigen	97	97	68	25	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville	26	26	20	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neerpelt	24	24	12	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peer	15	15	9	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Tromb	205	205	145	44	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	496	490	333	121	36	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	209	191	186	5	—	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Etalle	30	30	29	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	11	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	31	31	30	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	108	106	99	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Virton	181	176	172	4	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	568	545	527	15	3	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Marche	74	69	68	1	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	9	9	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erezée (1)	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	37	37	35	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laroche	45	44	39	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	17	17	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	18	16	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	199	193	184	9	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—

(1) Il n'y a pas eu d'audience avant fin mars 1915, par suite du décès du greffier et de l'absence du commis-greffier.

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neuchâteau	117	111	107	4	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Bastogne	75	72	65	6	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Bouillon	29	29	22	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	25	25	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	183	183	138	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sibret	33	32	30	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	18	18	16	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	480	470	403	66	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	571	541	280	222	39	30	30	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	128	128	98	16	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	40	40	33	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	264	264	153	92	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	191	187	171	14	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,194	1,160	735	349	76	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Dinant (1)	54	54	46	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	86	86	77	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	56	56	52	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Couvin	53	53	41	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	42	42	34	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	27	27	26	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	21	21	19	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	112	111	109	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Walcourt	31	31	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	482	481	435	38	8	1	1	—	—	—	—	—	—	2

(1) A raison de la destruction de la ville de Dinant aucune audience n'a pu se tenir avant le 26 mai 1915.

RÉCAPITULATION

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS	Nombre des affaires.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			TOTAL	JUGÉES			
			contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contra-dictoi-remment.	par défaut	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	10,174	9,898	6,424	3,073	401	276	237	39	—	—	—	—	—	2
Louvain	1,270	1,240	1,064	141	35	30	25	5	—	—	—	—	—	—
Nivelles	1,082	1,068	783	200	85	14	14	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	5,571	5,407	3,602	1,083	122	164	149	15	—	—	—	—	—	—
Malines	565	552	476	63	13	13	13	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	1,058	498	407	71	20	500	560	—	—	—	—	—	—	1
Mons	3,480	3,433	2,510	654	269	47	47	—	—	—	—	—	—	1
Charleroi	5,418	5,378	3,763	1,314	301	40	40	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	858	854	704	122	28	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Gand	3,196	3,093	1,861	1,114	118	103	76	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	472	466	375	77	14	6	6	27	—	—	—	—	—	—
Termonde	1,219	1,199	888	226	85	20	17	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	731	645	313	308	24	86	86	3	—	—	—	—	—	—
Courtrai	1,080	1,079	690	324	65	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fumes	412	402	275	120	7	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	36	36	20	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	3,928	3,706	2,878	616	182	221	189	—	1	1	—	—	1	4
Huy	841	836	665	118	53	5	5	40	—	—	—	—	—	—
Verviers	1,534	1,495	1,071	374	50	32	28	—	—	7	6	1	—	2
Tongres	739	587	413	131	43	152	151	4	—	—	—	—	—	—
Hasselt	496	490	333	121	36	6	6	1	—	—	—	—	—	—
Arlon	568	545	527	15	3	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Marche	199	193	184	9	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	480	470	403	66	1	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Namur	1,194	1,160	735	349	76	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	482	481	435	38	8	1	1	—	—	—	—	—	—	2
TOTAUX GÉNÉRAUX	47,083	45,211	31,799	11,373	2,039	1,864	1,729	134	1	8	6	1	1	13

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tes.	Ren-vo-ys des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'em-pri-sonnement			con-dit-ion-nelle.	Condamnés à l'amendo-simple.	Total.	Acquit-tes.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tes.	Condamnés		
				con-dit-ion-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.								de 1 à 4 jours.	à la répri-man-de.	à l'a-men-de.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	5,326	401	—	—	—	—	10	760	4,155	148	15	133	—	—	—	—
Anderlecht	491	33	—	—	—	—	14	152	292	2	—	2	—	—	—	—
Assche	44	2	—	—	—	1	—	7	34	—	—	—	—	—	—	—
Hal	122	14	—	—	—	—	1	49	58	12	1	11	—	—	—	—
Ixelles (2 cantons)	1,245	234	—	—	—	1	6	392	612	39	1	38	—	—	—	—
Laeken	822	134	—	—	—	1	6	229	452	4	1	3	—	—	—	—
Lennik-St-Quentin	11	3	—	—	—	—	—	3	5	2	—	2	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean	1,203	162	—	—	—	—	—	180	861	9	1	8	—	—	—	—
Saint-Gilles	721	52	—	—	—	—	5	182	482	20	1	19	—	—	—	—
St-Josse-ten-Noode	758	180	4	—	—	—	55	159	360	26	—	26	—	—	—	—
Schaerbeek (2 cant.)	723	113	—	—	—	—	3	140	467	3	1	2	—	—	—	—
Uccle	522	71	—	—	—	—	2	188	261	7	2	5	—	—	—	—
Vilvorde	95	7	—	—	—	—	—	16	72	1	—	1	—	—	—	—
Wolverthem	70	22	—	—	—	—	—	34	14	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	12,153	1,428	4	—	—	3	102	2,491	28,125	274	23	251	—	—	—	—
Louvain (2 cantons)	701	75	4	—	—	—	2	271	349	13	2	11	—	—	—	—
Aerschot	170	17	1	—	—	—	1	34	117	—	—	—	—	—	—	—
Diest	335	70	12	1	—	1	23	101	127	2	—	2	—	—	—	—
Glabbeek	79	12	—	—	—	1	—	34	32	—	—	—	—	—	—	—
Haecht	39	4	—	—	—	—	2	22	11	—	—	—	—	—	—	—
Léau	83	12	1	—	—	—	—	33	37	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	329	80	1	—	—	2	—	144	102	15	4	11	—	—	—	—
TOTAUX	1,736	270	19	1	—	4	28	639	775	30	6	24	—	—	—	—
Nivelles	631	66	12	—	4	1	5	181	356	11	3	8	—	—	—	—
Genappe	141	33	1	—	—	—	—	37	70	1	—	1	—	—	—	—
Jodoigne	231	23	—	—	—	—	—	41	167	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	147	8	—	—	—	—	1	63	75	1	—	1	—	—	—	—
Wavre	548	110	1	9	1	16	9	210	192	5	—	5	—	—	—	—
TOTAUX	1,698	240	14	9	5	20	15	535	860	18	3	15	—	—	—	—
Anvers	4,756	756	—	—	—	2	12	988	2,998	162	80	82	—	—	—	—
Berehem	209	78	1	—	—	—	—	39	91	4	—	4	—	—	—	—
Boom	571	100	1	—	—	—	—	257	213	9	6	3	—	—	—	—
Bergerhout	293	52	—	—	—	—	—	81	160	5	1	4	—	—	—	—
Brecht	38	6	—	—	—	—	—	23	9	—	—	—	—	—	—	—
Contich	193	29	2	1	—	—	—	59	102	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	292	50	—	1	—	—	1	87	153	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven	104	11	—	—	—	—	5	29	59	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	6,456	1,082	4	2	—	2	18	1,563	3,785	180	87	93	—	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tes.	Ren-vo-ys des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'em-pri-sonnement			con-dit-ion-nelle.	Condamnés à l'amendo-simple.	Total.	Acquit-tes.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tes.	Condamnés		
				con-dit-ion-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.								de 1 à 4 jours.	à la répri-man-de.	à l'a-men-de.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mallines (2 cantons)	184	31	—	—	—	1	6	87	56	10	1	9	—	—	—	—
Duffel	118	15	—	—	—	—	—	48	55	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg	93	15	—	4	—	13	14	28	19	—	—	—	—	—	—	—
Lierre	226	17	—	—	—	—	—	79	130	3	1	2	—	—	—	—
Puurs	175	66	—	1	—	1	1	31	72	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	796	147	—	5	—	15	21	276	332	13	2	11	—	—	—	—
Turnhout	354	15	—	—	—	—	—	151	185	11	—	11	—	—	—	—
Arendonek	33	7	—	—	—	—	—	10	16	—	—	—	—	—	—	—
Hérenthals	112	21	—	—	—	—	—	43	48	1	—	1	—	—	—	—
Hoogstraeten	13	—	—	—	—	—	—	5	8	1,143	11	1,132	—	—	—	—
Moll	136	21	—	—	—	—	2	41	72	3	—	3	—	—	—	—
Westerloo	67	12	—	—	—	—	—	24	31	2	—	2	—	—	—	—
TOTAUX	715	76	—	—	—	—	2	277	360	1,160	11	1,149	—	—	—	—
Mons	896	191	—	1	—	2	9	278	415	37	9	28	—	—	—	—
Boussu	981	255	—	—	—	—	—	337	389	5	2	3	—	—	—	—
Chièvres	57	19	—	—	—	—	2	26	10	—	—	—	—	—	—	—
Dour	882	95	—	2	—	1	1	323	460	1	1	—	—	—	—	—
Enguien	118	39	—	—	—	—	—	47	32	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	1,275	327	1	—	—	—	—	403	544	1	—	1	—	—	—	—
Lens	132	26	5	—	—	—	1	33	67	—	—	—	—	—	—	—
Pâturages	384	35	—	—	—	—	—	149	140	—	—	—	—	—	—	—
Reulx	338	88	—	—	—	2	4	3	241	2	—	2	—	—	—	—
Soignies	269	82	—	—	—	—	—	128	59	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	5,332	1,217	6	3	—	5	17	1,727	2,357	47	12	35	—	—	—	—
Charleroi (2 cantons)	2,494	309	1	—	—	—	2	813	1,369	29	1	28	—	—	—	—
Beaumont	57	13	—	—	—	—	1	18	25	1	—	1	—	—	—	—
Binche	1,040	220	2	—	—	—	—	351	466	2	—	2	—	—	—	—
Châtelet	925	149	10	1	—	5	—	224	536	5	—	5	—	—	—	—
Chimay	104	23	1	2	—	1	1	38	32	—	—	—	—	—	—	—
Fontaine-l'Évêque	831	116	—	—	—	1	7	345	368	1	—	1	—	—	—	—
Gosselies	449	140	3	—	—	—	6	209	91	2	—	2	—	—	—	—
Junet	717	121	1	—	—	—	—	189	406	1	—	1	—	—	—	—
Marchienne-au-Pont	921	51	—	1	—	—	—	378	491	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château	158	36	2	—	—	—	—	77	43	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe	194	75	18	—	—	—	—	55	46	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	99	28	3	—	—	—	—	34	34	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	7,989	1,290	41	4	—											

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tés.	Ren-voies des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'emprisonnement			Condamnés à l'amende simple.	Total.	Acquit-tés.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tés.	Condamnés			
				con-dition-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.							de 1 à 4 jours.	à la répri-man-de.	à l'a-men-de.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	395	138	1	—	—	—	6	127	123	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	92	11	—	14	—	—	3	36	28	1	—	1	—	—	—	—
Ath	183	67	—	—	—	—	—	70	46	1	—	1	—	—	—	—
Colles	45	28	2	—	—	—	—	5	10	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq	28	11	—	—	—	—	—	14	2	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes	7	1	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	79	14	1	—	—	—	—	48	16	—	—	—	—	—	—	—
Louze	86	21	—	—	—	—	—	22	43	—	—	—	—	—	—	—
Péruwelz	106	25	—	—	—	—	—	41	39	1	—	1	—	—	—	—
Quovaucamps	108	21	—	—	—	—	—	39	45	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	11	4	—	—	—	—	—	2	5	1	—	1	—	—	—	—
TOTAUX	1,138	341	4	14	—	—	12	407	360	4	—	4	—	—	—	—
Gand (3 cantons)	2,706	386	—	6	—	—	40	39	548	1,687	75	—	34	—	—	—
Assenedo	32	6	—	—	—	—	—	—	20	6	1	—	1	—	—	—
Caprycke	15	2	3	—	—	—	—	—	6	4	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	105	11	—	—	—	—	—	31	63	—	—	—	—	—	—	—
Dayze	58	10	2	—	—	—	2	—	18	26	15	—	15	—	—	—
Eecloo	140	18	1	—	—	—	—	46	75	15	—	15	—	—	—	—
Evergem	147	17	—	—	—	—	—	50	80	—	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	169	47	—	—	—	—	1	2	35	84	—	—	—	—	—	—
Loochristy	76	13	1	—	—	—	1	2	37	22	—	—	—	—	—	—
Nazareth	46	7	—	—	—	—	—	—	25	14	—	—	—	—	—	—
Nevele	101	20	—	—	—	—	—	—	12	60	—	—	—	—	—	—
Oosterzele	55	13	—	—	—	—	—	—	17	25	—	—	—	—	—	—
Somergem	133	9	12	—	—	—	—	—	57	55	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	26	5	—	14	—	—	—	—	—	—	41	—	—	—	—	—
TOTAUX	3,809	573	19	20	—	—	44	50	902	2,201	108	41	65	—	—	—
Audenarde	82	18	—	—	—	—	—	—	42	22	2	—	2	—	—	—
Grammont	90	7	5	—	—	—	—	1	45	32	—	—	—	—	—	—
Herzele	31	4	—	—	—	—	1	2	6	18	—	—	—	—	—	—
Hooebeke-Ste-Marie	11	—	—	—	—	—	—	—	9	2	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	46	11	—	—	—	—	—	—	21	14	—	—	—	—	—	—
Ninove	179	30	—	—	—	—	—	—	89	60	4	—	4	—	—	—
Renaix	146	40	—	—	—	—	—	—	81	25	—	—	—	—	—	—
Sottegem	72	18	—	—	—	—	—	—	26	28	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	657	128	5	—	—	—	1	3	319	201	6	—	6	—	—	—

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tés.	Ren-voies des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'emprisonnement			Condamnés à l'amende simple.	Total.	Acquit-tés.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tés.	Condamnés			
				con-dition-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.							de 1 à 4 jours.	à la répri-man-de.	à l'a-men-de.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Termonde	67	18	—	—	—	—	—	33	16	2	1	1	—	—	—	—
Alost	228	89	—	—	—	2	—	83	55	5	—	5	—	—	—	—
Beveren	188	16	—	—	—	—	—	78	91	5	3	2	—	—	—	—
Hamme	134	8	—	—	—	—	—	41	74	—	—	—	—	—	—	—
Lokeren	141	13	5	—	—	—	—	6	43	74	—	—	—	—	—	—
Saint-Gilles-Waes	117	29	—	1	—	—	—	18	69	2	—	2	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	342	35	—	—	—	—	—	41	118	148	6	6	—	—	—	—
Tamise	294	33	—	—	—	—	—	84	177	2	1	1	—	—	—	—
Wetteren	206	13	—	—	—	—	—	125	68	—	—	—	—	—	—	—
Zele	98	2	—	—	—	—	—	11	8	77	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,815	256	5	1	—	2	69	630	852	22	11	11	—	—	—	—
Bruges (3 cantons)	487	122	2	3	—	37	3	74	246	83	7	70	—	—	—	—
Ardoye	1	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—
Ghistelles (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	328	19	2	—	—	—	—	95	212	1	—	1	—	—	—	—
Ruyssede	33	7	—	—	—	—	—	7	19	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	7	—	—	—	—	—	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—
Thourout (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	856	148	4	3	—	37	3	179	482	86	7	79	—	—	—	—
Courtrai (2 cantons)	478	70	1	—	—	—	—	189	218	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	40	11	—	—	—	—	—	19	10	—	—	—	—	—	—	—
Harlobeke	129	11	—	9	—	2	1	63	43	1	—	1	—	—	—	—
Iseghem	25	6	—	—	—	—	—	6	13	—	—	—	—	—	—	—
Menin	54	6	—	—	—	—	—	16	32	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	132	7	—	—	—	—	—	45	80	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	17	3	—	—	—	—	—	6	8	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	543	93	—	25	—	—	—	41	91	293	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	49	12	—	—	—	—	—	24	13	—	—	—	—	—	—	—
Roulers	45	12	2	—	—	2	4	2	23	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,512	231	3	34	—	4	46	461	733	1	—	1	—	—	—	—
Furnes	372	32	1	—	—	—	—	221	118	10	2	8	—	—	—	—
Dixmude (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	74	24	—	—	—	—	—	20	30	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	453	56	8	—	—	—	—	241	148	10	2	8	—	—	—	—

(1) Aucune affaire n'a pu être introduite à cause des entraves mises par l'occupant à l'exercice de la justice.
 (2) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.

XIII (suite) — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit- tés.	Ren- voyés des pour- suites, le tribunal s'étant déclaré incom- pétent.	Condamnés à l'emprisonnement			Condamnés à l'amende		Total.	Acquit- tés.	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement.	Total.	Acquit- tés.	Condamnés		
				con- di- tion- nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	con- di- tion- nelle.						simple	à la répri- man- de.	à l'a- men- de.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Ypres (2 cantons) (1)																
Hooglede (2)																
Messines (2)																
Passchendaele (2)																
Poperinghe	37	12	1					5	19							
Wervicq (3)																
TOTAUX	37	12	1					5	19							
Liège (2 cantons)	1,487	83	8			7	4	530	855	202	87	115				
Dalhem	45	9					1	21	14							
Fexhe-Slins	446	11						317	115							
Fléron	295	52						100	143	1	1					
Grivogée	243	19	2				1	107	114	2	1	1				
Herstal	472	111						176	185							
Hollogne-aux-Pierres	643	61	1					313	265	1		1				
Louveigné	103	7						48	48	3	1	2				
Saint-Nicolas	379	53					1	129	196							
Seraing	639	22					4	232	381	4		4	11	2	3	6
Waremmes	387	9						183	195	10	1	9				
TOTAUX	5,139	443	11			7	11	2,156	2,511	223	91	132	11	2	3	6
Huy	307	57						214	36	5		5				
Avennes	141	32						79	30							
Ferrières	13	1						6	6							
Héron	179	36						99	44							
Jehay-Bodegnée	237	19						132	86							
Landen	282	18	5				2	106	151							
Nandrin	167	21	1					102	40							
TOTAUX	1,326	187	6				2	738	393	5		5				
Verviers	973	116	2			5		278	572	20	3	17				
Aubel	21	1						11	9							
Dison	247	32						80	135	1		1	7		6	1
Herve	76	26					2	26	22							
Limbourg	163	36						91	36							
Spa	312	77	5			1		178	51	11	2	9				
Stavelot	107	3		73					31							
TOTAUX	1,899	291	7	73		6	2	664	856	32	5	27	7		6	1

(1) Le tribunal de police des deux cantons d'Ypres a tenu une seule audience de police en 1915 (elle fut tenue en avril 1915). Tous les documents relatifs à cette audience ont péri.
 (2) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.
 (3) Il y a eu quatre audiences pour les affaires de police en 1915. Mais les documents y relatifs ont disparu lors de l'évacuation de Wervicq en 1917.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit- tés.	Ren- voyés des pour- suites, le tribunal s'étant déclaré incom- pétent.	Condamnés à l'emprisonnement			Condamnés à l'amende		Total.	Acquit- tés.	Mis à la dis- posi- tion du gou- vernement.	Total.	Acquit- tés.	Condamnés		
				con- di- tion- nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	con- di- tion- nelle.						simple	à la répri- man- de.	à l'a- men- de.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tongres	302	55						141	106	63	3	60				
Bilsen	97	5						39	53	1		1				
Brée	5	2						2	1			1				
Looz	222	47	4			1	5	83	82	1						
Mueseyek	31	4						12	15							
Mechelen	85	24	3					31	27	107	1	106				
Sichen-Sussen- et-Bohré.	53	7						33	13							
TOTAUX	795	144	7			1	5	341	297	172	4	168				
Hasselt	168	25						87	56	6		6				
Beeringen	135	22	1					28	81							
Herck-la-Ville	48	2						24	22							
Neerpelt	35	6						17	12							
Peer	31	5						13	13							
Saint-Trond	314	43					2	125	144							
TOTAUX	731	103	1				2	294	331	6		6				
Arlon	249	52						96	101	18	1	17				
Etalle	37	8						14	15							
Fauvillers	11	1						1	9							
Florenville	38	5	1					25	7							
Messancy	131	20						15	96							
Virton	220	16						91	113	5		5				
TOTAUX	686	102	1					242	341	23	1	22				
Marche	90	12						58	20	5	3	2				
Durbuy	9							2	7							
Erezée (1)	1							1	1							
Houffalize	39	14	3					13	9							
Laroche	56	14	2					29	11	1		1				
Nassogne	28	4						8	16							
Vielsalm	18	4						9	5							
TOTAUX	241	48	5					119	69	6	3	3				

(1) Il n'y a pas eu d'audience avant fin mars 1915, par suite du décès du greffier et de l'absence du commis-greffier.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tés.	Ren-vo-ysés des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'em-pri-sonnement			Condamnés à l'amende		Total.	Acquit-tés.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tés.	Condamnés		
				con-dition-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	con-dition-nelle.						simple.	à la répri-man-de.	à l'am-en-do.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Neufchâteau	143	12	—	—	—	4	2	49	76	6	1	5	—	—	—	—
Bastogne	82	17	—	—	—	—	—	32	33	3	—	3	—	—	—	—
Bouillon	29	—	—	—	—	—	—	14	15	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	33	3	—	3	—	—	—	19	6	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hubert	183	34	—	—	—	—	6	106	37	—	—	—	—	—	—	—
Sibret	38	19	—	—	—	—	—	6	13	1	—	1	—	—	—	—
Wellin	24	8	—	—	—	—	—	3	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	532	93	—	3	—	4	10	234	188	10	1	9	—	—	—	—
Namur (2 cantons)	776	98	—	—	—	6	1	323	348	31	3	28	—	—	—	—
Andenne	184	18	—	—	—	—	—	108	58	—	—	—	—	—	—	—
Eghezée	57	16	—	—	—	—	—	24	17	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	456	45	—	—	—	—	—	47	364	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	277	21	1	—	—	—	6	39	210	4	—	4	—	—	—	—
TOTAUX	1,750	198	1	—	—	6	7	541	997	35	3	32	—	—	—	—
Dinant (1).	92	55	—	—	—	1	—	27	9	—	—	—	—	—	—	—
Beauraing	105	12	—	—	—	—	—	46	47	—	—	—	—	—	—	—
Ciney	95	8	1	—	—	—	—	49	37	—	—	—	—	—	—	—
Couvin	53	4	—	1	—	—	—	32	16	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	100	60	3	—	—	—	—	3	34	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	39	11	—	—	—	—	—	18	10	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	26	6	—	—	—	—	—	13	7	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	112	25	—	—	—	—	1	51	35	1	1	—	—	—	—	—
Walcourt	31	2	2	—	—	—	—	17	10	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	653	183	6	1	—	1	1	258	205	1	1	—	—	—	—	—

(1) A raison de la destruction de la ville de Dinant aucune audience n'a pu se tenir avant le 26 mai 1915.

RÉCAPITULATION

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement.

ARRONDISSE- MENTS.	Individus jugés en matière de police									Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 novembre 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (absence au vote)			
	Total.	Acquit-tés.	Ren-vo-ysés des pour-suites, le tribunal s'étant déclaré incompé-tent.	Condamnés à l'em-pri-sonnement			Condamnés à l'amende		Total.	Acquit-tés.	Mis à la dis-posit-ion du gou-vernement.	Total.	Acquit-tés.	Condamnés		
				con-dition-nel.	de 8 jours et plus.	de 5 à 7 jours.	de 1 à 4 jours.	con-dition-nelle.						simple.	à la répri-man-de.	à l'am-en-do.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	12,153	1,428	4	—	—	3	102	2,491	8,125	274	23	251	—	—	—	—
Louvain	1,736	270	19	1	—	4	28	639	775	30	6	24	—	—	—	—
Nivelles	1,698	240	14	9	5	20	15	535	860	18	3	15	—	—	—	—
Anvers	6,456	1,982	1	2	—	2	18	1,563	3,785	180	87	93	—	—	—	—
Malines	796	117	—	5	—	15	21	276	332	13	2	11	—	—	—	—
Turnhout	715	76	—	—	—	—	2	277	360	1,160	11	1,149	—	—	—	—
Mons	5,332	1,217	6	3	—	5	17	1,727	2,357	47	12	35	—	—	—	—
Charleroi	7,989	1,290	41	1	—	8	17	2,722	3,907	41	1	40	—	—	—	—
Tournai	1,138	341	1	11	—	—	12	407	360	4	—	4	—	—	—	—
Gand	3,809	573	19	20	—	44	50	902	2,201	106	41	65	—	—	—	—
Audenarde	657	128	5	—	—	1	3	319	201	6	—	6	—	—	—	—
Termonde	1,815	256	5	1	—	2	69	630	852	22	11	11	—	—	—	—
Bruges	856	148	4	3	—	37	3	179	482	86	7	79	—	—	—	—
Courtrai	1,512	231	3	34	—	4	46	461	733	1	—	1	—	—	—	—
Furnes	453	56	8	—	—	—	—	241	148	10	2	8	—	—	—	—
Ypres	37	12	1	—	—	—	—	5	19	—	—	—	—	—	—	—
Liège	5,139	443	11	—	—	7	11	2,156	2,511	223	91	132	11	2	3	6
Huy	1,326	187	6	—	—	—	2	738	393	5	—	5	—	—	—	—
Verviers	1,899	291	7	73	—	6	2	664	856	32	5	27	7	—	6	1
Tongres	795	144	7	—	—	1	5	341	297	172	4	168	—	—	—	—
Hasselt	731	103	1	—	—	—	2	294	331	6	—	6	—	—	—	—
Arlon	686	102	1	—	—	—	—	242	341	23	1	22	—	—	—	—
Marche	241	48	5	—	—	—	—	119	69	6	3	3	—	—	—	—
Neufchâteau	532	93	—	3	—	4	10	234	188	10	1	—	—	—	—	—
Namur	1,750	198	1	—	—	6	7	541	997	35	3	32	—	—	—	—
Dinant	653	183	6	1	—	1	1	266	205	1	1	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	60,904	9,287	182	173	5	170	443	18,959	31,685	2,511	315	2,196	18	2	9	7

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquit- tés.	A l'égard des- quels le tribunal s'est déclaré incom- pétent.	CONDAMNÉS					Con- damnés de 16 à 18 ans mis à la dis- posi-tion du gouver- nement.
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				con- di- tion- nel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	con- di- tion- nelle.	sans con- di- tion.	
I. — Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)									
CODE PÉNAL									
Bris de clôture. Art. 545.	392	92	1	5	—	3	129	162	—
Coups et blessures. Art. 308	6,830	1,820	13	14	—	55	2,174	2,554	—
Idem. à la police. Art. 280.	48	10	—	—	—	1	21	16	—
Calomnie et diffamation. Art. 444.	1,151	333	5	1	—	6	337	469	—
Injures graves. Art. 448	97	18	1	—	—	—	39	39	—
Incendie. Art. 519.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage. Art. 557, 6 ^e , 2 ^e alinéa	1,050	98	7	14	—	45	436	450	—
Menaces. Art. 329.	197	55	—	—	—	3	55	84	—
Outrages à la police. Art. 276	1,318	153	3	6	—	21	478	657	—
Paroles obscènes. Art. 383, § 2. L. 20 janv. 1905	15	1	—	—	—	—	5	9	—
Outrage aux mœurs. Art. 385	7	—	—	—	—	—	3	4	—
Port d'armes prohibées. Art. 317 et L. 15 juin 1894	10	2	—	—	—	1	4	3	—
Rébellion. Art. 271	46	4	—	—	—	—	14	26	—
Vol. Art. 463	3,521	380	11	34	—	46	1,373	1,677	—
Autres délits	570	104	2	—	—	6	199	259	—
LOIS SPÉCIALES									
Art de guérir. L. 9 juillet 1858.	1	—	—	—	—	—	1	—	—
Denrées alimentaires (fixation du prix des) mesures urgentes né- cessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	14	12	—	—	—	—	—	2	—
Établissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	50	4	2	—	—	—	35	9	—
Guerre. — État de guerre et état de siège (Mesures nécessitées par l')	92	10	—	—	—	—	59	23	—
Jeux. L. 24 octobre 1902	19	1	—	—	—	—	7	11	—
Mendicité et vagabondage. L. 15 mai 1912. Art. 63	3	—	—	—	—	—	1	2	—
Organisation militaire	12	3	1	—	—	—	4	4	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	276	12	—	—	—	—	108	156	—
Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. 20 octobre 1908	439	54	—	—	—	—	237	148	—
Repos dominical. L. 17 juillet 1905	4	2	—	—	—	—	1	1	—

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre des inculpés.	Acquit- tés.	A l'égard des- quels le tribunal s'est déclaré incom- pétent.	CONDAMNÉS					Con- damnés de 16 à 18 ans mis à la dis- posi-tion du gouver- nement.
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				con- di- tion- nel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	con- di- tion- nelle.	sans con- di- tion.	
II. — Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.									
CODE PÉNAL									
Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 3 ^e	172	16	—	—	—	—	74	92	—
Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4 ^e	73	18	—	2	—	—	20	33	—
Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5 ^e	19	10	—	—	—	—	3	6	—
Maraudage. Art. 557, 6 ^e , 1 ^{er} alinéa.	1,359	95	38	9	—	51	566	600	—
Domages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1 ^{er}	136	32	1	—	—	—	30	64	—
Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1 ^{er}	723	67	—	7	—	11	180	458	—
Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2 ^e et 3 ^e	542	38	1	5	—	6	214	278	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4 ^e	48	2	—	—	—	15	11	20	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5 ^e	351	33	—	—	—	5	90	223	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Article 561, 6 ^e	47	7	—	—	—	9	5	26	—
Injures verbales. Art. 561, 7 ^e	7,318	1,820	26	11	4	29	2,497	2,931	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1 ^{er}	12	—	—	—	—	2	5	5	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2 ^e	97	17	5	—	1	—	32	42	—
Voies de fait. Art. 563, 3 ^e	560	119	7	3	—	1	207	223	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1 ^{er} et 2 ^e , 559, 2 ^e 3 ^e et 4 ^e , 563, 4 ^e et 5 ^e	2,381	499	2	2	—	5	850	1,023	—
RÈGLEMENTS COMMUNAUX									
Police des cabarets et autres lieux publics	3,663	320	—	—	—	13	1,062	2,268	—
Police de la prostitution	986	79	—	—	—	138	18	751	—
Autres objets	8,912	933	4	9	—	65	2,158	5,743	—
RÈGLEMENTS PROVINCIAUX									
1,216	225	4	3	—	1	187	796	—	—
LOIS SPÉCIALES ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX									
Audience (Police de l'). Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505.	13	—	—	—	—	—	—	13	—
Chasso (divagation de chiens). L. 28 février 1882. Art. 5	123	29	1	—	—	—	31	62	—
Chemins de fer de l'État ou concédés. L. 12 avril 1835 et 25 juil- let 1892, etc.	483	71	1	—	—	—	243	168	—
Code forestier. L. 19 décembre 1854	1,434	92	19	11	—	34	733	545	—
Code rural. L. 7 octobre 1886.	3,712	464	15	19	—	12	1,729	1,473	—
Conservation des grenouilles. A. R. 3 janvier 1893.	45	6	—	—	—	—	18	21	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877. Art. 27 et 28.	20	7	—	—	—	—	4	9	—
Denrées alimentaires. L. 4 août 1890. Art. 5, et règlements portés en vertu des articles 1 ^{er} et 4 de cette loi.	795	104	5	1	—	10	299	376	—
Enfant (Non comparution d'un). Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. 15 mai 1912. Art. 45	186	13	—	—	—	—	77	96	—
Enfant de moins de 16 ans (Participation à une infraction commise par un). L. 15 mai 1912. Art. 44.	46	—	—	—	—	—	12	34	—

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1^o Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs);

2^o Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1^{er} mai 1849);

3^o Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer l'article 76 du Code pénal, concernant les délinquants sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881 et du 4 septembre 1891, art. 2, 3 et 6) (1);

4^o Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux

de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'un nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'ils a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois de prison et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

Arrondissements.	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année.	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE							Total des affaires à juger.	AFFAIRES TERMINÉES						Total des affaires terminées.	AFFAIRES restant à la fin de l'année.
		portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par					par jugement							
		citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	TOTAL.		AU FOND			d'infirmité.	par récidive.	Total.		
										contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	883	5,508	4	17	1,502	17	—	7,048	7,931	3,949	1,608	893	6,450	—	11	6,461	1,470
Louvain	349	1,033	2	337	238	—	1	1,701	2,050	1,134	417	235	1,752	—	—	1,786	264
Nivelles	124	569	—	108	160	—	2	839	963	581	165	97	843	—	—	843	120
Anvers	1,072	2,289	5	19	1,069	—	—	3,382	5,354	2,543	680	234	3,457	6	24	3,487	1,867
Malines	135	419	—	—	177	—	—	596	731	441	53	27	521	2	3	526	205
Turnhout	239	618	—	73	130	—	—	821	1,060	703	121	83	907	2	—	909	151
Mons	919	1,047	4	8	1,044	1	—	2,104	3,023	1,784	384	204	2,372	—	—	2,372	651
Charleroi	856	2,654	2	36	1,386	—	—	4,078	4,934	2,876	749	407	4,032	—	—	4,032	902
Tournai	280	267	—	19	296	—	—	582	862	426	53	33	512	3	1	516	346
Gand	1,253	1,048	2	630	461	—	—	2,141	3,394	1,760	510	382	2,652	—	—	2,652	742
Audenarde	299	545	1	6	289	—	—	841	1,140	519	213	85	817	1	—	818	322
Termonde	184	1,687	—	6	422	—	—	2,115	2,299	1,533	310	197	2,040	—	—	2,040	259
Bruges	529	811	—	1	216	—	1	1,029	1,558	642	114	53	809	—	—	809	749
Courtrai	205	623	—	1	286	—	2	912	1,117	531	109	42	632	4	3	639	428
Furnes	91	401	—	—	58	—	—	459	550	283	97	20	400	—	—	400	150
Ypres	11	280	—	—	15	—	—	295	308	141	41	14	196	—	—	196	110
Liège	1,387	2,355	6	112	1,171	—	—	3,644	5,031	2,628	488	190	3,308	—	—	3,308	1,725
Huy	857	461	1	83	152	—	1	698	1,555	557	172	96	825	2	10	837	(1) 729
Verviers	73	347	1	7	191	—	—	548	619	361	79	21	461	2	—	463	156
Tongres	173	294	—	30	87	—	—	411	584	257	89	28	374	—	30	404	180
Hasselt	328	438	—	25	86	—	—	549	877	202	142	39	473	5	—	478	399
Arlon	49	125	—	187	42	1	—	355	404	212	126	22	360	—	1	361	43
Marche	23	134	1	51	29	—	—	215	238	100	28	4	222	—	—	222	16
Neuchâteau	21	181	—	50	40	—	—	271	292	179	71	14	264	—	—	264	28
Namur	320	560	—	1	469	—	—	1,030	1,350	722	215	83	1,020	—	—	1,020	330
Dinant	117	539	—	133	226	—	—	898	1,015	540	225	29	794	—	—	794	221
TOTAUX	11,677	25,293	29	1,940	10,272	19	7	37,560	49,237	25,784	7,259	3,532	36,575	27	83	36,685	12,563

(1) Dans une affaire renvoyée par la Chambre du Conseil (crime) et dans dix affaires sur citation directe du Ministère public des co-prévenus se trouvant sous les drapeaux n'ont pu être cités. Le tribunal de Huy a ordonné la disjonction des poursuites et remis les affaires sine die en ce qui concerne ces co-prévenus. C'est ce qui explique le défaut de concordance entre les chiffres réunis des col. 17 et 18 et le chiffre de la col. 10.

(1) Les articles 72 à 75 du Code pénal ont cessé d'être en vigueur le 1^{er} octobre 1912. L'article 64 alinéa 2 de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance les a abrogés. En vertu de cette loi les délinquants âgés de moins de 16 ans sont déferés au juge des enfants.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neuchâteau								Namur						Dinant										
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS								
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des condamnés.			Acquités.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement				à l'amende		TOTAL des condamnés.	Acquités.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				con- dition- nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con- dition- nelle.						non condi- tion- nelle.	con- dition- nel.			de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.				con- dition- nelle.	non condi- tion- nelle.	con- dition- nel.	de plus de 6 mois.
200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223		
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL.																									
Crimes correctionnalisés.																									
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Meurtre, 393	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Coups et blessures avec préméditation, ayant causé une maladie incurable, 400, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401.	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	5	2	—	—	—	4	—	4	3	—	1	—	—	
Attentat à la pudeur { sans violences } sur un enfant de moins de 16 ans, 372, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1 ^{er} .)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	ni menaces { id. id. de 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 372, § 1 ^{er} , 377, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 1 ^{er} , 52, § 2.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		par ascendant, sur mineur non émancipé par le mariage, 372, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 48, § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
avec violences { sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	ou menaces { id. de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Viol { sur personne de plus de 16 ans, 375, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1 ^{er})	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	id. id. 16 ans, par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 375, § 1 ^{er} , 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1 ^{er} , 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	sur personne de plus de 16 ans, par plusieurs en s'entraïdant, 375, § 1 ^{er} , 377, § 5. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 1 ^{er} , 52, § 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans, 375, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 50, § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Attentat aux mœurs { par excitation à la débauche de mineurs de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, 379, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	id. id. id. id. id. par per- sonne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 2, 381	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Avortement sans le consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Arrestation ou détention illégale, à l'aide d'un faux ordre de l'autorité ou de menaces, 437	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Incendie { de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	
	de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Fausse monnaie (contrefaçon, altération, émission) 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Faux en écritures, 194 à 197	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	3	—	2	—	—	—	4	—	4	1	1	2	—		
Effets publics, billets de banque; contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Banqueroute frauduleuse, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1 ^{er}	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces, 467 à 470	7	—	7	2	—	5	—	60	3	57	8	7	42	—	—	—	35	3	32	14	1	17	—		
Vol à l'aide de violences ou menaces avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Délits.																									
Abus de confiance, 491	3	—	3	—	—	1	1	1	25	5	20	2	—	13	2	3	2	—	—	2	—	—	2	—	
Actes arbitraires et attentatoires aux libertés et droits garantis par la Constitution, 161	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	11	—	—	11	—	—	2	—	—	2	1	—	1	—	
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Armes prohibées. Port, 317. (L. 15 juin 1894)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Malines						Turnhout						Mons											
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS									
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonnement	à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonnement	à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonnement	à l'amende								
				con-dition-nel.	non conditionnel	con-dition-nelle.	non condition-nelle.					con-dition-nel.	non conditionnel					con-dition-nelle.	non condition-nelle.					con-dition-nel.	non conditionnel	con-dition-nelle.	non condition-nelle.					
de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.															
34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147																																
Attentat { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er}).																																
à la { id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa																																
pudeur { situation, 373, § 1 ^{er} , 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} , 52, § 3)	3		3		1	2																			1		1					
{ par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379, § 1 ^{er} .	3		3		2	1			1		1		1												6		6	3	3			
{ id. id. id. id. par personne ayant autorité ou																																
Attentat { abusant de sa situation, 379, § 1 ^{er} , 381																																
{ par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380																									2	1	1	1				
aux { par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1 ^{er} , 384	1		1		1																				1		1					
mœurs { par paroles obscènes 583, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1 ^{er})	2		2	1		1																			7	7						
{ par outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er} , 386	29		29	6	1	9	7	6	4		4		2	2			3		3	1		1		1	12	1	11	5		3	3	
{ id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	16		16	4	2	8		2	2		2		1	1											11	3	8	1		3	1	
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349																																
Id. du consentement de la femme, 350, 351	4	1	3	1	2																				21	5	16	4	7	5		
Banqueroute simple, 489	1	1																														
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286																																
Calomnie envers des particuliers, 444	31	10	21		6	7	8		2		2				2		1		1				1		35	16	19	1	1	4	10	3
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422																									12	5	7	6			1	
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)	1		1		1												1	1							3	3						
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312																									3	3						
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	222	48	174		3	26	145		56	12	44			23	21		19	2	17			10		7	134	25	109		6	70	33	
Concession : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245																									3		3					
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	2	1	1				1										1	1							1	1						
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184																																
Coups { Coups et blessures, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er}	693	205	488	37	7	113	147	181	40	4	36	6	3	18	7	2	124	15	109	27	3	40	20	19	423	91	332	53	6	85	109	79
{ avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une																									1		1					
personne y assimilée, 398, 401 ^{bis} . (L. 15 mai 1912, art. 58).																																
{ à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur																									6		6	2		3	1	
lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)																	1		1	1												
et { à un député, ministre, magistrat, 278, 279	1		1	1													2		2		1	1			22		22	5		11		3
{ à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	106	2	104	5	7	59	21	12	10		10	2	1	5	2		11		11		2	9			1		1	1				
{ à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	2		2			1	1																		20	9	11	2			9	
blessures { involontaires, 420	45	20	25	1		2	10	12	3	3															1	1						
{ négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 ^{bis}																																
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143																																
Id. Outrages au ministre d'un, 145																																
Dénonciation calomnieuse, 445	2	1	1		1																				4	1	3			2	1	
{ de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524																																
{ de tombeaux, monuments, objets d'art, 526																																
{ de titres publics ou privés, 527																																
Destruction { de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528																																
{ de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	6	2	4	3				1									2		2			2								1		
{ d'animaux domestiques, 538, 540, 541																									1		1				1	
{ de clôtures, 545, 546	33	5	28	1		9	9	9	1		1			1			10	2	8			3	1	4	16	2	14	1		3	2	8

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde							
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS					
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amendo		
				con-di-tion-nel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.
101	102	103	104	105	106	107	108	
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147								
Attentat { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er}). à la { id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant pudeur { de sa situation, 373, § 1 ^{er} , 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} , 52, § 3)	1	1						
{ par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379, § 1 ^{er} id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1 ^{er} , 381	2		2		1	1		
Attentat { par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380 aux { par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1 ^{er} , 381 mœurs { par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1 ^{er}) par outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er} , 386 id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	1		1	1				
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349 Id. du consentement de la femme, 350, 351	5		5			2	1	2
Banqueroute simple, 489	25	6	19	2	7	10		
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 281, 286								
Calomnie envers des particuliers, 444	3		3				2	1
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422								
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892). Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312								
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4).	40	4	36			4		32
Concession : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245								
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1		1					1
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184								
{ Coups et blessures, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er} avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401 ^{bis} . (L. 15 mai 1912, art. 58)	391	75	316	19	5	104	84	104
Coups { à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59) et { à un député, ministre, magistrat, 278, 279 à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	20		20			19	1	
blessures, { à des jurés ou témoins, 282, 278, 279 involontaires, 420 négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 ^{bis}	9		9	1		1	3	4
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143 Id. Outrages au ministre d'un, 145								
Dénonciation calomnieuse, 445	1		1	1				
{ de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524 de tombeaux, monuments, objets d'art, 526 de titres publics ou privés, 527								
Destruction { de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528 de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537 d'animaux domestiques, 538, 540, 541 de clôtures, 545, 546	5	1	4	2		2		
	29	4	25			7	5	13

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

Bruges										Courtrai						Furnes							
Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS																					
		Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amendo																		
			con-di-tion-nel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.																
109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liège						Huy						Verviers											
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS									
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des con-dam-nés.			con-dition-nel.	non conditionnel		Total des con-dam-nés.			con-dition-nel.	non conditionnel		Total des con-dam-nés.			con-dition-nel.	non conditionnel		Total des con-dam-nés.	con-dition-nel.	non conditionnel				
				de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.			de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.			
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er}). id. id. id. par personne ayant autorité ou abu- sant de sa situation, 373, § 1 ^{er} , 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} , 52, § 3). par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379, § 1 ^{er} id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1 ^{er} , 381	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380 par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1 ^{er} , 384 par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1 ^{er}) par outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er} , 386 id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349 Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892) Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concession : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures { Coups et blessures, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er} avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401 ^{bis} . (L. 15 mai 1912, art. 58) à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59) à un député, ministre, magistrat, 278, 279 à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281 à des jurés ou témoins, 282, 278, 279 involontaires, 420 négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 ^{bis}	30	5	25	1	—	2	13	9	314	11	303	35	3	107	82	76	70	27	43	—	1	13	20	9	30	5	25	1	—	6	11	7
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143 Id. Outrages au ministre d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénomination calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction { de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524 de tombeaux, monuments, objets d'art, 526 de titres publics ou privés, 527 de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528 de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537 d'animaux domestiques, 538, 540, 541 de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	14	—	14	—	—	—	—	—	14	—	14	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	2

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres								Hasselt						Arlon						Marche																				
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS																		
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des condamnés.			à l'emprisonnement	à l'amende		Total des condamnés.			à l'emprisonnement	à l'amende		Total des condamnés.			à l'emprisonnement	à l'amende																	
				con- di- tion- nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con- di- tion- nelle.					con- di- tion- nel.	de plus de 6 mois.					de 6 mois ou moins.	con- di- tion- nelle.					con- di- tion- nelle.	con- di- tion- nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con- di- tion- nelle.	con- di- tion- nelle.												
166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198									
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147																																									
Attentat avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er}).																																									
à la pudeur { id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1 ^{er} , 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} , 52, § 3)									1	1																															
par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379, § 1 ^{er}																																									
id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1 ^{er} , 381																																									
Attentat par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380																																									
aux meurs { par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1 ^{er} , 384																																									
par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1 ^{er})																																									
par outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er} , 386	1		1			1			2		2		2														2		2	2											
id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)																																									
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349																																									
Id. du consentement de la femme, 350, 351																																									
Banqueroute simple, 489																																									
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286																																									
Calomnie envers des particuliers, 441	3		3				1	2	11		11	2	2	5	2																										
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422																																									
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892)																																									
Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312																																									
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)									5	1	4	2	1	1	1																										
Concession : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245																																									
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252																																									
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupans de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184																																									
Coups et blessures, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er}	73	12	61	5		13	15	28	91	21	70	13	1	22	14	20	24	3	21	3		9	6	3	16		16	1		5	8	2									
Coups { avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 58)																																									
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59)																																									
et { à un député, ministre, magistrat, 278, 279																																									
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	5	1	4			3		1	4	1	3	1		2		7	2	5	1		1	1	2	12	1	11	4		6	1											
blessures. { à des jurés ou témoins, 282, 278, 279																																									
involontaires, 420	4		4				3	1	1		1				1										1		1														
négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 ^{bis}																																									
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143																																									
Id. Outrages au ministre d'un, 145																																									
Dénonciation calomnieuse, 445																																									
Destruction { de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524																																									
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526																																									
de titres publics ou privés, 527																																									
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528																																									
de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537	4		4			2		2																																	
d'animaux domestiques, 538, 540, 541																																									
de clôtures, 545, 546	7		7			1		6	8		8		6		2	1		1																							

NATURE DES INFRACTIONS.	Neuchâteau								Namur							Dinant								
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS							
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		Total des condamnés.			à l'emprisonnement	à l'amende		Total des condamnés.			à l'emprisonnement	à l'amende						
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.					non conditionnelle.	conditionnel.					non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.	non conditionnelle.			
200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur { avec violences ou menaces sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er}). id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 373, § 1 ^{er} , 377, § 3. (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} , 52, § 3).	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs { par excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans, 379, § 1 ^{er} . id. id. id. id. par personne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1 ^{er} , 381 par excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité, 380 par écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, § 1 ^{er} , 384 par paroles obscènes 383, § 2. (Loi du 29 janvier 1905, art. 1 ^{er}) par outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er} , 386 id. id. devant un enfant de moins de 16 ans, 385, § 2. (L. 15 mai 1912 art. 53)	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	6	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2, 349 Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	—	—	—	—	—	—	—	8	1	7	—	—	6	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bris de scellés par le gardien ou le fonctionnaire public qui a ordonné ou opéré l'apposition, 284, 286	—	—	—	—	—	—	—	10	2	8	—	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	11	—	11	1	—	5	5	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. 30 mai 1892) Id. manœuvres pour opérer la hausse ou la baisse des denrées et marchandises, 311, 312	—	—	—	—	—	—	—	51	3	48	—	—	—	1	47	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. (L. 4 août 1890, art. 4)	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concession : intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	—	—	—	—	—	—	—	81	19	62	3	1	6	28	24	57	6	51	8	1	14	18	10	—
Corruption, menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de), coupons de transport, sceaux, timbres divers : contrefaçon, usage, 183, 184	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	5	3	—	1	10	1	9	2	—	4	2	1	—
Coups et blessures, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er} avoir privé volontairement d'aliments ou de soins un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401 ^{bis} . (L. 15 mai 1912, art. 58). à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable, par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59) à un député, ministre, magistrat, 278, 279	27	7	20	2	1	4	6	14	3	11	—	—	7	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures, 282, 278, 279 involontaires, 420 négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 ^{bis}	1	—	1	—	—	—	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143 Id. Outrages au ministre d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445 de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524. de tombeaux, monuments, objets d'art, 526 de titres publics ou privés, 527 de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, 528 de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537 d'animaux domestiques, 538, 540, 541 de clôtures, 545, 546	2	—	2	1	—	—	1	11	1	10	—	—	1	1	8	8	2	6	—	—	2	1	3	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							
	Total des pré-venus.	Ac-quit-és.	CONDAMNÉS					
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende		
				con-di-tion-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.
35	36	37	38	39	40	41	42	
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 246, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) { par un fonctionnaire, 148	11	4	7	—	—	2	3	2
id. id. d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441								
id. id. introduction furtive la nuit, 442								
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. reçus pour bons (émission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—
Enchères (entraves à la liberté des), 314	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement (de mineurs) { D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	1	—	1	1	—	—	—	—
Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)								
Avoir soustrait leur enfant mineur à la procédure intentée contre lui ou l'avoir enlevé aux personnes qui en ont la garde. (L. 15 mai 1912, art. 57.)								
Epizootie, 319 à 321	1	—	1	—	—	—	1	—
Eserquerie, 496	60	15	45	4	9	26	2	4
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition, délaissement d'enfant { Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	2	—	2	—	—	2	—	—
Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)								
Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360 bis. (L. 15 mai 1912, art. 60)								
Fausse monnaie { Fausse { Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	1	—	1	—	—	—	—	1
Reçue pour bonne (émission de), 170								
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	1	—	—	1	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	1	3	—	—	3	—	—
Faux serment en matière civile, 226	3	1	2	—	—	2	—	—
Homicide involontaire, 419	1	—	1	—	—	—	1	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations. Violation de tombeaux ou de sépulture, 453	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par fait, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	—	1
Inondation d'héritage, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard, 305	1	1	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 119	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	32	7	25	5	—	11	4	5
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	3	—	—	3	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	14	7	7	—	1	3	2	1
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	254	11	243	51	3	50	92	47
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	8	—	8	1	—	2	4	1
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	326	24	302	7	—	80	76	139

34

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Mallnes								Turnhout								Mons							
	Total des pré-venus.	Ac-quit-és.	CONDAMNÉS																					
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende																		
				con-di-tion-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.																
43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 246, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Domicile (violation de) { par un fonctionnaire, 148	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—	6	2	4	1	—	3	—	
id. id. d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441																								
id. id. introduction furtive la nuit, 442																								
Effets publics, billets de banque contrefaits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. id. id. id. reçus pour bons (émission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enchères (entraves à la liberté des), 314	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement (de mineurs) { D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	
Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)																								
Avoir soustrait leur enfant mineur à la procédure intentée contre lui ou l'avoir enlevé aux personnes qui en ont la garde. (L. 15 mai 1912, art. 57.)																								
Epizootie, 319 à 321	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	
Eserquerie, 496	7	—	7	1	1	5	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	27	8	19	4	—	14	1	
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Exposition, délaissement d'enfant { Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	2	—	
Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 56)																								
Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360 bis. (L. 15 mai 1912, art. 60)																								
Fausse monnaie { Fausse { Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Reçue pour bonne (émission de), 170																								
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	2	—	—	—	
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Faux serment en matière civile, 226	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Homicide involontaire, 419	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Inhumations. Violation de tombeaux ou de sépulture, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Injures par fait, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Inondation d'héritage, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Jeux de hasard, 305	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 119	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	32	7	25	5	—	11	4	5	1	—	7	1	—	5	—	1	49	13	36	4	—	22	3	
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	1	1	—	3	—	
Objets saisis : destruction, détournement, 507	14	7	7	—	1	3	2	1	5	—	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	254	11	243	51	3	50	92	47	14	—	14	1	—	8	1	4	17	2	15	1	—	10	4	
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	8	—	8	1	—	2	4	1	5	—	5	2	—	3	—	—	14	—	14	—	—	5	2	
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	326	24	302	7	—	80	76	139	49	3	46	9	—	27	4	6	76	3	73	7	—	22	6	

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neuchâteau								Namur						Dinant										
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				TOTAL des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS								
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		TOTAL des condamnés.			Acquités.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement				à l'amende		TOTAL des condamnés.	Acquités.	Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	conditionnelle.						non conditionnelle.	conditionnel.			non conditionnel de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.				conditionnelle.	non conditionnelle.		
200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223		
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Domicile { par un fonctionnaire, 148	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(violation de) { id. id. d'un faux ordre de l'autorité, 439	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Effets publics, billets de banque contre-faits ou falsifiés (émission d'), 177	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. id. id. id. reçus pour bons (émission d'), 178	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enchères (entraves à la liberté des), 314	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement { D'une fille de moins de 16 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
de { Id. de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
mineurs { Avoir soustrait leur enfant mineur à la procédure intentée contre lui ou l'avoir enlevé aux personnes qui en ont la garde, (L. 15 mai 1912, art. 57).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Epizootie, 319 à 321	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Escroquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367 et 192 Code civil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Exposition, { Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable, 354, 356 à 358. (L. 15 mai 1912, art. 56)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
délaissement { Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
et abandon { Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360 ^{bis} . (L. 15 mai 1912, art. 60)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fausse clef (fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fausse { Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
monnaie { Reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Homicide involontaire, 419	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Inhumations. Violation de tombeaux ou de sépulture, 453	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Inondation d'héritages, chemins ou propriétés, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Loteries non autorisées, 302, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Maisons de prêt sur gage, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. trouvés, trésor : détournement, 508	3	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	11	2	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation (les arrondissements réunis)							
	Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	CONDAMNÉS					
			Total des con- dam- nés.	à l'emprisonne- ment		à l'amende		
				con- di- tion- nel.	non con- di- tion- nel	con- di- tion- nelle.	non con- di- tion- nelle.	
2	3	4	5	6	7	8	9	
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	80	10	70	4	—	36	14	16
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	986	52	934	146	23	542	108	115
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	4,014	802	3,212	548	168	1,234	657	605
Révélation de secret, 458, 459	1	1	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	125	4	121	—	5	115	—	1
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	5	1	4	—	2	2	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement ayant causé une maladie ou incapacité de travail à des ascendants, 402, 405, 410	2	—	2	1	—	1	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	157	46	111	8	4	25	22	52
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	4	3	1	—	—	—	—	1
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	162	5	157	1	—	28	63	65
Vol, 463, 464, 466	11,725	2,144	9,581	1,605	346	3,509	2,305	1,816
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6 ^o , 463	1,327	123	1,204	98	—	350	388	368
Contraventions de police.								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtées, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2 ^o et 3 ^o	208	6	202	—	—	1	86	115
Autres contraventions	435	78	357	—	—	8	130	219
Infractions prévues par des lois spéciales.								
Animaux de boucherie (Défense d'abattre certains). A. Gov. Génér. allém. 1 ^{er} février 1915	2	1	1	—	—	—	1	—
Armes de guerre (Port d'). L. 26 mai 1876	1	1	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	17	7	10	—	—	—	2	8
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	1	—	1	—	—	—	1	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	13	8	5	—	—	—	2	3
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	4,404	730	3,674	122	—	583	1,704	1,205
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	6	—	6	—	—	—	4	2
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	2	—	2	—	—	—	2	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	51	3	48	—	—	1	18	20
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	1	—	1	—	—	—	—	1
Enfance. (Protec- tion de l')	Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888							
	Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45							
	Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63							
Enfant de moins de 16 ans (Participation à un fait qualifié contravention commis par un). L. 15 mai 1912 art. 44, 1 ^o								
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	50	7	43	—	—	1	18	24
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	19	1	18	—	—	18	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	1	1	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	108	11	97	14	24	30	—	29
Guerre. — Etat de guerre et Etat de siège (Mesures nécessitées par l'). Interdiction de l'alcool. A. R. 23 novembre 1914	84	17	67	—	—	—	20	47
Guerre. — Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution de cette loi.	274	56	218	—	—	1	68	149

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

Bruxelles								Louvain							Nivelles								
Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	CONDAMNÉS																					
		Total des con- dam- nés.	à l'emprisonne- ment		à l'amende																		
			con- di- tion- nel.	non con- di- tion- nel	con- di- tion- nelle.	non con- di- tion- nelle.																	
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
3	—	3	—	—	3	—	—	7	3	4	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
241	13	228	35	—	148	24	21	88	11	77	25	1	41	6	4	11	1	10	3	—	4	1	2
336	64	272	55	38	118	23	38	213	31	182	58	2	67	42	13	15	2	13	5	—	3	3	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
40	1	39	—	—	39	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	—	1	—	—
1	—	1	—	—	1	—	—	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	4	16	4	2	8	2	—	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—
24	1	23	1	—	7	9	6	6	—	6	—	—	—	1	5	6	—	6	—	—	—	—	6
1,193	125	1,068	315	79	475	140	59	502	208	294	68	21	77	66	62	182	45	137	15	8	37	40	37
71	7	64	15	—	20	18	11	39	13	26	2	—	8	12	4	18	—	18	—	—	10	7	1
Contraventions de police.																							
68	1	67	—	—	—	28	39	13	—	13	—	—	—	9	4	1	—	1	—	—	—	—	1
4	—	4	—	—	1	1	2	6	—	6	—	—	—	5	1	5	2	3	—	—	—	1	2
Infractions prévues par des lois spéciales.																							
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	7	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
240	40	200	20	—	35	113	32	162	43	119	20	—	31	59	18	274	48	226	2	—	18	107	99
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	3	7	2	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	62	10	52	—	—	—	17	35	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	5	—	—	5	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	2	18	—	—	9	1	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
80	7	73	—	—	—	13	60	25	10	15	—	—	—	3	12	14	8	6	—	—	—	1	5

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915,

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							
	Total des pré-venus.	Ac-tés.	CONDAMNÉS					
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende		
				con-dition-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-dition-nelle.	non con-dition-nelle.
35	36	37	38	39	40	41	42	
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	122	7	115	8	2	63	20	22
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	598	179	417	115	29	134	83	56
Révélation de secret, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	11	1	10	—	1	9	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement ayant causé une maladie ou incapacité de travail à des ascendants, 402, 405, 410	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	9	5	4	—	—	1	—	3
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	11	2	9	—	—	4	3	2
Vol, 463, 464, 466	1,761	494	1,267	306	75	440	281	165
Muraufrage avec circonstances aggravantes, 557, 56, 463	41	—	41	7	—	11	18	5
Contraventions de police.								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2 ^e et 3 ^e	17	—	17	—	—	—	7	10
Autres contraventions	45	7	38	—	—	—	18	20
Infractions prévues par des lois spéciales.								
Animaux de boucherie (Défense d'abattre certains). A. Gouv. Gén. r. allem. 1 ^{er} février 1915	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	1	—	1	—	—	—	—	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	2	—	2	—	—	—	—	2
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	72	10	62	5	—	13	15	29
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	5	—	5	—	—	—	1	4
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	1	—	1	—	—	—	—	1
Enfance. (Protec-tion de l') Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	1	—	1	—	—	—	—	1
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfant de moins de 16 ans (Participation à un fait qualifié contravention commis par un). L. 15 mai 1912, art. 44, 1 ^o	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	12	1	11	—	—	—	3	8
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1807	6	1	5	—	—	5	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	3	—	3	—	—	—	—	3
Guerre. — Etat de guerre et Etat de siège (Mesures nécessitées par l'). Interdiction de l'alcool. A. R. 23 novembre 1914	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution de cette loi	1	—	1	—	—	—	—	1

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Malines								Turnhout						Mons									
	Total des pré-venus.	Ac-tés.	CONDAMNÉS																					
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende																		
				con-dition-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-dition-nelle.	non con-dition-nelle.	Total des con-dam-nés.	con-dition-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-dition-nelle.	non con-dition-nelle.										
43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	17	2	15	3	—	5	3	4
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	24	—	24	7	2	15	—	—	31	1	30	2	1	25	2	—	41	—	41	7	—	23	9	2
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	140	5	135	31	35	60	7	2	306	51	255	38	3	160	15	39	322	112	210	68	7	85	34	16
Révélation de secret, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Rupture de ban de surveillance, 338	2	—	2	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	7	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—
Substances nuisibles administrées volontairement ayant causé une maladie ou incapacité de travail à des ascendants, 402, 405, 410	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	7	9	1	1	2	2	3
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	1	4	1	8	—	8	—	—	1	3	4
Vol, 463, 464, 466	241	34	207	54	25	97	21	10	266	20	246	25	1	147	39	43	1,216	266	950	183	9	301	299	158
Muraufrage avec circonstances aggravantes, 557, 56, 463	40	11	29	6	—	11	10	2	55	2	53	3	—	21	11	18	68	2	66	12	—	10	35	9
Contraventions de police.																								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2 ^e et 3 ^e	11	—	11	—	—	1	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	2	1	1	—	—	—	—	1	8	—	8	—	—	—	2	6	57	9	48	—	—	—	16	32
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Animaux de boucherie (Défense d'abattre certains). A. Gouv. Gén. r. allem. 1 ^{er} février 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—
Chasse. L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900, — sauf l'article 31	84	16	68	1	—	10	28	29	110	24	86	10	—	34	29	13	290	45	245	1	—	38	124	82
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	3	1
Emigrants (Loi sur les), 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. (Protec-tion de l') Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	1	—
Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	2	1	1	9	2	7	4	—	3	—	—
Enfant de moins de 16 ans (Participation à un fait qualifié contravention commis par un). L. 15 mai 1912, art. 44, 1 ^o	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	5	—	—	1	3	1
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1807	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	2	—	4	—	2	7	—	7	4	—	1	—	2
Guerre. — Etat de guerre et Etat de siège (Mesures nécessitées par l'). Interdiction de l'alcool. A. R. 23 novembre 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution de cette loi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	8	2	—	—	—	—	2

NATURE DES INFRACTIONS.	Termonde								Bruges						Courtrai						Furnes											
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS									
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amendo		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amendo		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amendo		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amendo								
				con-di-tion-nel.	de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.					con-di-tion-nel.	de plus de 6 mois.					non conditionnel de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.					con-di-tion-nel.	de plus de 6 mois.	non conditionnel de 6 mois ou moins.	con-di-tion-nelle.					
101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	
Outrages envers des jurés ou témoins, 282	4	—	4	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	27	—	27	—	1	13	6	7	—	—	—	—	—	1	1	8	—	8	—	—	5	—	—	3	6	2	4	—	—	2	1	1
Recèlement de choses (enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit), 505	576	61	515	8	2	103	234	168	—	—	—	—	—	—	—	82	11	71	1	10	33	5	22	65	15	50	3	2	25	5	15	
Révélation de secret, 458, 459	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Rupture de ban de surveillance, 338	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Substances nuisibles administrées volontairement ayant causé une maladie ou incapacité de travail à des ascendants, 402, 405, 410	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	1
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	4	—	4	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	4	—	1	6	1	1	—	—	—	—	—	1
Vol, 463, 464, 466	942	213	729	57	9	320	153	190	171	21	150	30	7	63	35	305	20	276	27	12	132	24	81	57	16	41	5	7	22	2	5	
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	244	29	215	14	—	78	54	69	15	—	15	7	—	7	1	45	4	41	1	—	22	11	7	12	—	12	—	—	3	—	9	
Contraventions de police.																																
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés. (Vente, débit, exposition en vente de). Art. 561, 2° et 3°	14	1	13	—	—	—	—	13	17	—	17	—	—	13	4	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	1	1
Autres contraventions	28	7	21	—	—	2	6	13	37	2	35	—	—	18	17	14	2	12	—	—	—	7	5	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																																
Animaux de boucherie (Défense d'abattre certains). A. Gov. Génér. allem. 1 ^{er} février 1915	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre (Port d'). L. 26 mai 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (Droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse L. 28 février 1882, modifiée par L. 4 avril 1900. — sauf l'article 31	206	77	129	—	—	11	50	68	75	8	67	2	—	7	27	50	4	46	—	—	3	24	19	100	16	84	1	—	1	20	62	
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Collectes non autorisées. L. 6 mars 1818. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	2	—	2	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Emigrants (Loi sur les). 14 décembre 1876	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance. — Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire an V. Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes. L. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Protec- tion de l') — Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. 15 mai 1912, art. 63	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Enfant de moins de 16 ans (Participation à un fait qualifié contravention commis par un). L. 15 mai 1912, art. 44, 1 ^{er}	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	2	—	2	—	—	—	—	2	3	—	3	—	—	1	2	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etrangers (Expulsion des). L. 12 février 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (Lois et règlements concernant les)	6	—	6	—	2	—	—	4	1	—	1	—	—	—	1	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guerre. — Etat de guerre et Etat de siège (Mesures nécessitées par l'). Interdiction de l'alcool. A. R. 23 novembre 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51	8	43	—	—	—	7	36
Guerre. — Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre. L. 4 août 1914 et arrêtés pris en exécution de cette loi	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	5	4	1	—	—	—	1	—	4	3	1	—	—	—	1	—	

NATURE DES INFRACTIONS.	RÉCAPITULATION (les arrondissements réunis)									Bruxelles							Louvain						Nivelles									
	Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	Total des con- dam- nés.	CONDAMNÉS					Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	Total des con- dam- nés.	CONDAMNÉS				Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	Total des con- dam- nés.	CONDAMNÉS				Total des pré- venus.	Ac- quit- tés.	Total des con- dam- nés.	CONDAMNÉS						
				con- di- tion- nel.	à l'emprisonne- ment		con- di- tion- nelle.	non con- di- tion- nelle.				con- di- tion- nel.	à l'emprisonne- ment		con- di- tion- nelle.				non con- di- tion- nelle.	con- di- tion- nel.	à l'emprisonne- ment					con- di- tion- nelle.	non con- di- tion- nelle.	con- di- tion- nel.	à l'emprisonne- ment		con- di- tion- nelle.	non con- di- tion- nelle.
					de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.		
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echarbonnage. Echenillage. Conservation des gre- nouilles (Mesures pour la)	67	5	62	—	—	5	32	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ivresse publique. L. 16 août 1887	180	14	166	—	—	48	19	99	35	—	35	—	23	1	11	6	—	6	—	—	2	2	2	1	1	—	—	—	—	—	—	
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	68	1	67	—	—	13	31	23	—	—	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—	—	11	4	2	—	2	—	—	—	—	2	
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	132	4	128	—	—	4	21	103	22	—	22	—	2	3	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	5	1	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décem- bre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	565	12	553	12	3	54	205	279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Navigation intérieure A. R. 1 ^{er} mai 1889, etc.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Organisation militaire	35	13	22	—	—	—	16	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	703	144	559	3	—	7	317	232	35	18	17	—	—	10	7	21	1	20	—	—	—	4	16	12	3	9	—	—	—	5	4	
Pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs. L. 5 juin 1911	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Poids et mesures. L. 1 ^{er} octobre 1855.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Police des rivières et polders	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	139	11	128	2	—	—	48	78	3	—	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	28	—	28	—	—	—	11	17	
Id. id. id. Rage canine. A. R. 20 octobre 1908	21	—	21	—	—	—	7	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	
Presse. Décret 20 juillet 1831	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Règlements communaux	73	16	57	—	—	—	18	30	25	5	20	—	—	6	14	6	—	6	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saccharine (Distinction de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	55	9	46	—	—	9	4	33	7	3	4	—	—	1	2	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	8	2	6	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Travail. { Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	8	3	5	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ Salaires (Payement des). L. 16 août 1887	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(Organisation du) { Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899, A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décem- bre 1880, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	37	17	20	—	—	—	7	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Voirie, roulage et messageries	10	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	4,389	816	3,573	896	992	1,633	35	17	579	86	493	107	199	182	4	1	126	47	79	12	32	35	—	—	96	9	87	24	29	31	1	2
Délits prévus par le Code pénal	34,042	5,521	28,521	3,798	878	10,296	6,656	6,933	3,715	377	3,338	621	186	1,446	544	541	1,470	351	1,119	241	44	352	277	205	543	113	430	45	17	116	124	128
Contraventions de police	643	84	559	—	—	9	216	334	72	1	71	—	—	1	20	41	19	—	19	—	—	—	14	5	6	2	4	—	—	—	1	3
Infractions prévues par des lois spéciales	7,306	1,119	6,187	169	27	790	2,679	2,522	493	82	411	20	9	67	157	153	313	67	246	20	—	34	93	99	340	61	279	2	—	18	126	133
TOTAUX	46,380	7,540	38,840	4,863	1,897	12,638	9,586	9,856	4,859	546	4,313	748	394	1,696	734	741	1,928	465	1,463	273	76	421	384	309	985	185	800	71	46	165	252	266
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	777	281	496	7	—	189	22	278	112	30	82	4	—	20	6	52	25	16	9	—	—	5	1	3	17	6	11	—	—	3	5	3
TOTAUX	47,157	7,821	39,336	4,870	1,897	12,827	9,608	10,134	4,971	576	4,395	752	394	1,716	740	793	1,953	481	1,472	273	76	426	385	312	1,002	191	811	71	46	168	257	269
Infractions forestières	14,732	1,271	13,461	—	—	—	—	—	6,453	433	6,020	—	—	—	—	—	2,183	215	1,968	—	—	—	—	—	495	—	440	—	—	—	—	—
Id. id. jugées en degré d'appel	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	61,899	9,092	52,807	—	—	—	—	—	11,424	1,009	10,415	—	—	—	—	—	4,136	696	3,440	—	—	—	—	—	1,497	246	1,251	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers								Mairnes						Turnhout						Mons													
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS											
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amende		Total des con-dam-nés.			à l'emprisonne-ment	à l'amende										
				con-dition-nel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	con-dition-nelle.					con-dition-nelle.	non con-dition-nelle.					con-dition-nel.	de plus de 6 mois.					de 6 mois ou moins.	con-dition-nelle.	con-dition-nelle.	non con-dition-nelle.							
35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66			
Imprimé ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echarbonnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	3	4	2		
Ivresse publique. L. 16 août 1887	16	2	14	—	—	—	3	11	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	2	—	3		
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	13	—	—	2	5	6		
Margarino (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—	3	2		
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1		
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décem-bre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Navigation intérieure A. R. 1 ^{er} mai 1889, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Organisation militaire	14	8	6	—	—	—	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	18	2	16	—	—	1	4	11	—	—	—	—	—	10	7	30	6	24	—	—	—	—	—	—	20	4	9	3	6	—	—	2	4	
Pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs, L. 5 juin 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—		
Poids et mesures, L. 1 ^{er} octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Police des rivières et polders	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	19	1	18	2	—	—	10	6	
Id. id. id. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	4	2		
Presse. Décret 20 juillet 1831	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	2	
Règlements communaux	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Saccharine (Définition de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	11	2	9	—	—	3	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Travail. { Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(Organisation du) { Salaires (Payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899, A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décem-bre 1889, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	16	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	—	—	—	2	3	
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
RÉCAPITULATION																																		
Crimes correctionnalisés	482	73	409	96	183	126	1	3	104	18	86	27	23	36	—	—	35	9	26	6	8	12	—	—	—	—	599	136	463	166	70	217	10	—
Délits prévus par le Code pénal	4,776	1,119	3,657	600	158	1,167	855	877	670	73	597	120	74	278	76	49	975	105	870	106	12	476	110	166	2,917	638	2,279	444	41	752	605	377		
Contraventions de police	62	7	55	—	—	—	25	30	13	1	12	—	—	1	5	8	—	8	—	—	—	2	6	57	9	48	—	—	—	—	16	32		
Infractions prévues par des lois spéciales	196	46	150	5	—	27	37	81	107	16	91	1	—	10	38	42	159	31	128	12	—	40	52	24	416	60	347	12	—	52	163	120		
TOTAUX	5,516	1,245	4,271	701	341	1,320	918	991	894	108	786	148	97	325	119	97	1,177	145	1,032	124	20	528	184	198	3,989	852	3,137	622	111	1,021	854	529		
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	55	26	29	—	—	8	—	21	14	10	4	—	—	—	4	2	—	2	—	—	—	—	2	36	18	18	—	—	7	—	11			
TOTAUX	5,571	1,271	4,300	701	341	1,328	918	1,012	908	118	790	148	97	325	119	101	1,179	145	1,034	124	20	528	184	198	4,025	870	3,155	622	111	1,028	854	540		
Infractions forestières	89	14	75	—	—	—	—	—	50	3	47	—	—	—	—	—	608	70	536	—	—	—	—	—	448	53	395	—	—	—	—	—		
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	5,660	1,285	4,375	—	—	—	—	—	958	121	837	—	—	—	—	—	1,785	215	1,570	—	—	—	—	—	4,473	923	3,550	—	—	—	—	—		

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai						Gand						Audenarde													
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS					Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS											
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonne-ment		à l'amende	Total des con-dam-nés.			con-di-tion-nel.	à l'emprisonne-ment		à l'amende			Total des con-dam-nés.	con-di-tion-nel.	à l'emprisonne-ment				à l'amende	Total des con-dam-nés.	con-di-tion-nel.	à l'emprisonne-ment								
				de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.							
68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99		
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echaronnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ivresse publique. L. 10 août 1887	3	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	36	1	35	—	—	10	2	23	14	2	12	—	—	—	6	1	6	
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	3	3	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	3	1	1	2	—	2	—	—	—	2	—		
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	2	—	
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 déce-mbre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	522	12	510	4	3	51	184	268	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Navigation intérieure A. R. 1 ^{er} mai 1880, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Organisation militaire	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	32	5	27	—	—	—	—	15	—	—	—	—	—	—	—	2	2	6	—	—	—	4	2	3	—	3	—	—	—	—	3	—	
Pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs, L. 5 juin 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Poids et mesures. L. 1 ^{er} octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	13	3	10	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rago canine. A. R. 29 octobre 1908	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	4	1	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	2	5	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Saccharine (Détenion de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	2	6	—	—	1	—	5	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail. Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du) Salaires (Paiement des). L. 16 août 1887	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899, A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 déce-mbre 1880, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1816	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION																																	
Crimes correctionnalisés	961	277	684	230	115	323	11	5	127	15	112	22	22	67	—	1	155	6	149	15	72	62	—	—	83	14	49	6	11	30	2	—	
Délits prévus par le Code pénal	3,908	589	3,319	245	70	926	1,050	1,028	575	76	400	91	16	196	141	55	2,664	548	2,116	229	101	931	265	599	808	156	652	55	12	184	176	225	
Contraventions de police	28	2	26	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	1	3	1	50	5	45	—	—	—	9	36	53	13	40	—	—	3	18	19	
Infractions prévues par des lois spéciales	990	54	936	11	3	132	387	403	40	6	34	2	—	9	11	12	557	82	475	22	9	97	140	198	161	26	135	6	3	37	53	36	
TOTAUX	5,887	922	4,965	486	188	1,381	1,460	1,450	747	97	650	115	38	273	155	69	3,426	641	2,785	266	182	1,090	423	824	1,085	209	876	67	26	254	249	280	
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	67	15	52	2	—	19	3	28	8	2	6	—	—	1	2	3	125	60	65	1	—	35	2	27	12	6	6	—	—	4	—	2	
TOTAUX	5,954	937	5,017	488	188	1,400	1,463	1,478	755	99	656	115	38	274	157	72	3,551	701	2,850	267	182	1,125	425	851	1,097	215	882	67	26	258	249	282	
Infractions forestières	253	33	220	—	—	—	—	—	155	9	146	—	—	—	—	—	630	42	588	—	—	—	—	—	324	24	300	—	—	—	—	—	
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX	6,207	970	5,237	—	—	—	—	—	910	108	802	—	—	—	—	—	4,181	743	3,438	—	—	—	—	—	1,421	239	1,182	—	—	—	—	—	

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels pendant l'année 1915 classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres								Liège							Huy							Verviers									
	Total des pré-venus.	Ac-quis.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quis.	CONDAMNÉS						Total des pré-venus.	Ac-quis.	CONDAMNÉS													
			Total des con-dam-nés.	à l'emprisonnement				à l'amende			Total des con-dam-nés.	Ac-quis.	à l'emprisonnement						à l'amende		Total des con-dam-nés.	Ac-quis.	à l'emprisonnement				à l'amende					
				con-dition-nel.	non conditionnel		con-dition-nelle.	non condition-nelle.					con-dition-nel.	non conditionnel		con-dition-nelle.			non condition-nelle.	con-dition-nel.			non conditionnel		con-dition-nelle.	non condition-nelle.	con-dition-nel.	non conditionnel		con-dition-nelle.	non condition-nelle.	
de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.	de plus de 6 mois.	de 6 mois ou moins.											
133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juin 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions rurales. Code rural. L. 7 oct. 1886. Echarbonnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	26	—	26	—	—	—	17	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	—	1	—	—	—	—	1	14	—	14	—	—	4	2	8	1	—	1	—	—	—	1	—	—	8	—	8	—	2	—	—
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—	1	7	1	5	—	5	—	—	—	1	4	—	1	—	1	—	—	—	
Margarino (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903 modifiant L. 4 mai 1900 A. R. 20 octobre 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	33	—	33	—	—	2	8	23	2	—	2	—	—	—	1	1	—	3	—	3	—	—	2	1
Matières explosives ou inflammables. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mines et extractions de toute nature. L. 21 avril 1810, 5 juin 1911, A. R. 28 avril 1884, 13 décem-bre 1895, 23 juin 1908, 28 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	41	—	41	7	—	2	21	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Navigation intérieure A. R. 1 ^{er} mai 1889, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	150	8	142	—	—	2	78	62	40	11	29	3	—	3	20	3	8	—	8	—	—	6	2	
Pensions de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs, L. 5 juin 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Poids et mesures. L. 1 ^{er} octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	60	4	56	—	—	—	9	47	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	5	1	
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	1	4	
Id. id. id. Rago canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Presse. Décret 20 juillet 1831	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Profession (Règles relatives à l'exercice d'une) : géomètre, huissier, greffier, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Règlements communaux	—	—	—	—	—	—	—	—	18	4	14	—	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	
Saccharine (Définition de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Sociétés commerciales. Code de commerce, livre I, titre IX, art. 175 à 181	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Repos dominical. L. 17 juillet 1905, modifiée par L. 25 mai 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Travail. Salaires (Payment des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
(Organisation du) Santé et sécurité des ouvriers. L. 2 juillet 1899, A. R. 30 et 31 mars 1905, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décem-bre 1880, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1816	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
RÉCAPITULATION																																
Crimes correctionnalisés	6	1	5	1	—	4	—	—	286	9	277	57	30	179	1	1	46	6	40	9	14	17	—	—	60	4	56	12	23	19	2	—
Délits prévus par le Code pénal.	185	36	149	17	—	27	63	42	3,328	157	3,160	406	30	1,134	717	882	448	85	363	53	6	126	117	61	371	50	321	43	7	92	115	64
Contraventions de police	5	1	4	—	—	—	2	2	76	11	65	—	—	—	17	48	11	6	5	—	—	—	1	4	8	1	7	—	—	7	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	53	15	38	—	—	—	23	15	674	40	634	10	—	36	293	295	500	91	409	19	—	48	264	78	123	7	116	1	—	9	64	42
TOTAUX	249	53	196	18	—	31	88	59	4,362	217	4,145	473	69	1,349	1,028	1,226	1,005	188	817	81	20	191	382	143	562	62	500	56	30	120	188	106
Affaires jugées en degré d'appel (non compris les infractions forestières)	—	—	—	—	—	—	—	—	120	16	104	—	—	37	2	65	28	6	22	—	—	14	—	8	33	21	12	—	—	8	—	4
TOTAUX	249	53	196	18	—	31	88	59	4,482	233	4,249	473	69	1,386	1,030	1,291	1,033	194	839	81	20	205	382	151	595	83	512	56	30	128	188	110
Infractions forestières	5	1	4	—	—	—	—	—	356	20	336	—	—	—	—	—	447	51	396	—	—	—	—	—	144	4	140	—	—	—	—	—
Id. id. jugées en degré d'appel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	254	54	200	—	—	—	—	—	4,838	253	4,585	—	—	—	—	—	1,485	245	1,240	—	—	—	—	—	789	87	652	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS.	Anvers							
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende		
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.		non conditionnelle.
31	32	33	34	35	36	37		
Délits.								
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	—	—	—	1	
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er}	3	2	1	—	1	—	—	
Coups et blessures involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537.	—	—	—	—	—	—	—	
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	
Divulgarion méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	
Eserquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	
Rébellion, 271, 272.	—	—	—	—	—	—	—	
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	3	3	—	—	—	—	—	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	
Vol, 403, 404, 406	1	1	—	—	—	—	—	
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6 ^o , 403	—	—	—	—	—	—	—	
Contraventions de police.								
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2 ^o et 3 ^o	23	12	11	—	5	—	6	
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions prévues par des lois spéciales.								
Art de guérir. L. 21 germ. an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	
Chasse (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	1	—	1	—	—	—	1	

NATURE DES INFRACTIONS.	Malines							Turnhout					Mons								
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.				non conditionnelle.	conditionnel.	non conditionnel.				conditionnelle.	non conditionnelle.	conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	
Calomnie envers des particuliers, 444	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	1
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	3	—	—	—	3
Coups et blessures simples, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er}	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires, 420	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations, instruments d'agriculture, etc., 535 à 537.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgarion méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eserquerie, 496	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	2	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion, 271, 272.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	—	1
Vol, 403, 404, 406	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6 ^o , 403	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																					
Comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Vente, débit, exposition en vente de), art. 561, 2 ^o et 3 ^o	1	1	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	14	7	7	—	3	—	4
Autres contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales.																					
Art de guérir. L. 21 germ. an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse (divagation de chiens). L. 28 février 1882, art. 5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 25 juillet 1891, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	1	—	1

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, pendant

l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Récapitulation							Bruxelles					Louvain					Nivelles										
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS							
			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende				
				con-di-tion-nel.	non condi-tion-nel.	con-di-tion-nelle.				non condi-tion-nelle.	con-di-tion-nel.	non condi-tion-nel.				con-di-tion-nelle.	non condi-tion-nelle.	con-di-tion-nel.				non condi-tion-nel.	con-di-tion-nelle.	non condi-tion-nelle.	con-di-tion-nel.	non condi-tion-nel.	con-di-tion-nelle.	non condi-tion-nelle.
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	
Dépenses alimentaires (rémunération des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	7	—	7	—	—	—	7	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre, L. 4 août 1914, A. R. 14 août 1914	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Elections. L. 12 avril 1891 et 28 juin 1891, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4 et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 61, L. 22 avril 1898, art. 39.	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	9	2	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gardo civique, L. 9 septembre 1897	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	25	6	19	—	10	—	9	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	
Ivresse publique, L. 16 août 1887	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Navigation intérieure, A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Organisation militaire	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Police sanitaire des animaux domestiques. (Rage canine) A. R. 29 octobre 1908.	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Postes, L. 30 mai 1879	10	—	10	1	1	7	1	3	—	3	—	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Rappel des permissionnaires et réservistes, A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.	69	—	69	—	12	—	57	22	—	22	—	—	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Registres de population, L. 2 juin 1856, A. R. 30 décembre 1909	16	—	16	—	3	—	13	4	—	4	—	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Règlements { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	22	20	2	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ police des filles publiques (sur la)	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
{ autres objets (sur d').	27	27	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Règlements provinciaux	8	6	2	—	—	—	2	4	2	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saccharine (Détention de la). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	3	—	3	—	2	—	1	3	—	3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	16	—	16	—	6	—	10	3	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Travail { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, L. 13 dé- (Organisation du) { cembre 1889, art. 17, L. 10 août 1911	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Voirie, roulage, messageries, barrières	8	8	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	239	86	153	—	74	5	74	22	7	15	—	8	1	6	11	8	3	—	3	—	—	8	1	7	—	2	2	3
Contraventions de police	289	107	182	6	76	10	99	35	9	26	4	7	2	13	6	2	4	—	2	—	2	6	2	4	—	1	3	—
Infractions prévues par des lois spéciales	249	88	161	1	39	7	144	55	14	41	—	5	3	33	8	6	2	—	—	1	1	3	3	—	—	—	—	
Totaux	777	(1)281	(2)496	7	189	22	278	112	(1)30	(3)82	4	20	6	52	25	16	9	—	5	1	3	17	6	11	—	3	5	3
Infractions forestières	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	787	(1)281	(2)506	—	—	—	—	112	(1)30	(3)82	—	—	—	—	25	16	9	—	—	—	—	17	6	11	—	—	—	—

(1) Non compris 2 individus poursuivis comme souteneurs de filles publiques et acquittés.
 (2) Non compris 4 individus poursuivis comme souteneurs de filles publiques et mis à la disposition du gouvernement.
 (3) Non compris 2 individus poursuivis comme souteneurs de filles publiques et mis à la disposition du gouvernement.

NATURE DES INFRACTIONS.	Charleroi							Tournai							Gand							Audenarde						
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS							
			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende				
				con-di-tion-nel.	non con-di-tion-nel.	con-di-tion-nelle.				non con-di-tion-nelle.	con-di-tion-nel.	non con-di-tion-nel.				con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.	con-di-tion-nel.				non con-di-tion-nel.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.	con-di-tion-nel.	non con-di-tion-nel.	con-di-tion-nelle.	non con-di-tion-nelle.
60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	
Détournement alimentaire (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.							1		1																			
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre: L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914																												
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4 et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 30.																												
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	2		2																									
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46																												
Garde civique. L. 9 septembre 1897																												
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echarbonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	2	2												1		1												
Ivresse publique. L. 16 août 1887	4	4																										
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63																												
Navigation intérieure. A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.																												
Organisation militaire																												
Police sanitaire des animaux. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908																												
Postes. L. 30 mai 1879							1		1					3		3		1		2								
Rappel des permissionnaires et réservistes. A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.														13		13		3		10		1						
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	1		1											2		2		1		1								
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	1		1																									
{ police des filles publiques (sur la)																												
{ autres objets (sur d')														2	2													
Règlements provinciaux																												
Saccharine (Définition de la). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.																												
Témoins défaillants, Code d'instruction criminelle, art. 80																												
Travail { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 dé- (Organisation du) cembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911														1	1													
Voirie, roulage, messageries, barrières	2	2																										
RÉCAPITULATION.																												
Délits prévus par le Code pénal	33	5	28		12	2	14	4	1	3		1	1	1	29	17	12		7		5	7	5	2		1	1	
Contraventions de police	21	2	19	2	7	1	9	2	1	1			1		74	40	34		24		10	4	1	3		2	1	
Infractions prévues par des lois spéciales	13	8	5				5	2		2			2	2	22	3	19	1	4	2	12	1		1		1		
TOTAUX	67	15	52	2	19	3	28	8	2	6		1	2	3	125	60	65	1	35	2	27	12	6	6		4	2	
Infractions forestières																												
TOTAUX	67	15	52					8	2	6					125	60	65					12	6	6				

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, pendant

NATURE DES INFRACTIONS.	Ypres						
	Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
118	119	120	121	122	123	124	
Dépenses alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 190 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39.	—	—	—	—	—	—	
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45.	—	—	—	—	—	—	
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	
Navigation intérieure. A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	
Police sanitaire des animaux domestiques : Rage canine. A. R. 29 octobre 1908.	—	—	—	—	—	—	
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	
Rappel des permissionnaires et réservistes. A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	
{ police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	
{ autres objets (sur d').	—	—	—	—	—	—	
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	
Saccharine (Détention de la). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	
Témoins défaillants, Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	
Travail { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	
(Organisation du)	—	—	—	—	—	—	
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	
RÉCAPITULATION.							
Délits prévus par le Code pénal	—	—	—	—	—	—	
Contraventions de police	—	—	—	—	—	—	
Infractions prévues par des lois spéciales	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	
Infractions forestières.	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX	—	—	—	—	—	—	

l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

Léze						Huy						Verviers								
Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS				Total des prévenus.	Acquités.	CONDAMNÉS						
		Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			
			conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.				non conditionnelle.	conditionnel.	non conditionnel.				conditionnelle.	non conditionnelle.	conditionnel.	non conditionnel.	conditionnelle.	non conditionnelle.
125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145
4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	2	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
13	1	12	—	7	—	5	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
10	—	10	—	4	—	6	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—
5	—	5	—	1	—	4	6	—	6	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
32	2	30	—	14	—	16	15	4	11	—	6	—	5	6	4	2	—	1	—	1
42	8	34	—	10	2	22	6	2	4	—	3	—	1	12	4	8	—	5	—	3
46	6	40	—	13	—	27	7	—	7	—	5	—	2	15	13	2	—	2	—	—
120	16	104	—	37	2	65	28	6	22	—	14	—	8	33	21	12	—	8	—	4
—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
120	16	104	—	—	—	—	33	6	27	—	—	—	—	33	21	12	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, pendant

NATURE DES INFRACTIONS.	Tongres						
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.
			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement		à l'amende	
146	147	148	149	150	151	152	153
Démées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39.	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique, L. 9 septembre 1897.	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales, Code rural, 7 octobre 1886. Échardonnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	1	—	1	—	1	—	—
Ivresse publique, L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage, L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure, A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire.	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine, A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—
Postes, L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—
Rappel des permissionnaires et réservistes, A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population, L. 2 juin 1856, A. R. 30 décembre 1909	1	—	1	—	1	—	—
Règlements { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—
communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—
{ autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de la), L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants, Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—
Travail { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, L. 13 dé-cembre 1889, art. 17, L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—
(Organisation du)	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.							
Délits prévus par le Code pénal	4	1	3	—	2	—	1
Contraventions de police	3	1	2	—	1	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales	2	—	2	—	2	—	—
TOTAUX	9	2	7	—	5	—	2
Infractions forestières.	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	9	2	7				

l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Hasselt														Arlon						Marcho					
	Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS								Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS				Total des pré-venus.	Ac-quit-tés.	CONDAMNÉS							
			Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement				à l'amende					Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement	à l'amende				Total des con-dam-nés.	à l'emprison-nement	à l'amende					
				condi-tion-nel.	non condi-tion-nel.	condi-tion-nelle.	non condi-tion-nelle.	condi-tion-nel.	non condi-tion-nel.	condi-tion-nelle.					non condi-tion-nelle.	condi-tion-nel.					non condi-tion-nel.	condi-tion-nelle.	non condi-tion-nelle.			
154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174						
Démées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 64, L. 22 avril 1898, art. 39.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Garde civique, L. 9 septembre 1897.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Infractions rurales, Code rural, 7 octobre 1886. Échardonnage. Echenillage. Conservation des gre-nouilles (Mesures pour la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Ivresse publique, L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Mendicité et vagabondage, L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Navigation intérieure, A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Organisation militaire.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine, A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Postes, L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Rappel des permissionnaires et réservistes, A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Registres de population, L. 2 juin 1856, A. R. 30 décembre 1909	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Règlements { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
communaux { police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
{ autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Règlements provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Saccharine (Détention de la), L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Témoins défaillants, Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Travail { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, L. 13 dé-cembre 1889, art. 17, L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
(Organisation du)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
RÉCAPITULATION.																										
Délits prévus par le Code pénal	5	5	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	4	4	—	—	—	—	—					
Contraventions de police	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—					
Infractions prévues par des lois spéciales	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
TOTAUX	7	5	2	—	1	—	1	—	—	3	—	3	—	2	—	1	—	—	—	—	—					
Infractions forestières.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—					
TOTAUX	7	5	2							3	—	3			4	4										

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, pendant l'année 1915, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	Neufchâteau							Namur						Dinant							
	Total des prévenus.	Acquit-tés.	CONDAMNÉS				TOTAL des prévenus.	Acquit-tés.	CONDAMNÉS				TOTAL des prévenus.	Acquit-tés.	CONDAMNÉS						
			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			Total des condamnés.	à l'emprisonnement		à l'amende			
175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890 (sauf art. 4 et 5), etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de guerre, L. 4 août 1914. A. R. 14 août 1914	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections. L. 12 avril 1894 et 28 juin 1894, art. 196 et suivants, modifiée par L. 11 juin 1896, art. 4, et 30 avril 1910, art. 1 ^{er} et 2, L. 12 septembre 1895, art. 61, L. 22 avril 1898, art. 39.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfance (Protection de l'). Défaut de surveillance ayant facilité l'accomplissement d'un fait qualifié infraction dont un enfant de moins de 16 ans est l'auteur. L. 15 mai 1912, art. 45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enfant de moins de 16 ans (Recel de choses obtenues par un). L. 15 mai 1912, art. 46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique, L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural, 7 octobre 1886. Echarbonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles (Mesures pour la)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891, L. 15 mai 1912, art. 63	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1 ^{er} mai 1889, 28 décembre 1877, etc.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Postes, L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rappel des permissionnaires et réservistes, A. R. 1 ^{er} avril 1898, etc.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1856. A. R. 30 décembre 1909	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux { police des cabarets, cafés et autres lieux publics (sur la).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ police des filles publiques (sur la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
{ autres objets (sur d')	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements provinciaux	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (Détention de la). L. 21 août 1903, art. 93 à 97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle, art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail (Organisation du) { Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889, art. 17. L. 10 août 1911	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage, messageries, barrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																					
Délits prévus par le Code pénal	5	2	3	—	3	—	—	7	1	6	—	3	—	3	8	—	8	—	1	—	7
Contraventions de police	2	—	2	—	1	—	1	3	—	3	—	2	—	1	4	1	3	—	1	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	4	2	2	—	—	—	2	5	1	4	—	1	—	3	1	—	1	—	1	—	—
TOTAUX	11	4	7	—	4	—	3	15	2	13	—	6	—	7	13	1	12	—	3	1	8
Infractions forestières.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	11	4	7	—	—	—	—	15	2	13	—	—	—	—	13	1	12	—	—	—	—

XIX. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL. 8
	6 mois. 2	1 an. 3	2 ans. 4	3 ans. 5	4 ans. 6	5 ans. 7	
Peine correctionnelle.							
Amende	—	6	17	220	—	214	466
Emprisonnement : 8 jours à moins de 1 mois.	1	9	9	161	—	123	303
Id. 1 mois à moins de 3 mois.	—	1	5	105	—	118	229
Id. 3 mois à moins de 6 mois.	—	—	11	98	—	102	211
Id. 6 mois et plus	—	1	—	45	1	60	107
TOTAL	1	17	42	638	1	617	1,316

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE 1	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL. 8
	3 mois et moins. 2	plus de 3 mois à 6 mois. 3	plus de 6 mois à 1 an. 4	plus de 1 an à 2 ans. 5	plus de 2 ans à 3 ans. 6	plus de 3 ans. 7	
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	—	23	15	3	3	44
Id. conditionnelle	—	4	87	20	9	6	126
Emprisonnement simple.	—	3	44	8	6	2	63
Id. conditionnel	—	1	57	12	9	4	83
TOTAL	—	8	211	55	27	15	316

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1^o Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2^o Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3^o Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers, et Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

XX. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES							NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
	restant à juger au 1 ^{er} janv. 1915	portées devant la cour durant l'année 1915	Total.	terminées par arrêt.	rayées du rôle, disparues par jonction, etc.	Total.	restant à juger à la fin de l'année 1915	contra-dic-toires.	par défaut	contra-dic-toires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	Total.	confir-matifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles . . .	617	1,509	2,126	1,439	40	1,479	647	1,183	155	101	1,439	886	553	198
Gand	281	581	862	587	—	587	275	399	98	90	587	394	193	105
Liège	47	903	950	881	1	882	68	735	100	40	881	508	313	45
TOTAUX	945	2,993	3,938	2,907	41	2,948	990	2,317	359	231	2,907	1,848	1,059	348

XXI. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	Nombre des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		Confirmatifs de jugements			Infirmatifs qui émettent ou modifient					
		d'acquitte-ment.	de condamna-tion.	d'in-compé-tence.	con-damnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompé-tence de la juridiction correc-tionnelle.	réformant des jugements d'incompé-tence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . .	2,265	43	1,339	—	113	261	177	330	2	—
Gand	1,263	118	856	1	22	85	79	99	1	2
Liège	1,374	152	824	—	58	88	70	179	3	—
TOTAUX	4,902	313	3,019	1	193	434	326	608	6	2

XXII. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÈGE		TOTAL.
	Arrêts confir-matifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confir-matifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confir-matifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396	—	—	—	—	2	1	3
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400, § 2.	1	—	—	—	—	—	1
Coups et blessures ayant causé la mort, 421	2	—	4	—	—	—	6
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur enfant de moins de 16 ans, 372, § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1.)	15	10	6	2	14	5	52
Attentat à la pudeur par personne ayant autorité ou abusant de sa situation. (L. du 15 mai 1912, art. 48, § 1, 52, § 2.)	3	2	—	—	—	—	5
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans, 373, § 2. (L. du 15 mai 1912, art. 49, § 2.)	1	1	—	—	4	2	8
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de moins de 16 ans, 373, § 3. (L. du 15 mai 1912, art. 49 § 3.)	1	2	1	1	—	—	5
Viol, 375, § 1. (L. du 15 mai 1912, art. 50, § 1.)	2	—	—	—	—	4	6
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	4	2	—	—	6
Incendie de lieux habités, 510.	—	—	—	—	—	1	1
Faux en écritures, 194 à 197.	17	20	1	2	9	1	50
Fausse monnaie. Monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, contrefaçon, altération, émission, 160, 161, 168	3	1	—	—	—	1	5
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	4	6	—	—	—	1	11
Banqueroute frauduleuse, 489	2	1	—	1	—	—	4
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1 ^{er}	—	—	—	—	1	—	1
Vol à l'aide d'effraction, escalades ou fausses clefs, de violence ou menaces, 467 à 470	81	80	39	28	61	35	324
Vol à l'aide de violence avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	3	2	—	—	—	—	5
Délits.							
Abus de confiance, 491	40	10	4	4	15	11	84
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	16	6	3	3	15	1	44
Armes prohibées. Port, 317. L. 15 juin 1894	8	2	—	—	3	2	15
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure, 373, § 1 ^{er} . (L. 15 mai 1912, art. 49, § 1 ^{er} .)	2	—	1	—	1	—	4
Excitation à la débauche de mineurs, 379, § 1 ^{er}	7	2	1	—	7	2	19
Id. id. par per-sonne ayant autorité ou abusant de sa situation, 379, § 1, 381.	3	1	—	—	—	—	4
Attentat aux mœurs, vente, impression, 383, 384	2	—	—	—	—	—	2
Id. Paroles obscènes. (L. 29 janvier 1905.)	1	1	—	—	1	1	4
Id. Outrage public aux mœurs, 385, § 1 ^{er}	7	3	4	1	5	—	20
Id. id. en présence de mineurs, 385, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 53.)	5	1	—	—	2	4	12

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÈGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Avortement, 319 à 351	3	1	—	—	1	1	6
Banqueroute simple, 489	2	—	1	—	—	1	4
Calomnies envers des particuliers, 443, 444	8	3	7	2	3	3	26
Chemin de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	1	1
Coalition atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. (L. du 30 mai 1892.)	4	—	3	1	5	5	16
Comestibles. Mélange de substances nuisibles, 454 à 456	1	2	—	—	—	—	3
Comestibles : Falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	17	13	7	5	15	5	62
Concussion, 243	—	—	—	—	1	—	1
Corruption de fonctionnaires, 246, 252	1	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon. Sceaux, coupons, etc., 184	1	—	—	—	—	1	2
398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 1 ^{er}	108	93	74	30	48	23	376
à un enfant de moins de 16 ans ou à un incapable par une personne ayant autorité sur lui ou en ayant la garde, 398 à 400, § 1 ^{er} , 410, § 2. (L. 15 mai 1912, art. 59.)	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures. avoir privé volontairement d'aliments ou soigné un enfant de moins de 16 ans ou une personne y assimilée, 398, 401 bis. (L. du 15 mai 1912, art. 58.)	—	—	—	—	—	—	—
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	7	4	2	3	11	5	32
à des jurés ou témoins, 282, 278, 279	2	1	—	2	—	—	5
involontaires, 420	23	7	4	1	7	8	50
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable, 420 bis	1	—	—	—	—	—	1
Dénonciation calomnieuse, 415	4	3	3	—	3	—	13
Destruction de titres publics ou privés, 527	1	—	—	—	—	—	1
d'agricultures, etc., 535 à 537	—	1	5	1	—	—	7
de clôtures, 545, 546	7	3	8	1	2	2	23
Détournement par dépositaire public, 240, § 2	—	—	1	—	—	—	1
Domicile (Violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	—	1	—	2	1	4
Effets publics, billets de banque, contrefaits ou falsifiés (Emission d'), 177	3	—	—	—	—	—	3
Enchères (Entraves à la liberté des), 314	—	1	—	—	—	—	1
Enlèvement d'une fille de moins de 18 ans, avec son consentement, 370. (L. 15 mai 1912, art. 55.)	—	—	—	—	1	—	1
Epizootie, 319 à 321	1	1	—	—	—	—	2
Escroquerie, 496	19	6	8	5	7	6	51
Exposition, délaissement, et abandon d'enfant. Abandon d'enfant dans le besoin, refus de le reprendre ou de payer son entretien, 360 bis. (L. 15 mai 1912, art. 60.)	—	—	2	—	3	1	6
Exposition ou délaissement d'enfant ou d'incapable par des ascendants ou gardiens, 355 à 357, 359. (L. du 15 mai 1912, art. 56.)	—	1	—	—	—	—	1

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÈGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 163, 165 à 169.	—	—	—	—	1	1	2
Emission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	6	4	—	—	1	—	11
Faux serment en matière civile, 226	1	—	—	—	6	4	21
Homicide involontaire, 419	10	1	—	—	—	—	2
Incendie de lieux inhabités, 511, 514	1	1	—	—	—	—	2
Inhumations (violation de tombeaux), 453	2	—	—	—	—	—	2
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	—	1	1	3	1	8
Jeux de hasard, 305	—	—	—	—	1	—	1
Loterie non autorisée, 302, 303	—	1	—	—	—	—	1
Maisons de prêts sur gage, 306 à 308	3	2	—	—	—	—	5
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	4	1	5	2	8	2	22
Mendicité ou vagabondage, 342 à 347	2	—	—	—	1	1	4
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	1	1	2
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	5	3	—	—	11	5	24
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	—	3	—	2	3	9
envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	28	21	13	5	28	15	110
envers des jurés ou témoins, 282	4	3	1	—	2	3	13
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	12	8	3	4	11	6	44
Recèlement de choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	57	45	37	15	19	18	191
Rupture de ban de surveillance, 338	8	—	1	—	1	2	12
Tronperio sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	6	1	—	—	4	1	12
Usurpation de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	2	—	—	—	1	—	3
Vol, 463 à 466.	180	99	101	47	102	67	596
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557 G, 463	2	—	—	—	—	—	2
Contraventions de police	—	—	—	—	—	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Armes à feu (Banc d'épreuves des), L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885, 1 ^{er} mars 1888, 2 août 1902, 25 février 1913, etc.	—	—	—	—	—	1	1
Auteurs (Droits d'), L. 22 mars 1886	1	1	1	—	—	—	3
Assurance de la mortalité infantile (Répression de l'), L. 26 décembre 1906	—	—	1	—	—	—	1
Chasse. L. 28 février 1882	30	20	14	12	50	17	143
Collectes non autorisées, A. R. 22 septembre 1823	1	—	—	—	—	—	1
Denrées alimentaires (Fixation du prix des). Mesures urgentes nécessitées par les éventualités de la guerre. L. 4 août 1914, A. R. 14 août 1914	3	3	—	—	19	14	39
Denrées alimentaires (Falsification des). L. 4 août 1890, sauf art. 4 et 5, etc.	8	6	—	—	—	—	14

XXII (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES		GAND		LIÈGE		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Enfance (Protection de l').							
Avoir porté ailleurs qu'à l'hospice un enfant abandonné. L. 27 frimaire, an V.	—	—	—	—	—	—	—
Emploi abusif d'un enfant dans les professions ambulantes, L. 28 mai 1888.	—	—	—	—	1	—	1
Emploi d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un infirme pour mendicité. L. du 15 mai 1912, art. 63	2	—	—	—	1	—	3
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888, etc.	1	3	—	—	3	1	8
Etat civil (Tenue des actes de l'), art. 31, 38, 39, 40, 42 du Code civil	—	—	1	—	—	—	1
Forêts (Code forestier). L. 19 décembre 1854	28	22	4	5	12	3	74
Impôts (Lois et règlements concernant les)	8	3	9	2	6	1	29
Presses publiques. L. 16 août 1887	3	—	—	—	—	—	3
Jeux de hasard. L. 24 octobre 1902	4	1	1	2	1	—	9
Margarine (Répression des fraudes commises au moyen de la). L. 12 août 1903, modifiant L. 4 mai 1900, A. R. 20 octobre 1903	4	3	—	—	4	2	13
Mines et extractions de toutes natures	4	3	—	—	1	—	8
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	5	2	1	—	10	4	22
Pension de vieillesse en faveur des ouvriers mineurs, L. 15 juin 1911	1	—	—	—	—	—	1
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	1	1	—	—	2	1	5
Police sanitaire des animaux domestiques. Rage canine. A. R. 29 octobre 1908	—	—	—	—	1	—	1
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	1	—	—	—	—	—	1
Règlements communaux	2	—	—	—	1	—	3
Saccharine (Définition de). L. 21 août 1903, art. 93 à 97.	—	2	2	1	4	—	9
Sociétés commerciales. Code de commerce, Livre 1 ^{er} , titre IX	1	—	—	—	—	—	1
Travail (Organisation du).	2	1	—	—	—	—	3
Salaires (paiement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1880, 10 août 1911, A. R. 19 février 1895, etc., 20 novembre 1906, art. 42	1	1	1	1	1	—	5
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	135	125	55	37	92	51	495
Id. Délits	640	356	304	133	359	216	2,008
Id. Contraventions de police	—	—	—	—	—	2	2
Infractions prévues par des lois spéciales	111	72	35	23	117	44	402
TOTAUX	886	553	394	193	568	313	2,907

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambre du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes.

Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquiescement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple : un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication

contradictoirement.

de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT			FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÈGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR				
	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-	Total	Acquit-	Con-		
	des accusés. 2	tés. 3	dam- nés. 4	des accusés. 5	tés. 6	dam- nés. 7	des accusés. 8	tés. 9	dam- nés. 10	des accusés. 11	tés. 12	dam- nés. 13	des accusés. 14	tés. 15	dam- nés. 16	des accusés. 17	tés. 18	dam- nés. 19	des accusés. 20	tés. 21	dam- nés. 22	des accusés. 23	tés. 24	dam- nés. 25	des accusés. 26	tés. 27	dam- nés. 28		
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																													
Crimes.																													
Assassinat, 394	2	1	1	—	—	—	6	3	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Meurtre, 393	1	—	1	—	—	—	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (Tentative de), 393, 52	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	2	1	1	—	—	—	4	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. (tentative de) 475, 52	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol { sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par	—	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
personne ayant autorité, 50, § 2 et 52. L. 15 mai 1912.	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. id. de 10 ans, 50, § 4. L. 15 mai 1912.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.																													
Crimes.																													
Effets publics, billets de banque: contrefaçon, falsification, émission,	14	1	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
173 à 176	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à l'aide de violences ou de menaces, 468, 469	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de menaces,	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
470	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Vol { à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, avec	13	—	13	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
circonstances aggravantes, 471	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à l'aide de violences ou menaces, dans un chemin public, 472 .	4	1	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
à l'aide de tortures ou de violences ou menaces ayant causé une	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
maladie incurable, 473	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																													
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	6	3	3	4	2	2	23	6	17	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. contre les propriétés	33	2	31	1	1	—	10	—	10	—	—	—	—	—	—	3	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
TOTAUX	39	5	34	5	3	2	33	6	27	—	—	—	—	—	—	7	1	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1

XXV. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION	TOTAL des accu- sés.	AC- QUI- TÉS.	TOTAL des con- dam- nés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										Condamnés à la peine accessoire	
				de mort.	des travaux forcés			de la reclusion		de l'emprisonnement			de l'a- men- de- ment.	de l'in- ter- dic- tion.	de la sur- veil- lance
					à perpé- tuité.	de 15 ans et plus.	de 10 ans à moins de 15 ans	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus.	de 6 mois à moins de 3 ans	de 6 mois et moins			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES.															
Crimes.															
Assassinat, 394	14	4	10	—	3	6	1	—	—	—	—	—	—	10	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	6	1	5	—	2	—	3	—	—	—	—	—	—	5	—
Infanticide d'enfant illégitime avec pré- méditation, 396	3	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 393	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. pour faciliter le vol et en assu- rer l'impunité, 475	10	2	8	—	2	4	—	—	—	2	—	—	—	6	—
Viol { Sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité 50 § 2 et 52, L. 15 mai 1912	2	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Viol { Sur un enfant de moins de 14 ans, 50 § 3, L. 15 mai 1912	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—
Viol { Sur un enfant de moins de 10 ans, 50 § 1, L. 15 mai 1912	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	40	12	28	—	7	12	5	—	2	2	—	—	—	26	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.															
Crimes.															
Effets publics, billets de banque, contre- façon, falsification, émission, 173 à 176	14	1	13	—	—	—	1	—	7	2	3	—	—	1	—
Vol { Extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de me- naces, 470	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol { à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	25	1	24	—	—	2	5	2	9	6	—	—	—	11	1
Vol { à l'aide de violences ou menaces dans un chemin public, 472	5	1	4	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—
Vol { à l'aide de tortures ou de violen- ces ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Délits.															
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	47	5	42	—	—	3	6	2	20	8	3	—	—	13	1
Crimes et délits contre les personnes	40	12	28	—	7	12	5	—	2	2	—	—	—	26	—
Id. id. contre les propriétés	47	5	42	—	—	3	6	2	20	8	3	—	—	13	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	87	17	70	—	7	15	11	2	22	10	3	—	—	39	1

XXVI. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR				Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
	a rejeté complète- ment l'accusation.	a admis l'accusation			
		sans modification	avec des modifications		
1	2	3	4	5	6
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES					
Crimes.					
Assassinat, 394	4	6	4	—	—
Id. (Tentative d'), 394, 52	1	2	3	—	—
Infanticide d'enfant illégitime, avec préméditation, 396	2	1	—	—	—
Meurtre, 393	1	1	—	—	—
Id. pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, 475	2	6	2	—	—
Viol { sur un enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, 50, § 2 et 52, L. 15 mai 1912	1	1	—	—	—
Viol { sur un enfant de moins de 14 ans, 50, § 3, L. 15 mai 1912	—	2	—	—	—
Viol { id. id. de 10 ans, 50, § 4, L. 15 mai 1912	1	—	—	—	—
TOTAUX	12	19	9	—	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.					
Crimes.					
Effets publics, billets de banque : contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	1	13	—	—	—
Vol { extorsion de titres ou valeurs à l'aide de violences ou de menaces, 470	1	—	—	—	—
Vol { à l'aide de violences ou menaces, dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	1	18	4	2	—
Vol { à l'aide de violences ou menaces, dans un chemin public, 472	1	4	—	—	—
Vol { à l'aide de tortures ou de violences ou menaces ayant causé une maladie incurable, 473	—	1	—	—	—
Délits.					
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1	—	—	—	—
TOTAUX	5	36	4	2	—
Crimes et délits contre les personnes	12	19	9	—	—
Id. id. contre les propriétés	5	36	4	2	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	17	55	13	2	—

XXVIII. — Causes apparentes.

des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES. 1	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT. 2	PARRICIDE. 3	MEURTRE. 4	INCENDIE. 5	TOTAL. 6
Cupidité	7	—	1	—	8
Haine et vengeance	—	—	4	—	4
Jalousie	1	—	3	—	4
TOTAUX	8	—	8	—	16

XXIX. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés. 1	TOTAL des accusés. 2	ACQUIT- TÉS. 3	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort. 4	DES TRAVAUX FORCÉS			de la reclu- sion 8	de l'em- prison- nement 9	de l'amende. 10	de l'inter- diction. 11	de la surveil- lance. 12
				à perpé- tuité. 5	de 15 ans et plus. 6	de 10 à moins de 15 ans. 7					
Néant											

XXX. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées 1	TOTAL des prévenus. 2	ACQUIT- TÉS. 3	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT				Con- damnés à l'amende. 8	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 3 ans ou plus. 4	de 6 mois à moins de 3 ans. 5	de moins de 6 mois. 6	condi- tionnel. 7		de l'inter- diction. 9	de la surveil- lance. 10
Néant									

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connaît :

1^o Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2^o Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (Constitution, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivans du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXI. — Cour de cassation (2^e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR		POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.	
					le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	les parties.		
1			2		3	4	5	
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	5	
		rejet	—	11	—	11		
	correctionnelle	cassation	6	—	2	4	49	
		rejet	—	148	1	147		
	de police	cassation	6	—	1	5	16	
		rejet	—	28	9	19		
	pénale militaire	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de garde civique	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	7	—	7	—	
	de milice	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	électorale	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation	—	—	—	—	—		
	rejet	—	3	1	2	4		
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
de police	cassation	4	—	4	—	—		
	rejet	—	—	—	—	—		
TOTAUX			16	197	18	195	74	
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges.	admission	9	—	9	—	—	
		rejet	—	2	2	—	—	
	en matière disciplinaire	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	—	
	de prise à partie (L. 25 mars 1876).	admission	—	—	—	—	7	
		rejet	—	—	—	—	—	
	faites en vertu de	Article 441, C.I.C. et L. 27 ventôse an VIII.	admission	—	—	—	—	—
			rejet	—	—	—	—	—
		Article 443, C.I.C. L. 18 juin 1894	admission	—	—	—	—	—
			rejet	—	1	—	1	—
TOTAUX			9	3	11	1	7	
TOTAL GÉNÉRAL			225		29	196	81	

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1^o Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : a) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; b) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2^o Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3^o Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557.6), les voies de fait (art. 563.3), les dégradations de clôtures (art. 563.2). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est l'individu définitivement condamné. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné dans une même audience pour plusieurs infractions, il n'est inscrit

qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1915. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois; par contre, s'il mentionne une seule peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays sont divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population.

Première catégorie : Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus. — **Deuxième catégorie :** Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants. — **Troisième catégorie :** Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. — **Quatrième catégorie :** Communes de moins de 10,000 habitants. Les mouvements de la population, conséquence des événements de la guerre n'ont pas permis de maintenir ce classement. On ne trouvera donc plus ici qu'une répartition des infractions faite d'après le mois de l'année où elles ont été commises.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N ^{os} d'ordre.	N ^{os} D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

XXXII. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nu- méros de la no- men- cla- ture.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnés			Nombre des condamnations décomptées		
		Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.	Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.	Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	7	4	3	5	3	2	2	1	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	35	7	26	32	7	25	1	—	1
Faux en écritures	3	161	74	87	149	72	77	12	2	10
Faux témoignage et faux serment	4	11	8	3	10	8	2	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	321	156	165	310	150	160	11	6	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	8	6	2	7	5	2	1	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle, commis par des particuliers frappés } id. de police	7	3,912	1,477	2,435	3,546	1,414	2,132	366	63	303
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	697	223	474	593	213	380	104	10	94
Avortement	10	6	5	1	6	5	1	—	—	—
Exposition ou délaisement d'enfants	11	24	9	15	22	9	13	2	—	2
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	15	4	11	14	4	10	1	—	1
Attentats à la pudeur et viols { d'une peine criminelle, frappés } id. correctionnelle	14	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	20	10	10	20	10	10	—	—	—
Outrages publics aux bonnes { d'une peine correctionnelle, mœurs frappés } id. de police	18	193	91	102	181	88	93	12	3	9
Adultère et bigamie	20	388	170	218	358	163	195	30	7	23
Meurtre frappé. { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	21	21	7	14	21	7	14	—	—	—
Lésions corporelles volontaires { d'une peine criminelle, frappées } id. correctionnelle.	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de police	24	2,938	1,181	1,757	2,739	1,147	1,592	199	34	165
Duel	25	2,937	1,612	1,325	2,734	1,556	1,178	203	56	147
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	49	10	30	44	18	26	5	1	4
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle, id. de police	28	126	61	65	121	60	61	5	1	4
Violation de sépulture	30	10	9	1	10	9	1	—	—	—
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres.	33	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	34	22	6	16	22	6	16	—	—	—
Id. de police	35	10,209	5,054	5,155	9,027	4,065	4,962	1,182	389	793
Banqueroute	37	13	10	3	12	10	2	1	—	1
Abus de confiance, escroquerie, { d'une peine correctionnelle, tromperies frappés } id. de police	38	1,890	966	924	1,705	918	787	185	48	137
Recel	40	1,995	976	1,019	1,849	938	911	146	38	108
Incendie frappé. { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de police	42	7	3	4	6	3	3	1	—	1
Destructions et dommages frappés { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de police	44	303	110	193	254	105	149	49	5	44
TOTAUX	45	310	194	116	275	183	92	35	11	24
TOTAUX		31,990	15,965	16,025	28,911	15,078	13,833	3,079	887	2,192

XXXII. — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nu- méros de la no- men- cla- ture.	Nombre des condamnations individuelles			Nombre des condamnées			Nombre des condamnations décomptées		
		Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.	Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.	Pri- mai- res et réci- distes réunies	Pri- mai- res.	Réci- di- vistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	13	9	4	13	9	4	—	—	—
Faux en écritures	3	48	31	17	47	31	16	1	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	16	13	3	15	13	2	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	53	45	8	51	43	8	2	2	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public { d'une peine correctionnelle, commis par des particuliers frappés } id. de police	7	645	327	318	609	320	289	36	7	29
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	411	269	142	385	262	123	26	7	19
Avortement	10	97	49	48	90	49	41	7	—	7
Exposition ou délaisement d'enfants	11	60	44	16	60	44	16	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	12	20	14	6	20	14	6	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols { d'une peine criminelle, frappés } id. correctionnelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	15	4	2	2	4	2	2	—	—	—
Outrages publics aux bonnes { d'une peine correctionnelle, mœurs frappés } id. de police	17	39	26	13	39	26	13	—	—	—
Adultère et bigamie	18	96	70	26	91	67	24	5	3	2
Meurtre frappé. { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	19	4	2	2	4	2	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires { d'une peine criminelle, frappées } id. correctionnelle.	20	283	181	102	276	178	98	7	3	4
Id. de police	21	2	1	1	2	1	1	—	—	—
Duel	22	4	4	—	4	4	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées { d'une peine correctionnelle, id. de police	24	534	279	255	514	275	239	20	4	16
Violation de sépulture	25	2,385	1,508	877	2,263	1,468	795	122	40	82
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	27	6	4	2	5	4	1	1	—	1
Id. id. des lettres.	28	109	62	47	103	61	42	6	1	5
Vols et maraudages frappés { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	29	523	332	191	493	326	167	30	6	24
Id. de police	30	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Banqueroute	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, { d'une peine correctionnelle, tromperies frappés } id. de police	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	33	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Incendie frappé. { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	34	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Id. de police	35	2,044	1,228	816	1,844	1,176	668	200	52	148
Banqueroute	36	2,481	1,646	835	2,245	1,560	685	236	86	150
Abus de confiance, escroquerie, { d'une peine correctionnelle, tromperies frappés } id. de police	37	3	2	1	3	2	1	—	—	—
Recel	38	875	646	229	844	635	209	31	11	20
Incendie frappé. { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	39	46	33	13	44	33	11	2	—	2
Id. de police	40	1,153	782	371	1,104	765	339	49	17	32
Destructions et dommages frappés { d'une peine criminelle, id. correctionnelle.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de police	42	2	2	—	2	2	—	—	—	—
TOTAUX	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	44	20	13	7	20	13	7	—	—	—
TOTAUX	45	96	56	40	89	54	35	7	2	5
TOTAUX		12,078	7,684	4,394	11,289	7,443	3,846	789	241	548

XXXIV (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable

NATURE DES INFRACTIONS.	Numé-ros de la no-men-cla-ture.	CHARLEROI.					TOURNAI.					GAND.		AUDENARDE.					TERMONDE.					BRUGES.					COURTRAI.					Numé-ros de la no-men-cla-ture.					
		Hommes.		Femmes.		Total.	Hommes.		Femmes.		Total.	Hommes.	Femmes.	Hommes.		Femmes.		Total.	Hommes.		Femmes.		Total.	Hommes.		Femmes.		Total.											
		Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.		Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.				Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.		Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.		Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.		Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.	Réci-di-vistes.	Pri-mai-res.		Réci-di-vistes.				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70					
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1				
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	7	1	2	10	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2				
Faux en écritures	3	8	7	3	1	19	2	1	1	—	4	2	6	—	1	9	1	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3				
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	7	1	8	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4				
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	23	14	6	1	44	—	1	—	—	1	8	14	—	13	—	—	2	—	2	4	2	—	—	6	5	2	—	—	—	7	2	4	—	5				
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6				
Crimes et délits contre l'ordre public (d'une peine correctionnelle)	7	98	190	32	48	368	39	48	3	2	92	73	232	—	11	20	336	17	29	3	3	52	92	118	18	9	237	26	42	7	5	50	17	36	6	7			
commis par des particuliers frappés } id. de police	8	83	45	33	28	189	7	2	4	—	13	45	27	—	30	7	109	7	1	2	1	11	6	—	1	—	7	3	3	—	—	6	10	11	—	8			
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	19	45	4	7	75	8	7	—	2	17	12	35	—	—	2	49	8	12	2	1	23	11	11	4	—	26	5	3	2	—	—	—	—	9				
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	7	4	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10			
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	2	2	1	5	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11			
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12			
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13			
Attentats à la pudeur et viols (d'une peine criminelle)	14	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14			
frappés } id. correctionnelle	15	13	7	—	1	21	2	1	—	—	3	6	7	—	—	1	14	3	2	—	—	5	7	3	1	—	11	3	—	—	—	3	2	1	—	—	15		
} id. de police	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16			
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17			
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés (d'une peine correctionnelle)	18	3	5	1	—	9	4	1	2	2	9	6	14	—	12	3	35	2	2	2	—	6	3	2	1	—	6	2	1	—	—	—	3	—	—	18			
} id. de police	19	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19			
Adultère et bigamie	20	43	39	38	35	155	1	1	2	—	4	9	18	—	12	3	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20			
Meurtre frappé (d'une peine criminelle)	21	2	8	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21			
} id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22		
Lésions corporelles volontaires (d'une peine criminelle)	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23		
} id. correctionnelle	24	71	168	16	25	280	25	39	4	1	69	129	202	—	17	12	360	55	53	12	6	126	115	127	24	12	278	37	38	12	1	88	50	78	8	6	142	24	
} id. de police	25	313	313	351	243	1,220	48	46	25	16	135	78	53	—	90	31	252	46	16	25	1	88	32	14	44	17	107	14	7	17	5	43	66	62	49	15	192	25	
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile	27	1	2	—	—	3	1	—	—	—	1	—	2	—	—	2	3	4	—	—	—	7	4	2	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	
commis par des particuliers	28	3	1	—	1	5	1	3	—	—	4	2	0	—	3	3	17	7	4	3	3	17	1	—	2	2	5	—	6	11	6	23	1	2	1	—	—	—	28
Calomnies et injures frappées (d'une peine correctionnelle)	29	11	21	36	29	97	4	3	8	6	21	9	12	—	28	14	63	2	1	3	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29
} id. de police	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	
Violation de sépulture	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
Falsification de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	
Violation du secret professionnel	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	
id. id. des lettres	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	
Vols et maraudages frappés (d'une peine criminelle)	35	2	4	—	—	6	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35	
} id. correctionnelle	36	580	719	161	150	1,610	99	87	16	7	209	261	286	—	46	20	616	143	75	17	2	237	511	357	69	14	951	65	97	10	—	172	162	146	4	8	320	36	
} id. de police	37	358	181	261	149	949	91	38	32	6	187	65	17	—	16	1	99	50	10	14	8	82	89	35	14	7	145	16	10	1	1	28	68	31	9	2	110	37	
Banqueroute	38	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	38	
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés (d'une peine correctionnelle)	39	85	70	99	43	297	7																																

XXXVI. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1912.

NATURE DES INFRACTIONS.	Nu- mé- ros de la no- men- cla- ture.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES										FAITS COMMIS à l'étranger.									
		communes ou agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus.		communes de 25,000 à 100,000 habitants.		communes de 10,000 à 25,000 habitants.		communes de moins de 10,000 habitants.		En Belgique dans une commune ou agglomération urbaine.		à l'étranger.		Total.		Total.					
		Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.	Pré- mi- er sem- estre.	Total.				
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	11	16	6	9	5	9	2	2	15	9	24	15	9	24	15	9				
Fraux en écritures	3	161	284	29	48	24	48	1	1	12	9	21	12	9	21	12	9				
Faux témoignage et faux serment	4	3	8	6	19	4	4	—	—	8	8	84	8	8	84	8	8				
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	302	504	114	177	74	67	—	—	502	192	394	502	192	394	502	192				
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	10	10	—	—	—	—	—	—	1	3	9	1	3	9	1	3				
Crimes et délits contre l'ordre public d'une peine correctionnelle	7	1,008	1,914	2,922	310	797	1,107	450	973	1,423	1,904	3,067	1,423	1,904	3,067	1,423	1,904				
Cultes frappés	8	611	339	950	101	130	321	200	103	421	569	1,387	421	569	1,387	421	569				
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	189	373	562	51	185	236	191	320	511	609	1,474	511	609	1,474	511	609				
Avortement	10	9	10	19	21	4	6	—	—	11	11	23	11	11	23	11	11				
Exposition ou suppression d'enfants	11	9	10	19	21	4	6	—	—	11	11	23	11	11	23	11	11				
Destruction ou suppression d'état	12	5	5	10	10	2	2	—	—	2	2	4	2	2	4	2	2				
Enlèvement de mineurs	13	5	5	10	10	2	2	—	—	2	2	4	2	2	4	2	2				
Attentats à la pudeur et viols	14	61	47	108	34	22	56	54	30	84	190	312	84	190	312	84	190				
Prostitution ou corruption de la jeunesse	15	17	12	29	11	14	25	25	14	39	34	77	39	34	77	39	34				
Outrages publics aux bonnes mœurs	16	164	141	305	73	66	139	75	92	167	344	560	167	344	560	167	344				
Adultere et bigamie	17	19	14	33	10	24	34	32	9	41	41	82	41	41	82	41	41				
Meurtre frappé	18	20	431	312	7	2	9	27	7	34	135	229	34	135	229	34	135				
Meurtre non frappé	19	21	2	2	—	—	—	—	—	2	2	4	2	2	4	2	2				
Lésions corporelles volontaires	20	22	1	1	—	—	—	—	—	1	1	2	1	1	2	1	1				
frappés	21	836	1,434	2,270	401	793	1,194	831	1,640	2,471	3,141	6,824	2,471	3,141	6,824	2,471	3,141				
id.	22	1,328	843	2,171	803	749	1,552	1,530	1,308	2,838	4,593	7,209	2,838	4,593	7,209	2,838	4,593				
id.	23	25	1	1	—	—	—	—	—	1	1	2	1	1	2	1	1				
id.	24	27	6	33	6	14	20	22	33	55	10	108	55	10	108	55	10				
id.	25	28	40	68	24	42	66	58	30	97	170	358	97	170	358	97	170				
id.	26	20	256	154	410	111	98	209	230	381	815	1,280	381	815	1,280	381	815				
id.	27	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	28	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	29	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	30	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	31	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	32	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	33	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	34	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	35	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	36	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	37	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	38	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	39	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	40	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	41	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	42	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	43	46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	44	47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
id.	45	48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
TOTAUX		8,295	8,923	17,218	3,231	4,027	7,258	5,704	7,088	12,742	17,231	32,450	12,742	17,231	32,450	12,742	17,231				

XXXVII. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1915, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

CATÉGORIES de contraventions.	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	Totaux.
	Jan- vier.	Fé- vrier.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sep- tem- bre.	Octo- bre.	No- vem- bre.	Dé- cem- bre.		
1 ^{re} catégorie : Faits d'ivresse connexes à un délit	95	91	109	121	152	131	162	138	134	87	103	101	—	1,424
2 ^{me} catégorie : Faits d'ivresse commis isolément	381	311	343	329	343	328	435	457	415	414	346	292	4	4,398
Total pour les deux catégories	476	402	452	450	495	459	597	595	549	501	449	393	4	5,822

XXXVII (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année 1914 où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines de :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	Totaux.
	Jan- vier.	Fé- vrier.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sep- tem- bre.	Octo- bre.	No- vem- bre.	Dé- cem- bre.		
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus . . .	60	78	75	56	52	63	46	12	25	31	68	41	—	607
25,000 à moins de 100,000 habit.	38	54	30	28	30	19	16	3	7	20	9	19	—	273
10,000 à moins de 25,000 habit.	42	63	80	57	54	36	23	9	10	13	13	11	1	412
Moins de 10,000 habitants . . .	106	135	125	78	89	44	33	10	20	15	20	23	—	698
TOTAUX	246	330	310	219	225	162	118	34	62	79	110	94	1	1,990
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus . . .	371	404	452	370	360	261	110	39	121	232	234	205	2	3,179
25,000 à moins de 100,000 habit.	160	204	173	144	89	92	63	29	41	55	41	43	—	1,140
10,000 à moins de 25,000 habit.	114	225	228	197	154	137	101	30	34	20	14	25	1	1,280
Moins de 10,000 habitants . . .	188	304	329	258	223	169	132	44	44	34	20	20	—	1,771
TOTAUX	839	1,137	1,182	978	828	659	415	142	240	341	309	299	3	7,370
Total des 2 catégories :														
100,000 habitants ou plus . . .	431	482	527	435	412	324	165	51	146	263	302	246	2	3,786
25,000 à moins de 100,000 habit.	204	258	203	172	119	111	79	32	48	75	50	62	—	1,413
10,000 à moins de 25,000 habit.	156	288	308	254	208	173	124	39	44	33	27	36	2	1,692
Moins de 10,000 habitants . . .	204	439	454	336	312	213	165	54	64	49	40	40	—	2,469
TOTAUX	1,085	1,467	1,492	1,197	1,051	821	533	176	302	420	419	393	4	9,360

XXXVIII. — Table de décompte. — RELEVÉ (PAR GROUPES D'IMPORTANCE NUMÉRIQUE) DES *condamnations individuelles* DONT LE DÉCOMPTE (1) A PERMIS D'ÉTABLIR LA STATISTIQUE DES INDIVIDUS *condamnés* PENDANT L'ANNÉE 1915.

NATURE des INFRACTIONS. 1	Nu- mè- ros de la no- men- cla- ture. 2	NOMBRE DES														NOMBRE TOTAL des condamnations.		
		deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		Hommes 17	Femmes 18	
		Hommes 3	Femmes 4	Hommes 5	Femmes 6	Hommes 7	Femmes 8	Hommes 9	Femmes 10	Hommes 11	Femmes 12	Hommes 13	Femmes 14	Hommes 15	Femmes 16			
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Faux en écritures	3	11	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	1
Id. témoignage et faux serment	4	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	10	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, de police	7	306	30	38	5	15	1	4	—	1	—	1	—	1	—	—	366	36
frappés d'une peine	8	65	18	5	5	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	(3) 1	71	26
Crimes et délits contre la sécurité publique. Avortement	9	70	7	17	—	4	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	104	7
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction ou supposition d'état	11	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.	13	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	15	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Adultère et bigamie	16	10	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	5
Meurtre frappé d'une peine correctionnelle.	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine de police	18	26	7	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	30	7
Duel	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées d'une peine de police	21	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1
Violation de sépulture	22	5	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	6
Falsification des denrées alimentaires dangereuses pour la santé	23	14	24	3	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	18	30
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret des lettres	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés d'une peine de police	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute	27	810	110	210	42	80	15	28	11	20	6	13	2	(2) 12	(4) 14	1,182	200	
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine de police	28	345	185	56	38	15	8	6	2	3	—	1	2	1	1	427	236	
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle.	30	142	25	34	3	7	2	2	1	—	—	—	—	—	—	185	31	
Destructions et dommages frappés d'une peine de police	31	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	2	
Id.	32	40	122	41	18	6	3	1	2	—	—	1	—	—	(5) 1	146	49	
Id.	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id.	45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX		2,397	599	439	115	137	31	49	16	27	6	16	5	14	17	3,079	789	

(1) Voir page 158 paragraphe : « Rédaction des tableaux » alin. 1 et 2.
 (2) dont 4 condamnés ayant 9 condamnations.
 2 10
 1 condamné 11
 (3) 1 condamnée 10
 (4) 3 condamnées 9
 2 10
 4 11
 1 condamnée 12
 (5) 1 9

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Année judiciaire 1914-1915 (1)

(1) L'année judiciaire, au point de vue statistique, commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet suivant.

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire par le greffier des tribunaux. Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans les registres statistiques divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment

toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celles des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

La statistique civile et commerciale est dressée par année judiciaire. L'année judiciaire commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet suivant.

Dans les tableaux suivants les chiffres qui concernent les actes notariés (tableau XXXIX) et ceux qui concernent les actes de sociétés (tableaux LI) sont les seuls qui se rapportent à l'année civile.

1^{re} JUSTICE DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 227 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 88, celui de Gand 65, celui de Liège 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1^o comme juges; 2^o comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce double point de vue sont consignés dans le tableau XXXIX.

Les juges de paix remplissaient une troisième mission : celle de conciliateurs. Une loi du 12 août 1911 a supprimé le préliminaire de conciliation.

Juridiction contentieuse.

Une loi du 12 août 1911 (publiée au *Moniteur* du 13 septembre 1911) a étendu la compétence du juge de paix. Cette compétence est actuellement déterminée comme suit :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 600 francs. Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminée conformément à l'article 27 de la loi du 25 mars 1876, dépasse ou ne dépasse pas 100 fr.) Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'article 3 de la loi précitée du 12 août 1911) et de quelques autres

qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ..., ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (Loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, art. 26.)

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1^o dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; 2^o dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois en raison des lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le nombre des notaires est plus élevé que ne le comporte l'application de l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 488, dans celui de Gand, de 335, et dans celui de Liège, de 308; soit pour les 227 cantons de justice de paix, un total de 1,131 notaires.

JUSTICE DE PAIX

XXXIX. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.											Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.										ACTES NOTARIÉS.	
	AFFAIRES TERMINÉES												ACTES										Nombre.	Droits d'enregis- trément perçus.
	SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES			Conseils de famille.	Lévées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Deo.		
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparu- tion volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.					d'adop- tion	d'éman- cipation.	de notoriété.						
1	2	3	4	5		6	7	8		9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Bruxelles 1 ^{er} canton	52	106	27	4	189	869	4	—	873	921	141	6	124	15	—	—	3	66	4	36	3	86	5,368	445,197 23
Id. 2 ^e id.	50	142	46	5	252	1,065	12	—	1,077	1,124	205	44	120	43	—	—	10	83	2	125	4	121		
Id. 3 ^e id.	37	222	32	6	297	973	14	—	987	1,010	274	5	147	36	1	—	7	69	3	234	7	105	531	34,619 99
Anderlecht	38	261	71	10	389	1,338	38	—	1,376	1,376	389	37	205	10	2	—	6	22	5	270	21	181		
Asseche	—	33	9	—	42	452	—	—	452	452	42	16	112	4	1	—	—	32	5	25	2	125	595	29,707 80
Hal	34	146	19	1	200	513	14	—	527	547	180	31	139	5	1	—	6	52	3	127	16	87		
Ixelles 1 ^{er} canton	49	169	37	2	257	819	18	—	837	868	226	20	112	44	1	—	8	25	12	81	18	127	762	41,202 26
Id. 2 ^e id.	83	196	97	3	379	183	—	—	183	266	298	34	112	48	—	1	1	56	1	82	8	134		
Laeken	56	131	38	2	230	2,300	8	—	2,308	2,356	182	61	145	15	—	—	2	86	2	126	3	127	622	56,071 47
Lennik-Saint-Quentin	30	127	10	1	168	268	—	—	268	298	138	30	98	8	3	—	3	25	2	44	—	97		
Molenbeek-Saint-Jean	41	271	36	4	355	1,270	—	—	1,270	1,314	311	41	185	19	—	—	6	98	—	258	12	220	474	27,187 20
Saint-Gilles	109	134	48	43	334	1,492	—	—	1,492	1,601	225	31	118	22	—	—	7	82	4	103	11	64		
Saint-Josse-ten-Noode	259	385	55	1	700	2,497	4	—	2,411	2,666	445	81	154	38	—	—	9	138	—	103	11	98	796	62,066 39
Schaerbeek 1 ^{er} canton	46	160	31	10	247	1,391	12	—	1,403	1,437	213	32	95	19	1	—	0	90	3	47	8	76		
Id. 2 ^e id.	38	172	25	—	235	1,852	9	—	1,861	1,890	206	20	114	16	—	1	5	64	4	140	5	87	1,635	112,650 71
Uccle	161	232	44	2	439	1,143	8	—	1,151	1,304	286	17	169	12	—	—	10	47	1	181	10	150		
Vilvorde	25	91	13	—	129	498	8	—	506	523	112	31	119	—	—	—	14	47	4	87	14	104	378	25,556 03
Wolverthem	18	39	5	2	64	92	3	—	95	110	49	13	89	1	1	—	1	36	2	22	—	31		
TOTAUX	1,138	3,020	643	105	4,906	18,925	152	—	19,077	20,063	3,920	550	2,357	355	11	2	107	1,120	57	2,091	153	2,020	14,168	997,928 98
Louvain 1 ^{er} canton. (1)	39	98	21	2	160	744	13	1	758	783	135	20	249	1	2	—	0	83	1	40	7	222	1,454	57,205 50
Id. 2 ^e id.	8	18	4	—	30	111	—	—	111	119	22	5	89	—	1	—	—	—	—	1	—	87		
Aerschot	24	37	8	2	71	454	—	—	454	478	47	6	77	—	1	—	—	14	1	13	—	54	400	10,402 86
Diest	2	8	1	—	11	180	—	—	180	182	9	2	49	1	3	—	2	5	7	9	—	42		
Glabbeek	5	21	—	1	27	239	1	—	240	244	23	16	77	—	—	—	—	13	—	18	1	76	216	3,591 79
Haecht	6	24	4	—	34	220	—	—	220	226	28	4	39	—	—	—	—	10	—	10	—	33		
Léau	22	20	1	—	43	937	4	—	941	959	25	11	92	6	5	—	5	35	4	178	1	70	763	42,106 23
Tirlemont	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	106	226	39	5	376	2,885	18	1	2,904	2,991	289	64	672	8	12	—	16	160	13	289	9	594	3,525	133,727 69
Nivelles	7	62	10	1	80	419	23	—	442	426	96	22	133	11	3	—	0	63	3	310	0	184	826	37,551 50
Genappe	2	14	5	1	22	236	—	—	236	238	20	4	45	1	5	—	1	33	1	64	5	75		
Jodoigne	21	42	6	1	70	198	3	—	201	219	52	11	60	2	3	—	11	8	4	47	—	56	815	29,318 06
Perwez	12	18	5	1	36	124	—	—	124	136	24	13	40	—	2	—	5	26	4	26	—	69		
Wavre	33	41	19	—	93	—	8	—	8	33	68	28	88	2	6	—	2	55	10	52	2	60	878	44,243 14
TOTAUX	75	177	45	4	301	977	34	—	1,011	1,052	260	78	366	16	19	—	28	185	22	499	16	453		

(1) Par suite des événements de la guerre, le tribunal de première instance de Louvain avait, conformément à l'article 8 de la loi du 18 juin 1869, renvoyé devant le juge de paix du 2^e canton de Louvain toutes les affaires ressortissant au 1^{er} canton.

XXXIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.										
	AFFAIRES TERMINÉES										
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.
2	contra-dictoire.	par défaut.	d'incompétence.	8			excédant la compétence du juge de paix.	10			
1	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Ansers 1 ^{er} canton	26	106	55	6	195	2,023	23	—	2,046	2,051	190
Id. 2 ^e id.	379	67	73	4	523	1,516	15	—	1,531	1,895	159
Id. 3 ^e id.	107	148	55	8	318	1,599	14	—	1,613	1,706	225
Id. 4 ^e id.	30	82	27	—	139	1,536	11	—	1,547	1,566	120
Berehem	0	35	28	3	92	664	3	—	667	670	89
Boom	7	19	4	—	30	397	8	—	405	404	31
Borgerhout	68	274	102	3	447	1,672	7	—	1,679	1,740	386
Brecht	5	2	1	—	8	18	—	—	18	23	3
Contich	21	31	10	—	65	320	—	—	320	341	44
Eeckeren	6	36	5	—	47	242	3	—	245	248	44
Santhoven	3	10	4	—	17	116	2	—	118	119	16
TOTAUX	660	833	364	24	1,881	10,103	86	—	10,189	10,763	1,307
Malines (Nord)	8	7	5	—	20	127	3	—	130	135	15
Id. (Sud)	9	33	3	—	45	125	1	—	126	134	37
Duffel	4	19	—	—	23	218	—	—	218	222	19
Heyst-op-den-Berg	4	12	4	1	21	17	—	—	17	21	17
Lierre	5	68	11	—	84	350	—	—	350	355	79
Puers	1	16	—	—	17	—	2	—	2	1	18
TOTAUX	31	155	23	1	210	837	6	—	843	868	185
Turnhout	6	28	4	—	38	178	7	—	185	184	39
Arendonck	32	1	1	—	34	41	—	—	41	73	2
Herenthals	4	11	—	—	15	154	1	—	155	158	12
Hoogstraeten	—	4	—	—	4	76	—	—	76	76	4
Moll	17	18	7	—	42	355	1	—	356	372	26
Westerloo	4	19	1	—	24	134	4	—	138	138	24
TOTAUX	63	81	13	—	157	938	13	—	951	1,001	107
Mons	41	57	14	1	113	1,276	10	—	1,286	1,317	82
Boussu	55	238	75	2	370	543	4	—	547	598	319
Chièvres	6	7	—	—	13	164	5	—	169	170	12
Dour	60	43	15	2	120	2,457	4	—	2,461	2,517	64
Enguien	9	15	3	—	27	182	3	—	185	191	21
La Louvière	9	96	15	—	120	2,411	13	—	2,424	2,420	124
Lens	7	45	7	2	61	178	7	—	185	185	61
Pâturages	35	116	76	—	227	466	2	—	468	501	194
Rœulx	—	26	11	—	37	179	—	—	179	179	37
Soignies	14	21	13	—	48	539	18	—	557	553	52
TOTAUX	236	664	229	7	1,136	8,395	66	—	8,461	8,631	968

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS		
	Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus <i>pro</i> <i>Deo</i> .	Nombre.	Droits d'enregistre- ment perçus.		
				d'adoption.	d'éman- cipation.	de notoriété.								
				17	18	19								
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
22	121	5	—	—	4	60	2	45	4	125	2,705	154,599 56		
31	91	51	1	—	5	60	3	154	4	53				
44	102	2	—	—	3	55	3	255	10	113				
30	99	1	2	—	3	29	—	546	29	105				
5	46	3	1	—	3	51	—	55	3	83	184	11,539 59		
12	124	2	—	—	13	20	—	121	2	80	170	5,738 93		
20	134	3	—	—	6	63	4	126	7	120	369	20,137 63		
—	44	—	—	—	—	6	—	14	1	31	173	5,571 54		
19	37	2	—	—	5	14	—	20	2	17	68	3,899 02		
4	60	1	—	—	—	19	—	36	2	41	193	10,853 87		
—	38	—	—	—	5	20	—	31	—	53	237	7,906 13		
190	896	70	4	—	47	397	12	1,403	64	830	4,099	228,246 27		
2	49	—	—	—	—	16	—	20	3	64	528	17,701 91		
24	77	1	—	—	1	34	—	24	5	95				
20	61	—	—	—	—	13	1	18	1	61			28	502 91
4	26	1	—	—	10	8	1	12	—	29			268	0,624 76
14	54	1	9	—	2	15	3	9	1	65	260	18,992 51		
6	70	1	—	—	—	23	—	10	2	71	222	6,450 87		
70	337	4	9	—	13	109	5	93	12	385	1,306	50,332 96		
2	56	—	1	—	13	43	—	114	3	53	341	13,275 49		
—	20	—	—	—	—	11	—	10	—	15	150	4,716 30		
7	44	1	2	—	4	18	4	10	—	37	647	35,083 71		
3	36	—	—	—	3	1	1	8	1	29	196	6,095 68		
3	67	1	4	—	—	21	5	12	—	70	624	22,995 45		
5	54	1	1	—	4	18	9	4	—	39	333	18,013 21		
20	277	3	8	—	24	112	19	158	4	243	2,291	100,159 84		
19	145	15	2	—	3	30	7	259	15	156	1,096	76,325 35		
14	181	9	5	—	—	47	4	92	3	207	443	25,783 97		
4	29	6	—	—	3	20	1	42	2	20	354	31,747 44		
14	99	10	—	—	—	36	6	84	3	220	417	16,546 65		
9	38	3	—	1	2	6	1	20	3	27	336	17,279 47		
1	53	—	1	—	1	36	3	330	15	84	506	31,082 83		
8	54	3	4	—	1	2	1	60	1	52	496	24,501 34		
6	101	16	—	1	2	31	—	109	4	121	490	15,091 62		
1	67	3	2	—	—	—	3	84	2	98	295	8,716 11		
8	39	6	4	—	3	53	2	233	22	22	496	25,186 57		
84	806	71	18	2	15	261	28	1,313	70	1,007	4,929	272,861 25		

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.											Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.										ACTES NOTARIÉS.						
	AFFAIRES TERMINÉES												ACTES										Nombre.	Droits d'enregistre- ment perçus.					
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE			NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES					Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Dec.							
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement		Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparu- tion volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	d'adoption					d'éman- cipation.	de notoriété.												
1	contra- dictoire.	par défaut.	d'incom- pétence.		2	de la com- pétence du juge de paix.	excédant la com- pétence du juge de paix.		3		4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Charleroi (Nord)	24	177	48	35	284	1,145	12	—	1,157	1,169	272	22	150	10	1	1	6	44	1	171	17	114	1,651	72,652 09					
Id. (Sud)	45	210	38	—	293	1,933	38	—	1,971	1,978	286	18	146	9	1	—	—	72	2	105	22	118							
Beaumont	3	11	—	—	14	95	—	—	95	98	11	2	22	5	—	—	1	—	—	4	—	18	200	79,46 54					
Binche	30	241	67	2	340	834	35	—	869	864	345	31	46	5	10	—	3	32	7	412	22	110	902	72,056 20					
Châtelet	50	179	62	—	291	3,311	21	—	3,332	3,261	282	24	117	3	6	—	20	30	3	98	33	202	588	16,977 53					
Chimay	13	28	7	1	49	122	—	—	122	135	36	20	14	6	—	—	1	—	—	22	—	9	245	10,483 11					
Fontaine-Févéque	40	85	30	4	168	1,013	11	—	1,024	1,062	130	32	115	2	1	—	5	18	1	147	5	118	467	22,618 06					
Gosselies	23	68	11	—	102	465	—	—	465	488	79	23	101	4	5	—	3	4	1	58	8	136	693	30,956 20					
Jumet	15	77	6	4	102	594	14	—	608	609	101	36	110	1	1	—	4	29	1	71	16	106	730	23,766 08					
Marchienne-au-Pont	24	50	15	—	89	869	24	—	893	893	89	27	44	7	—	—	—	27	—	192	14	36	410	13,618 81					
Merbes-le-Château	—	8	1	—	9	117	—	—	117	117	9	8	21	2	—	—	—	21	1	30	—	17	317	8,649 82					
Senefle	15	63	11	2	91	182	12	—	194	197	88	9	59	2	—	—	1	55	—	135	6	108	538	25,009 58					
Thuin	6	15	4	—	25	68	1	—	69	74	20	4	25	4	1	—	2	—	—	17	3	42	296	9,039 68					
TOTAUX	297	1,212	300	48	1,857	10,748	168	—	10,916	11,045	1,728	256	970	60	26	1	46	341	17	1,462	146	1,134	7,037	314,674 30					
Tournai	9	40	3	3	55	—	10	—	10	9	56	18	87	8	1	—	1	85	1	145	5	82	688	32,114 18					
Antoing	2	19	1	—	22	148	3	—	151	150	23	8	52	7	—	1	—	7	—	57	7	36	233	10,627 18					
Ath	6	15	2	2	25	203	5	—	208	209	24	4	41	1	3	—	13	31	—	27	2	71	317	12,692 42					
Celles	2	6	—	—	8	—	—	—	—	2	6	3	24	4	—	—	—	7	2	45	—	25	213	7,045 17					
Flobecq	—	7	2	—	9	106	1	—	107	106	10	6	26	4	2	—	3	3	2	14	—	19	300	17,803 79					
Frasnes	—	1	—	—	1	19	—	—	19	19	1	—	17	2	—	—	1	—	1	7	1	14	208	5,209 19					
Lessines	4	16	1	—	21	235	22	—	257	239	39	12	57	9	—	—	5	22	3	103	5	37	427	31,648 40					
Leuze	4	7	7	—	18	252	3	—	255	256	17	3	39	3	—	1	1	17	—	40	1	45	278	16,699 30					
Péruwelz	4	9	—	1	14	156	—	—	156	160	10	2	28	5	1	—	—	—	—	30	1	20	475	18,244 84					
Quevaucamps	2	20	8	—	30	397	4	—	401	399	32	6	47	1	2	—	3	—	1	235	2	58	249	9,937 39					
Templeuve	15	10	1	—	26	94	4	—	98	109	15	—	21	4	—	—	—	16	—	31	1	34	141	7,672 00					
TOTAUX	48	150	25	6	229	1,610	52	—	1,662	1,658	233	62	439	48	9	2	29	188	10	734	25	441	3,529	170,023 86					
Gand 1 ^{er} canton	—	65	37	—	102	720	15	—	735	720	117	19	96	14	—	1	8	66	1	183	17	83	2,022	250,256 20					
Id. 2 ^e id.	76	51	27	4	158	589	13	—	602	665	95	6	117	22	6	—	6	72	3	114	8	88							
Id. 3 ^e id.	87	47	20	1	155	711	23	—	734	798	91	6	149	8	2	—	4	47	5	350	14	194	147	3,921 94					
Assenedo	2	5	—	—	7	65	3	—	68	67	8	2	57	1	—	—	3	—	1	18	1	49	160	6,039 27					
Caprycke	3	3	—	—	6	115	—	—	115	118	3	1	29	1	2	—	8	—	2	22	—	22	115	9,937 00					
Cruyshautem	4	16	1	—	21	143	—	—	143	147	17	7	12	2	—	—	3	3	3	20	3	30	166	11,413 58					
Doynze	1	7	1	—	9	49	3	—	52	50	11	—	33	1	2	—	—	3	3	23	1	21	166	11,413 58					
Eecloo	12	7	3	—	23	236	—	—	236	248	11	2	41	2	—	—	12	1	1	57	—	37	215	15,321 19					
Evergem	2	12	2	—	16	241	6	—	247	243	20	—	93	2	—	—	—	3	4	183	7	72	308	17,025 82					
Ledoberg	—	38	7	—	45	552	—	—	552	552	45	8	70	4	3	—	—	—	—	127	6	67	205	11,049 43					
Loochristy	10	6	3	—	19	—	—	—	—	10	9	6	55	8	—	—	2	20	4	50	1	38	265	8,252 92					
Nazareth	—	1	1	—	2	55	—	—	55	55	2	1	35	1	—	—	1	—	3	5	—	24	173	10,122 85					
Nevele	6	5	2	—	13	62	1	—	63	68	8	3	45	1	—	—	1	7	2	7	—	33	166	4,269 21					
Oosterzeele	3	27	4	—	34	135	—	—	135	138	31	2	73	—	—	—	—	—	2	17	2	65	209	8,316 17					
Somergem	4	5	1	—	10	45	—	—	45	49	6	—	40	—	—	—	5	—	2	10	—	74	153	6,331 40					
Waerschoot	—	—	—	—	—	9	—	—	9	9	—	—	23	—	1	—	—	—	—	24	—	18	90	6,329 45					
TOTAUX	210	295	109	6	620	3,727	64	—	3,791	3,937	474	63	968	67	16	1	48	227	36	1,210	60	924	4,454	375,187 03					

XXXIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.										
	AFFAIRES TERMINÉES										
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.
2	contra-dictoire.	par défaut.	d'incompétence.	7		de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	11		12	
1	3	4	5	6	8	9	10	11	12		
Audenarde	14	15	12	—	41	286	1	—	287	300	28
Grammont	12	13	4	4	33	458	1	—	459	470	22
Herzele	—	8	3	—	11	243	—	—	243	243	11
Hoorobeko-Sainte-Marie	2	12	1	—	15	488	—	—	488	490	13
Nederbrakel	1	9	1	—	11	61	—	—	61	62	10
Ninove	2	21	4	1	28	49	—	—	49	51	26
Renaix	2	48	14	—	64	195	—	—	200	197	67
Sottegem	5	7	1	—	13	218	2	—	220	223	10
TOTAUX	38	133	40	5	216	1,998	9	—	2,007	2,036	187
Termonde	12	10	2	—	24	349	2	—	351	361	14
Alost	—	33	4	—	37	278	7	—	285	278	44
Beveren	7	3	4	—	14	313	—	—	313	320	7
Hamme	—	3	2	—	5	149	2	—	151	149	7
Lokeren	3	27	4	—	34	445	12	—	457	448	43
Saint-Gilles-Waes	—	14	8	—	22	410	—	—	410	410	22
Saint-Nicolas-Waes	—	5	4	—	9	253	—	—	253	253	9
Tamise	—	12	—	2	14	287	—	—	287	287	14
Wetteren	1	—	1	—	2	244	3	—	247	245	4
Zele	14	16	5	—	35	311	1	—	312	325	22
TOTAUX	37	123	24	2	196	3,039	27	—	3,066	3,076	186
Bruges, 1 ^{er} canton	1	19	10	1	31	402	—	—	402	403	30
Id. 2 ^e id.	10	20	10	1	41	495	—	—	495	505	31
Id. 3 ^e id.	8	8	1	—	17	376	2	—	378	384	11
Ardaye	3	3	—	—	6	56	—	—	56	59	3
Ghistelles (1)	5	4	1	—	10	11	—	—	11	16	5
Ostende	—	5	3	—	8	662	1	—	663	662	9
Ruyssedele	—	4	—	—	4	31	—	—	31	31	4
Thielt	1	5	3	—	9	110	—	—	110	111	8
Thourout	2	8	1	—	11	89	—	—	89	91	9
TOTAUX	30	76	29	2	137	2,232	3	—	2,235	2,262	110
Courtrai, 1 ^{er} canton	6	6	1	—	13	101	3	—	104	107	10
Id. 2 ^e id.	28	58	11	—	97	547	4	—	551	575	73
Avolghem	1	1	2	—	4	141	—	—	141	142	3
Harlobeke	9	4	4	—	17	461	2	—	463	470	10
Iseghem	—	1	—	1	2	73	4	—	77	73	6
Menin	5	17	4	—	26	138	1	—	139	143	22
Meulobeke	—	3	—	—	3	48	—	—	48	48	3
Moorslede	3	2	—	—	5	56	—	—	56	59	2
Mouscron	37	12	2	1	52	129	2	—	131	166	17
Oostroosbeke	2	2	1	—	5	61	—	—	61	63	3
Roulers	1	2	2	—	4	12	—	—	12	13	3
TOTAUX	92	108	26	2	228	1,787	16	—	1,783	1,859	152

(1) A cause des entraves mises par l'occupant, la justice de paix de Ghistelles a été empêchée de siéger depuis le 15 octobre 1914; aucune affaire, aussi bien

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.													ACTES NOTARIÉS.	
	ACTES													Actes reçus pro Deo.	Droits d'enregistre- ment perçus.
	Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	Partages et liqui- dations.			Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords ou matière d'acci- dents du travail.	ACTES						
	14	15	16	d'adop- tion.	d'éman- cipation.	de notoriété.	20	21	22	23	24	25			
6	60	3	2	—	22	27	5	37	4	35	403	23,287 72			
6	46	1	2	—	10	47	5	10	1	35	296	12,161 04			
4	63	1	3	—	1	—	5	6	—	53	250	6,129 00			
2	34	2	2	—	—	—	1	14	—	20	76	2,112 77			
7	32	1	—	—	1	6	1	15	—	24	176	10,278 84			
4	55	4	5	—	1	22	4	34	6	53	357	17,057 00			
16	42	2	1	—	—	7	1	39	—	50	166	7,302 07			
4	58	2	3	—	—	12	3	12	—	44	287	9,791 06			
49	390	16	18	—	35	121	25	167	11	323	2,014	88,721 00			
2	101	1	—	—	2	48	—	17	2	130	282	12,475 14			
18	225	—	3	—	5	77	5	88	1	195	835	41,894 82			
1	63	5	1	—	3	4	1	45	2	35	219	9,141 16			
—	57	2	1	—	2	1	4	23	3	45	229	9,906 26			
5	65	3	—	—	2	33	—	58	1	91	277	15,030 08			
4	76	4	—	—	—	—	—	14	—	49	239	7,616 72			
8	83	12	1	—	19	17	2	52	8	100	487	17,383 09			
1	58	15	—	—	11	8	1	20	5	51	138	8,161 13			
—	60	2	1	—	1	19	2	30	—	76	225	4,897 71			
—	67	1	—	—	1	17	—	25	1	50	263	5,836 42			
39	855	45	7	—	46	224	15	381	23	822	3,194	132,342 53			
3	53	1	2	—	11	48	4	17	—	55	—	—			
—	66	2	—	—	8	41	3	59	11	82	628	48,830 12			
7	22	1	—	—	4	17	1	28	2	16	—	—			
—	23	—	—	—	—	6	7	11	—	15	—	—			
—	17	—	—	—	1	—	—	—	—	16	22	88 25			
2	81	3	2	—	11	18	—	32	1	59	34	675 98			
—	31	1	—	—	—	11	—	7	—	22	83	1,189 01			
5	34	7	—	—	1	13	—	8	—	27	72	768 68			
—	21	—	—	—	1	—	1	4	—	14	40	382 94			
17	348	15	4	—	37	154	16	166	14	306	879	51,934 98			
1	67	—	—	—	14	16	—	46	1	57	374	18,144 18			
6	83	3	—	1	5	8	—	102	14	65	—	—			
4	30	—	—	—	1	10	—	20	—	39	112	5,501 42			
2	70	—	—	—	6	1	3	21	—	54	112	5,590 75			
2	43	8	—	—	2	1	5	8	2	32	52	1,380 05			
3	90	20	—	—	—	19	—	18	1	91	118	1,750 26			
—	22	4	—	—	1	11	—	18	—	33	100	2,010 19			
2	35	2	—	—	10	1	—	11	—	28	44	249 22			
4	87	3	—	—	4	17	1	36	—	69	241	13,194 57			
—	25	2	—	—	2	5	2	16	—	22	92	3,253 36			
2	51	5	1	—	5	21	—	42	—	41	74	3,461 25			
26	603	47	1	1	50	110	11	338	18	525	1,319	64,535 25			

civile que de police, ne put être introduite.

XXXIX (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix

CANTONS.	1 ^o JURIDICTION CONTENTIEUSE.										
	AFFAIRES TERMINÉES										
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.
2	contra-dictoire.	par défaut.	d'incompétence.	7		de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	11		12	
1	3	4	5	6	8	9	10	11	12		
Furce.	2	7	1	—	10	209	1	—	201	202	9
Dixmude (1)	—	—	—	—	4	24	—	—	24	25	3
Haringhe.	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	3	9	2	—	14	224	1	—	225	227	12
Ypres, 1 ^{er} canton (2).	—	2	1	—	3	—	—	—	—	—	3
Id. 2 ^e id. (2).	—	—	1	—	1	16	—	—	16	16	1
Hoogblede (3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines (3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paschendale (3).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poperinghe.	6	3	—	—	9	116	—	—	116	122	3
Wervicq (4).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	6	5	2	—	13	132	—	—	132	138	7
Liège, 1 ^{er} canton	207	468	86	3	764	2,143	39	—	2,182	2,350	596
Id. 2 ^e id.	53	200	24	8	285	934	21	—	955	987	253
Dalhem	1	12	2	—	15	152	1	—	153	153	15
Fexhe-Sluis	5	75	7	1	88	130	—	—	130	135	83
Fléron	15	87	13	3	118	674	22	—	696	689	125
Grivegnée	29	219	52	2	302	595	21	—	616	624	294
Herstal	23	128	31	1	183	418	25	—	443	441	185
Hollogne-aux-Pierres	122	366	59	3	541	574	—	22	596	696	441
Louveigné	2	16	3	—	21	72	—	—	72	74	19
Saint-Nicolas	14	93	21	2	130	581	22	—	603	595	138
Seraing	4	59	9	1	73	485	48	—	533	489	117
Waremmes	7	17	2	—	26	171	2	—	173	178	21
TOTAUX	482	1,740	300	24	2,546	6,929	201	22	7,152	7,411	2,287
Huy	6	34	4	—	44	314	7	—	321	320	45
Avennes	6	23	—	2	31	127	—	—	127	133	25
Ferrières	—	—	—	—	—	64	—	—	64	64	—
Héron	4	4	2	—	10	—	13	—	13	4	19
Jehay-Bodegnée	2	5	—	—	7	59	—	—	59	61	5
Landen	4	39	7	2	52	226	—	—	226	230	48
Nandrin	7	10	—	—	17	97	1	—	98	104	11
TOTAUX	29	115	13	4	161	887	21	—	908	916	153

(1) Dès octobre 1914, la justice de paix de Dixmude n'a pu siéger à raison des faits de guerre. Les documents concernant la période écoulée depuis le commencement de l'année judiciaire jusqu'en octobre 1914 ont été détruits par le bombardement.
 (2) Par arrêté royal du 1^{er} février 1915, le siège des justices de paix des 1^{er} et 2^{es} cantons d'Ypres a été provisoirement établi à Poperinghe. Sur 6 audiences tenues en matière civile par la justice de paix du 2^e canton, 10 l'ont été à Ypres et 16 à Poperinghe.
 (3) Les faits de guerre ont empêché le tribunal de fonctionner.
 (4) La justice de paix a fonctionné. Mais les documents ont disparu presque entièrement lors de l'évacuation de Wervicq en 1917.

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2 ^o JURIDICTION GRACIEUSE											ACTES NOTARIÉS.	
	Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Deo.	Nombre.	Droits d'enregistre- ment perçus.	
				d'adoption	d'éman- cipation.	de notoriété.							
				17	18	19							
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
—	15	—	—	—	2	33	—	30	—	8	—	—	
—	30	—	—	—	3	—	—	3	—	15	—		
—	8	—	1	—	—	5	—	—	—	7	—		
—	62	—	1	—	5	38	—	33	—	30	—		
1	12	1	—	—	—	2	—	—	—	20	—		
—	41	—	—	—	—	5	—	—	—	20	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
—	54	1	—	—	3	9	—	10	—	27	—		
—	34	—	—	—	3	8	—	—	—	32	—		
1	141	2	—	—	6	24	—	10	—	105	—		
32	170	13	—	—	7	57	2	393	32	131	2,830		
40	176	42	—	2	17	121	—	371	20	128	171,541 83		
4	23	4	—	—	—	10	—	26	1	13	104		
12	48	1	2	—	—	12	—	51	3	63	305		
17	213	11	—	—	6	41	1	492	8	203	404		
32	69	3	1	—	7	47	—	176	11	110	178		
14	70	3	—	—	18	32	—	123	9	79	188		
45	132	7	—	—	5	1	3	777	17	111	382		
—	55	5	—	—	10	49	—	145	6	91	203		
42	57	2	—	—	6	1	2	511	4	81	211		
24	154	2	—	1	4	79	3	509	33	166	498		
3	30	1	1	—	4	17	1	43	2	33	251		
285	1,197	94	4	3	84	467	12	3,677	146	1,209	5,554		
21	61	3	1	—	—	47	1	115	10	103	763		
2	50	—	1	—	—	2	1	18	—	51	547		
—	12	2	1	—	—	8	3	—	—	10	116		
4	34	—	3	—	—	28	—	68	4	59	414		
1	27	—	4	—	—	23	3	90	2	46	326		
8	31	1	—	—	1	9	5	21	—	18	302		
8	43	—	1	—	10	33	2	63	8	73	317		
44	258	6	11	—	11	150	15	375	24	360	2,784		
											110,656 52		

(1) Dès octobre 1914, la justice de paix de Dixmude n'a pu siéger à raison des faits de guerre. Les documents concernant la période écoulée depuis le commencement de l'année judiciaire jusqu'en octobre 1914 ont été détruits par le bombardement.
 (2) Par arrêté royal du 1^{er} février 1915, le siège des justices de paix des 1^{er} et 2^{es} cantons d'Ypres a été provisoirement établi à Poperinghe. Sur 6 audiences tenues en matière civile par la justice de paix du 2^e canton, 10 l'ont été à Ypres et 16 à Poperinghe. Sur 26 audiences tenues en matière civile par la justice de paix du 1^{er} canton d'Ypres, 4 l'ont été à Ypres et 2 à Poperinghe. Sur 26 audiences tenues en matière civile par la justice de paix du 1^{er} canton d'Ypres, 4 l'ont été à Ypres et 2 à Poperinghe. Sur 26 audiences tenues en matière civile par la justice de paix du 1^{er} canton d'Ypres, 4 l'ont été à Ypres et 2 à Poperinghe.

XXXIX (suite). — Etat par canton, des travaux des juges de paix

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.										
	AFFAIRES TERMINÉES										
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE				NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES		
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.
2	contra-dictoire.	par défaut.	d'incompétence.	7		de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	10		11	12
1	3	4	5	6	8	9	10	11	12		
Verviers	20	71	6	3	100	504	22	—	526	524	102
Aubel	6	22	5	—	33	136	—	—	136	142	27
Dison	4	46	2	2	54	186	5	—	191	190	55
Herve	5	24	2	2	33	96	—	—	96	101	28
Limbourg	3	24	6	1	34	160	6	—	166	163	37
Spa	8	96	19	—	123	199	8	—	207	207	123
Stavelot	3	36	6	—	45	46	—	—	46	49	42
TOTAUX	49	319	46	8	422	1,327	41	—	1,368	1,376	414
Tongres	3	25	4	1	33	380	—	—	380	383	30
Bilsen	20	10	2	—	32	44	—	—	44	64	12
Brée	1	2	—	—	3	40	1	—	41	41	3
Looz	13	10	3	—	26	124	1	—	125	137	14
Maeseyck	2	8	3	—	13	36	—	—	36	38	11
Mechelen	2	8	6	—	16	141	—	—	141	143	14
Sichen-Sussen-Bolré	—	4	—	—	4	51	—	—	51	51	4
TOTAUX	41	67	18	1	127	816	2	—	818	857	88
Hasselt	18	16	6	—	40	350	1	—	351	368	23
Beeringen	3	22	5	—	30	304	—	—	304	307	27
Herck-la-Ville	—	1	1	—	2	172	—	—	172	172	2
Neerpelt	1	12	—	—	13	4	—	—	4	5	12
Peer	2	1	—	—	3	13	—	—	13	15	1
Saint-Trond	9	34	43	—	86	463	10	—	473	472	37
TOTAUX	33	86	55	—	174	1,306	11	—	1,317	1,339	152
Arlon	3	158	3	1	165	68	—	—	68	71	162
Etalle	8	27	—	1	36	64	7	—	71	72	35
Fauvillers	1	10	1	—	12	44	—	—	44	45	11
Florenville	—	5	—	—	5	—	1	—	1	—	6
Messancy	4	28	2	—	34	238	—	—	238	242	30
Virton	—	17	1	—	18	43	—	—	43	43	18
TOTAUX	16	245	7	2	270	457	8	—	465	473	262
Marche	—	33	5	—	38	72	—	—	72	72	38
Durbuy	—	2	—	—	2	22	—	—	22	22	2
Erezée (1)	—	1	—	—	1	1	—	—	1	1	1
Houffalize	1	25	1	3	30	26	—	—	26	27	29
Laroche	17	3	—	1	21	29	—	—	29	46	4
Nassogne	—	1	—	—	1	13	—	—	13	13	1
Vielsalm	—	—	2	—	2	82	1	—	83	82	3
TOTAUX	18	65	8	4	95	245	1	—	246	263	78

(1) Il n'y a pas eu d'audience d'août 1914 à fin mars 1915, par suite du décès du greffier et de l'absence du commis-greffier.

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS.	
	Conseils de famille.	Lovées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Deco.	Nombre.	Droits d'enregis- trément perçus.	
				d'adoption	d'éman- cipation.	de notoriété.							
				17	18	19							
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
21	98	—	—	—	27	56	3	181	12	132	1,254	61,285 64	
—	17	2	—	—	2	1	2	—	—	14	166	8,293 67	
5	43	1	—	—	—	20	—	70	5	39	232	13,471 72	
1	34	1	—	—	6	—	—	17	2	18	290	11,409 74	
10	17	—	—	—	4	31	2	20	2	10	159	4,792 54	
10	68	3	1	—	6	29	2	52	3	52	246	12,440 18	
9	42	1	1	—	2	24	2	—	—	64	217	7,172 60	
56	319	8	2	—	47	161	11	340	24	329	2,564	118,875 09	
2	37	1	1	—	1	72	3	85	2	27	446	11,730 43	
5	38	—	—	—	—	10	1	53	—	39	289	8,978 10	
—	20	1	1	—	—	6	2	20	1	15	155	8,691 04	
2	44	—	—	—	14	2	7	21	2	42	527	22,386 22	
1	43	1	—	—	—	11	—	8	—	42	157	3,835 54	
3	33	—	—	—	—	17	1	27	—	26	171	4,859 65	
—	21	1	—	—	—	—	—	—	—	—	88	1,379 47	
13	236	4	2	—	15	118	14	214	5	191	1,833	61,860 45	
8	38	1	3	—	1	20	4	45	2	50	398	27,236 40	
6	51	2	—	—	1	—	—	43	—	44	268	6,781 61	
—	54	—	—	—	—	2	5	6	4	66	191	4,402 28	
3	37	1	—	—	—	8	—	132	14	24	144	2,520 02	
—	6	—	—	—	1	—	1	3	—	7	131	3,657 27	
13	96	1	10	—	2	2	8	64	10	93	344	15,507 40	
30	282	5	13	—	5	32	18	293	30	284	1,476	60,105 01	
15	30	1	—	—	1	18	—	11	2	21	430	10,481 81	
15	24	—	3	—	4	1	1	7	—	82	227	7,294 54	
2	22	1	2	—	—	—	—	17	2	14	76	1,683 45	
5	23	1	1	—	—	2	—	—	—	20	147	3,160 05	
8	23	—	—	—	—	4	—	10	6	19	144	5,672 17	
6	137	—	—	—	—	29	—	12	—	140	280	8,579 99	
51	259	3	6	—	5	54	1	57	10	296	1,304	36,872 01	
4	22	2	3	—	1	—	2	12	—	17	251	9,229 72	
—	11	—	2	—	1	4	—	2	—	11	210	7,381 78	
—	7	—	—	—	1	3	—	—	—	8	86	2,677 63	
4	23	4	2	—	1	—	—	1	—	17	178	4,872 60	
—	15	—	4	—	2	1	—	3	3	13	309	6,956 65	
2	5	—	—	—	2	2	1	1	1	5	87	2,815 06	
2	16	2	—	—	—	1	—	12	—	13	101	3,602 59	
12	99	8	11	—	6	11	3	31	4	84	1,222	37,569 03	

XXXIX (suite). — Etat par canton, des travaux des juges de paix

CANTONS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.										
	AFFAIRES TERMINÉES										
	SUR CITATION				SUR COMPARUTION VOLONTAIRE			NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES			
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.
contra-dictoire.		par défaut.	d'incompétence.	de la compétence du juge de paix.			excédant la compétence du juge de paix.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Neuchâteau	6	22	7	—	35	29	4	—	33	35	33
Bastogne	7	11	3	—	21	254	—	—	254	261	14
Bouillon	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	—
Paliseul	9	11	1	—	21	20	1	—	21	29	13
Saint-Hubert	—	15	2	—	17	—	2	—	2	—	19
Sibret	1	4	—	—	5	39	—	—	39	40	4
Wellin	—	6	—	—	6	—	—	—	—	—	6
TOTAUX	23	69	13	—	105	344	7	—	351	367	89
Namur, 1 ^{er} canton (Nord)	23	207	49	—	279	115	18	—	133	138	274
Id. 2 ^e id. (Sud)	52	32	5	—	89	794	1	—	795	846	38
Audenno	10	37	11	—	58	113	—	—	113	123	48
Eghezé	—	5	—	—	5	97	4	—	101	97	9
Fosses	44	75	4	—	123	325	10	—	335	369	89
Gembloux	13	67	13	—	93	526	2	—	528	539	82
TOTAUX	142	423	82	—	647	1,970	35	—	2,005	2,112	540
Dinant (1)	13	31	4	—	48	18	11	—	29	31	46
Beauraing	19	7	2	—	38	98	—	—	98	117	19
Ciney	2	18	9	—	19	90	1	—	91	92	18
Couvin	2	11	—	—	13	3	3	—	6	5	14
Florennes	7	3	1	—	11	79	4	—	83	86	8
Gedinne	1	6	—	—	7	58	—	—	58	59	6
Philippeville	—	5	1	—	6	48	—	—	48	48	6
Rochefort	35	55	13	1	104	432	1	—	433	467	70
Walcourt	—	4	—	—	4	83	—	—	83	83	4
TOTAUX	79	140	30	1	250	909	20	—	929	988	191

(1) A raison de la destruction de la ville de Dinant aucune audience n'a pu se tenir avant le 26 mai 1915.

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS.	
	Conseils de famille.	Lévées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Dro.	Nombre.	Droits d'enregistre- ment perçus.	
				d'adoption	d'éman- cipation.	de notoriété.							
													17
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
19	44	—	—	—	2	16	—	7	—	31	499	20,549 40	
10	25	—	3	—	—	—	—	3	—	20	268	11,172 58	
—	16	2	1	—	—	10	—	1	—	25	142	4,585 74	
6	44	—	—	—	4	2	1	3	1	21	197	24,340 65	
9	28	—	1	—	2	1	—	8	3	22	341	10,056 06	
—	21	—	—	—	1	1	1	6	—	16	145	5,563 59	
—	16	1	—	—	—	7	1	8	—	11	184	7,256 89	
44	197	3	5	—	9	37	3	36	4	149	1,776	83,524 91	
15	122	5	2	—	24	74	4	1,305	6	98	1,498	94,516 97	
19	61	2	5	—	3	129	11	30	—	49	500	15,325 97	
4	127	1	1	—	4	24	2	76	5	124	424	13,629 24	
1	55	2	3	—	4	2	1	12	—	60	676	31,975 11	
5	214	2	43	—	7	133	13	451	10	305	740	27,490 40	
18	56	4	3	—	4	39	3	71	3	5	3,838	182,937 69	
62	635	16	57	—	46	401	34	1,954	24	641	3,838	182,937 69	
4	140	4	—	—	—	103	—	94	6	57	457	14,250 92	
9	38	3	2	—	1	1	2	28	—	40	323	11,044 76	
4	62	—	—	—	5	15	—	21	2	52	637	19,469 84	
—	36	—	—	—	7	9	2	7	—	1	333	12,308 58	
6	31	—	2	—	4	11	1	15	—	33	268	6,504 68	
2	31	—	—	—	—	2	—	—	—	27	128	4,753 60	
3	26	4	2	—	9	17	—	15	—	20	233	18,174 38	
12	30	5	3	—	14	45	3	11	—	78	259	15,010 16	
2	22	3	1	—	4	—	—	58	—	43	180	9,999 15	
42	416	19	10	—	44	203	8	249	8	351	2,818	111,608 07	

RÉCAPITULATION

XXXIX (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix

pendant l'année judiciaire 1914-1915. — Actes notariés. (Année 1915.)

ARRONDISSEMENTS.	1° JURIDICTION CONTENTIEUSE.											Ju- gements rendus avant de statuer au fond.	2° JURIDICTION GRACIEUSE.											ACTES NOTARIÉS.	
	AFFAIRES TERMINÉES												ACTES											Nombre.	Droits d'enregistre- ment perçus.
	SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE			NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES				Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES			Partages et liqui- dations.	Déclara- tions d'acci- dents du travail.	Accords en matière d'acci- dents du travail.	Actes reçus pro Dco.			
	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement			Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.)		Nombre des affaires sur comparu- tion volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.					d'adoption	d'éman- cipation.	de notoriété.							
2	3	4	5	6		7	8	9		10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Bruxelles	1,138	3,020	613	105	4,906	18,925	152	—	19,077	20,083	3,920	550	2,357	355	11	2	107	1,120	57	2,091	153	2,020	14,188	997,928 06	
Louvain	106	226	39	5	376	2,885	18	1	2,904	2,991	289	64	672	8	12	—	16	160	13	269	9	584	3,525	133,727 69	
Nivelles	75	177	45	4	301	977	34	—	1,011	1,052	260	78	366	16	19	—	28	185	22	499	16	453	3,612	160,425 38	
Anvers	660	833	364	24	1,881	10,103	86	—	10,189	10,763	1,307	190	896	70	4	—	47	397	12	1,403	64	830	4,099	226,246 27	
Malines	31	155	23	1	210	837	6	—	843	868	185	70	337	4	9	—	13	109	5	93	12	385	1,306	50,332 06	
Turnhout	63	81	13	—	157	938	13	—	951	1,001	107	20	277	3	8	—	24	112	19	158	4	243	2,291	100,159 84	
Mons	236	664	229	7	1,186	8,395	66	—	8,461	8,631	966	84	806	71	18	2	15	261	28	1,313	70	1,007	4,929	272,861 25	
Charleroi	297	1,212	300	48	1,857	10,748	168	—	10,916	11,045	1,728	256	970	60	26	1	46	341	17	1,462	146	1,134	7,037	314,674 30	
Tournai	48	150	25	6	229	1,610	52	—	1,662	1,658	233	62	439	48	9	2	29	188	10	734	25	441	3,529	170,023 86	
Gand	210	295	109	6	620	3,727	64	—	3,791	3,937	474	63	968	67	16	1	48	227	36	1,210	60	924	4,454	375,187 03	
Audenarde	38	133	40	5	216	1,998	9	—	2,007	2,036	187	49	390	16	18	—	35	121	25	167	11	323	2,014	88,721 00	
Termonde	37	123	34	2	196	3,039	27	—	3,066	3,076	186	39	855	45	7	—	46	224	15	381	23	822	3,194	132,342 53	
Bruges	30	76	29	2	137	2,232	3	—	2,235	2,262	110	17	348	15	4	—	37	154	16	166	14	306	879	51,934 98	
Courtrai	92	108	26	2	228	1,767	16	—	1,783	1,859	152	26	603	47	1	1	50	110	11	338	18	525	1,319	54,535 25	
Furnes	3	9	2	—	14	224	1	—	225	227	12	—	62	—	1	—	5	38	—	33	—	30	—	—	—
Ypres	6	5	2	—	13	132	—	—	132	138	7	1	141	2	—	—	6	24	—	10	—	105	—	—	—
Liège	482	1,740	300	24	2,546	6,929	201	22	7,152	7,411	2,287	265	1,197	94	4	3	84	467	12	3,677	146	1,209	5,554	279,540 01	
Huy	29	115	13	4	161	887	21	—	908	916	153	44	258	6	11	—	11	150	15	375	24	360	2,784	110,056 52	
Verviers	49	319	46	8	422	1,327	41	—	1,368	1,376	414	56	319	8	2	—	47	161	11	340	24	320	2,564	118,875 09	
Tongres	41	67	18	1	127	816	2	—	818	857	88	13	236	4	2	—	15	118	14	214	5	191	1,838	61,860 45	
Hasselt	33	86	55	—	174	1,306	11	—	1,317	1,339	152	30	282	5	13	—	5	32	18	203	30	284	1,476	60,105 01	
Arlon	16	245	7	2	270	457	8	—	465	473	262	51	259	3	6	—	5	54	1	57	10	296	1,304	36,872 01	
Marche	18	65	8	4	95	245	1	—	246	263	78	12	99	8	11	—	6	11	3	31	4	84	1,222	37,569 03	
Neufchâteau	23	69	13	—	105	344	7	—	351	367	89	44	197	3	5	—	9	37	3	36	4	140	1,776	83,524 91	
Namur	142	423	82	—	647	1,970	35	—	2,005	2,112	540	62	635	16	57	—	46	401	34	1,954	24	611	3,838	182,937 69	
Dinant	79	140	30	1	250	909	20	—	929	988	191	42	416	19	10	—	44	203	8	249	8	351	2,818	111,606 07	
Cour d'appel de																									
Bruxelles	2,654	6,518	1,681	200	11,053	55,418	595	1	56,014	58,072	8,995	1,437	8,088	702	132	8	373	3,100	219	9,232	550	8,021	44,496	2,435,380 51	
Gand	416	749	242	17	1,424	13,119	120	—	13,239	13,535	1,128	132	2,399	125	31	1	179	671	67	1,095	66	2,111	11,761	701,346 52	
Liège	912	3,260	572	44	4,797	15,190	347	22	15,559	16,102	4,254	619	3,898	166	121	3	272	1,634	119	7,226	279	3,894	25,169	1,083,546 79	
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,982	10,536	2,495	261	17,274	83,727	1,062	23	84,812	87,709	14,377	2,188	14,385	993	284	12	824	5,405	405	17,553	904	14,026	81,426	4,220,273 82	

XXXIX^{bis}. — Etat des affaires des tribunaux d'arbitrage pendant l'année judiciaire 1914-1915.
(Arrêtés du Gouverneur général allemand des 10 février et 27 mars 1915.)

TRIBUNAUX.	AFFAIRES TERMINÉES				TRIBUNAUX.	AFFAIRES TERMINÉES			
	par jugement		d'une autre manière.	TOTAL.		par jugement		d'une autre manière.	TOTAL.
	contra-dictoire.	par défaut.				contra-dictoire.	par défaut.		
Bruxelles, 1 ^{er} canton . . .	612	86	96	794	Charleroi Nord	220	44	10	274
" 2 ^e canton	198	34	42	274	" Sud	165	54	14	233
" 3 ^e canton	422	25	27	474	Junet	32	5	5	42
Anderlecht	233	55	65	353	Marchienne-au-Pont . . .	18	9	7	34
Ixelles, 1 ^{er} canton	99	30	46	175					
" 2 ^e canton	109	11	6	126	" TOTAUX	435	112	36	583
Laeken	90	33	5	128	Tournai	83	4	18	105
Molenbeek-St-Jean	77	27	18	122					
Saint-Gilles	120	25	250	395	" TOTAUX	83	4	18	105
St-Josse-ten-Noode	195	23	113	331	Liège, 1 ^{er} canton	292	61	95	448
Schaerbeek, 1 ^{er} canton . . .	201	20	29	250	" 2 ^e canton	343	52	104	499
" 2 ^e canton	213	25	43	281	Herstal	13	3	9	25
Uccle	217	29	25	271	Seraing	49	27	8	84
" TOTAUX	2.786	423	765	3.974	" TOTAUX	697	143	216	1.056
Louvain, 2 ^e canton	42	10	6	58	Verviers	137	16	17	170
" TOTAUX	42	10	6	58	" TOTAUX	137	16	17	170
Anvers, 1 ^{er} canton	200	49	21	270	Namur Nord	60	12	2	74
" 2 ^e canton	138	88	58	284	" Sud	126	12	28	166
" 3 ^e canton	124	69	31	224	" TOTAUX	186	24	30	240
" 4 ^e canton	178	112	81	371					
Berchem	119	61	22	202	" RÉCAPITULATION				
Borgerhout	118	44	21	183	" PAR ARRONDISSEMENT				
" TOTAUX	877	423	234	1.534	Bruxelles	2.786	423	765	3.974
Malines, 1 ^{er} canton	14	1	3	18	Louvain	42	10	6	58
" 2 ^e canton	16	7	5	28	Anvers	877	423	234	1.534
" TOTAUX	30	8	8	46	Malines	30	8	8	46
Turnhout	—	—	—	—	Turnhout	—	—	—	—
" TOTAUX	—	—	—	—	Mons	165	61	34	260
Mons	117	48	24	189	Charleroi	435	112	36	583
La Louvière	48	13	10	71	Tournai	83	4	18	105
" TOTAUX	165	61	34	260	Liège	697	143	216	1.056
					Verviers	137	16	17	170
					Namur	186	24	30	240
					Cour d'appel { Bruxelles	4.418	1.041	1.101	6.560
					" de { Liège	1.020	183	263	1.466
					" (1) TOTAUX	5.438	1.224	1.364	8.026

(1) Les arrêtés du gouverneur général allemand des 10 février et 27 mars 1915 n'ont été mis en vigueur dans le rayon des Etapes de la 4^{me} armée que par arrêté du commandant supérieur de la 4^{me} armée, en date du 3 mars 1916. (Bulletin officiel des arrêtés pour le rayon des Etapes de la 4^{me} armée, du 15 mars 1916.) Aucun tribunal d'arbitrage n'a donc été institué avant cette dernière date dans le ressort de la Cour d'appel de Gand.

XL. — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATIONS DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accor-dées.	re-jetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déséré.	Référé.	
Bruxelles 1 ^{er} canton	33	2	1	—	2	4	—	2	—	204
" Id. 2 ^e id.	40	27	5	3	16	11	—	1	—	276
" Id. 3 ^e id.	29	5	9	5	31	22	—	8	—	190
Anderlecht	31	8	21	7	70	9	—	2	—	151
Assche	15	—	6	4	36	12	—	—	—	—
Hal	7	—	9	6	39	15	8	4	—	51
Ixelles 1 ^{er} canton	43	2	7	5	24	15	—	4	—	94
" Id. 2 ^e id.	25	2	5	7	42	18	—	4	—	145
Laeken	51	—	28	15	102	13	—	3	—	171
Leunick-Saint-Quentin	3	2	4	15	45	9	4	3	1	52
Molenbeek-Saint-Jean	11	1	8	1	32	10	—	—	—	83
Saint-Gilles	71	—	22	22	38	6	—	3	—	259
Saint-Josse-ten-Noode	68	—	14	9	61	51	2	5	—	238
Schaerbeek 1 ^{er} canton	38	4	10	6	47	45	—	7	—	103
" Id. 2 ^e id.	32	—	4	2	14	11	4	1	—	110
Uccle	40	1	14	12	109	24	—	8	—	420
Vilvorde	11	—	33	0	105	18	—	5	—	27
Wolverthem	9	—	10	4	24	3	1	—	—	3
" TOTAUX	560	54	210	132	840	299	19	67	1	2.580
Louvain 1 ^{er} canton (1)	9	—	17	2	34	9	3	5	—	64
" Id. 2 ^e id.	—	—	3	—	18	2	—	—	—	11
Aerschot	—	—	4	3	16	—	2	—	—	22
Diest	4	—	—	1	2	—	—	—	—	7
Glabbeek	—	2	—	—	85	3	—	2	—	7
Haccht	3	—	20	—	5	3	—	2	—	10
Léau	—	—	—	4	5	3	—	—	—	13
Tirlemont	9	—	2	7	16	4	—	2	—	—
" TOTAUX	25	2	46	17	176	21	5	11	—	134
Nivelles	21	1	6	—	25	2	2	2	—	36
Genappe	—	—	1	1	6	2	—	—	—	4
Jodoigne	—	—	4	2	16	6	2	6	—	62
Perwez	1	—	1	8	27	2	1	5	—	12
Watre	10	—	5	11	31	—	—	4	—	15
" TOTAUX	32	1	17	22	105	12	5	17	—	129

(1) Par suite des événements de la guerre, le tribunal de première instance de Louvain avait, conformément à l'article 8 de la loi du 18 juin 1869, renvoyé devant le juge de paix du 2^e canton de Louvain toutes les affaires ressortissant au 1^{er} canton.

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1 ^{er} canton	28	1	7	—	18	10	3	2	—	187
Id. 2 ^e id.	34	—	—	12	14	17	—	2	—	226
Id. 3 ^e id.	26	1	5	2	13	22	—	2	—	156
Id. 4 ^e id.	44	—	4	—	15	28	—	2	—	488
Berchem	8	—	—	1	1	4	2	1	—	83
Boom	11	—	2	2	16	8	—	2	—	336
Borgerhout	15	—	4	2	10	14	2	—	—	63
Brecht	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contich	2	—	22	13	77	—	—	5	—	59
Eeckeren	5	—	—	—	—	2	—	2	—	22
Santhoven	1	—	—	—	—	—	—	—	—	9
TOTAUX	174	2	44	32	164	105	7	18	—	1,631
Malines 1 ^{er} canton (Nord)	2	—	2	—	15	1	—	3	—	31
Id. 2 ^e canton (Sud)	3	—	21	—	83	11	—	4	—	3
Duffel	—	—	18	—	66	—	—	2	—	19
Heyst-op-den-Berg	2	—	8	2	29	—	—	—	—	9
Lierre	5	—	22	—	109	—	—	—	—	14
Puers	2	—	8	1	21	—	1	1	—	8
TOTAUX	14	—	79	3	323	12	1	10	—	111
Turnhout	1	—	—	—	—	—	1	—	—	24
Arendonck	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Herenthals	4	—	2	1	19	—	2	1	—	—
Hoogstraeten	—	—	1	—	1	—	—	1	—	3
Moll	—	—	—	2	2	—	—	2	—	21
Westerloo	—	—	—	4	8	—	—	6	—	5
TOTAUX	6	—	3	7	30	—	3	10	—	53
Mons	3	29	4	6	41	9	2	2	—	66
Boussu	72	—	2	4	17	—	2	4	—	120
Chièvres	2	—	—	—	—	—	5	—	—	18
Dour	15	13	2	1	4	8	15	1	—	33
Enguien	—	—	4	8	33	1	1	2	—	12
La Louvière	—	—	—	—	—	8	2	—	—	42
Lens	10	—	1	8	28	—	1	2	—	5
Pâturages	11	—	4	6	31	4	1	—	—	27
Rœulx	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Soignies	10	—	—	2	4	—	2	1	—	6
TOTAUX	132	42	20	35	158	30	31	12	—	329

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Charleroi (Nord)	20	1	3	3	15	13	—	—	—	107
Id. (Sud)	32	1	4	4	34	11	—	3	—	42
Beaumont	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
Binche	20	—	7	6	27	16	1	2	—	34
Châtelet	17	1	—	4	15	1	5	1	—	27
Chimay	4	—	16	5	77	2	3	4	—	—
Fontaine-l'Évêque	17	4	4	7	33	10	4	6	—	77
Gosselies	13	1	7	1	22	—	1	4	—	57
Jumet	16	—	6	7	34	17	—	3	—	69
Marchienne-au-Pont	23	—	9	—	47	—	—	—	—	32
Merbes-le-Château	4	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Senefle	19	—	2	—	4	4	1	1	—	37
Thuin	1	—	—	—	—	—	—	1	—	27
TOTAUX	186	8	59	37	310	83	16	25	—	517
Tournai	9	1	9	5	47	—	—	1	—	18
Antoing	—	—	2	—	3	—	—	—	—	5
Ath	3	—	2	—	3	1	2	—	—	14
Celles	3	—	4	—	7	—	—	—	—	7
Flobecq	—	—	2	2	13	—	3	—	—	16
Frasnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	8	—	—	—	—	—	1	—	—	6
Leuze	1	—	2	—	2	1	—	1	—	108
Péruwelz	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Quouvancamps	—	—	4	1	20	—	1	—	—	4
Templeuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	25	1	25	8	95	2	7	2	—	178
Gand 1 ^{er} canton	—	—	4	2	12	—	2	—	—	100
Id. 2 ^e id.	16	4	2	5	17	7	4	1	—	370
Id. 3 ^e id.	12	—	—	—	7	—	—	2	—	230
Assenede	1	—	1	—	2	—	—	—	—	8
Caprycke	—	—	—	—	—	1	—	1	—	3
Cruyshautem	—	—	—	—	—	5	1	—	—	7
Deynze	2	—	1	—	4	—	—	—	—	8
Eeloo	4	—	2	—	7	—	—	—	—	9
Evergem	8	—	2	—	6	—	—	—	—	22
Ledeberg	33	5	8	—	7	3	—	—	—	50
Loochristy	2	—	7	—	—	—	—	—	—	42
Nazareth	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2
Nevele	—	—	2	—	3	—	1	—	—	9
Oosterzele	2	—	2	1	—	—	—	—	—	—
Somergem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Waerschoot	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	83	9	31	8	58	24	8	4	—	959

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Audenarde	2	—	—	2	2	—	—	2	—	—
Grammont	—	—	4	4	14	3	4	—	—	73
Herzele	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—
Hoorebeke-Sainte-Marie	1	—	2	3	6	—	—	—	—	7
Nederbrakel	—	—	2	2	13	—	2	3	—	20
Ninove	1	—	5	—	15	2	9	—	—	27
Renaix	—	—	14	4	37	—	8	—	—	34
Sottagem	—	—	—	—	—	1	3	—	—	23
TOTAUX	4	—	27	16	88	6	26	6	—	184
Termonde	7	2	—	1	2	—	—	—	—	9
Alost	—	3	—	—	—	—	—	—	—	9
Beveren	10	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Hamme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Lokeren	7	1	2	4	12	—	—	—	—	17
Saint-Gilles-Waes	—	—	2	—	4	—	—	—	—	6
Saint-Nicolas-Waes	3	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Tamise	3	—	—	—	—	2	—	—	—	5
Wetteren	—	1	—	3	4	8	8	3	—	32
Zele	8	—	—	—	—	—	—	—	—	14
TOTAUX	47	7	4	8	22	10	8	3	—	111
Bruges, 1 ^{er} canton	1	—	—	1	2	2	—	—	—	11
Id. 2 ^e id.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	28
Id. 3 ^e id.	1	—	—	2	5	1	1	1	—	33
Ardoye	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Ghistelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—
Ruyssede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Thielt	3	—	3	5	8	—	—	—	—	7
Thourout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
TOTAUX	8	—	4	8	15	4	1	2	—	92
Courtrai, 1 ^{er} canton	4	—	—	—	—	1	—	—	—	4
Id. 2 ^e id.	4	—	—	2	—	—	—	—	—	13
Avelghem	—	—	1	—	2	—	—	—	—	1
Harlebeke	4	—	—	—	—	—	—	1	—	6
Iseghem	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2
Menin	2	—	2	1	5	—	—	1	—	18
Meulebeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moorslede	2	—	1	—	3	—	—	—	—	5
Mouscron	1	—	—	—	—	—	—	—	—	16
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Roulers	1	—	1	—	3	—	—	—	—	8
TOTAUX	18	—	5	3	13	2	2	2	—	77

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans expert.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Furnes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Dixmude	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Nieuport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Ypres, 1 ^{er} canton	—	—	2	—	5	—	—	—	—	3
Id. 2 ^e id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hooghledo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Messines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Poperinghe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Wervicq	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	2	—	5	—	1	—	—	16
Liège, 1 ^{er} canton	49	—	7	—	15	12	2	1	—	291
Id. 2 ^e id.	47	—	11	7	65	30	—	4	—	505
Dalhem	—	—	4	—	12	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	9	1	2	—	8	1	1	6	—	26
Fléron	20	—	9	—	34	25	5	1	—	59
Grivegnée	25	—	7	1	30	11	4	1	—	108
Herstal	14	—	8	1	25	16	1	1	—	219
Hollogne-aux-Pierres	51	—	13	4	56	3	2	2	—	10
Louveigné	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	10	—	1	2	5	28	—	—	—	91
Seraing	16	—	1	—	3	14	4	1	—	56
Waremmé	3	—	—	—	—	—	—	1	—	11
TOTAUX	244	1	63	15	253	140	19	18	—	1,395
Huy	9	—	6	—	14	—	1	—	—	23
Avennes	—	—	—	2	2	2	—	2	—	12
Ferrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Héron	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	3	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Landen	2	—	1	9	31	2	—	—	—	8
Nandrin	—	3	1	—	6	—	—	—	—	13
TOTAUX	14	3	10	11	53	4	1	2	—	60

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accor-dées.	re-jetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Verviers	26	1	6	4	26	9	3	2	—	300
Aubel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dison	7	—	1	3	9	1	1	—	—	27
Herve	1	—	1	—	4	1	—	—	—	5
Limbourg	—	3	—	2	3	2	—	1	—	10
Spa	—	6	5	1	14	2	—	—	—	129
Stavelot	4	1	7	2	28	4	5	—	—	—
TOTAUX	38	11	20	12	84	19	9	3	—	480
Tongres	2	2	—	2	4	2	—	1	—	5
Bilsen	—	—	—	—	—	1	—	2	—	14
Grée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Looz	4	—	2	—	5	—	—	—	—	6
Maesoyck	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Meehelen	4	—	1	—	—	—	1	—	—	12
Sichen-Sussen Bolré	—	—	2	—	2	—	—	1	—	—
TOTAUX	10	2	5	2	11	3	1	4	—	45
Hasselt	4	—	2	—	16	4	—	—	—	6
Beeringen	—	—	1	2	5	—	—	1	—	15
Herve-la-Ville	1	—	—	—	—	1	1	—	—	6
Neerpelt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Saint-Trond	4	1	6	3	37	3	—	2	—	28
TOTAUX	9	1	9	5	58	8	1	3	—	58
Arlon	—	—	4	2	11	4	7	2	—	84
Etalle	—	—	7	5	27	2	3	—	—	70
Fauvillers	2	—	1	1	8	2	1	2	—	9
Florenville	—	—	2	—	—	—	—	—	—	4
Messancy	3	—	1	—	8	2	4	—	—	30
Virton	2	—	—	3	13	5	1	1	—	5
TOTAUX	7	—	15	11	67	15	16	5	—	202
Marche	1	—	2	4	12	1	1	—	—	12
Durbuy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	—	—	2	4	13	—	4	1	—	13
Laroche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nassogne	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Vielsalm	1	—	1	—	4	—	—	—	—	1
TOTAUX	2	—	5	9	30	1	5	1	—	28

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure. (Année judiciaire 1914-1915.)

CANTONS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accor-dées.	re-jetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Neufchâteau	—	—	5	8	31	7	2	—	—	3
Bastogne	—	—	8	4	12	—	—	3	—	9
Bouillon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paliseul	—	—	1	1	7	1	1	1	—	7
Saint-Hubert	—	—	8	—	11	—	1	—	—	3
Sibret	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	—	—	—	—	—	—	—	3	—	7
TOTAUX	—	—	22	13	61	8	4	7	—	29
Namur, 1 ^{er} canton (Nord)	13	—	—	—	—	13	—	—	—	35
Id. 2 ^e id. (Sud)	7	—	5	1	12	7	2	2	—	202
Andenne	3	—	2	4	24	3	—	—	—	13
Eghezée	—	—	2	—	22	—	—	—	—	6
Fosses	4	1	—	—	—	—	2	—	—	31
Gembloux	5	—	9	5	34	—	1	3	—	6
TOTAUX	32	1	18	10	92	23	5	5	—	293
Dinant (1)	—	—	8	—	19	4	3	4	—	—
Beauraing	—	—	7	4	35	1	1	—	—	18
Ciney	3	—	3	—	13	6	—	—	—	5
Convin	1	—	7	—	29	—	—	—	—	6
Florennes	—	—	2	2	12	6	—	—	—	6
Gedinne	—	—	—	4	9	—	—	1	—	2
Philippeville	1	—	2	—	13	1	—	—	—	3
Rochefort	14	—	4	6	45	—	3	1	—	15
Walcourt	—	—	2	—	16	—	—	—	—	—
TOTAUX	19	—	35	16	191	18	7	6	—	49

(1) A raison de la destruction de la ville de Dinant aucune audience n'a pu se tenir avant le 26 mai 1915.

RÉCAPITULATION.

XL (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

ARRONDISSEMENTS.	AUTORISATION DE PLAIDER SANS FRAIS		ENQUÊTES ORDONNÉES PAR LE JUGE DE PAIX			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts.	PRESTATION DU SERMENT EN MATIÈRE CONTENTIEUSE		Remises de causes en matière contentieuse.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	500	54	210	132	840	299	19	67	1	2,580
Louvain	25	2	46	17	176	21	5	11	—	134
Nivelles	32	1	17	22	105	12	5	17	—	129
Anvers	174	2	44	32	164	105	7	18	—	1,631
Malines	14	—	79	3	323	12	1	10	—	111
Turnhout	6	—	3	7	30	—	3	10	—	53
Mons	132	42	20	35	158	30	31	12	—	329
Charleroi	186	8	59	37	310	83	16	25	—	517
Tournai	25	1	25	3	95	2	7	2	—	178
Gand	83	9	31	8	58	24	8	4	—	959
Audenarde	4	—	27	16	88	6	26	6	—	184
Termonde	47	7	4	8	22	10	8	3	—	111
Bruges	8	—	4	8	15	4	1	2	—	92
Courtrai	18	—	5	3	13	2	2	2	—	77
Furnes	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Ypres	—	—	2	—	5	—	1	—	—	16
Liège	244	1	63	15	253	140	10	18	—	1,395
Huy	14	3	10	11	53	4	1	2	—	60
Verviers	38	11	20	12	84	19	9	3	—	480
Tongres	10	2	5	2	11	3	1	4	—	45
Hasselt	9	1	9	5	58	8	1	3	—	58
Arlon	7	—	15	11	67	15	16	5	—	202
Marche	2	—	5	9	30	1	5	1	—	26
Neufchâteau	—	—	22	13	61	8	4	7	—	29
Namur	32	1	18	10	92	23	5	5	—	293
Dinant	19	—	35	16	191	18	7	6	—	49
Cour d'appel de										
Bruxelles	1,154	110	503	293	2,201	564	94	172	1	5,602
Gand	161	16	73	43	201	46	46	17	—	1,443
Liège	375	19	202	104	900	239	68	54	—	2,037
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,690	145	778	440	3,302	849	208	243	1	9,742

2^e TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre I^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

XLI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	AFFAIRES A JUGER						AFFAIRES TERMINÉES								Nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année judiciaire.
	ANCIENNES			Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire			PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES			par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décretement transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	or-dinaires.	som-maires.	Nombre des affaires à juger.	sur plai-ries.	sur conclu-sions.	sur in-struction par écrit.						
Bruxelles	6,935	2	10	760	710	8,417	344	105	—	435	884	222	226	1,332	7,085
Louvain	(1) —	—	3	33	19	55	14	—	—	11	25	4	—	29	29
Nivelles	151	—	—	42	24	217	22	—	—	15	37	6	1	44	173
Anvers	2,068	—	2	152	424	2,646	117	19	—	148	284	23	8	315	2,331
Malines	117	—	—	13	19	149	15	3	—	1	19	3	—	22	127
Turnhout	32	1	—	8	3	44	2	2	—	1	5	3	—	8	36
Mons	795	14	3	73	35	920	50	7	—	42	99	121	22	242	678
Charleroi	1,452	13	2	211	51	1,729	61	22	—	87	170	28	74	272	1,457
Tournai	308	2	—	24	23	357	8	—	—	9	17	19	—	36	321
Gand	245	—	—	129	81	455	63	4	—	48	115	45	—	160	295
Audenarde	108	—	—	23	14	145	6	1	—	13	20	11	—	31	114
Termonde	(1) —	—	—	16	27	43	10	—	—	11	21	—	—	21	22
Bruges	202	—	—	26	31	259	12	7	—	19	38	20	15	73	186
Courtrai	283	2	1	11	14	311	9	2	—	6	17	2	—	19	292
Furnes	29	—	—	2	3	34	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Ypres	(2) 43	—	—	2	1	46	—	—	—	—	—	1	—	1	45
Liège	(2) 1,139	2	—	139	83	1,363	77	6	—	24	107	57	2	166	1,197
Huy	173	—	—	22	11	206	20	5	—	5	30	3	—	33	173
Verviers	235	2	—	83	75	395	52	5	—	46	103	22	—	125	270
Tongres	23	—	—	8	10	41	7	2	—	2	11	5	—	16	25
Hasselt	72	2	—	17	11	102	19	4	—	4	27	7	10	44	58
Arlon	30	—	—	10	3	43	4	2	—	3	9	—	—	9	34
Marche	97	—	—	5	2	104	1	3	—	1	5	1	—	6	98
Neufchâteau	62	3	—	9	4	78	15	1	—	2	18	2	—	20	58
Namur	664	—	2	45	15	726	17	—	—	6	23	4	—	27	699
Dinant	397	1	—	29	21	448	9	—	—	4	13	4	—	17	431
Cour d'appel de Bruxelles	11,858	32	20	1,316	1,308	14,534	633	158	—	749	1,540	429	331	2,300	12,234
Gand	910	2	1	209	171	1,293	100	14	—	97	211	79	15	305	988
Liège	2,892	10	2	367	235	3,506	221	28	—	97	346	105	12	463	3,043
TOTAUX GÉNÉRAUX	15,660	44	23	1,892	1,714	19,333	954	200	—	943	2,097	613	358	3,068	16,265

(1) Le palais de justice ayant été détruit lors de l'incendie de la ville de Louvain les archives ont disparu et le nombre des affaires pendantes au commencement de l'année judiciaire n'a pu être reconstitué.
 (2) Chiffre rectifié par suite de renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

XLII. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	DURÉE DES INSTANCES A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU RÔLE.											
	AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT.						AFFAIRES RESTANT A JUGER.					
	Inscrites						Inscrites					
	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	584	109	97	78	16	884	257	458	1,213	3,772	1,385	7,085
Louvain (1)	22	3	—	—	—	25	12	11	3	—	—	26
Nivelles	7	11	4	11	4	37	25	13	13	96	26	173
Anvers	203	36	30	13	2	284	157	236	201	1,251	486	2,331
Malines	13	4	—	2	—	19	10	3	—	106	8	127
Turnhout	5	—	—	—	—	5	4	—	1	24	7	36
Mons	28	8	13	40	10	99	35	22	12	400	119	678
Charleroi	71	26	44	24	5	170	283	392	352	218	212	1,457
Tournai	1	5	8	3	—	17	20	7	4	192	98	321
Gand	66	25	2	22	—	115	2	29	99	139	35	295
Audenarde	7	1	5	7	—	20	12	8	1	82	11	114
Termonde	18	3	—	—	—	21	14	8	—	—	—	22
Bruges	4	4	13	15	2	38	11	6	10	136	14	186
Courtrai	12	3	1	—	1	17	3	4	2	274	9	292
Furnes	—	—	—	—	—	—	1	—	4	22	7	34
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	10	24	11	45
Liège	17	20	13	51	6	107	110	29	11	856	191	1,197
Huy	16	9	1	3	1	30	12	10	5	87	59	173
Verviers	38	22	29	12	2	103	50	21	18	150	31	270
Tongres	7	3	1	—	—	11	18	5	2	—	—	25
Hasselt	7	4	5	10	1	27	8	6	1	31	9	58
Arlon	7	—	1	1	—	9	3	1	1	26	3	34
Marche	5	—	—	—	—	5	1	—	1	53	43	98
Neufchâteau	8	3	—	7	—	18	6	1	10	26	15	58
Namur	13	2	4	4	—	23	37	14	9	318	321	699
Dinant	6	4	—	3	—	13	29	10	—	375	17	431
Cour d'appel de Bruxelles	934	292	196	171	37	1,540	803	1,142	1,799	6,149	2,341	12,234
Gand	107	36	21	44	3	211	43	55	126	677	87	988
Liège	124	67	54	91	10	346	274	97	58	1,925	689	3,043
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,165	305	271	398	50	2,097	1,120	1,294	1,983	8,751	3,117	16,265

XLIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles les jugements ont été rendus.	Nombre total des affaires terminées par juge- ments.	Nombre des jugements		Nombre des jugements		Jugements rendus après communication au ministère public				Total des juge- ments rendus après commu- nication au ministère public.
		qui accueil- lent la demando.	qui rejettent la demando en tout ou en partie.	contra- dictoires.	par défaut.	de droit.	d'office.	sur		
								con- formes.	con- traires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
<i>LIVRE I. — Des personnes.</i>										
TITRE II. — Actes de l'état civil	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
{ Mariage	8	4	4	4	4	8	—	8	—	8
TITRE V. { Pension alimentaire	56	29	27	38	18	32	—	26	6	32
{ Divorce. Garde d'en-										
TITRE VI. { fants	415	378	37	106	309	415	—	405	10	415
{ Séparation de corps	26	20	6	14	12	26	—	26	—	26
TITRE VII. — Paternité. Filiation	8	7	1	4	4	8	—	8	—	8
TITRE X. — Tutelle	4	3	1	2	2	4	—	4	—	4
TITRE XI. { Interdiction	26	26	—	3	23	26	—	26	—	26
{ Conseil judiciaire	10	9	1	2	8	10	—	10	—	10
<i>LIVRE II. — Des biens et des diffé- rentes modifications de la propriété.</i>										
TITRE II. { Propriété immobilière	6	3	3	5	4	—	—	—	—	—
{ Propriété mobilière	42	35	7	31	8	7	—	7	—	7
TITRE IV. — Servitudes	5	2	3	3	2	—	—	—	—	—
<i>LIVRE III. — Des différentes manières dont on acquiert la propriété.</i>										
TITRE I. — Successions	162	154	8	111	51	69	2	70	1	71
TITRE II. — Donations entre vifs et testamentaires	14	13	1	12	2	5	—	5	—	5
{ Conventions	20	8	12	20	—	7	—	6	1	7
TITRE III. { Paiement de sommes	70	51	19	54	16	19	—	15	4	19
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits	146	59	87	140	6	71	2	65	8	73
TITRE V. — Contrat de mariage. Séparations de biens	79	74	5	15	64	79	—	79	—	79
TITRE VI. — Vente	81	59	22	47	34	12	1	13	—	13
TITRE VIII. — Contrat de louage	434	360	74	205	229	90	—	88	2	90
{ Autres contrats	83	66	17	42	41	21	2	22	1	23
TITRE XVIII. — Des privilèges et hypothèques. Loi du 10 décembre 1851	14	11	3	10	4	7	—	7	—	7

XLIII (suite). — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles les jugements ont été rendus.	Nombre total des affaires terminées par juge- ments.	Nombre des jugements		Nombre des jugements		Jugements rendus après communication au ministère public				Total des juge- ments rendus après commu- nication au ministère public.
		qui accueil- lent la demando.	qui rejettent la demando en tout ou en partie.	contra- dictoires.	par défaut.	de droit.	d'office.	sur		
								con- formes.	con- traires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile.										
Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposi- tion à jugement par défaut	4	—	4	2	2	2	—	2	—	2
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies- arrêts ou oppositions	76	68	8	19	57	28	—	28	—	28
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix	186	84	102	170	16	80	2	73	9	82
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	3	—	3	3	—	3	—	3	—	3
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	34	30	4	16	18	30	—	30	—	30
Loi du 17 avril 1835. — Expropria- tion pour cause d'utilité publique Loi du 25 mars 1870, art. 10. — Exequatur de jugements étran- gers	23	16	7	23	—	23	—	23	—	23
Autres matières	61	38	23	48	13	37	1	32	6	38
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,097	1,608	489	1,153	944	1,120	10	1,082	48	1,130
Totaux par ressort de { Bruxelles	1,540	1,210	330	790	750	825	4	795	34	829
{ Gand	211	170	41	114	97	116	2	117	1	118
{ Liège	346	228	118	249	97	179	4	170	13	183

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 10 adoptions.
Sur les 146 jugements en matière de quasi-contrats délits et quasi-délits renseignés au présent tableau :
33 statuent sur des demandes en dommages-intérêts pour accidents de travail (13 accueillent, 20 rejettent en tout ou en partie la demande).

5 id.	id.	id.	pour accidents de chemins de fer	(11 id.	5 id.	id.
38 id.	id.	id.	pour autres accidents	{ 3 id.	27 id.	id.
4 id.	id.	id.	pour lésions corporelles		1 rejetto	id.
1 id.	id.	id.	pour injures et calomnies		1 id.	id.
3 id.	id.	id.	pour délits de presse	{ 2 id.	1 id.	id.
14 id.	id.	id.	pour inexécution de conventions	{ 8 id.	6 rejettent	id.
1 id.	id.	id.	pour rupture de bail	{ 1 accueille		id.
4 id.	id.	id.	pour rupture de promesse de mariage	{ 2 accueillent, 2 id.		id.
43 id.	id.	id.	pour d'autres objets	{ 10 id.	24 id.	id.

XLV. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1914-1915.)
Motifs des demandes. — Situation de famille. — Durée du mariage.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.	MOTIFS DES DEMANDES.													NOMBRE TOTAL DES DEMANDES				
	Excès, sévices ou injures graves		Adultère du mari		Adultère de la femme		CONDAMNATIONS A UNE PEINE CRIMINELLE			Conversion de séparation de corps		Consentement mutuel		Total				
	ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.	ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.	ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.	du mari		re-je-tées et aban-don-nées.	ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.	ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.					
							ac-cueil-lies.	re-je-tées et aban-don-nées.										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
A. — DIVORCES.																		
Situation de famille: Epoux	ayant des enfants.	159	27	15	1	32	—	—	—	—	—	—	—	6	1	212	29	241
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	126	27	20	—	30	—	—	—	—	1	—	—	19	—	196	27	223
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
	TOTAL . . .	285	54	35	1	62	1	—	—	—	—	1	—	25	1	408	57	465
Durée du mariage au moment de la demande	moins de 1 an . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 1 à 5 ans . . .	32	8	2	—	4	—	—	—	—	—	—	—	3	—	41	8	49
	de 5 à 10 ans . . .	75	19	11	—	24	—	—	—	—	—	—	—	9	—	119	19	138
	de 10 à 20 ans . . .	135	23	15	1	26	1	—	—	—	—	1	—	12	1	189	26	215
	de 20 à 30 ans . . .	39	4	6	—	7	—	—	—	—	—	—	—	1	—	53	4	57
	de 30 à 40 ans . . .	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
	de 40 à 50 ans . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Plus de 50 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAL . . .	285	54	35	1	62	1	—	—	—	—	1	—	25	1	408	57	465	
B. — SÉPARATIONS DE CORPS.																		
Situation de famille: Epoux	ayant des enfants.	8	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	4	13
	n'ayant pas ou n'ayant plus d'enfants.	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	8
	situation inconnue	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . . .	14	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	6	21	
Durée du mariage au moment de la demande	moins de 1 an . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	de 1 à 5 ans . . .	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
	de 5 à 10 ans . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
	de 10 à 20 ans . . .	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1	8
	de 20 à 30 ans . . .	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	5
	de 30 à 40 ans . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	de 40 à 50 ans . . .	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
plus de 50 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Durée inconnue . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAL . . .	14	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	6	21	

N. B.— Les défauts de concordance entre le présent tableau et le tableau XLIV, pour ce qui concerne les renseignements relatifs à la situation de famille et à la durée du mariage s'expliquent par le fait que, au tableau XLIV, c'est l'union conjugale qui, sous ce double rapport est prise comme unité statistique, tandis qu'au tableau XLV, où les renseignements précités sont donnés en fonction des motifs des demandes, l'unité statistique est et devait être l'individu.

XLVI. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des jugements rendus.	JUGEMENTS rendus avant de statuer au fond					ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE							
		contradictaires			par défaut.	sur requête.	Serments prêtés à l'audience			Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.		
		sur plaidoi-ries.	sur simples conclusions.	sur instruc-tion par écrit.			déférés par l'une des parties à l'autre.	référés.	déférés d'office.	som-maires.	devant juge commissaire			
					di-rectes.	con-traires.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Bruxelles	640	145	266	—	227	2	1	—	4	1	128	30	5	
Louvain	18	14	—	—	4	—	1	1	1	1	—	—	—	
Nivelles	16	7	2	—	7	—	1	—	—	—	—	—	1	
Anvers	130	52	29	—	49	—	—	—	3	—	11	—	1	
Malines	6	6	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	
Turnhout	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mons	93	35	24	—	34	—	—	—	—	—	16	7	—	
Charleroi	335	111	43	—	181	—	—	—	—	1	30	21	1	
Tournai	32	17	7	—	5	3	1	—	—	—	2	—	—	
Gand	122	62	13	—	47	—	1	—	—	—	23	8	—	
Audenarde	15	6	7	—	2	—	—	—	—	2	1	—	—	
Termonde	17	6	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bruges	32	3	11	—	11	7	—	—	—	—	—	—	1	
Courtrai	9	3	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ypres	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège	96	35	43	—	18	—	1	—	—	—	9	2	4	
Huy	14	7	5	—	—	2	—	—	—	—	1	1	2	
Verviers	120	20	42	—	60	7	1	—	—	—	34	10	4	
Tongres	6	3	—	—	2	1	—	—	—	—	2	1	—	
Hasselt	11	8	3	—	—	—	—	—	—	—	5	3	—	
Arlon	5	2	—	—	3	—	—	—	—	—	1	1	—	
Marche	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Neufchâteau	10	6	4	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	
Namur	14	10	2	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	
Dinant	14	13	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	
Cour d'appel de	Bruxelles.	1,271	388	371	—	507	5	4	1	9	5	187	58	8
	Gand	196	81	32	—	76	7	1	—	—	2	24	8	1
	Liège	301	104	100	—	87	10	4	—	—	3	56	18	15
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,768	573	503	—	670	22	9	1	9	10	267	84	24	

XLVII. — Affaires sur requêtes. — Référés. — Ordonnances.

Arrondissements.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		Rectification d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			AUTORISATIONS DE VENDRE DES BIENS		RÉFÉRÉS JUGÉS		Ordon- nances d'assigna- tion à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		Ordon- nances d'envoi en possession de succession testa- mentaire.	ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		Arrondissements.		
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.		d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille		de mineurs.	d'inter- dits.	contra- dictoire- ment.	par défaut.		olographes.	mystiques.		en matière civile.	en matière com- merciale.			
									relatives à l'aliéna- tion de biens de mineurs.	concer- nant tous autres objets.													
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
Bruxelles	1,845	21	—	1,866	618	20	49	128	16	22	5	—	782	144	—	424	11	135	11	—	Bruxelles.		
Louvain	77	5	—	82	24	3	13	—	—	2	8	—	10	2	1	62	3	13	1	—	Louvain.		
Nivelles	106	1	7	114	41	1	6	—	5	1	20	—	12	—	2	62	1	13	—	—	Nivelles.		
Anvers	251	4	2	257	98	4	40	15	4	—	2	—	145	93	3	137	5	25	1	1	Anvers.		
Malines	14	5	—	19	1	5	1	—	—	—	—	—	2	2	1	34	—	8	—	—	Malines.		
Turnhout	16	—	—	16	1	—	—	1	—	—	6	—	2	—	—	29	—	3	—	—	Turnhout.		
Mons	140	9	8	157	53	9	11	7	1	1	12	1	16	4	1	89	3	38	—	—	Mons.		
Charleroi	436	8	15	459	210	8	12	14	5	—	18	—	90	4	—	106	—	15	—	—	Charleroi.		
Tournai	75	—	—	75	25	—	6	1	—	4	4	—	18	5	—	73	2	28	—	—	Tournai.		
Gand	298	6	—	304	158	6	7	3	4	1	—	—	38	10	97	154	5	42	—	—	Gand.		
Audenarde	33	4	1	38	7	2	3	2	—	—	10	—	3	—	—	47	—	4	—	—	Audenarde.		
Termonde	78	3	3	84	9	2	38	—	1	—	8	—	5	4	2	85	1	18	—	—	Termonde.		
Bruges	50	—	—	50	2	—	5	14	—	1	3	—	5	1	5	44	3	16	1	—	Bruges.		
Courtrai	50	2	5	57	11	2	5	11	—	—	—	1	4	3	—	49	1	10	—	—	Courtrai.		
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	21	—	2	—	—	Furnes.		
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	16	—	—	—	—	Ypres.		
Liège	244	6	15	265	138	2	26	9	1	5	6	—	56	30	12	174	2	34	—	—	Liège.		
Huy	63	—	—	63	18	—	3	1	1	6	14	—	7	1	—	45	—	2	—	—	Huy.		
Verviers	125	10	—	135	109	10	4	1	7	4	1	—	28	1	4	54	1	15	1	—	Verviers.		
Tongres	24	—	—	24	6	—	1	—	1	—	13	—	1	—	2	39	—	3	—	—	Tongres.		
Hasselt	27	1	—	28	2	1	2	—	3	4	11	—	3	2	2	30	1	6	—	—	Hasselt.		
Arlon	18	2	—	20	2	2	2	—	—	—	8	—	3	1	—	24	—	—	—	—	Arlon.		
Marche	17	—	—	17	3	—	1	—	3	—	4	—	1	—	—	17	—	1	—	—	Marche.		
Neufchâteau	30	—	—	30	4	—	—	2	3	1	10	—	—	—	3	19	—	4	—	—	Neufchâteau.		
Namur	50	—	—	50	21	—	7	4	6	—	12	—	10	1	3	83	2	—	—	—	Namur.		
Dimant	45	—	—	45	5	—	—	1	1	2	11	—	13	2	—	59	1	7	—	—	Dimant.		
Cour d'appel de																							
Bruxelles	2,960	53	32	3,045	1,071	50	141	166	31	30	75	1	1,077	254	8	1,016	25	278	13	1	Bruxelles		
Gand	509	15	9	533	187	12	58	30	5	2	22	1	56	19	104	416	10	92	1	—	Gand.		
Liège	643	19	15	677	308	15	46	18	26	23	90	—	122	38	26	544	7	72	1	—	Liège.		
TOTAUX	4,112	87	56	4,255	1,586	77	248	214	62	54	187	2	1,255	311	138	1,976	42	442	15	1	TOTAUX.		

XLVIII. — Procédures d'ordre et de contribution.

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières. Année 1914-1915.		
	A RÉGLER				TERMINÉES					Restant à régler.	A RÉGLER				TERMINÉES					Restant à régler à la fin de l'année judiciaire.	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	pour-suites de l'année.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du Juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	pendantes au commencement de l'année.		pour-suites de l'année.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du Juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		
Bruxelles . . .	(1) 2	—	—	2	—	—	—	—	2	8	—	1	9	—	1	—	1	8	9		
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2		
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3		
Auvers	1	—	—	1	—	—	—	—	1	3	—	—	3	—	—	—	—	3	6		
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Mons	5	—	—	5	—	2	—	2	3	1	—	—	1	—	—	1	1	—	4		
Charleroi	8	—	—	8	—	—	—	—	8	10	—	—	10	—	—	—	—	10	5		
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	4		
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Audenarde	1	—	1	2	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Courtrai	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—		
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Liège	6	—	—	6	—	—	—	—	6	7	—	—	7	—	—	—	—	7	1		
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	3	—		
Verviers	3	—	—	3	—	—	—	—	3	2	—	—	2	—	—	—	—	2	11		
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Hasselt	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—		
Arlon	3	—	—	3	—	—	—	—	3	5	—	—	5	—	—	—	—	5	—		
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1		
Neufchâteau . . .	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2		
Namur	5	—	—	5	3	—	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Dinant	2	—	—	2	—	—	—	—	2	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—		
Cour d'appel de																					
Bruxelles	16	—	—	16	—	2	—	2	14	23	—	1	24	—	1	1	2	22	35		
Gand	2	—	1	3	1	—	—	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	1	1		
Liège	22	—	—	22	3	—	—	3	19	21	—	—	21	—	—	—	—	21	15		
TOTAUX	40	—	1	41	4	2	—	6	35	45	—	1	46	—	1	1	2	44	51		

(1) Chiffre rectifié par suite de renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

3^e TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation; leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2^e alinéa.)
Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce

(titre 1^{er}, chap. III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).
Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).
En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE

XLIX. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES													Causes restant à juger.
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES			PAR JUGEMENTS			TOTAL	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation or-donnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	
		pendantes au commencement de l'année.	ré-inscrites après avoir été rayées comme terminées.	pour suivies sur opposition & des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.	TOTAL des causes A Juger.	contradictoires sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Nivelles	Bruxelles	2,191	68	46	2,076	37	4,418	961	242	323	1,529	12	100	1,641	2,777
	Louvain	(1) —	1	—	70	11	82	21	—	8	29	12	—	41	41
Malines	Bruxelles	96	—	—	61	6	183	27	5	2	34	10	5	49	114
	Anvers	6,614	10	4	901	44	7,573	327	48	129	504	185	52	741	6,832
Turnhout	Bruxelles	169	—	—	49	9	227	20	—	2	22	13	2	37	190
	Mons	48	1	—	14	1	64	8	—	2	10	4	—	14	50
Charleroi	Bruxelles	543	1	4	193	12	753	38	22	32	92	20	1	113	640
	Tournai	698	2	—	244	47	991	73	86	54	213	44	11	268	723
Audenarde	Gand	253	—	—	80	35	368	28	—	10	38	—	40	78	290
	Alost	946	—	—	403	11	1,360	141	15	77	233	51	—	284	1,076
Termonde	Saint-Nicolas	70	—	—	22	5	97	2	1	3	6	9	2	17	80
	Bruges	203	—	—	32	—	235	4	—	1	5	—	—	5	230
Furnes	Ostende	64	—	—	14	5	83	—	—	—	—	—	—	83	83
	Courtrai	(1) —	—	—	15	—	15	4	—	4	8	3	—	11	4
Ypres	Bruges	562	—	—	109	9	680	19	7	26	52	23	2	77	603
	Ostende	206	—	—	12	5	223	20	—	2	22	—	—	22	201
Huy	Courtrai	579	—	—	113	25	717	33	7	12	52	28	1	81	636
	Liège	25	—	—	1	2	28	—	—	—	—	3	1	4	24
Tongres	Liège	(2) 40	—	—	10	62	112	11	—	—	11	3	—	14	98
	Verviers	600	6	3	318	15	942	112	36	19	167	37	9	213	729
Hasselt	Verviers	198	—	—	42	5	245	15	7	5	27	2	—	29	216
	Neufchâteau	120	—	1	111	—	232	33	9	14	50	33	—	89	143
Arlon	Hasselt	29	—	—	27	19	75	19	7	16	42	13	4	59	16
	Marche	101	7	—	42	11	161	19	11	7	37	23	6	66	95
Neufchâteau	Marche	76	—	—	5	5	86	2	4	3	9	4	—	13	73
	Dinant	67	—	—	5	2	74	2	1	1	4	—	—	4	70
Dinant	Neufchâteau	64	—	—	9	4	77	2	1	1	4	7	—	11	66
	Namur	297	—	—	79	5	381	26	—	8	34	57	42	133	248
Cour d'appel de	Namur	181	—	—	14	12	207	1	—	4	5	—	—	5	202
	TOTAUX	15,040	96	58	5,071	404	20,669	1,971	509	765	3,245	596	278	4,119	16,550
Tribunaux	Bruxelles	10,612	83	54	3,688	202	14,639	1,566	403	562	2,471	300	211	2,982	11,657
	Gand	2,695	—	—	731	124	3,550	234	30	125	389	120	6	515	3,035
Tribunaux	Liège	1,733	13	4	652	78	2,480	231	76	78	385	176	61	622	1,858
	civils	1,862	10	—	560	190	2,622	205	123	104	432	138	31	601	2,021
Tribunaux	de commerce	13,178	80	58	4,511	214	18,047	1,766	386	661	2,813	458	247	3,518	14,529

(1) Les renseignements font défaut, les archives ayant été anéanties lors de l'incendie des villes de Louvain et de Termonde.
 (2) Chiffre rectifié d'après renseignements reçus postérieurement à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

L. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
		depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Nivelles	Bruxelles	1,206	144	116	63	1,529	360	171	368	1,878	2,777
	Louvain	15	14	—	—	29	21	20	—	—	41
Malines	Bruxelles	28	3	1	2	34	16	4	7	27	114
	Anvers	252	112	103	7	504	117	93	49	6,573	6,832
Charleroi	Bruxelles	20	1	1	—	22	12	5	8	165	190
	Mons	9	—	1	—	10	2	—	1	47	50
Audenarde	Bruxelles	60	10	6	16	92	255	131	98	150	640
	Tournai	193	15	3	2	213	37	67	96	523	723
Termonde	Gand	33	4	1	—	38	28	9	21	232	290
	Alost	98	60	12	33	233	53	52	71	990	1,076
Furnes	Saint-Nicolas	5	—	—	1	6	8	3	8	61	80
	Bruges	2	2	1	—	5	15	15	144	56	230
Ypres	Ostende	—	—	—	—	—	1	16	3	63	83
	Courtrai	7	1	—	—	8	2	1	1	—	4
Huy	Bruges	31	7	8	3	52	27	8	19	519	603
	Ostende	5	5	8	4	22	68	33	49	51	201
Tongres	Courtrai	17	18	8	9	52	37	11	23	565	636
	Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	1	23	24
Hasselt	Ypres	—	9	2	—	11	—	2	18	78	98
	Liège	77	46	15	29	167	42	38	17	632	729
Arlon	Huy	17	8	2	—	27	21	15	2	178	216
	Verviers	20	16	12	8	56	18	23	30	72	143
Neufchâteau	Tongres	35	6	1	—	42	16	—	—	—	16
	Hasselt	15	—	—	22	37	22	7	7	59	95
Dinant	Arlon	6	2	1	—	9	7	32	26	8	73
	Marche	3	—	—	1	4	3	1	—	66	70
Cour d'appel de	Neufchâteau	3	1	—	—	4	1	4	6	55	66
	Namur	30	3	1	—	34	31	10	2	205	248
Tribunaux	Namur	3	2	—	—	5	13	5	3	181	202
	TOTAUX	2,193	519	333	200	3,245	1,233	776	1,078	13,463	16,550
Cour d'appel de	Bruxelles	1,816	333	232	90	2,471	848	500	648	9,661	11,657
	Gand	168	102	69	50	389	211	141	337	2,346	3,035
Tribunaux	Liège	209	84	32	60	385	174	135	93	1,456	1,858
	civils	344	48	12	28	432	160	146	184	1,531	2,021
Tribunaux	de commerce	1,849	471	321	172	2,813	1,073	630	894	11,932	14,529

LI. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. — Actes de sociétés (1).

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE							Actes concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
		TOTAL	Contradictoires		par défaut	sur requête.	Opposition à des jugements par défaut.	Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
CIVILS	DE COMMERCE	3	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	6	7	8	par écrit.	sans écrit.		11	détéré la partie.	13	détéré d'office sur le montant de la demande.	sur tout autre point.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	347	284	—	51	12	80	7	39	3	20	—	—	—	1,352
	Louvain . . .	14	13	—	1	—	1	1	15	—	1	—	—	—	50
Nivelles . . .	Anvers . . .	14	13	—	1	—	—	—	4	—	2	—	—	—	48
	Malines . . .	94	61	24	7	2	16	4	3	—	4	—	—	5	810
	Turnhout . . .	15	11	2	2	—	—	—	9	—	—	—	—	—	22
	Mons . . .	36	36	—	—	—	2	1	6	—	—	—	5	—	175
Charleroi . . .	Tournai . . .	40	23	13	4	—	3	4	19	—	1	—	—	1	337
	Gand . . .	53	51	—	2	—	1	1	4	1	—	—	—	—	87
	Audenarde . . .	74	66	6	1	1	5	2	—	1	4	—	—	—	112
	Alost . . .	7	2	5	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	8
	Saint-Nicolas . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Termonde . . .	Bruges . . .	5	5	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1
	Ostende . . .	18	15	3	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2
	Courtrai . . .	18	14	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Furnes . . .	14	12	1	—	1	2	—	2	—	1	—	—	1	24
	Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Liège . . .	4	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Huy . . .	78	38	38	—	2	7	5	19	2	1	—	—	—	416
	Verviers . . .	11	8	2	—	1	—	—	3	1	—	—	2	—	53
	Tongres . . .	40	17	23	—	—	2	5	6	—	—	—	—	—	104
	Hasselt . . .	29	10	2	17	—	—	—	5	—	—	—	—	—	35
	Arlon . . .	20	14	5	—	1	1	6	—	—	3	—	—	—	42
	Marche . . .	4	3	1	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—	15
	Neufchâteau . . .	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
	Namur . . .	7	6	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	15
	Dinant . . .	31	14	11	—	3	2	15	—	—	—	—	—	—	108
	TOTAUX . . .	4	3	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	41
		978	720	145	89	24	126	52	128	8	40	—	8	7	3,907
Cour d'appel de	Bruxelles . . .	613	492	39	68	14	103	18	90	4	28	—	5	6	2,903
	Gand . . .	140	115	19	4	2	10	3	3	1	6	—	—	1	169
	Liège . . .	225	113	87	17	8	13	31	35	3	6	—	3	—	835
Tribunaux	civils . . .	161	99	32	27	3	6	11	42	1	9	—	3	1	3,262
	de commerce . . .	817	621	113	62	21	120	41	86	7	31	—	5	6	645

(1) En ce qui concerne les actes de sociétés les chiffres donnés dans les publications parues au cours de l'année 1905 et des années antérieures se rapportaient à l'année judiciaire. Les chiffres donnés depuis se rapportent à l'année civile. Les chiffres de la présente publication sont donc, ceux de l'année civile 1915.

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut également être accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat

le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteur, ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussions. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleur fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LII. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de demandes de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES		admisses par les créanciers mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
			avant toute procédure.	pour défaut de majorité.			
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	3	1	—	—	—	2	—
Louvain	—	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	4	1	—	1	—	—	2
Malines	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—
Gand	2	—	—	—	—	—	—
Audenarde	—	—	—	—	—	—	2
Alost	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	—	—	—	—	—	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	2	—	—	—	—	—	2
Furnes	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—	—
Huy	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	7	2	—	1	—	2	2
de Gand	4	—	—	—	—	—	4
de Liège	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	11	2	—	1	—	2	6

LIII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF							TOTAL.
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10%	—	—	—	—	—	1	1	2
De 10 à 20%	—	—	—	1	—	—	1	2
De 20 à 30%	—	—	1	—	1	—	—	2
De 30 à 50%	—	—	1	—	2	—	—	3
De 50 à 75%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 75% et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	2	1	3	1	2	9

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre I^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LIV. — Aperçu général.

TRIBUNAUX.	NOMBRE DES FAILLITES										
	antérieures à l'année.	déclarées pendant l'année.	réouvertes		TOTAL.	terminées par concordat.	terminées par liquidation.	révoquées.	closes à défaut d'actif.	TOTAL.	restant à terminer à la fin de l'année.
			après clôture pour défaut d'actif.	après révocation du concordat.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	199	13	—	—	212	—	5	2	37	44	168
Louvain(1)	40	1	—	—	41	—	1	—	2	3	38
Nivelles	(2) 13	—	—	—	13	—	1	—	—	1	12
Anvers	172	2	—	—	174	1	—	—	4	5	169
Malines	19	—	—	—	19	—	1	—	1	2	17
Turnhout	10	—	—	—	10	—	1	—	—	1	9
Mons	49	—	—	—	49	—	—	—	—	—	49
Charleroi	173	—	—	—	173	—	—	—	3	3	170
Tournai	36	—	—	—	36	—	—	—	—	—	36
Gand	71	6	—	—	77	—	—	—	—	—	77
Audenarde	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Alost	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3
Saint-Nicolas	15	—	—	—	15	—	—	—	—	—	15
Termonde	(3) —	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	29	3	—	—	32	—	3	—	1	4	28
Ostende	25	—	—	—	25	—	—	—	—	—	25
Courtrai	40	1	—	—	41	—	1	—	3	4	37
Furnes	7	1	—	1	9	—	—	—	—	—	9
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	53	4	—	—	57	—	2	—	—	2	55
Huy	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Verviers	18	—	—	—	18	—	1	—	3	4	14
Tongres	(2) 3	—	—	—	3	—	1	—	—	1	2
Hasselt	8	—	—	—	8	—	—	—	2	2	6
Arlon	11	—	—	—	11	—	—	—	—	—	11
Marche	7	—	—	—	7	—	—	—	—	—	7
Neufchâteau	19	—	—	—	19	—	1	—	—	1	18
Namur	42	—	—	—	42	—	4	—	—	4	38
Dinant	24	—	—	—	24	—	—	—	—	—	24
Cour d'appel de Bruxelles	711	16	—	—	727	1	9	2	47	59	668
de Gand	195	11	—	1	207	—	4	—	4	8	199
de Liège	192	4	—	—	196	—	9	—	5	14	182
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,098	31	—	1	1,130	1	22	2	56	81	1,049

(1) * Tous les registres, documents et pièces ont été anéantis lors de l'incendie du tribunal. Les renseignements concernant les faillites ont été réunis au moyen de pièces éparses qui ne revêtent aucun caractère authentique *. (Note du greffier.)

(2) Chiffre rectifié d'après renseignements ultérieurs.

(3) Les renseignements relatifs aux faillites antérieures à l'année sont détruits.

LV. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

TRIBUNAUX.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF.							
		Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	13	—	—	—	1	7	1	—	4
Louvain	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	2	—	—	1	—	1	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	6	1	—	1	2	—	—	1	1
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	3	—	1	—	2	—	—	—	—
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Furnes	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	4	—	—	1	—	1	—	—	2
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	16	—	1	1	1	8	1	—	4
de Gand	11	1	1	1	4	—	—	2	2
de Liège	4	—	—	1	—	1	—	—	2
TOTAUX GÉNÉRAUX	31	1	2	3	5	9	1	2	8

LVI. — Faillites déclarées. — Circonstances personnelles aux faillis.

TRIBUNAUX	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES				FAILLITES PRONONCÉES				ORIGINE DES FAILLIS			RÉSIDENCE DES FAILLIS.			
		contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	sur l'aveu du failli.	à la poursuite des créanciers		d'office.	Belge.	Etranger.	Inconnu.	Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
							sur assignation.	sur requête.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	13	9	1	—	3	4	2	1	6	10	3	—	12	—	—	1
Louvain	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	2	2	—	—	—	1	—	1	—	2	—	—	1	—	1	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	6	4	1	—	1	1	4	1	—	5	1	—	5	—	—	1
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	3	2	—	1	—	—	—	3	—	1	2	—	1	—	—	2
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—
Furnes	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	4	3	—	—	1	1	2	1	—	4	—	—	3	—	—	1
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cour (Bruxelles)	16	12	1	—	3	5	2	3	6	13	3	—	13	—	1	2
d'appel Gand	11	8	1	1	1	1	4	5	1	8	3	—	5	1	1	4
do Liège	4	3	—	—	1	1	2	1	—	4	—	—	3	—	—	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	31	23	2	1	5	7	8	9	7	25	6	—	21	1	2	7

LVII. — Faillites déclarées. — Relové par province.

Brabant	14	Liège	4
Anvers	2	Limbourg	—
Hainaut	—	Luxembourg	—
Flandre orientale	6	Namur	—
Flandre occidentale	5		

POUR LE ROYAUME : 31

LVIII. — Faillites terminées par concordat.

DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF							TOTAL
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 20 à 30%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 30 à 50%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 50 à 75%	—	—	—	—	—	—	—	—
De 75% et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	—	1	—	—	—	1
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	—	1	—	—	—	1

LIX. — Faillites terminées par liquidation.

A. — DIVIDENDE DISTRIBUÉ MIS EN RAPPORT AVEC LE PASSIF.

Dividende distribué	PASSIF							TOTAL
	de moins de 1,000 francs.	de 1,000 à moins de 5,000 francs.	de 5,000 à moins de 10,000 francs.	de 10,000 à moins de 20,000 francs.	de 20,000 à moins de 50,000 francs.	de 50,000 à moins de 100,000 francs.	de 100,000 francs et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	
Rien	—	1	1	—	—	—	—	2
Moins de 10%	—	1	2	4	2	—	—	9
De 10 à 20%	—	—	4	1	1	—	—	6
De 20 à 30%	—	—	1	1	—	—	—	2
De 30 à 50%	—	—	—	1	—	—	—	1
De 50 à 75%	—	—	1	—	1	—	—	2
De 75% et plus	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	2	9	6	4	1	—	22

B. — EMPLOI DE L'ACTIF RÉALISÉ.

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif.	NOMBRE des faillites.	PASSIF chirographaire.	ACTIF réalisé.	FRAIS de tout genre.	HONORAIRES des curateurs.	PAIEMENT AUX CRÉANCIERS	
						privilégiés.	chirographaires.
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 1,000 francs	2	6,427.42	766.64	205.85	321.58	107.07	42.14
De 1,000 à 5,000 francs	9	66,381.86	20,393.90	2,603.13	3,743.97	3,060.04	10,026.76
De 5,000 à 10,000 francs	6	93,147.64	21,682.61	2,380.41	2,818.41	4,081.77	12,402.02
De 10,000 à 20,000 francs	4	132,512.10	33,428.77	4,260.54	4,320.78	2,532.52	22,314.93
De 20,000 à 50,000 francs	1	64,976.81	35,696.95	1,595.93	1,500.00	24,331.07	8,209.35
De 50,000 à 100,000 francs	—	—	—	—	—	—	—
De 100,000 francs et plus	—	—	—	—	—	—	—
Total des faillites terminées par liquidation	22	363,445.83	111,968.87	11,195.86	12,704.74	35,013.07	53,055.20

LXI. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX	DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									FAILLITES A TERMINER OUVERTES DEPUIS									Total
	moins de 6 mois.	6 à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	Total	moins de 6 mois.	6 à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	Total	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
Bruxelles	—	2	3	—	—	—	—	—	5	12	—	91	34	7	4	6	11	168	
Louvain	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	—	15	3	13	5	—	1	38	
Nivelles	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	3	1	4	—	—	4	12	
Anvers	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	39	24	18	15	14	58	169	
Malines	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	4	2	5	4	—	2	17	
Turnhout	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	4	2	2	1	—	—	9	
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	9	10	1	4	8	49	
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	11	22	16	12	80	170	
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	5	1	1	1	10	36	
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	43	10	7	2	4	5	77	
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	1	1	5	
Alost	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	
Saint Nicolas	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	2	4	1	1	15	
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bruges	1	1	—	—	—	—	—	1	3	—	3	10	7	2	1	1	4	28	
Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	13	2	1	—	1	25	
Courtrai	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	12	5	4	1	—	14	37	
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	3	—	—	—	1	9	
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège	—	—	—	1	—	1	—	—	2	4	—	29	7	3	4	3	5	55	
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	1	—	2	7	
Verviers	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	5	3	1	3	1	1	14	
Tongres	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	2	
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	1	6	
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	10	11	
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	2	1	1	7	
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2	1	—	1	3	11	18	
Namur	—	—	1	1	—	—	—	2	4	—	—	7	4	5	5	8	9	38	
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	2	5	—	9	24	
Cour d'appel de Bruxelles	1	2	4	2	—	—	—	1	10	14	—	223	91	82	47	37	174	688	
de Gand	1	1	1	—	—	—	—	1	4	2	10	83	43	17	10	7	27	199	
de Liège	—	—	1	4	—	1	1	2	9	4	1	54	22	12	21	18	50	182	
TOTAUX GÉNÉRAUX.	2	3	6	6	—	1	1	4	23	20	11	360	156	111	78	62	251	1,049	

4^e COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire. Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président. Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXII. — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Ar-rêts ren-dus avant de sta-tuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Cau-ses res-tant à juger.	
	pen-dan-tes au com-men-cement de l'an-née judi-ciaire.	intro-duites pen-dant l'an-née judi-ciaire.	Total.		par arrêts au fond			Total des ar-rêts.	d'une autre manière			Total gé-né-ral des causes ter-mi-nées.			
					contradictaires		par dé-faut.		par trans-acti-on ou autres mo-tifs.	par radia-tion du rôle d'of-fice.	Total.				
					confir-ma-tifs.	infirmatifs en tout.							infirmatifs en partie.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Affaires civiles.															
Tribunaux	Bruxelles	352	107	459	9	61	12	17	9	99	13	5	18	117	342
	Louvain	23	2	25	1	1	1	1	—	1	—	—	—	24	
	Nivelles	16	4	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	
do	Anvers	138	11	149	2	1	1	1	—	3	—	—	—	146	
	Malines	26	2	28	—	—	—	—	—	1	—	—	—	25	
première	Turnhout	5	1	6	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	
instance	Mons.	39	10	49	1	2	—	3	—	6	—	—	—	43	
	Charleroi	60	14	74	—	3	1	2	—	6	—	—	—	68	
	Tournai	25	3	28	—	2	—	—	—	2	—	—	—	25	
	Affaires portées directement devant la cour	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2	
	Appels de jugements d'arbitres	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	
	Référés	12	5	17	—	4	1	—	—	5	2	1	3	9	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Tribunaux étrangers au ressort (af-faires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Affaires commerciales.															
TRIBUNAUX.															
	DE PREMIÈRE INSTANCE														
	DE COMMERCE														
	Bruxelles	237	40	277	11	31	8	8	—	50	9	4	13	63	214
	Louvain	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Nivelles	Anvers	5	2	7	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	5
	Malines	(1)303	12	315	1	5	—	3	—	8	2	1	3	11	304
	Turnhout	6	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
	Mons.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	Charleroi	14	2	16	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16
	Tournai	32	2	34	—	1	—	—	—	2	—	—	—	3	31
	Affaires portées directement devant la Cour	26	1	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
	Tribunaux étrangers au ressort (af-faires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Référés	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	TOTAUX. { Affaires civiles	713	159	872	13	76	16	26	9	127	20	7	27	154	718
	{ Affaires commerciales	628	62	690	13	42	9	12	—	63	11	6	17	80	610
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,341	221	1,562	26	118	25	38	9	190	31	13	44	234	1,328
	Première chambre	220	36	256	7	21	7	6	1	35	3	7	10	45	211
	Deuxième id.	225	29	254	1	21	1	3	—	25	12	—	12	37	217
	Troisième id.	124	34	158	7	21	4	7	—	36	4	—	4	40	118
	Quatrième id.	216	31	247	3	18	5	7	—	30	6	6	12	42	205
	Cinquième id.	164	32	196	3	8	3	4	—	18	3	—	3	21	175
	Sixième id.	163	32	195	4	12	1	5	—	18	1	—	1	19	176
	Septième id.	220	27	256	1	17	4	7	—	28	2	—	2	30	226
	Vacations id.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Chiffre rectifié d'après des renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Ar-rêts ren-dus avant de sta-tuer au fond.	CAUSES TERMINÉES									Cau-ses res-tant à juger.	
	pen-dan-tes au com-men-cement de l'an-née judi-ciaire.	intro-duites pen-dant l'an-née judi-ciaire.	Total.		par arrêts au fond			Total des ar-rêts.	d'une autre manière			Total gé-né-ral des causes ter-mi-nées.			
					contradictaires		par dé-faut.		par trans-acti-on ou autres mo-tifs.	par radia-tion du rôle d'of-fice.	Total.				
					confir-ma-tifs.	infirmatifs en tout.							infirmatifs en partie.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Affaires civiles.															
Tribunaux	Gand	33	17	50	4	10	3	1	—	14	10	—	10	24	26
	Audenarde	10	2	12	—	—	1	—	—	1	2	—	2	3	9
	Termonde	(1) 8	1	9	—	—	—	—	—	1	1	—	1	2	7
de	Bruges	23	1	22	—	—	—	—	—	5	5	—	5	5	19
première	Courtrai	20	2	22	—	—	—	—	—	2	2	—	2	4	18
instance	Furnes	9	—	9	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	8
	Ypres	5	1	6	—	—	—	—	—	1	1	—	1	2	4
	Tribunaux étrangers au ressort (af-faires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires commerciales.															
TRIBUNAUX.															
	DE PREMIÈRE INSTANCE														
	DE COMMERCE														
	Gand	43	7	50	1	2	2	—	—	4	16	—	16	20	30
	Audenarde	2	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	3	3	3
	Alost	6	—	6	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	4
	Saint-Nicolas	5	—	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1
	Termonde	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	9
	Bruges	10	—	10	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	7
	Ostende	8	—	8	—	—	—	—	—	—	1	—	1	8	8
	Courtrai	15	1	16	—	—	—	—	—	2	3	—	5	8	8
	Furnes	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1
	Ypres	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Tribunaux étrangers au ressort (af-faires renvoyées après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX. { Affaires civiles	108	24	132	4	12	4	1	1	18	21	2	23	41	91
	{ Affaires commerciales	96	8	104	1	4	2	—	1	7	20	—	29	36	68
	TOTAUX GÉNÉRAUX	204	32	236	5	16	6	1	2	25	50	2	52	77	159
	Première chambre	116	15	131	3	8	2	1	1	12	38	2	40	52	79
	Deuxième id.	88	17	105	2	8	1	—	1	13	12	—	12	25	80

(1) Chiffre rectifié d'après des renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES

LXII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liège.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Ar-rêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								Cau-ses res-tant à juger.	
	pen-dan-tes au com-men-cement de l'an-née judi-ciaire.	intro-duites pen-dant l'an-née judi-ciaire.	Total.		par arrêts au fond				Total des ar-rêts.	d'une autre manière				Total gé-né-ral des causes ter-mi-nées.
					contradictaires		par dé-faut.	par trans-action aban-don ou autres mo-tifs.		par radia-tion du rôle d'of-fice.	Total.			
					confir-ma-tifs.	en tout.						en partie.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Affaires civiles.														
Tribunaux de première instance	Liège	35	159	8	22	11	13	10	56	5	7	12	68	91
	Huy	3	24	2	—	—	—	—	5	3	—	3	8	16
	Verviers	18	30	—	3	—	1	—	4	1	1	2	6	24
	Tongres	9	10	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	9
	Hasselt	7	12	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	10
	Arlon	10	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
	Marche	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	Neufchâteau	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
	Namur	19	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20
	Dinant	12	13	—	—	1	—	—	1	—	1	1	2	11
	Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Affaires commerciales.														
TRIBUNAUX.														
DE PREMIÈRE INSTANCE.														
	DE COMMERCE.													
Huy	Liège	20	72	—	9	3	3	1	16	—	3	3	19	53
	Huy	4	5	—	2	—	—	—	2	—	1	1	3	2
	Verviers	9	11	1	1	—	—	—	1	—	1	1	2	9
Tongres	Verviers	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Hasselt	—	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Arlon	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Marche	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Dinant	Namur	13	15	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	14
	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX. { Affaires civiles		227	287	10	26	11	20	10	67	11	9	20	87	200
{ Affaires commerciales		89	117	1	13	3	3	1	20	—	6	6	26	91
TOTAUX GÉNÉRAUX.		316	404	11	39	14	23	11	87	11	15	26	113	291
Première chambre		111	138	6	11	2	12	2	27	1	5	6	33	105
Deuxième id.		92	120	—	9	6	2	4	21	7	1	8	29	91
Troisième id.		113	146	5	19	6	9	5	39	3	9	12	31	95

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIII (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS QUI ONT RENDU LES DÉCISIONS ATTAQUÉES.	CAUSES A JUGER			Ar-rêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								Cau-ses res-tant à juger.		
	pen-dan-tes au com-men-cement de l'an-née judi-ciaire.	intro-duites pen-dant l'an-née judi-ciaire.	Total.		par arrêts au fond				Total des ar-rêts.	d'une autre manière				Total gé-né-ral des causes ter-mi-nées.	
					contradictaires		par dé-faut.	par trans-action aban-don ou autres mo-tifs.		par radia-tion du rôle d'of-fice.	Total.				
					confir-ma-tifs.	en tout.						en partie.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Bruxelles.	Tribunaux de première instance en matière civile.	684	154	838	13	71	15	26	9	121	17	6	23	144	691
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	45	5	50	—	3	—	1	—	4	—	1	1	5	45
	Tribunaux de commerce (1) 582	56	638	13	39	8	11	—	—	58	11	5	16	74	561
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Appels de jugements d'arbitres	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
	Référés	13	6	19	—	4	2	—	—	6	2	1	3	9	10
	Affaires portées directement devant la Cour.	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	—
	Tribunaux de première instance en matière civile.	(1) 108	24	132	4	12	4	1	1	18	21	2	23	41	91
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	9	—	9	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	7
Gand.	Tribunaux de commerce	87	8	95	1	4	2	—	1	7	27	—	27	34	91
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Affaires portées directement devant la Cour.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Tribunaux de première instance en matière civile.	224	60	284	10	26	11	20	10	67	11	9	20	87	197
	Tribunaux de première instance en matière commerciale	15	4	19	—	3	—	—	—	3	—	1	1	4	15
	Tribunaux de commerce	74	24	98	1	10	3	3	1	17	—	5	5	22	76
	Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Affaires portées directement devant la Cour.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Tribunaux de première instance en matière civile.	(1) 1,016	238	1,254	27	109	30	47	20	206	49	17	66	272	982	
Tribunaux de première instance en matière commerciale	69	9	78	—	6	—	1	—	7	2	2	4	11	67	
Tribunaux de commerce (1) 743	88	831	15	53	13	14	2	2	82	38	10	48	130	701	
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation).	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	
Conseils de discipline de l'ordre des avocats.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Appels de jugements d'arbitres	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	
Référés	13	6	19	—	4	2	—	—	6	2	1	3	9	10	
Affaires portées directement devant la Cour.	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1	2	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX.	(1) 1,861	341	2,202	42	173	45	62	22	302	92	30	122	424	1,778	
Totaux par ressort	Bruxelles	1,341	221	1,562	26	118	25	38	9	190	31	13	44	234	1,328
	Gand.	(1) 204	32	236	5	16	6	1	25	50	2	52	77	159	
	Liège.	316	88	404	11	39	14	23	11	87	11	15	26	113	291

(1) Chiffre rectifié d'après des renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1913-1914.

LXIV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS	NOMBRE TOTAL des affaires termi- nées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS		NOMBRE DES ARRÊTS		ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public				TOTAL des arrêts rendus après communi- cation au ministère publ.
		qui accueil- lent les conclu- sions du deman- deur originaire.	qui rejettent les conclu- sions du deman- deur originaire.	con- tra- dic- toires.	par dé- fait.	de droit.	d'of- fice.	sur ses conclusions.		
								con- formes.	con- traires.	
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE 1 ^{er} . — Des personnes.										
TITRE II. — Des actes de l'état civil.	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE IV. — Des absents	13	5	8	12	1	12	—	11	1	12
TITRE V. Du mariage	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Pension alimentaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres affaires	49	37	12	37	12	49	—	46	3	49
TITRE VI. — Du divorce	4	3	1	3	1	4	—	4	—	4
Divorce	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Séparation de corps	4	3	1	3	1	4	—	4	—	4
TITRE VII. — De la paternité et de la filiation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VIII. — De l'adoption et de la tutelle officieuse	9	9	—	9	—	9	—	9	—	9
TITRE IX. — De la puissance paternelle	4	2	2	2	2	4	—	3	1	4
TITRE X. — De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XI. — De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE II. — Des biens et des différentes modifications de la propriété										
TITRE I. — De la distinction des biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE II. — De la propriété	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE III. — De l'usufruit, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE IV. — Des servitudes ou services fonciers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE III. — Des différentes manières dont on acquiert la propriété.										
TITRE I. — Des successions	10	5	5	9	1	7	—	6	1	7
TITRE II. — Des donations entre vifs et des testaments	3	2	1	3	—	1	—	1	—	1
TITRE III. — Des contrats et obligations conventionnelles en général.	32	18	14	31	1	17	1	15	3	18
Donations entre vifs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Testaments	4	1	3	4	—	3	—	3	—	4
Autres affaires	55	23	32	55	—	21	—	23	1	24
TITRE IV. — Des engagements qui se forment sans convention	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE V. — Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Séparations de biens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE VI. — De la vente	2	2	—	2	—	1	—	1	—	1
TITRE VIII. — Du contrat de louage	7	4	3	6	1	3	—	2	1	3
TITRE IX. — Du contrat de société.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE X. — Du prêt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XI. — Du dépôt et du séquestre	2	2	—	2	—	1	—	1	—	1
TITRE XII. — Des contrats aléatoires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XIII. — Du mandat	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XV. — Des transactions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TITRE XVII. — Des privilèges et hypothèques (loi du 16 décembre 1851)	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE XX. — De la prescription	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Code de procédure et lois spéciales										
1 ^{re} PARTIE, LIVRE II, TITRE VIII. — Des jugements par défaut et oppositions										
LIVRE II, TITRE XIV. — Des rapports d'experts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE II, TITRE XXII. — De la péremption.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE II, TITRE XXVIII. — Du désaveu	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE III. — Des tribunaux d'appel. TITRE UNIQUE	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE IV, TITRE I. — De la tierce opposition	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE IV. — Des redditions de comptes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies-arrêts ou oppositions	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VIII. — Des saisies-exécutions	2	2	—	2	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE XIV. — De l'ordre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
LIVRE V, TITRE XVI. — Des référés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 ^e PARTIE, LIVRE I, TITRE II. — De la saisie-gagerie										
LIVRE II, TITRE I. — Apposition de scellés après décès	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE II, TITRE III. — De la levée du scellé	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE III, TITRE UNIQUE. — Des arbitrages	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Brevets d'invention. Loi du 24 mai 1854	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1876	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
Enregistrement. Loi du 22 frimaire an VII	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Expropriation p ^r cause d'utilité publique. Loi du 17 avril 1835	3	—	3	3	—	3	—	3	—	3
Expulsion de locataires. Loi du 9 août 1887	2	1	1	2	—	2	—	2	—	2
Exécution de décision judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poursuites disciplinaires. Loi du 25 ventôse an XI, 20 avril et 14 décembre 1810	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Responsabilité des communes. Décret du 10 vendémiaire an IV	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854. Chapitres II et III.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres matières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX	212	125	87	192	20	151	1	141	11	152

LXIV (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES DANS LESQUELLES LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	Nom- bre total des affaires termi- nées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS		NOMBRE DES ARRÊTS		ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public				TOTAL des arrêts rendus après communi- cation au ministère publ.	
		qui accueil- lent les conclu- sions du deman- deur originaire.	qui rejettent les conclu- sions du deman- deur originaire.	con- tra- dic- toires.	par défait.	de droit.	d'office.	sur ses conclusions			
								con- formes.	con- traires.		
AFFAIRES COMMERCIALES											
Code de commerce.											
LIVRE 1 ^{er} .											
Du commerce en général											
TITRES I à V. — Des commerçants, etc.	82	50	32	80	2	25	1	24	2	26	
TITRE VI. — Du gage	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	
TITRES VII et VIII bis. — De la commission et du contrat de transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TITRE IX. — Des sociétés	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	
TITRES X et XI. — Des assurances.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
LIVRE II.											
Du commerce maritime											
LIVRE III.											
Des faillites, banqueroutes et suris.											
TOTAL	90	55	35	88	2	29	1	28	2	30	
Affaires civiles.											
Cour d'appel de	Bruxelles	127	82	45	118	9	93	1	86	8	94
	Gand	18	13	5	17	1	15	—	14	1	15
	Liège	67	30	37	57	10	43	—	41	2	43
TOTAL	212	125	87	192	20	151	1	151	11	152	
Affaires commerciales											
Cour d'appel de	Bruxelles	63	40	23	63	—	20	1	19	2	21
	Gand	7	6	1	6	1	3	—	3	—	3
	Liège	20	9	11	19	1	6	—	6	—	6
TOTAL	90	55	35	88	2	29	1	28	2	30	
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	302	180	122	280	22	180	2	169	13	182	

LXV. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE.	AFFAIRES TERMINÉES			TOTAL.	AFFAIRES RESTANT A JUGER.	
	PAR ARRÊTS		par radiation. du rôle, etc.			
	contradic- toires.	par défaut.				
1	2	3	4	5	6	
A. — En matière civile.						
Depuis moins de 3 mois	63	1	9	73	69	
— 3 à 6 mois	35	6	6	47	44	
— 6 mois à 1 an	37	5	5	47	25	
— 1 an à 3 ans	52	8	39	99	799	
— 3 à 5 ans	5	—	6	11	63	
— 5 à 10 ans	—	—	5	5	6	
— 10 ans et plus	—	—	—	—	3	
TOTAL	192	20	70	282	1,009	
B. — En matière commerciale.						
Depuis moins de 3 mois	18	—	3	21	32	
— 3 à 6 mois	11	—	2	13	15	
— 6 mois à 1 an	10	1	6	26	39	
— 1 à 3 ans	36	1	35	72	616	
— 3 à 5 ans	3	—	5	8	64	
— 5 à 10 ans	1	—	1	2	3	
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—	
TOTAL	88	2	52	142	769	
<i>Affaires civiles.</i>						
Cour d'appel de	Bruxelles	118	9	27	154	718
	Gand	17	1	23	41	91
	Liège	57	10	20	87	200
TOTAL	192	20	70	282	1,009	
<i>Affaires commerciales.</i>						
Cour d'appel de	Bruxelles	63	—	17	80	610
	Gand	6	1	20	36	68
	Liège	19	1	6	26	91
TOTAL	88	2	52	142	769	
TOTAL GÉNÉRAL	280	22	122	424	1,778	

5^o COURS DE CASSATION

COMPÉTENCE

La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment (Voir Statistique pénale).

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. La cour de cassation connaît :

1^o Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2^o Des réglemens de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déferés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

COUR DE CASSATION (1^{re} CHAMBRE).

LXVI. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX QUI ONT RENDU LES JUGEMENTS ATTAQUÉS.	CAUSES A JUGER			ARRÊTS					TOTAL des ARRÊTS.	Causes restant à juger.
	pendantes au commen- cement de l'année judi- ciaire.	intro- duites pen- dant l'année judi- ciaire.	TOTAL.	d'in- struc- tion.	AU FOND		DÉCRÉTANT			
					Cas- sation.	Rejet.	la déché- ance.	le désiste- ment.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant en matière										
civile. de commerce.										
Bruxelles	15	2	17	—	5	6	—	—	11	6
Gand	3	1	4	—	1	1	—	—	2	2
Liège	20	5	25	—	—	5	—	—	5	20
Tribunaux jugeant										
en première instance. en degré d'appel.										
Bruxelles	4	1	5	—	1	1	—	—	2	3
Louvain	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—
Nivelles	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Anvers	2	1	3	—	—	1	—	—	1	2
Mons	3	—	3	—	1	—	—	—	1	2
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	3	—	3	—	—	1	—	—	1	2
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	5	—	5	—	2	1	—	—	3	2
Huy	1	1	2	—	—	1	—	—	1	1
Verviers	3	1	4	—	—	1	—	—	1	3
Tongres	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Hasselt	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Marcho	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Namur	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—
Tribunaux de commerce	15	—	15	—	1	3	—	—	4	11
Justices de paix	5	1	6	—	2	—	—	—	2	4
Conseils de prud'hommes	2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Affaire non comprise dans la classification précédente : Règlement de juges	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX . . .	91	14	105	—	17	22	—	—	39	66

LXVII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.			ARRÊTS				TOTAL par MATIÈRE.	TOTAL GÉNÉRAL.
			sur incidents.	de désiste- ment.	de cassa- tion.	de rejet.		
LIVRE	TITRE.	Code civil.						
I	VII	De la paternité et de la filiation	—	—	—	1	1	
II	II	De la propriété	—	—	1	—	1	
II	II	De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation	—	—	1	1	2	
III	III	Des contrats et obligations	—	—	2	2	4	
III	XX	De la prescription	—	—	2	1	3	
TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE CIVIL			—	—	6	5	11	
Code de procédure.								
PREMIÈRE PARTIE.								
II	II	Des ajournements	—	—	1	—	1	
II	III	Des jugements	—	—	1	—	1	
III	unique	De l'appel et de l'instruction sur appel	—	—	—	1	1	
V	VI	Règles générales sur l'exécution forcée des jugements	—	—	—	1	1	
TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE PROCÉDURE			—	—	2	2	4	
Code de commerce.								
I	I	Des commerçants	—	—	—	1	1	
I	VIII ^{bis}	Du contrat de transport	—	—	—	1	1	
III	I	Des faillites	—	—	—	2	2	
TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE COMMERCE			—	—	—	4	4	
Lois et matières diverses.								
Accidents du travail (L. 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des)			—	—	4	2	6	
Chemins de fer (L. 25 juillet 1891).			—	—	1	—	1	
Constitution art. 25. Pouvoirs.			—	—	1	—	1	
Id. art. 97. De l'obligation de motiver les jugements			—	—	1	1	2	
Enregistrement et patente (L. 24 mars 1873)			—	—	—	1	1	
Expropriation par zones (LL. 1 juillet 1858 et 15 novembre 1867)			—	—	—	1	1	
Hypothèques (L. 16 décembre 1851)			—	—	1	1	2	
Mines et carrières (L. 21 avril 1810)			—	—	—	1	1	
Organisation du tribunal de cassation (Décret concernant l') 2 brumaire an IV et règlement organique de la procédure en cassation (A. 15 mars 1815 contenant)			—	—	—	3	3	
Police communale. Des dommages-intérêts et réparations civiles (décret du 10 vendémiaire, an IV, titre V)			—	—	—	1	1	
Règlement communal de Vilvorde. — Taxe sur les égouts (A. R. 11 septembre 1895).			—	—	1	—	1	
TOTAL RELATIF AUX LOIS ET MATIÈRES SPÉCIALES			—	—	9	11	20	
TOTAL GÉNÉRAL			—	—	17	22	39	

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

ANNÉE 1915

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés

annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXVIII. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maximum et minimum.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	Capacité.											Population							
	CELLULES OU PLACES																		
	ordinaires.		d'infirmierie.		de pistole.		pour dettiers.		de désencorement.		TOTAL.		moyenne.		maximum.		minimum.		
	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
A. — Prisons centrales.																			
Prison centrale à Louvain	539		24										583		547		562		526
Prison centrale à Gand.	Quartier commun des criminels	202		28									230		91		97		91
	Quartier cellulaire à Id. de discipline et des jeunes condamnés	83		7									90		78		83		67
	TOTAUX	369		15									384		135		174		116
B. — Prisons secondaires.																			
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	521		20										550		252		346		169
Prison à Saint-Gilles	599		12		3								614		714		823		553
Id. à Forest	345	128	8	4	8	4							361	136	369	109	472	156	233
Id. secondaire à Louvain	140	27	6	3	3	1	6						177	31	138	91	224	33	81
Id. à Nivelles	104	15	5	1	1								117	16	80	7	115	15	37
Id. à Anvers	357	61	9	3	5	2							391	66	434	56	590	101	261
Id. à Malines	64	15	4	2	2	1	4						74	18	71	15	91	27	21
Id. à Turnhout	147	15	9	1	3								159	16	93	7	147	23	66
Id. à Mons	229	41	8	1	2	1							282	71	159	21	199	32	113
Id. à Charleroi	108	20		1	2	1							110	22	108	9	147	18	70
Id. à Tournai	156	23	6	3	2	1							189	34	82	7	98	12	71
Id. secondaire à Gand	253	51	10	2	3	2							326	55	269	52	350	115	196
Id. à Termonde	117	28	1	2	4	2							135	32	92	6	117	18	
Id. à Audenarde	48	2		1	1								49	2	22		38	4	7
Id. à Bruges	218	57	3	2	3	1	1						225	60	187	21	269	51	134
Id. à Courtrai	130	13	4	1	2	1							136	15	77	9	113	28	53
Id. à Furnes	32	8	2	1	1								36	9	76	4	211	17	24
Id. à Ypres																			
Id. à Liège	182	53	4	2	2	2							196	57	130	21	170	42	98
Id. à Verviers	154	24	2	1	2	2							106	10	264	37	137	10	207
Id. à Huy	30	13	2	1	2	1							42	18	27	5	47	9	10
Id. à Tongres	44	12											44	12	36	8	74	15	12
Id. à Hasselt	52	11	2	1	1	1							63	13	24	1	41	5	14
Id. à Arlon	62	16	3	2	1	1	1						79	19	79	6	118	18	44
Id. à Marche	13	2											13	2	5		11	2	1
Id. à Neufchâteau	19	7	1	1	1	1							27	9	10	1	25	7	
Id. à Namur	92	25	4	2	1	2							97	29	38	10	55	17	24
Id. à Dinant	33	5											38	9	21	2	42	8	8
TOTAUX	4,249	676	137	39	57	23	12						339	46	4,794	788	3,730	418	5,200
TOTAUX GÉNÉRAUX	5,462	676	211	39	57	28	12						339	46	6,081	788	4,584	418	6,116

LXIX. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. — Prisons centrales.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	Population au 31 décembre 1914.		ENTRÉES.		SORTIES.		Total des sorties.		Population au 31 décembre 1915.		JOURNÉES de détention.	
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.		Total.		Total.		Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.
	3	4	Total.		Total.		Total.		23	24	25	26
	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Prison centrale à Louvain	Mort commués en travaux forcés à perpétuité	80	80	2	2	1	1	1	1	1	1	29,148
	Travaux forcés à perpétuité	94	97	3	3	3	3	3	3	3	3	33,385
	Travaux forcés à temps	201	215	12	18	48	18	23	23	23	23	71,985
	Détention perpétuelle	1	2	2	2	5	2	5	5	5	5	522
	Reclusion à temps	1	5	4	2	6	2	8	8	8	8	1,409
	Reclusion	45	61	16	2	2	2	6	6	6	6	18,563
	Emprisonnement correctionnel	118	156	33	19	19	19	36	36	36	36	44,698
	Mort commués en travaux forcés à perpétuité	40	42	2	2	2	2	2	2	2	2	14,475
	Travaux forcés à perpétuité	40	45	3	3	3	3	7	7	7	7	13,706
	Travaux forcés à temps	12	19	1	1	1	1	5	5	5	5	4,876
Détention perpétuelle	2	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1,269	
Reclusion à temps	3	3	3	1	1	1	1	1	1	1	771	
Reclusion	12	14	6	6	6	6	8	8	8	8	4,579	
Emprisonnement correctionnel	1	17	1	1	3	1	4	4	4	4	4,459	
Indisciplinés	47	69	9	21	21	21	31	31	31	31	3,553	
Jeunes condamnés	87	131	19	22	22	22	29	29	29	29	35,827	
TOTAUX	710	836	91	60	151	77	849	215	1,064	887	1,173	262,412

LXIX (suite). — Mouvement

B. — Prisons

général d'entrée et de sortie.

secondaires.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1914.			ENTRÉES.								
	Hommes. 2	Femmes. 3	TOTAL. 4	Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réinté- grés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.		
				Hommes. 5	Femmes. 6	TOTAL. 7	Hommes. 8	Femmes. 9	TOTAL. 10	Hommes. 11	Femmes. 12	TOTAL. 13
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	209	—	209	43	—	43	435	—	435	478	—	478
Prison à Saint-Gilles	560	—	560	4,318	142	4,460	704	—	704	5,022	142	5,164
Id. à Forest.	232	63	295	2,924	1,196	4,120	930	55	985	3,854	1,251	5,105
Id. secondaire à Louvain.	89	12	101	932	181	1,113	86	4	90	1,018	185	1,203
Id. à Nivelles	37	5	42	372	37	409	123	1	124	495	38	533
Id. à Anvers	295	32	327	5,422	1,157	6,579	404	11	415	5,826	1,168	6,994
Id. à Malines	27	6	33	573	65	638	67	8	75	640	73	713
Id. à Turnhout	67	4	71	707	103	810	103	4	107	810	107	917
Id. à Mons	124	15	139	387	37	424	84	8	92	471	45	516
Id. à Charleroi	87	4	91	759	63	822	183	7	190	942	70	1,012
Id. à Tournai	86	7	93	209	22	231	17	2	19	226	24	250
Id. secondaire à Gand.	233	19	252	5,220	480	6,000	192	5	197	5,412	845	6,257
Id. à Termonde	—	—	—	1,355	162	1,517	109	9	118	1,464	171	1,635
Id. à Audenarde.	8	1	9	296	22	318	54	4	58	350	26	376
Id. à Bruges	168	15	183	3,878	280	4,158	13	2	15	3,891	282	4,173
Id. à Courtrai.	64	4	68	462	335	797	21	—	21	483	335	818
Id. à Furnes (1).	85	14	99	3,476	22	3,498	11	1	12	3,487	23	3,510
Id. à Ypres.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liège	168	15	183	917	174	1,091	212	15	227	1,129	189	1,318
Id. à Verviers.	82	10	92	484	70	554	263	4	267	747	74	821
Id. à Huy	15	3	18	263	24	287	24	2	26	287	26	313
Id. à Tongres	15	1	16	1,130	221	1,351	16	1	17	1,146	222	1,368
Id. à Hasselt	13	1	14	124	13	137	16	—	16	140	13	153
Id. à Arlon	49	8	57	1,268	83	1,351	3	3	6	1,271	86	1,357
Id. à Marche	1	—	1	123	8	131	2	—	2	125	8	133
Id. à Noufchâteau.	1	—	1	162	19	181	7	2	9	169	21	190
Id. à Namur	27	8	35	251	30	281	33	5	38	284	35	319
Id. à Dinant	8	—	8	252	29	281	7	1	8	259	30	289
TOTAUX	2,690	247	2,937	36,307	5,335	41,642	4,119	154	4,273	40,426	5,489	45,915

(1) Par suite de l'occupation, la population de la prison à Furnes au 31 décembre 1914 n'a pu être donnée dans la statistique de 1914.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1914.			ENTRÉES.									POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1915.			JOURNÉES DE DÉTENTION.	
	Hommes. 2	Femmes. 3	TOTAL. 4	Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réinté- grés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.			Hommes. 26	Femmes. 27	TOTAL. 28	Hommes. 29	Femmes. 30
				Hommes. 5	Femmes. 6	TOTAL. 7	Hommes. 8	Femmes. 9	TOTAL. 10	Hommes. 11	Femmes. 12	TOTAL. 13					
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand.	209	—	209	43	—	43	435	—	435	478	—	478	346	—	346	91,813	—
Prison à Saint-Gilles	560	—	560	4,318	142	4,460	704	—	704	5,022	142	5,164	734	22	756	260,568	4,017
Id. à Forest.	232	63	295	2,924	1,196	4,120	930	55	985	3,854	1,251	5,105	385	121	506	134,785	30,705
Id. secondaire à Louvain.	89	12	101	932	181	1,113	86	4	90	1,018	185	1,203	165	16	181	50,278	6,862
Id. à Nivelles	37	5	42	372	37	409	123	1	124	495	38	533	103	9	112	29,130	2,401
Id. à Anvers	295	32	327	5,422	1,157	6,579	404	11	415	5,826	1,168	6,994	557	97	654	158,472	20,583
Id. à Malines	27	6	33	573	65	638	67	8	75	640	73	713	91	12	103	25,825	5,329
Id. à Turnhout	67	4	71	707	103	810	103	4	107	810	107	917	144	21	165	33,848	2,652
Id. à Mons	124	15	139	387	37	424	84	8	92	471	45	516	126	31	157	57,967	7,495
Id. à Charleroi	87	4	91	759	63	822	183	7	190	942	70	1,012	126	18	144	39,333	3,319
Id. à Tournai	86	7	93	209	22	231	17	2	19	226	24	250	75	7	82	29,953	2,454
Id. secondaire à Gand.	233	19	252	5,220	480	6,000	192	5	197	5,412	845	6,257	279	31	310	98,139	19,155
Id. à Termonde	—	—	—	1,355	162	1,517	109	9	118	1,464	171	1,635	110	11	121	33,598	2,096
Id. à Audenarde.	8	1	9	296	22	318	54	4	58	350	26	376	29	—	29	8,090	452
Id. à Bruges	168	15	183	3,878	280	4,158	13	2	15	3,891	282	4,173	176	32	208	68,372	7,735
Id. à Courtrai.	64	4	68	462	335	797	21	—	21	483	335	818	81	12	93	27,970	3,308
Id. à Furnes (1).	85	14	99	3,476	22	3,498	11	1	12	3,487	23	3,510	80	4	84	27,899	1,520
Id. à Ypres.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liège	168	15	183	917	174	1,091	212	15	227	1,129	189	1,318	168	36	204	47,391	7,668
Id. à Verviers.	82	10	92	484	70	554	263	4	267	747	74	821	203	8	211	49,926	3,808
Id. à Huy	15	3	18	263	24	287	24	2	26	287	26	313	25	8	33	9,891	1,780
Id. à Tongres	15	1	16	1,130	221	1,351	16	1	17	1,146	222	1,368	12	4	16	12,998	2,033
Id. à Hasselt	13	1	14	124	13	137	16	—	16	140	13	153	25	2	27	8,928	533
Id. à Arlon	49	8	57	1,268	83	1,351	3	3	6	1,271	86	1,357	102	6	108	28,715	2,326
Id. à Marche	1	—	1	123	8	131	2	—	2	125	8	133	8	—	8	1,653	115
Id. à Noufchâteau.	1	—	1	162	19	181	7	2	9	169	21	190	14	2	16	3,776	203
Id. à Namur	27	8	35	251	30	281	33	5	38	284	35	319	41	11	52	13,827	3,083
Id. à Dinant	8	—	8	252	29	281	7	1	8	259	30	289	38	6	44	7,703	807
TOTAUX	2,690	247	2,937	36,307	5,335	41,642	4,119	154	4,273	40,426	5,489	45,915	4,243	527	4,770	1,380,749	153,179

LXX. — Répartition des journées de détention (1).

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	JOURNÉES							Total des journées de déten- tion.
	DE TRAVAIL.			de repos.	de maladie empor- tant dispense du travail.	d'infir- mes ou d'inca- pables.	de puni- tion empor- tant privation du travail.	
	Service domestique.	Service industriel.	TOTAL.					
1	2	3	4	5	6	7	8	9
A. — Prisons centrales.								
Prison centrale à Louvain	26,609	83,334	109,943	82,623	6,943	—	201	199,710
Prison centrale à Gand.								
Quartier commun des cri- minels	3,738 1/2	21,705 1/2	25,444	4,115	4,038	660	69	34,326
Quartier cellulaire	4,620	18,002	22,622	4,121	1,167	662	2	23,376
Quartier de discipline	2,597	27,562	30,159	5,203	396	—	69	35,827
Quartier des jeunes con- damnés	573	10,677	11,250	2,030	68	—	10	13,358
TOTAUX	38,137 1/2	161,280 1/2	199,418	98,092	12,612	1,123	352	311,597
B. — Prisons secondaires.								
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	25,813	48,509 3/4	74,322 3/4	12,895	4,018	435 1/4	142	91,813
Prison à Saint-Gilles	25,202 1/4	91,627 1/4	119,829 1/2	140,492 1/2	3,475	627	161	264,585
Id. à Forest	17,031 1/2	57,708	74,739 1/2	91,973 1/2	4,600	—	177	174,490
Id. secondaire à Louvain	6,588	26,372	32,960	23,366	65	719	30	57,140
Id. à Nivelles	1,620	17,964	19,584	11,917	38	61	21	31,821
Id. à Anvers	13,603	46,469	60,072	117,877	1,106	—	—	179,055
Id. à Malines	2,710	4,692	7,402	23,743	6	—	3	31,154
Id. à Turahout	2,306	5,315	7,621	28,828	—	—	51	36,500
Id. à Mons	1,435	26,459	30,894	34,515	—	13	40	65,482
Id. à Charleroi	3,193	19,248	22,441	19,772	220	177	42	42,652
Id. à Tournai	4,925	13,627	18,552	13,658	—	182	15	32,407
Id. secondaire à Gand	8,879	30,970	39,849	74,572	2,861	—	3	117,285
Id. à Termonde	3,708	5,097	8,805	26,588	205	2	4	35,604
Id. à Audenarde	917 1/2	2,781	3,701 1/2	4,793 1/2	44	—	3	8,542
Id. à Bruges	7,014 1/2	1,069	9,883 1/2	65,520 1/2	320	365	18	76,107
Id. à Courtrai	4,233 3/12	7,012 4/12	11,245 7/12	19,820 5/12	152	—	150	31,368
Id. à Furnes	1,372	160	1,532	27,369	518	—	—	29,419
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à Liège	6,825	29,789	36,614	18,426	—	—	20	55,059
Id. à Verviers	7,334 1/2	10,965 1/2	18,300	34,310	845	247	32	53,734
Id. à Huy	1,807 1/2	7,280 1/2	9,088	2,489	52	39	3	11,671
Id. à Tongres	1,593	1,044	2,637	13,291	—	—	—	15,931
Id. à Hasselt	1,487	2,254	3,741	5,716	4	—	—	9,461
Id. à Arlon	2,740	2,446	5,186	25,341	365	148	1	31,041
Id. à Marche	218	—	218	1,550	—	—	—	1,768
Id. à Neufchâteau	396	701	1,097	2,877	—	—	5	3,978
Id. à Namur	3,201	8,891	12,092	5,154	231	10	20	17,510
Id. à Dinant	1,024	3	1,027	7,540	—	—	3	8,570
TOTAUX	161,077	472,357 4/12	633,434 4/12	857,396 5/12	19,128	3,025 1/4	944	1,513,928
TOTAUX GÉNÉRAUX	199,214 1/2	633,637 10/12	832,852 4/12	955,488 5/12	31,740	4,148 1/4	1,298	1,825,525

(1) Non compris les journées d'entretien ni des aliénés dans les asiles ni des malades dans les hôpitaux.

LXXI. — Mouvement d'entrée et de sortie des écoles.

POPULATION.	A. — Prisons centrales.						B. — Prisons secondaires.					
	Hommes fréquentant l'école à titre			Jeunes condamnés et indisciplinés fréquentant l'école à titre			Hommes fréquentant l'école à titre			Femmes fréquentant l'école à titre		
	obliga- toire.	facul- tatif.	Total.	obliga- toire.	facul- tatif.	Total.	obliga- toire.	facul- tatif.	Total.	obliga- toire.	facul- tatif.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Population de l'école au 1 ^{er} janvier	524	—	524	126	—	126	(1) 606	(1) 2	(1) 608	39	5	44
Détenus admis à l'école pendant l'année	120	—	120	86	—	86	916	18	934	84	50	134
TOTAUX	644	—	644	212	—	212	1,522	20	1,542	123	55	178
Détenus sortis de l'école pendant l'année	95	—	95	39	—	39	833	13	846	61	46	107
Population de l'école au 31 dé- cembre	540	—	540	173	—	173	689	7	696	62	9	71
Détenus dispensés de l'école pen- dant l'année	6	—	6	—	—	—	45	—	45	—	—	—
Détenus exclus de l'école pendant l'année	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—

(1) D'après la statistique de 1914 la population des écoles des prisons secondaires était au 31 décembre pour les hommes de 632, 2, 634. La différence provient de ce que les cours ont été suspendus à la prison à Courtrai à partir du 1^{er} janvier 1915.

LXXII. — Répartition de l'effectif des détenus fréquentant l'école de la prison au 31 décembre, suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée.

A. — Prisons centrales.

CATÉGORIES.	Etat de l'effectif au 31 décembre suivant le degré d'instruction.																												
	AVANT L'ENTRÉE.											DEPUIS L'ENTRÉE.																	
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLITRÉS AYANT APPRIS		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris				Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.						
	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	
Condamnés { criminels	102	—	152	—	92	—	64	—	410	—	10	—	39	—	43	—	37	—	113	—	79	—	79	—	10	—	410	—	
Condamnés { correctionnels	40	—	65	—	22	—	12	—	139	—	4	—	10	—	24	—	14	—	45	—	19	—	21	—	2	—	139	—	
Elèves du quartier de discipline	—	29	—	75	—	20	—	—	124	—	7	—	—	10	—	9	—	29	—	22	—	17	—	—	27	—	3	—	124
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	8	—	35	—	6	—	—	49	—	1	—	—	3	—	2	—	12	—	15	—	5	—	—	9	—	2	—	49
TOTAUX	142	37	217	110	114	26	76	—	549	173	14	8	49	13	67	11	51	41	158	37	98	22	100	36	12	5	549	173	

B. — Prisons secondaires.

CATÉGORIES.	Etat de l'effectif au 31 décembre suivant le degré d'instruction.																											
	AVANT L'ENTRÉE.											DEPUIS L'ENTRÉE.																
	Ne sachant ni lire ni écrire.		Sachant lire et écrire imparfaitement.		Sachant bien lire et écrire.		Instruction supérieure à ces degrés.		TOTAL.		ILLITRÉS AYANT APPRIS		Sachant lire et écrire imparfaitement et ayant appris				Sachant lire et écrire, ayant reçu le complément de l'instruction primaire.		N'ayant fait aucun progrès.		Demeurés illettrés.		TOTAL.					
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	à lire.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.		à lire et à écrire.		à lire, à écrire et à calculer.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Condamnés { criminels	—	2	—	9	—	1	—	—	—	12	—	1	—	—	—	1	—	4	—	5	—	—	—	1	—	—	—	12
Condamnés { correctionnels	135	14	383	34	162	4	12	—	692	52	8	11	40	2	52	—	62	8	282	24	156	3	57	3	35	1	692	52
Condamnés { de police	—	5	—	2	—	—	—	—	—	7	—	1	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Mineurs gardés préventivement dans la maison d'arrêt	—	—	3	—	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—
TOTAUX	135	21	386	45	163	5	12	—	696	71	8	13	40	5	52	2	65	14	282	29	157	3	57	4	35	1	696	71

LXXIII. — Punitons infligées

CATEGORIES.	INFRACTIONS																				
	Nombre des détenus punis.	Abus de la faculté de correspondre.	Accusations et réclamation non fondées.	Confection des objets en fraude.	Avoir						Bavardage.	Bris d'outils, etc.	Communication et tentative de communication.	Dégâts aux bâtiments et au mobilier.	Destruction ou détérioration de matières premières.	Indiscipline, Inconduite, moqueries, insultes, insolence, réponses inconvenantes, méconnaissance, refus d'obéissance et de travail, interruption du silence, désordre, bruit, tapage et chant.	Injures, outrages, menaces, sa-lou-nies.	Malpropreté, pa-res.			
					jeté des objets divers aux préaux ou par la fenêtre.	tenté d'introduire de l'argent ou du tabac dans la cellule.	détériorés effets d'habillement ou de cou-cher.	été vu à la fenêtre de sa cellule.	1	2									3	4	5
A. — Prisons centrales.																					
Condamnés criminels. { forçats	182	—	1	—	1	1	—	—	8	1	68	23	15	—	45	—	4				
Condamnés criminels. { reclusionnaires	30	—	—	—	2	—	—	—	1	—	11	4	3	—	7	—	1				
Condamnés correctionnels	89	—	—	—	—	—	—	3	1	—	31	15	10	3	25	2	3				
TOTAUX	301	—	1	—	3	1	—	3	10	1	110	42	28	3	77	2	8				
Jeunes condamnés	7	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	1	—				
Indisciplinés	68	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	8	12	—	24	—	—				
TOTAUX	75	—	4	—	—	—	—	—	—	—	9	13	—	—	26	1	—				
B. — Prisons secondaires.																					
HOMMES.	Prévenus et accusés	630	10	5	—	46	10	4	5	17	—	5	304	105	3	129	29	16			
DAMNÉS	Condamnés { criminels { forçats	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—			
	Condamnés { criminels { reclusionnaires	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—			
	Condamnés { correctionnels	1,372	33	22	1	36	7	24	18	27	8	10	630	162	10	384	69	22			
	Condamnés { de police	14	—	—	—	1	—	7	—	—	—	—	1	1	—	4	1	—			
	Autres catégories	129	—	—	—	2	1	—	1	—	—	11	96	—	15	1	—				
	TOTAUX	2,149	43	27	1	85	18	35	24	44	9	16	948	364	13	533	100	38			
FEMMES.	Prévenues et accusées	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—	—			
DAMNÉES	Condamnées { criminelles { forçats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Condamnées { criminelles { reclusionnaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
	Condamnées { correctionnelles	26	—	1	—	—	1	—	—	—	—	10	6	1	11	2	—				
	Condamnées { de police	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—			
	Autres catégories	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	—	5	2	—				
	TOTAUX	43	—	1	—	—	1	—	1	—	—	14	14	2	16	4	—				

aux détenus pendant l'année.

PRONONCÉES.										PUNITONS INFLIGÉES.											
Mauvais travail volontaire. Mauvaise volonté au travail.	Possession d'objets interdits.	Soustraction d'objets appartenant		Tentative d'évasion.	Tra-fics et tentatives de corruption.	Voies de fait sur les surveillants ou sur les co-détenus.	Avoir falsifié les inscriptions faites dans son livret de travail.	Total des infractions.	Punitons prononcées conditionnelles.	Réprimandes et avertissements.	Rem-bour-se-ment du fa-veurs.	Miso au pain et à l'eau en cellule ordinaire ou dans le quartier.	Place-ment en cellule avec ou sans la mise au pain et à l'eau de détenus des quartiers com-muns.	Reclusion dans une cellule de répression avec ou sans la mise au pain et à l'eau pour un terme		Ex-clu-sion de la cole.	Ré-duc-tion de la puni-tion.	Totaux			
		à l'éta-blis-se-ment.	aux dé-te-nus.											maxi-mum de 3 jours.	de 4 à 9 jours.			des jour-nées de puni-tion em-portant priva-tion de tra-vail.	des jour-nées de puni-tion au-tres.		
12	1	—	—	—	4	10	—	194	—	—	81	16	13	21	5	4	—	45	185	120	883
1	—	—	—	—	1	—	—	31	—	—	14	7	1	—	1	—	—	9	32	33	247
1	—	—	—	—	3	2	—	99	—	—	45	7	8	—	2	6	—	24	92	120	247
14	1	—	—	—	8	12	—	324	—	—	140	30	22	21	8	10	—	78	309	273	1,377
—	—	—	—	—	2	—	—	8	—	—	1	—	—	6	—	—	—	—	7	10	—
1	3	—	—	—	2	14	—	73	—	—	16	2	6	50	—	—	—	—	74	69	66
1	3	—	—	—	4	14	—	81	—	—	17	2	6	56	—	—	—	—	81	79	66
1	11	—	—	4	8	3	—	715	18	50	89	195	306	—	29	3	—	—	690	120	4,283
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	3	—	2
34	32	5	—	2	16	31	—	1,583	41	34	176	491	577	2	166	13	1	—	1,504	768	11,935
—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	—	1	—	10	—	3	—	—	—	14	3	12
—	2	—	—	1	1	—	—	132	2	—	95	11	13	1	10	1	—	—	133	27	303
35	45	5	—	7	25	34	—	2,449	61	84	362	697	909	3	208	17	4	—	2,345	918	16,538
—	—	—	—	—	1	—	—	6	—	—	2	3	3	—	1	—	—	—	9	3	58
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	34	2	—	5	10	8	—	6	—	—	—	31	18	364
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	2	1	3	—	3	—	—	—	9	5	66
—	—	—	—	—	1	1	—	56	2	—	12	14	14	—	10	—	—	—	52	26	488

SERVICE MÉDICAL.

LXXIV. — Détenus traités pendant l'année.

A. — Prisons centrales.

DÉSIGNATION DES MALADIES.	DÉTENUS en traitement au 31 décembre 1914.			DÉTENUS pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.						DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1915.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.														
	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.			Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	TOTAL.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	TOTAL.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	TOTAL.			
										Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.	Hom- mes.	Jeunes gens con- dam- nés et in- disci- plinés.	Total.												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34			
Maladies générales	11	—	11	43	6	49	54	6	60	35	6	41	1	—	1	1	—	1	4	—	4	41	6	47	13	—	13	4,186	28	4,214	—	—	—			
Id. du système nerveux et des organes des sens	9	—	9	10	1	11	19	1	20	7	1	8	2	—	2	1	—	1	3	—	3	13	1	14	6	—	6	2,512	89	2,601	—	—	—			
Maladies de l'appareil circulatoire	3	—	3	11	—	11	14	—	14	6	—	6	—	—	—	—	—	—	5	—	5	11	—	11	3	—	3	1,048	—	1,048	—	—	—			
Id. id. respiratoire	8	—	8	8	1	9	16	1	17	7	—	7	—	—	—	1	—	1	2	—	2	10	—	10	6	1	7	2,200	292	2,582	—	—	—			
Id. id. digestif	6	—	6	12	—	12	18	—	18	11	—	11	—	—	—	1	—	1	2	—	2	14	—	14	4	—	4	1,762	—	1,762	—	—	—			
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes	1	—	1	2	1	3	3	1	4	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	1	—	1	315	49	364	—	—	—			
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	267	—	267
Id. des organes de la locomotion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vices de conformation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vieillesse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Affections produites par des causes extérieures.	—	—	—	1	1	2	1	1	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Maladies mal définies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAUX	38	—	38	88	10	98	126	10	136	69	9	78	3	—	3	4	—	4	16	—	16	92	9	101	34	1	35	12,148	464	12,612	267	—	—	267		

SERVICE MÉDICAL.

LXXIV (suite). — Détenus traités pendant l'année.

B. — Prisons secondaires.

DÉSIGNATION DES MALADIES. 1.	Détenus en traitement au 31 décembre 1914.			Détenus pris en traitement pendant l'année.			TOTAL.			DÉTENUS DONT LE						TRAITEMENT A CESSÉ PENDANT L'ANNÉE.						DÉTENUS EN TRAITEMENT au 31 décembre 1915.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.						
	Hom- mes. 2	Fem- mes. 3	TOTAL 4	Hom- mes. 5	Fem- mes. 6	TOTAL 7	Hom- mes. 8	Fem- mes. 9	TOTAL 10	GUÉRIS.			Transférés dans un asile d'aliénés ou un hôpital.			Libérés, graciés, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.			Hom- mes. 26	Fem- mes. 27	TOTAL 28	Hom- mes. 29	Fem- mes. 30	TOTAL 31	Hom- mes. 32	Fem- mes. 33	TOTAL 34	
										Hom- mes. 11	Fem- mes. 12	TOTAL 13	Hom- mes. 14	Fem- mes. 15	TOTAL 16	Hom- mes. 17	Fem- mes. 18	TOTAL 19	Hom- mes. 20	Fem- mes. 21	TOTAL 22	Hom- mes. 23	Fem- mes. 24	TOTAL 25										
Maladies générales.	11	15	26	187	86	273	198	101	299	85	38	123	11	2	13	66	36	102	(1) 6	1	7	168	77	245	30	24	54	3,334	175	3,509	3,806	6,533	10,429	
Id. du système nerveux et des organes des sens	7	1	8	45	9	54	52	10	62	28	1	29	3	—	3	11	5	16	2	—	2	44	6	50	8	4	12	1,422	315	1,737	996	892	1,878	
Id. de l'appareil circulatoire.	1	—	1	36	4	40	37	4	41	17	2	19	2	—	2	12	2	14	3	—	3	34	4	38	3	—	3	589	6	595	833	148	981	
Id. id. respiratoire.	6	2	8	81	7	88	87	9	96	44	2	46	4	—	4	26	6	32	1	—	1	75	8	83	12	1	13	1,390	—	1,390	2,276	395	2,671	
Id. id. digestif	12	6	18	230	25	255	242	31	273	125	12	137	1	1	2	81	12	93	—	—	—	207	25	232	35	6	41	2,119	988	3,107	6,640	1,029	8,569	
Id. id. génito-urinaire et de ses annexes.	2	—	2	19	2	21	21	2	23	10	—	10	—	—	—	8	1	9	—	—	—	18	1	19	3	1	4	687	—	687	402	384	786	
Etat puerpéral.	—	3	3	—	5	5	—	8	8	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	8	8	—	—	—	—	—	—	394	394	—	—
Maladies de la peau et du tissu cellulaire	—	—	—	16	—	16	16	—	16	11	—	11	—	—	—	4	—	4	—	—	—	15	—	15	1	—	1	311	—	311	292	—	292	
Id. des organes de la locomotion	1	—	1	6	—	6	7	—	7	5	—	5	—	—	—	2	—	2	—	—	—	7	—	7	—	—	—	137	—	137	29	—	29	
Vices de conformation.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vieillesse	2	—	2	8	2	10	10	2	12	2	—	2	1	—	1	4	—	4	1	—	1	8	—	8	2	2	4	222	28	250	177	515	692	
Affections produites par des causes extérieures.	2	—	2	4	—	4	6	—	6	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	4	—	4	2	—	2	550	—	550	165	—	165	
Maladies mal définies.	—	—	—	2	—	2	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	42	—	42	68	—	68	
TOTAUX	44	27	71	634	140	774	678	167	845	330	59	389	24	3	27	214	66	280	13	1	14	581	129	710	97	38	135	10,803	1,512	12,315	15,774	11,180	26,954	

(1) Le tableau LXXV ne signale que 5 décès d'hommes traités pour ce genre de maladie. La différence se rapporte à un malade de cette catégorie qui s'est suicidé.

LXXVI. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — Prisons centrales.

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.		ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			DURÉE DE LA CONDAMNATION.				MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.					
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs		Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les			A perpétruit.	De plus de 5 à 10 ans.	De plus de 10 à 20 ans.	Miso à la disposition du gouvernement.	Pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Saut par dessus la balustrade.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
									avec enfants.	sans enfants.			personnes.	propriétés.	mœurs.												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Condamnés aux T. F. P.	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Id. aux T. F. T.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à la R.	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	2	1	1	—	1	—	1	2	1	—	2	1	3	—	—	1	1	1	—	2	—	1	—	—	1	—	1

B. — Prisons secondaires.

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.					DURÉE DE LA CONDAMNATION.				MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.														
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs		Non condamnés.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Désertion.	Étrangers sans moyens d'existence.	Vagabondage.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mort commuée en T.F.P.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Asphyxie par le gaz d'éclairage.	Saut par dessus la balustrade.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.		
									avec enfants.	sans enfants.																														
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39		
Prévenus (Hommes	2	0	2	5	2	—	2	5	5	1	2	5	4	—	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	1	1	1	4	2	3	—	1	—	—	—	—	—
et accusés (Femmes.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Condamnés :																																								
Hommes	2	3	1	2	2	—	—	3	2	—	—	4	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	1	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—
Mendiants (Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et vagabonds.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX :																																								
Hommes	4	12	3	7	4	—	2	8	7	1	2	9	5	1	12	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	1	2	1	4	3	3	1	4	—	—	—	—	—
Femmes	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	5	12	3	7	4	—	3	9	7	1	2	9	6	1	13	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	1	2	1	4	3	4	1	4	—	—	—	—	—

LXXVIII. — Compte en recettes et dépenses

du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES.				PERTES sur le travail. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL général.	DÉPENSES.								BÉNÉFICE sur le travail.	TOTAL général.		
	PRODUIT BRUT DU TRAVAIL						TOTAL.	A. GRATIFICATIONS ACCORDÉES AUX DÉTENUX OCCUPÉS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS.				TOTAL.	B. GRATIFI- CATIONS accordées aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. MENUES DÉPENSES. — (Achat d'articles de confection, etc.)			D. TRAITE- MENT du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.
	pour compte de particuliers.	pour compte de l'Etat						Condamnés correc- tionnels.	Condamnés à la reclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Prison centrale à Gand	20,786 88	16,049 14	—	36,836 02	—	36,836 02	7,550 91	240 75	2,210 05	2,002 71	12,111 35	4,206 45	125 63	18,325 69	35,776 66	1,665 16	36,656 62	
Id. à Louvain	26,826 89	4,565 30	—	31,392 28	—	31,392 28	2,447 76	782 50	4,923 25	—	8,153 51	2,078 77	1,933 92	17,424 96	29,591 16	1,801 12	31,392 28	
Prison à Saint-Gilles	27,778 68	341 85	—	28,120 53	—	28,120 53	9,613 78	3 34	1 50	459 73	10,078 35	2,896 99	319 65	10,000 08	23,295 07	4,825 46	28,120 53	
Id. à Forest	15,887 09	354 79	—	16,242 69	—	16,242 69	2,066 03	45 56	81 99	7,228 54	9,422 12	2,613 32	120 45	—	12,155 89	4,086 55	16,242 69	
Id. secondaire à Louvain	3,581 47	—	—	3,581 47	—	3,581 47	1,121 20	—	—	264 51	1,385 71	779 80	14 25	—	2,179 76	1,401 71	3,581 47	
Id. à Nivelles	5,635 50	—	—	5,635 50	—	5,635 50	1,596 08	—	—	680 44	2,276 52	242 75	7 45	—	2,526 72	3,108 78	5,635 50	
Id. à Anvers	13,441 44	—	—	13,441 44	—	13,441 44	4,180 11	—	—	1,046 47	5,226 58	1,671 61	11 25	—	6,909 44	6,532 00	13,441 44	
Id. à Malines	641 33	9 59	—	650 83	—	650 83	171 12	—	—	111 76	282 88	351 29	6 95	—	641 12	9 71	650 83	
Id. à Turnhout	1,892 65	—	—	1,892 65	—	1,892 65	641 51	—	—	40 77	682 28	332 95	3 85	—	1,019 08	873 57	1,892 65	
Id. à Mons	11,044 30	28 56	—	11,072 86	—	11,072 86	3,067 97	3 94	47 16	1,048 08	4,167 15	661 22	1 30	—	4,829 67	6,243 19	11,072 86	
Id. à Charleroi	3,655 14	—	—	3,655 14	—	3,655 14	573 15	—	1 06	1,407 51	1,981 72	489 30	0 30	—	2,471 32	1,183 82	3,655 14	
Id. à Tournai	3,359 37	—	—	3,359 37	—	3,359 37	1,131 21	—	4 43	74 04	1,209 68	682 60	0 15	—	1,892 43	1,466 94	3,359 37	
Id. secondaire à Gand	6,675 44	412 10	—	7,087 54	—	7,087 54	1,307 66	40 33	30 84	2,060 90	3,448 73	1,022 85	2 95	—	4,474 53	2,613 01	7,087 54	
Id. à Termonde	776 28	—	—	776 28	—	776 28	266 75	—	—	7 84	274 59	440 95	3 —	—	718 54	57 74	776 28	
Id. à Audenarde	502 01	—	—	502 01	—	502 01	44 86	—	—	263 72	308 58	160 99	—	—	469 57	32 44	502 01	
Id. à Bruges	782 07	—	—	782 07	535 36	1,317 43	140 56	—	—	58 80	208 36	1,108 67	0 40	—	1,317 43	—	1,317 43	
Id. à Courtrai	2,358 22	89 62	—	2,447 84	—	2,447 84	600 48	—	—	539 29	1,139 77	534 55	17 05	—	1,691 37	756 47	2,447 84	
Id. à Furnes	31 41	—	—	31 41	272 88	304 29	6 58	—	—	8 84	15 42	288 87	—	—	304 29	—	304 29	
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. à Liège	6,865 01	17 64	—	6,882 65	—	6,882 65	1,547 53	—	19 75	1,679 70	3,246 98	895 07	0 55	—	4,142 60	2,740 05	6,882 65	
Id. à Verviers	5,813 82	—	—	5,813 82	—	5,813 82	1,977 56	—	—	111 24	2,088 80	950 86	1 65	—	3,041 31	2,772 51	5,813 82	
Id. à Huy	2,618 09	—	—	2,618 09	—	2,618 09	557 59	—	—	716 79	1,274 38	252 89	—	—	1,527 27	1,090 82	2,618 09	
Id. à Tongres	218 69	—	—	218 69	129 01	347 70	70 15	—	—	12 65	82 80	263 10	1 80	—	347 70	—	347 70	
Id. à Hasselt	1,155 02	—	—	1,155 02	—	1,155 02	315 10	—	—	178 01	493 11	219 90	0 10	—	713 11	411 91	1,155 02	
Id. à Arlon	877 70	—	—	877 70	—	877 70	275 77	—	—	62 40	338 17	193 70	7 05	—	538 92	338 78	877 70	
Id. à Marche	—	—	—	—	32 40	32 40	—	—	—	—	—	32 40	—	—	32 40	—	32 40	
Id. à Neufchâteau	167 90	—	—	167 90	—	167 90	47 36	—	—	22 71	70 07	37 75	1 30	—	109 12	58 78	167 90	
Id. à Namur	2,801 11	—	—	2,801 11	—	2,801 11	654 54	—	17 20	594 28	1,266 02	391 45	3 75	—	1,661 22	1,139 89	2,801 11	
Id. à Dinant	17 50	—	—	17 50	137 12	154 62	6 12	—	—	—	6 12	148 30	0 20	—	154 62	—	154 62	
TOTAUX	168,191 91	21,863 50	—	188,060 41	1,106 77	189,167 18	41,997 47	1,116 42	8,447 13	20,681 73	72,242 75	23,949 38	2,584 35	45,760 04	144,526 52	44,640 66	189,167 18	

LXXIX. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1915.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand	403,993 18	220,125	1 84	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	368,608 07	200,155	1 79	
Id. à Saint-Gilles	409,919 16	266,202	1 54	
Id. à Forest	308,800 84	176,133	1 75	
Id. secondaire à Louvain	97,874 42	57,922	1 69	
Id. à Nivelles	62,956 39	31,621	1 90	
Id. à Anvers	249,363 97	179,970	1 38	
Id. à Malines	51,746 18	31,363	1 75	
Id. à Turnhout	82,674 99	36,598	2 26	
Id. à Mons	151,565 71	68,684	2 21	
Id. à Charleroi.	84,069 31	42,652	1 97	
Id. à Tournai	95,867 37	51,149	1 87	
Id. secondaire à Gand	161,378 43	120,919	1 33	
Id. à Termonde	113,046 03	36,193	3 12	
Id. à Audenarde	33,910 07	8,566	3 96	
Id. à Bruges	110,034 01	78,138	1 41	
Id. à Courtrai	78,231 94	31,394	2 49	
Id. à Furnes	62,155 53	29,419	2 11	
Id. à Ypres	—	—	—	
Id. à Liège	112,910 12	55,977	2 02	
Id. à Verviers	120,960 98	63,070	1 92	
Id. à Huy	27,920 71	11,671	2 39	
Id. à Tongres	36,131 77	16,677	2 17	
Id. à Hasselt	37,931 20	9,469	4 01	
Id. à Arlon	46,743 95	31,053	1 51	
Id. à Marche	18,578 02	1,768	10 51	
Id. à Neufchâteau	25,261 22	3,981	6 35	
Id. à Namur	111,429 53	62,217	1 79	
Id. à Dinant	25,220 20	8,570	2 94	
TOTAUX	3,492,376 90	1,937,656	1 80	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXX. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.	Faits commis dans des communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, comprises dans les provinces														Faits commis à l'étranger.		TOTAUX.							
	d'An-vers.		de Brabant.		de la Flandre Occid ^l .		de la Flandre Orient ^l .		de Hainaut.		de Liège.		de Limbourg.		de Luxem-bourg.		de Namur.		TOTAUX.					
	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.				
1 ^o Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	12	0	7	4	10	14	12	10	15	14	4	4	2	—	2	—	—	1	—	—	64	53	117
	Id. (militaires).	—	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
	Femmes . . .	—	3	1	1	3	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	7	6	13
	TOTAUX . . .	12	3	9	5	13	15	13	10	17	16	5	4	2	—	2	—	—	1	1	—	74	60	134
2 ^o Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	6	10	11	8	10	8	9	10	11	24	11	7	—	2	—	1	2	2	3	1	63	73	136
	Id. (militaires).	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	3	5
	Femmes . . .	—	—	—	—	1	—	—	2	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	5	3	8
	TOTAUX . . .	7	10	11	8	11	9	9	12	12	24	11	9	—	3	2	1	2	2	3	1	68	79	147
3 ^o Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	3	1	3	29	14	22	16	16	17	26	16	19	6	1	7	2	3	5	1	1	86	122	208
	Id. (militaires).	1	—	—	—	—	2	1	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8
	Femmes . . .	—	—	1	2	2	—	—	—	1	1	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	5	6	11
	TOTAUX . . .	4	1	4	31	16	24	17	18	19	27	17	22	6	1	7	2	3	6	1	1	94	133	227
4 ^o Détention perpétuelle. Militaires	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
5 ^o Détention à temps. Militaires . .	—	1	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6
6 ^o Reclusion.	Hommes (civils)	2	2	6	10	—	1	2	2	2	11	—	1	1	—	2	1	2	—	—	1	17	29	46
	Id. (militaires)	10	5	—	3	—	—	1	4	—	1	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	14	14	28
	Femmes . . .	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
	TOTAUX . . .	12	7	6	14	—	3	3	6	2	12	2	2	1	—	2	1	3	—	—	1	31	46	77
7 ^o Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	70	344	109	573	57	93	72	188	92	281	74	140	31	14	15	2	33	10	1	3	554	1,654	2,208
	Id. (militaires)	1	14	2	7	—	1	2	2	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	24	30
	Femmes . . .	4	20	8	55	2	2	4	9	7	24	6	24	2	1	—	—	3	4	—	—	36	139	175
	TOTAUX . . .	75	378	119	635	59	96	78	199	99	305	81	164	33	15	15	2	36	20	1	3	596	1,817	2,413
8 ^o Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
	Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Détenus du quartier des jeunes condamnés		1	7	1	11	3	2	4	11	—	1	—	4	1	—	—	—	—	3	—	—	10	30	49
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	94	370	137	636	94	140	115	237	137	357	105	170	41	17	26	6	40	27	5	6	794	1,072	2,766
	Id. (militaires)	14	20	7	10	—	5	5	8	2	2	3	4	—	1	1	—	1	—	—	—	33	50	83
	Femmes . . .	4	23	10	59	8	4	4	11	10	27	8	27	2	1	1	—	4	5	—	—	51	157	208
TOTAUX GÉNÉRAUX . . .		112	413	154	705	102	149	124	256	149	386	116	207	43	19	28	6	45	32	5	6	878	2,179	3,057

LXXXI. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant

CATÉGORIES.	AGE.										ÉTAT			
	moins de 16 ans.	16	18	21	30	40	50	60	70 ans et plus.	Total.	Célibataires.	MARIÉS		
		à moins de 18 ans.	à moins de 21 ans.	à moins de 30 ans.	à moins de 40 ans.	à moins de 50 ans.	à moins de 60 ans.	à moins de 70 ans.	10	11		ayant des enfants.	sans enfants.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
1 ^o Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils) . . .	—	—	13	56	37	8	3	—	—	117	67	28	10
	Id. (militaires) . . .	—	—	—	3	1	—	—	—	—	4	3	1	—
	Femmes	—	—	—	2	5	4	2	—	—	13	—	3	1
TOTAUX	—	—	13	61	43	12	5	—	—	134	70	32	11	
2 ^o Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils) . . .	—	2	27	62	30	11	3	1	—	138	82	38	10
	Id. (militaires) . . .	—	—	1	4	—	—	—	—	—	5	5	—	—
	Femmes	—	—	—	—	2	3	—	1	—	6	1	2	1
TOTAUX	—	2	28	66	32	14	3	2	—	147	88	40	11	
3 ^o Travaux forcés à temps.	Hommes (civils) . . .	—	1	46	103	43	10	3	2	—	208	129	49	14
	Id. (militaires) . . .	—	—	2	5	1	—	—	—	—	8	8	—	—
	Femmes	—	—	2	3	2	3	—	1	—	11	4	5	—
TOTAUX	—	1	50	111	46	13	3	3	—	227	141	54	14	
4 ^o Détention perpétuelle. Militaires . . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
5 ^o Détention à temps. Militaires	—	—	—	4	1	1	—	—	—	—	6	4	2	—
6 ^o Reclusion	Hommes (civils) . . .	—	—	3	24	6	5	7	1	—	46	28	11	4
	Id. (militaires) . . .	—	—	3	18	7	—	—	—	—	28	20	4	4
	Femmes	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3	2	1	—
TOTAUX	—	—	7	43	14	5	7	1	—	77	50	16	8	
7 ^o Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils) . . .	—	16	184	855	620	363	140	29	1	2,208	1,220	702	189
	Id. (militaires) . . .	—	—	2	24	4	—	—	—	—	30	24	6	—
	Femmes	—	1	6	45	60	46	13	1	—	175	68	67	16
TOTAUX	—	17	192	924	684	409	156	30	1	2,413	1,312	775	205	
8 ^o Emprisonnement de police.	Hommes (civils) . . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—
Détenus du quartier des jeunes condamnés	—	49	—	—	—	—	—	—	—	—	49	49	—	—
Totaux particuliers.	Hommes (civils) . . .	—	68	275	1,100	73	397	156	33	1	2,766	1,577	828	227
	Id. (militaires) . . .	—	—	10	58	14	1	—	—	—	83	66	13	4
	Femmes	—	1	9	51	70	56	18	3	—	208	75	78	18
TOTAUX GÉNÉRAUX	—	69	294	1,209	820	454	174	36	1	3,057	1,718	919	249	

leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CIVIL.			FILIAION.				DEGRÉ D'INSTRUCTION.					IDIOME.				
VEUF ET DIVORCÉS		Total.	Enfants légitimes, légitimes, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	1 ^{er} degré.	2 ^e degré.	3 ^e degré.	4 ^e degré.	Total.	Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	No parlant ni le français ni le flamand.	Total.
ayant des enfants.	sans enfants.						No sachant ni lire ni écrire.	Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.		lo français.	lo flamand.	lo français et le flamand.	No parlant ni le français ni le flamand.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
8	4	117	115	2	—	117	18	75	17	7	117	38	57	22	—	117
—	—	4	4	—	—	4	—	3	1	—	4	2	2	—	—	4
6	3	13	13	—	—	13	2	6	4	1	13	5	7	1	—	13
14	7	134	132	2	—	134	20	84	22	8	134	45	66	23	—	134
4	2	136	133	3	—	136	33	75	22	6	136	52	54	26	4	136
—	—	5	5	—	—	5	2	1	1	1	5	2	2	1	—	5
2	—	6	6	—	—	6	1	4	1	—	6	3	3	—	—	6
6	2	147	144	3	—	147	36	80	24	7	147	57	59	27	4	147
9	7	208	203	5	—	208	72	57	45	34	208	76	71	57	4	208
—	—	8	8	—	—	8	1	4	3	—	8	2	—	6	—	8
2	—	11	11	—	—	11	2	7	2	—	11	8	1	2	—	11
11	7	227	222	5	—	227	75	68	50	34	227	86	72	65	4	227
—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	1	1	—	2
—	—	6	5	1	—	6	—	5	1	—	6	2	2	2	—	6
3	—	46	45	1	—	46	7	37	2	—	46	18	15	11	2	46
—	—	28	28	—	—	28	5	18	5	—	28	4	16	8	—	28
—	—	3	3	—	—	3	—	2	1	—	3	—	2	1	—	3
3	—	77	76	1	—	77	12	57	8	—	77	22	33	20	2	77
58	39	2,208	2,161	47	—	2,208	403	1,345	392	68	2,208	703	653	530	22	2,208
—	—	30	29	1	—	30	2	22	6	—	30	4	14	12	—	30
16	8	175	170	5	—	175	28	103	42	2	175	91	55	27	2	175
74	47	2,413	2,360	53	—	2,413	433	1,470	440	70	2,413	798	1,022	569	24	2,413
—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	1	1	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	2	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	1	1	—	2
—	—	49	48	1	—	49	8	35	6	—	49	9	31	9	—	49
82	52	2,766	2,707	59	—	2,766	541	1,626	484	115	2,766	806	1,182	656	32	2,766
—	—	83	81	2	—	83	10	55	17	1	83	16	37	30	—	83
26	11	208	203	5	—	208	33	122	50	3	208	107	68	31	2	208
108	63	3,057	2,991	66	—	3,057	584	1,803	551	119	3,057	1,019	1,287	717	34	3,057

LXXXII. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre,

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS					TOTAL.
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			
	d'assises.	d'appel.	correc- tionnels.	de police.	militaires.	
1	2	3	4	5	6	7
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	505	117	37	—	—	659
Id. (militaires)	5	2	—	—	48	55
TOTAUX	510	119	37	—	48	714
B. Quartier des jeunes condamnés	4	17	28	—	—	49
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	18	790	1,249	1	—	2,058
Id. (militaires)	—	2	2	—	24	28
Femmes	32	66	110	—	—	208
TOTAUX	50	858	1,361	1	24	2,294
TOTAUX GÉNÉRAUX	564	994	1,426	1	72	3,057

LXXXIII. — Récidivistes

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES																			
	A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi							AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi												
	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.
1	condamnations.							2	condamnations.							5				
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	26	11	5	5	3	16	2	2	1	71	18	6	4	6	3	19	14	—	3	73
Id. (militaires)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	27	12	5	5	3	16	2	2	1	73	18	6	4	8	3	19	14	—	3	75
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

CONDAMNÉS			CONDAMNÉS									TOTAL.
POUR INFRACTIONS		TOTAL.	A la peine de mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA DÉTENTION		A la reclusion.	A l'emprison- nement correctionnel	A l'emprison- nement de police.		
contre les personnes.	contre les propriétés.			à perpétuité	à temps.	per- pétuelle.	à temps.					
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
483	176	659	117	136	208	—	—	42	156	—	659	
30	16	55	4	5	8	2	6	28	2	—	55	
522	192	714	121	141	216	2	6	70	158	—	714	
16	33	49	—	—	3	—	—	1	45	—	49	
496	1,562	2,058	—	—	—	—	—	4	2,052	2	2,058	
18	10	28	—	—	—	—	—	—	28	—	28	
107	101	208	13	6	11	—	—	3	175	—	208	
621	1,673	2,294	13	6	11	—	—	7	2,255	2	2,294	
1,159	1,898	3,057	134	147	230	2	6	78	2,458	2	3,057	

détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS											TOTAL des réci- divis- tes des diverses caté- gories.	NOMBRE des condam- nés au 31 dé- cembre non en état de réci- divo.																			
	AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi					A LA RECLUSION ayant subi					A L'EMPRISONNEMENT ayant subi																					
	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une			deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.										
1	condamnations.					7	condamnations.					9	condamnations.					11	12	13												
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	27	19	8	13	2	5	4	8	11	97	9	10	3	4	3	1	1	—	—	31	12	13	11	11	8	32	5	6	13	111	383	276
Id. (militaires)	2	—	—	—	2	—	—	—	—	4	1	1	—	1	2	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	42	
TOTAUX	29	19	8	13	4	5	4	8	11	101	10	11	3	5	5	1	1	—	—	36	12	13	11	11	8	32	5	6	13	111	398	318
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	48
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	198	170	133	125	91	280	123	91	107	1,318	1,320	738
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—	6	6	22
Femmes	1	1	1	—	—	1	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	16	3	4	5	10	4	3	5	67	73	135
TOTAUX	1	1	1	—	—	1	—	—	—	4	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	215	189	137	130	97	290	127	94	112	1,391	1,399	895

LXXXIV. — Libérés pendant l'année. —

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les catégories auxquelles ils appartiennent.	TOTAL des libérés.	AGE.									ÉTAT CIVIL			
		Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Céliba- taires.	Mariés, veufs, ou divorcés		
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	avec enfants.	sans enfants.	14
A. — Prisons.														
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.														
Hommes (civils) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (militaires) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité.														
Hommes (civils) . . .	6	—	—	—	4	2	—	—	—	5	—	1	—	
Id. (militaires) . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	
Travaux forcés à temps.														
Hommes (civils) . . .	13	—	—	2	5	4	2	—	—	5	8	—	—	
Id. (militaires) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	
Reclusion.														
Hommes (civils) . . .	3	—	—	1	—	1	1	—	—	2	1	—	—	
Id. (militaires) . . .	3	—	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	
Femmes	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Emprisonnement correctionnel.														
Hommes (civils) . . .	1,863	—	16	179	685	559	209	98	23	4	1,108	555	200	
Id. (militaires) . . .	13	—	—	1	11	1	—	—	—	—	11	—	2	
Femmes	160	—	—	12	40	57	35	11	3	2	57	75	28	
Emprisonnement de police.														
Hommes (civils) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Id. (militaires) . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux particuliers.														
Hommes (civils) . . .	1,885	—	16	179	688	568	306	101	23	4	1,120	564	201	
Id. (militaires) . . .	16	—	—	1	14	1	—	—	—	—	14	—	2	
Femmes	163	—	—	12	41	59	35	11	3	2	58	76	29	
TOTAUX GÉNÉRAUX	2,064	—	16	192	743	628	341	112	26	6	1,192	640	232	
B. Quartier des jeunes condamnés	10	—	2	8	—	—	—	—	—	—	10	—	—	

Condition au moment de la libération.

ÉTAT DE SANTÉ.			INSTRUCTION.				GRACES ET PUNITIONS.				LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite			LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits							
Bon.	Pas-sable.	Mauvais.	Ne sachant ni lire ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Ayant obtenu			Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention.				LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite			contre les personnes.		contre les propriétés.		
15	16	17	18	19	20	21	des remises de peines.	leur libération provisoire.	leur libération conditionnelle.	moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	plus de 1 à 3 mois.	plus de 3 à 6 mois.	bon ne.	pas-sable.	mau-vaise.	Réci-divistes.	Non réci-divistes.	Réci-divistes.	Non réci-divistes.	
22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	1	1	—	2	4	—	3	—	—	1	—	—	—	4	2	—	1	2	3	—	
1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	
13	—	—	—	8	5	—	3	—	—	1	—	—	—	12	1	—	7	1	5	—	
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	
3	—	—	—	2	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	—	
3	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	2	—	—	
1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	
1,810	33	20	229	1,237	357	40	42	69	49	63	1	1	1	1,689	147	27	322	245	839	457	
13	—	—	2	6	4	1	—	—	—	—	—	—	—	10	3	—	1	3	5	4	
148	8	4	22	102	30	6	7	8	5	1	—	1	—	144	15	1	25	31	52	52	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1,830	34	21	229	1,249	367	40	50	69	49	65	1	1	1	1,708	150	27	332	249	847	457	
16	—	—	3	6	6	1	—	—	—	—	—	—	—	13	3	—	2	5	5	4	
151	8	4	23	104	30	6	7	9	6	1	—	1	—	147	15	1	25	34	52	52	
1,997	42	25	255	1,359	403	47	57	78	55	66	1	2	1	1,868	168	28	359	248	904	513	
10	—	—	—	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	—	—	4	—	6	

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

ANNÉE 1915.

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897 (1). En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

ART. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis.

ART. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

ART. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Il recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

ART. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

ART. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

ART. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrent habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912 délégués au juge des enfants institué par la dite loi.

vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

ART. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

ART. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

ART. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'État serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'État.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

LXXXV. — Mouvement de la population en 1915.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					TOTAL.	Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	TOTAL des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			TOTAL.					1 ^{re} fois.	2 ^e fois.	3 ^e fois.	4 ^e fois.	la 5 ^e fois et au delà.
		Article 13.	Article 14.	Article 16.										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
HOMMES.														
Merxplas-Wortel (Dépôt)	—	1,335	1	—	1,336	361	96	1,793	70	55	80	87	1,044	
Hoogstaroten (Refuge)	—	—	—	275	275	27	17	319	86	40	27	20	102	
Reckheim (Refuge)	—	—	—	178	178	—	2	180	41	25	22	12	78	
TOTAL	—	1,335	1	453	1,789	388	115	2,292	197	120	129	119	1,224	
FEMMES.														
Bruges (Dépôt)	—	49	—	—	49	—	—	(1) 49	12	5	6	3	23	
Bruges (Refuge)	—	—	—	21	21	1	—	(2) 22	16	—	1	1	3	
TOTAL	—	49	—	21	70	1	—	71	28	5	7	4	26	
TOTAL GÉNÉRAL	—	1,384	1	474	1,859	389	115	2,363	225	125	136	123	1,250	

(1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né à l'établissement.
(2) Id. 7 enfants id. leurs mères ou nés à l'établissement.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas-Wortel (Dépôt)	644	6	192	82	924
Hoogstraeten (Refuge)	168	9	34	45	256
Reckheim (Refuge)	60	1	9	—	70
TOTAL	872	16	235	127	1,250
FEMMES.					
Bruges (Dépôt)	105	4	—	4	(1) 113
Bruges (Refuge)	40	2	—	3	(2) 45
TOTAL	145	6	—	7	158
TOTAL GÉNÉRAL	1,017	22	235	134	1,408

(1) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.
(2) Id. 4 id. id. id.

LXXXVI. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1915.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas-Wortel (dépôt)	147	215	220	95	1,950	2,636
Hoogstraeten (refuge)	107	58	42	34	212	453
Reckheim (refuge)	32	23	15	15	59	141
TOTAL	286	293	286	144	2,221	3,230
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	58	27	13	9	60	167
Bruges (refuge)	53	14	6	2	13	88
TOTAL	111	41	19	11	73	255
TOTAL GÉNÉRAL	397	334	305	155	2,294	3,485

LXXXVII. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1915.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 21 ans.	8	4	3	6	De 45 à 49 ans.	300	32	10	7
De 21 à 24 ans.	24	14	10	21	De 50 à 54 ans.	380	67	22	5
De 25 à 29 ans.	52	17	8	4	De 55 à 59 ans.	480	73	20	9
De 30 à 34 ans.	72	17	10	6	De 60 à 69 ans.	771	104	38	16
De 35 à 39 ans.	132	31	10	5	De 70 ans et plus	191	100	6	4
De 40 à 44 ans.	199	45	12	5	TOTAL	2,036	594	107	88

LXXXVIII. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1915. (Loi du 27 novembre 1891, art. 13, 14 et 19.)

A. — Dépôts de mendicité.

RECLUS.	Moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois à moins de 15 mois.	De 15 mois à moins de 18 mois.	De 18 mois à moins de 21 mois.	De 21 mois à moins de 24 mois.	De 2 ans à moins de 3 ans.	De 3 ans à moins de 4 ans.	De 4 ans à moins de 5 ans.	De 5 ans à moins de 6 ans.	De 6 ans à moins de 7 ans.	De 7 ans.	TOTAL.	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
HOMMES.																
Elargis par expiration de terme									472	124	25	12		1	634	
Elargis par décision du Ministre.	Termes d'internement prononcés	de 1 à 2 ans														
		de 2 à 3 ans	1	3	1	1			1						7	
		de 3 à 4 ans								1						1
		de 4 à 7 ans					1			1						2
Conduits à la frontière																
Transférés	1	1	2	1		1									6	
Evadés	83	51	31	14	8	3			1	1					192	
Décédés	6	5	9	5	11	10	9	8	14	2	2	1			82	
Souteneurs.																
Elargis par expiration de terme.	Termes d'internement prononcés	de 2 à 3 ans														
		de 3 à 4 ans														
		de 4 à 7 ans														
		Conduits à la frontière.														
Transférés																
Evadés																
Décédés																
TOTAL	91	66	43	21	19	15	9	9	488	128	27	13		1	924	
FEMMES.																
Elargies par expiration de terme									87	16	2				105	
Elargies par décision du Ministre.	Termes d'internement prononcés	de 1 à 2 ans														
		de 2 à 3 ans														
		de 3 à 4 ans														
		de 4 à 7 ans														
Conduites à la frontière													1	4		
Transférées	1	1		1												
Evadées																
Décédées					1	1			1	1						
TOTAL	1	1		1	1	1			88	17	2		1	113		

LXXXVIII (suite). — Durées de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1915.
(Loi du 27 novembre 1891, art. 16, 18 et 19.)

B. — Maisons de refuge.

RECLUS.	Moins de 1 mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	De 3 mois à moins de 4 mois.	De 4 mois à moins de 5 mois.	De 5 mois à moins de 6 mois.	De 6 mois à moins de 7 mois.	De 7 mois à moins de 8 mois.	De 8 mois à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 10 mois.	De 10 mois à moins de 11 mois.	De 11 mois à moins de 12 mois.	De 12 mois (expiration de terme).	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle).	TOTAL.	Sortis avant l'expiration du terme.	Sortis à l'expiration du terme et au delà.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES.																		
Elargis par expiration de terme . . .	—	—	—	5	12	8	14	—	4	—	6	3	41	99	190	50	140	190
Elargis par décision du Ministre . . .	3	—	2	5	14	5	2	3	—	1	3	—	—	—	38	38	—	38
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	5	10
Évadés	23	9	6	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	43	—	43
Décédés	1	1	—	1	2	—	2	1	4	2	3	2	—	26	45	19	26	45
Renvoyés par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	28	13	9	13	29	13	18	4	8	3	12	5	42	129	326	155	171	326
FEMMES.																		
Élargies par expiration de terme . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	16	37	—	37	37
Élargies par décision du Ministre . . .	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	2
Évadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	3
Décédées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	21	20	45	4	41	45

LXXXIX. = Nombre des journées d'entretien

ÉTABLISSEMENTS.

	Nombre des journées d'entretien.
Merxplas-Wortel (dépôt)	857.788
Bruges (dépôt)	73.630
Hoogstraeten (refuge)	150.989
Reekheim (refuge)	24.576
Bruges (refuge)	41.928
TOTAL	1.148.911

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

ANNÉE 1915.

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

PATRONAGE DES DÉTENUS

A. — Libération conditionnelle.

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires, emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1^{er} à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la date de sa dernière condamnation, soit une peine principale de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines principales d'un mois au moins.

» Les condamnations considérées comme non avenues en vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis est expiré).

» S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, que le condamné avait commis un crime ou un délit avant l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait censé avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1^{er} de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêt de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le paiement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au ministre de la justice, avec les observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1^{er} à 6 de l'arrêt royal du 1^{er} août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au ministre de la justice tous faits qui leur paraissent de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêt royal du 1^{er} août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

A. — LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

XC. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.	
Propositions soumises par les directeurs.	171
Libérations conditionnelles.	39
Rejets.	132

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	58
Mauvais antécédents	40
Défaut d'amendement	34
Le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	—
Aliénés	—

Requêtes envoyées au Ministre de la justice	
Laissées sans suite	193
Libérations conditionnelles.	22
Rejets.	45

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	21
Antécédents	10
Défaut d'amendement	14

En résumé.

Affaires instruites	238
Libérations conditionnelles	61
Rejets.	177

XCI. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	54
Femmes	7

Etat civil.

Célibataires	23
Mariés	32
Veufs	5
Divorcés.	1

Age.

Moins de 20 ans.	10
De 20 à moins de 25 ans	8
De 25 id. 30 id.	6
De 30 id. 40 id.	18
De 40 id. 50 id.	13
De 50 id. 60 id.	5
De 60 ans et plus	1

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	43
Ayant subi une condamnation antérieure (1).	11
En ayant subi plusieurs	7

(1) Toutes les condamnations sont comptées, même les condamnations à une peine de police.

Nature des infractions.		Bateliers		2	
Coups et blessures.	4	Étudiant	1		
Vols, escroqueries, etc.	27	Agents de la force publique	6		
Faux, usage de faux.	4	<i>Durée de la peine prononcée.</i>			
Abus de confiance.	3	Moins de 1 an.	29		
Infanticides, avortements	2	De 1 à moins de 2 ans	17		
Attentats à la pudeur	6	De 2 id. 5 id.	10		
Recels.	6	De 5 id. 10 id.	4		
Incendies	2	De 10 id. 20 id.	1		
Homicides, tentatives d'homicide	4	<i>Durée de la détention restant à subir.</i>			
Banqueroute	1	Moins de 3 mois.	30		
Enlèvement de mineure	1	De 3 à moins de 6 mois.	17		
Privation d'aliments	1	De 6 mois à moins de 1 an	7		
<i>Professions.</i>		De 1 à moins de 2 ans.	5		
Ouvriers	23	De 2 id. 3 id.	1		
Cultivateurs	8	De 3 id. 5 id.	1		
Commerçants, industriels	5	<i>Suites des libérations conditionnelles accordées en 1915.</i>			
Domestique	1	Révocations	3		
Employés	6	Temps d'épreuve expirant en 1917.	50		
Agent de change	1	Id. id. 1918.	5		
Ménagères	4	Id. id. 1920.	1		
Professions libérales.	1	Id. id. 1922.	2		
Charretier	1				
Cabaretiers	2				

Révocations prononcées en 1915 :

1 sur libérations conditionnelles accordées en 1908, le temps d'épreuve expirait en 1916					
1 id. id. id. 1913, id. id. 1920					
5 id. id. id. 1914, id. id. 1916					
3 id. id. id. 1915, id. id. 1917					
Total des révoations. 10					

B. — PATRONAGE DES DÉTENUS.

Les comités de patronage prêtent leur concours à l'Administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin, les membres du comité, agréés par le Ministre de la justice, sont autorisés à visiter les détenus. Les enfants détenus par voie de correction paternelle peuvent également être visités par les membres des Comités de patronage si, lors de l'envoi en correction, le président du tribunal a déclaré désirable l'intervention du patronage et si le père ou la personne qui a agi par voie de correction paternelle n'a pas expressément prononcé l'interdiction de ces visites, lors de l'érou. Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

Au cours de l'année 1915, les membres agréés des

Comités de patronage ont fait visite à 938 détenus, dont 318 hommes ou garçons et 620 femmes ou filles.

Sur les 318 visites à des hommes ou garçons : 280 ont été faites à des condamnés à une peine d'emprisonnement ;

38 à des prévenus.

Sur les 620 visites à des femmes ou filles :

612 ont été faites à des condamnées à une peine d'emprisonnement ;

8 à des prévenues.

Le nombre total des visites faites par les membres agréés des Comités de patronage a été de 2,084, dont : 1,008 à des hommes ou garçons, et 1,076 à des femmes ou filles.

(Voir tableaux XCII et XCIII ci-après.)

XCII. — Nombre de visites faites aux détenus, en 1915, par les membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand.	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	340	—	340	—
Id. à Saint-Gilles.	—	—	—	—	—	—
Id. à Forest.	—	6	—	526	—	532
Id. secondaire à Louvain.	2	—	1	—	3	—
Id. à Nivelles	—	—	22	25	22	25
Id. à Anvers.	—	—	6	1	6	1
Id. à Malines	1	2	13	47	14	49
Id. à Turnhout	—	—	—	—	—	—
Id. à Mons	1	—	18	11	19	11
Id. à Charleroi.	10	—	26	—	36	—
Id. à Tournai.	—	9	—	—	—	9
Id. secondaire à Gand.	—	—	—	247	—	247
Id. à Termonde	—	—	—	—	—	—
Id. à Audenarde	—	—	—	18	—	18
Id. à Bruges.	—	—	5	3	5	3
Id. à Courtrai	—	—	—	—	—	—
Id. à Furnes.	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres	—	—	—	—	—	—
Id. à Liège	12	—	80	131	92	131
Id. à Verviers	—	—	—	—	—	—
Id. à Huy.	16	1	49	7	59	8
Id. à Tongres	—	—	2	—	2	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	34	—	350	1	384	1
Id. à Marche	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur.	3	—	23	41	26	41
Id. à Dinant.	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	79	18	929	1,058	1,008	1,076

XCHII. — Relevé du nombre de détenus qui, au cours de l'année 1915, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage.

PRISONS.	PRÉVENUS.		CONDAMNÉS.		TOTAL.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes. et garçons.	Femmes et filles.
Prison centrale à Gand.	—	—	—	—	—	—
Id. id. à Louvain	—	—	121	—	121	—
Id. à Saint-Gilles.	—	—	—	—	—	—
Id. à Forest.	—	6	—	526	—	532
Id. secondaire à Louvain.	2	—	1	—	3	—
Id. à Nivelles	—	—	14	5	14	5
Id. à Anvers.	—	—	3	1	3	1
Id. à Malines	1	1	5	20	6	21
Id. à Turnhout	—	—	—	—	—	—
Id. à Mons	1	—	14	4	15	4
Id. à Charleroi.	10	—	14	—	24	—
Id. à Tournai.	—	—	11	—	11	—
Id. secondaire à Gand.	—	—	—	14	—	14
Id. à Termonde	—	—	—	—	—	—
Id. à Audenarde	—	—	—	—	—	—
Id. à Bruges.	—	—	—	6	—	6
Id. à Courtrai	—	—	3	1	3	1
Id. à Furnes (1).	—	—	—	—	—	—
Id. à Ypres (1)	—	—	—	—	—	—
Id. à Liège	10	—	39	14	49	14
Id. à Verviers	—	—	—	—	—	—
Id. à Huy.	8	1	22	4	30	5
Id. à Tongres	—	—	2	—	2	—
Id. à Hasselt	—	—	—	—	—	—
Id. à Arlon	3	—	21	1	24	1
Id. à Marche.	—	—	—	—	—	—
Id. à Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Id. à Namur.	3	—	10	16	13	16
Id. à Dinant.	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	38	8	280	612	318	620

(1) Sans renseignements depuis fin août 1914.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

ANNÉE 1915

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1^o L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans une commune frontrière de la république, se présentera à la municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé; il demeurera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance. »

2^o L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la tranquillité publique. »

3^o L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers non munis d'autorisation du gouvernement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4^o Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la frontière. »

« ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

« lité étrangère qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1^o L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2^o L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les États étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à la demande des administrations qui pourvoient à leur assistance, être renvoyés à la frontière. »

3^o L'article 1^{er} de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé ou même de sortir du royaume. »

« L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

XCIV. — Dénombrement, par nationalités, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays du 1^{er} janvier au 31 décembre 1915.

NATIONALITÉ. 1	Résidents. 2	Vagabonds. 3	NATIONALITÉ. 1	Résidents. 2	Vagabonds. 3
Europe.			Amérique.		
Allemands	749	—	Antilles anglaises (Origin. des)	3	—
Andorrans	—	—	Argentins	7	—
Anglais	98	—	Brsiliens	9	—
Autrichiens	64	—	Canadiens	3	—
Bulgares	10	—	Chiliens	5	—
Danois	6	—	Colombiens	2	—
Espagnols	26	—	Cubains	1	—
Français	1,439	—	Equatoriens	3	—
Grecs	12	—	Etats-Unis (Origin. des)	43	—
Italiens	72	—	Guatémaltèques	1	—
Luxembourgeois	89	—	Guyane anglaise (Origin. de la)	1	—
Monégasques	—	—	Mexicains	1	—
Monténégrins	—	—	Péruviens	3	—
Moresnet Neutre (Origin. de)	1	—	Porto-Rico (Origin. de)	2	—
Néerlandais	307	—	Salvador (Origin. de la République de)	1	—
Norvégiens	1	—		85	—
Portugais	9	—	Asie.		
Roumains	4	—	Chinois	2	—
Russes	108	—	Japonais	1	—
Serbes	3	—	Persans	2	—
Suédois	6	—	Turquie d'Asie (Origin. de la)	11	—
Suisses	94	1		19	—
Tures	37	—	Océanie.		
	3,135	1	Australiens	2	—
Afrique.			Colonies néerlandaises (Origin. des)	1	—
Algériens	6	—	Néo-Zélandais	2	—
Égyptiens	1	—		5	—
Réunion (Origin. de l'île de la)	1	—			
Tunisiens	2	—			
	10	—			

RÉCAPITULATION.

NATIONALITÉ. 1	Résidents. 2	Vagabonds. 3
Europe	3,135	1
Afrique	10	—
Amérique	85	—
Asie	19	—
Océanie	5	—
	3,254	1
	3,255	—

N. B. — Dans les publications précédentes figuraient, en outre, deux tableaux portant comme intitulés, — l'un : « Etat numérique, par nationalité, des vagabonds étrangers conduits hors du royaume, soit sommairement, soit après avoir été mis à la disposition du gouvernement en vertu d'un jugement », — l'autre : « Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays ». A raison des faits de la guerre les dits tableaux ont ici disparu.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

ANNÉE 1915.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS.

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1^o Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2^o Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3^o Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4^o Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de paiement;

5^o Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1^o Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagné de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2^o Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3^o En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4^o En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5^o Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve.

6^o En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des n^{os} 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1^o Au gouverneur de la province;

2^o Au procureur du roi de l'arrondissement;

3^o Au juge de paix du canton;

4^o Au bourgmestre de la commune;

5^o Au Comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux n^{os} 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et parafé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra,

à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des Comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'État possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liège. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

XCV. — Mouvement de la population

ÉTABLISSEMENTS.	Exis- tants au 1 ^{er} jan- vier.	ADMIS					TOTAL des exis- tants et des admis.	gué- ris.	amé- liorés.	non modi- fiés.
		pour la pre- mière fois.	par suite de reclute ou de récidive.	par réintégra- tion après évasion, retrait sans améhora- tion.	venant d'un autre asile belge	TOTAL des admis- sions.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers.										
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. <i>Mixte</i>	21	94	21	—	—	115	136	20	23	—
Bouchout. — Hospice des Frères Alexiens	74	8	2	—	—	10	84	6	5	2
Mortsel. — Asile Saint-Amedée	722	58	12	1	24	95	817	3	3	—
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	6	112	32	—	—	144	150	40	—	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	29	—	1	—	—	1	30	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	239	64	13	3	16	96	335	39	9	—
Grimbergen. — Hospice des Frères Alexiens	179	64	11	—	5	80	259	3	—	13
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	23	11	3	—	—	14	37	3	1	4
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	93	10	3	—	—	13	16	3	10	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	20	8	3	1	1	13	33	2	1	3
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	59	25	2	—	3	30	89	3	3	5
Winxelo. — Hospice des Frères Alexiens	30	1	—	—	—	1	31	—	—	—
Louvain. — Saint-Antoine. — <i>Enfants</i>	169	11	—	—	—	11	180	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	252	11	—	—	—	11	263	2	—	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien	422	43	9	—	—	52	474	2	10	—
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.										
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	16	10	—	—	—	10	26	3	1	—
Gand. — Hospice Ghislain	573	74	13	2	—	89	662	8	17	5
Gand. — Maison de santé du « Strop »	97	10	5	—	—	15	112	3	—	1
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	430	56	14	—	17	87	517	7	10	1
Selzaete. — Établissement	716	35	7	—	17	59	775	10	3	1
Gand. — Saint-Joseph. — <i>Enfants</i>	284	28	—	2	—	30	314	—	1	2
Hainaut.										
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	632	49	11	2	2	64	696	2	6	3
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	69	19	3	—	—	22	91	2	4	6
Tournai. — Hospice pour hommes	877	133	17	17	13	180	1,057	42	16	13
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — <i>Enfants</i>	301	25	—	4	1	30	331	—	19	14
Liège.										
Liège. — Hospice « les Insensés »	154	72	15	2	—	89	243	11	12	6
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	24	8	1	—	—	9	33	—	4	—
Henri-Chapelle. — Établissement	41	5	—	—	—	5	46	—	—	1
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — <i>Enfants</i>	135	22	1	2	15	40	175	—	2	7
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	7	1	—	—	—	1	8	—	1	—
Limbourg.										
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	854	106	31	1	4	142	996	28	30	1
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — <i>Enfants</i>	277	23	—	—	—	23	300	—	2	6
Namur.										
Dave. — Asile	678	182	9	—	40	231	909	—	25	7
TOTAL	8,503	1,378	239	37	158	1,812	10,315	247	211	101
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	1,247	126	7	7	39	179	1,426	6	9	9
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	323	25	3	—	—	28	351	2	5	3
TOTAL GÉNÉRAL	10,073	1,529	249	44	197	2,019	12,092	255	225	113

(1) Les renseignements font défaut.

pendant l'année 1915. — HOMMES.

SORTIS				DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 dé- cembre.	ÉTABLISSEMENTS.
éva- dés.	trans- férés.	non alié- nés.	TOTAL des sortis.	par mala- die.	par acci- dent.	par sui- cide.	TOTAL des décès.			
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.										
—	63	1	107	17	—	—	17	124	12	Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. <i>Mixte</i>
—	1	—	14	6	—	—	6	20	64	Bouchout. — Hospice des Frères Alexiens
1	—	—	15	63	—	—	63	78	739	Mortsel. — Asile Saint-Amedée
Brabant.										
—	95	—	135	10	—	1	11	146	4	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>
—	1	—	1	2	—	—	2	3	27	Diest. — Hospice des Frères Alexiens
7	34	1	99	58	—	—	58	148	187	Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>
—	—	—	16	44	1	—	45	61	193	Grimbergen. — Hospice des Frères Alexiens
—	4	—	12	4	—	2	6	18	19	Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>
—	—	—	3	4	—	—	4	7	99	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens
—	3	—	9	3	—	—	3	12	21	Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>
—	8	—	19	12	—	—	12	31	58	Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>
—	2	—	2	3	—	—	3	5	26	Winxelo. — Hospice des Frères Alexiens
—	1	—	1	11	—	—	11	12	168	Louvain. — Saint-Antoine. — <i>Enfants</i>
Flandre occidentale.										
—	—	—	2	49	—	—	49	51	212	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>
—	—	—	12	66	—	—	66	78	396	Bruges. — Hospice Saint-Julien
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Ypres. — Hospice (1)
Flandre orientale.										
—	1	—	5	4	—	—	4	9	17	Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu
—	—	—	30	63	—	—	63	93	569	Gand. — Hospice Ghislain
—	—	—	4	9	—	1	10	14	98	Gand. — Maison de santé du « Strop »
—	—	—	13	62	—	—	62	80	437	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme
1	—	1	16	93	—	—	93	109	666	Selzaete. — Établissement
—	18	—	21	10	—	—	10	31	283	Gand. — Saint-Joseph. — <i>Enfants</i>
Hainaut.										
1	1	1	14	87	—	—	87	101	595	Froidmont. — Hospice Saint-Charles
1	2	—	15	11	—	—	11	26	65	Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu
16	12	1	100	87	—	—	87	187	870	Tournai. — Hospice pour hommes
2	49	—	84	9	—	—	9	93	238	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille. — <i>Enfants</i>
Liège.										
1	5	—	35	37	—	—	37	72	171	Liège. — Hospice « les Insensés »
—	2	—	6	3	—	—	3	9	24	Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>
—	—	—	1	3	—	—	3	4	42	Henri-Chapelle. — Établissement
1	4	—	14	4	—	—	4	18	157	Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — <i>Enfants</i>
—	—	—	1	—	—	—	—	1	7	Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>
Limbourg.										
—	—	—	59	91	1	—	92	151	845	Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice
2	—	—	10	11	—	—	11	21	279	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — <i>Enfants</i>
Namur.										
—	—	—	32	97	—	—	97	129	780	Dave. — Asile
33	306	5	903	1,033	2	4	1,039	1,942	8,373	TOTAL
11	30	—	65	113	—	2	115	180	1,216	Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>
—	4	—	14	24	—	—	26	40	311	Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>
44	340	5	982	1,170	4	6	1,180	2,162	99,30	TOTAL GÉNÉRAL

XCV (suite). — Mouvement de la population

ÉTABLISSEMENTS.	Exis- tantes au 1 ^{er} jan- vier.	ADMISES					TOTAL des exis- tantes et des admi- ses.	gué- ries.	amé- liorées.	non modi- fiées.
		pour la pre- mière fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégra- tion après évasion, retrait sans améliora- tion.	venant d'un autre asile belge.	TOTAL des admi- sions.				
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	22	90	23	—	—	113	135	19	12	—
Duffel. — Hospice.	578	85	17	—	10	112	690	31	5	10
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	14	111	45	—	—	156	170	48	1	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	50	2	—	—	—	2	58	—	1	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	409	39	10	—	2	51	460	13	1	2
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	336	50	7	—	20	77	413	47	8	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	98	12	1	—	—	13	111	4	3	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	25	17	7	—	1	25	50.	7	6	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	21	10	4	—	1	15	36	4	1	1
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	38	31	5	—	3	39	77	6	7	1
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	257	10	1	—	—	11	268	—	1	—
Menin. — Hospice (1).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice.	466	45	6	—	—	51	517	12	3	—
Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	497	50	11	—	1	62	559	18	4	—
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.										
Melle. — Asile Caritas	642	87	40	—	6	133	775	45	1	12
Lede. — Hospice	296	25	9	1	—	35	331	12	3	1
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	498	51	6	—	3	60	558	6	9	6
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	74	5	—	—	—	5	79	1	—	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — <i>Enfants</i>	474	14	—	—	—	14	488	2	14	15
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	116	7	—	—	—	7	123	—	—	—
Hainaut.										
Mons. — Hospice	398	86	—	38	—	124	522	20	23	5
Tourmai. — Hospice des Sœurs de la Charité	80	28	3	—	—	31	120	5	1	1
Wez-Velvain. — Hospice	51	5	—	—	—	5	56	2	—	—
Liège.										
Liège. — Hospice Sainte-Agathe.	254	60	19	9	—	88	342	22	18	8
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	22	14	2	—	—	16	38	4	5	1
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	37	3	—	—	—	3	40	—	—	3
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	514	47	6	—	3	56	570	17	1	4
Saint-Trond. — Hospice	763	101	31	—	5	137	900	38	12	7
Namur.										
Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	267	151	12	2	24	189	456	25	2	9
TOTAL	7,312	1,236	285	50	79	1,630	8,942	408	141	86
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	1,344	103	9	6	84	202	1,546	12	14	3
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	266	7	3	—	—	10	276	1	2	1
TOTAL GÉNÉRAL	8,922	1,346	277	56	163	1,842	10,784	421	157	90

(1) Les renseignements font défaut.

pendant l'année 1915. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES				DÉCÉDÉES				TOTAL des décès et des sorties.	Restant au 31 dé- cembre.
	éva- luées.	trans- férées.	non alié- nées.	TOTAL des sorties.	par mala- die.	par acci- dent.	par sui- cide.	TOTAL des décès.		
	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Anvers.										
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	—	85	4	120	6	—	—	6	126	9
Duffel. — Hospice.	—	31	—	77	45	—	—	45	122	568
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	—	107	—	156	9	—	—	9	165	5
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	2	—	3	2	—	—	2	5	53
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	—	—	16	37	—	1	38	54	406
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	33	—	88	43	—	—	43	131	282
Louvain. — Hospice des Sœurs noires.	—	—	—	7	14	—	—	14	21	90
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	6	—	18	2	—	1	3	21	20
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	—	3	—	9	3	—	—	3	12	24
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	4	—	18	3	—	—	3	21	56
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	—	—	—	1	19	—	—	19	20	248
Menin. — Hospice.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice	—	—	—	15	51	—	—	51	66	451
Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame.	—	—	—	22	41	—	—	41	63	496
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.										
Melle. — Asile Caritas.	1	—	—	59	63	—	—	63	122	653
Lede. — Hospice.	—	—	—	16	21	—	—	21	37	294
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	—	—	21	51	—	—	51	72	486
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	—	1	1	—	—	1	2	77
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — <i>Enfants</i>	—	—	—	31	19	—	—	19	50	438
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	19	—	—	19	19	104
Hainaut.										
Mons. — Hospice.	1	22	1	72	45	—	—	45	117	405
Tourmai. — Hospice des Sœurs de la Charité	—	4	—	11	13	—	—	13	24	96
Wez-Velvain. — Hospice.	—	1	—	3	3	—	—	3	6	50
Liège.										
Liège. — Hospice Sainte-Agathe.	—	—	1	49	31	—	—	31	80	262
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	6	—	16	5	—	—	5	21	17
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	—	1	—	4	—	—	—	—	4	36
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	1	—	23	39	—	—	39	62	508
Saint-Trond. — Hospice	—	3	—	60	74	—	—	74	134	766
Namur.										
Saint-Servais-lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon	—	—	—	36	36	—	—	36	72	384
TOTAL	2	309	6	952	695	—	2	697	1,649	7,293
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	3	16	—	48	147	1	—	148	196	1,350
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	—	—	—	4	17	—	—	17	21	255
TOTAL GÉNÉRAL	5	325	6	1,004	859	1	2	862	1,866	8,898

TOTAL GÉNÉRAL.

XCVI. — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.						SAISONS.						
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés avec enfants.	Mariés sans enfants.	Veufs avec enfants.	Veufs sans enfants.	Séparés ou divorcés avec enfants.	Séparés ou divorcés sans enfants.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	94	3	7	9	32	43	—	38	33	11	4	5	2	—	1	24	26	20	24	—
Bouchout. — Hospice des Frères Alexiens	8	—	—	—	4	4	—	2	4	—	1	1	—	—	—	1	2	2	3	—
Mortsel. — Asile Saint-Amedée	58	—	8	9	21	20	—	32	21	—	4	1	—	—	—	11	25	11	11	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	112	4	2	11	54	40	1	37	24	32	3	3	5	8	—	30	27	31	24	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	64	—	1	6	42	15	—	26	21	13	2	2	—	—	—	2	10	23	15	14
Grimbergen. — Hospice des Frères Alexiens	64	—	1	6	41	16	—	26	30	5	2	1	—	—	—	16	20	15	13	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	11	—	—	2	5	4	—	5	1	4	1	—	—	—	—	5	3	—	3	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	10	—	—	2	7	1	—	7	3	—	—	—	—	—	—	2	5	—	2	1
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	2	—	—	1	6	1	—	1	4	2	—	—	1	—	—	1	6	—	—	1
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	25	—	—	—	14	11	—	4	14	7	—	—	—	—	—	7	9	7	2	—
Winxela. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Louvain. — Saint-Antoine. — <i>Enfants</i>	11	11	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	3	4	—	4	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	11	—	1	1	3	6	—	5	4	2	—	—	—	—	—	3	4	3	1	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien	43	—	2	9	13	19	—	21	9	10	1	2	—	—	—	8	13	10	12	—
Ypres. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																				
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	10	—	—	—	4	6	—	6	2	2	—	—	—	—	—	1	5	2	2	—
Gand. — Hospice Guislain	74	—	2	14	32	26	—	44	10	11	2	7	—	—	—	21	20	13	20	—
Gand. — Maison de santé du Strop.	10	—	—	—	2	8	—	6	3	1	—	—	—	—	—	3	4	1	2	—
Saint-Nicolas. — Hospice St-Jérôme	58	—	1	9	22	24	—	27	7	12	4	1	2	2	1	21	13	4	14	4
Solzete. — Etablissement.	35	1	4	3	17	10	—	21	12	—	2	—	—	—	—	9	13	7	6	—
Gand. — Saint-Joseph. — <i>Enfants</i>	28	28	—	—	—	—	—	28	—	—	—	—	—	—	—	5	11	6	6	—
Hainaut.																				
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	49	1	4	7	21	16	—	22	19	5	2	—	—	1	—	17	21	4	7	—
Leuze. — Hospice Saint-Jean de Dieu	19	—	2	4	10	3	—	11	5	2	1	—	—	—	—	2	6	5	6	—
Tournai. — Hospice pour hommes	133	2	11	24	60	36	—	71	32	18	5	6	—	—	1	41	34	34	24	—
Menage. — Hospice de la Sainte-Famille. — <i>Enfants</i>	25	22	1	—	—	—	—	2	25	—	—	—	—	—	—	6	8	9	2	—
Liège.																				
Liège. — Hospice des Insensés	72	1	1	14	32	24	—	20	26	4	6	—	3	4	—	14	30	7	21	—
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	8	—	—	—	4	4	—	3	2	1	2	—	—	—	—	1	4	—	4	—
Henri-Chapelle. — Etablissement.	5	—	—	—	3	2	—	2	3	—	—	—	—	—	—	1	1	3	—	—
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — <i>Enfants</i>	22	18	4	—	—	—	—	22	—	—	—	—	—	—	—	4	2	3	5	8
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Limbouurg.																				
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	106	—	12	18	45	31	—	60	28	13	2	2	—	1	—	33	26	23	24	—
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Coeur. — <i>Enfants</i>	23	20	3	—	—	—	—	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Namur.																				
Dave. — Asile.	182	—	8	29	90	55	—	70	49	40	11	7	—	4	1	27	80	54	21	—
TOTAL	1,378	112	75	178	584	426	3	686	367	195	55	38	13	20	4	319	433	297	278	51
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	126	5	7	20	47	47	—	71	22	14	9	6	2	2	—	37	41	32	16	—
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	25	—	1	5	11	8	—	12	7	2	3	1	—	—	—	4	2	—	—	19
TOTAL GÉNÉRAL	1,529	117	83	203	642	481	3	769	396	211	67	45	15	22	4	356	478	331	294	70

(1) Les renseignements font défaut.

XCVI (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.						SAISONS.						
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés avec enfants.	Mariés sans enfants.	Veuves avec enfants.	Veuves sans enfants.	Séparées ou divorcées avec enfants.	Séparées ou divorcées sans enfants.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Anvers.																				
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	90	1	10	14	33	32	—	40	23	11	8	4	1	1	2	26	14	29	21	—
Duffel. — Hospice	85	2	5	20	42	16	—	36	31	6	8	2	—	—	—	13	23	26	23	—
Brabant.																				
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	111	4	10	22	35	40	—	60	13	15	7	12	2	2	—	47	18	23	22	1
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	2	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	39	—	2	7	19	11	—	21	10	2	1	1	1	3	—	15	9	8	7	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	50	—	1	9	26	14	—	23	14	7	5	1	—	—	—	8	16	10	16	—
Louvain. — Hospices des Sœurs noires.	12	—	—	1	4	7	—	4	6	1	—	—	—	—	—	4	2	2	4	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	17	—	1	4	8	4	—	9	4	3	1	—	—	—	—	2	4	2	9	—
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	10	—	—	1	8	1	—	7	2	—	—	—	—	—	—	1	2	2	4	1
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	31	—	—	6	20	5	—	13	10	5	—	—	—	3	—	8	10	6	7	—
Flandre occidentale.																				
Bruges. — Hospice Saint-Dominique — <i>Mixte</i>	10	—	1	3	4	2	—	6	1	2	—	—	—	—	—	5	1	2	2	—
Menin. — Hospice (1)	45	2	5	5	19	14	—	23	17	3	1	1	—	—	—	11	13	5	16	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice Saint-Michel-lez-Bruges. — Hospice Notre-Dame	50	1	2	10	21	15	—	26	20	2	2	—	—	—	—	7	7	7	9	20
Ypres. — Asile du Sacré-Coeur (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.																				
Lede. — Hospice	25	—	2	2	10	11	—	11	11	—	3	—	—	—	—	10	3	3	3	6
Melle. — Asile Curitas	87	—	7	11	36	33	—	35	28	10	7	7	—	—	—	21	21	26	19	—
Saint-Nicolas. — Hospice Ziekhuis	51	—	3	6	21	21	—	26	7	14	1	3	—	—	—	25	6	12	8	—
Vesicque-Ruddershove. — Hospice Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — <i>Enfants</i>	14	14	—	—	—	—	—	14	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	4	5
Eecloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste	7	—	4	2	1	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	2	1	1	3	—
Hainaut.																				
Mons. — Hospice	86	—	3	23	42	18	—	30	25	17	7	6	—	1	—	20	35	25	6	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	28	1	2	7	10	8	—	12	7	4	2	2	—	—	—	1	11	4	5	8
Wez-Volvain. — Hospice	5	—	—	1	3	1	—	3	1	1	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—
Liège.																				
Liège. — Hospice Sainte-Agathe	60	—	5	5	32	18	—	27	9	12	2	5	4	1	—	14	13	20	13	—
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	14	—	2	2	6	4	—	8	3	1	2	—	—	—	—	1	4	4	4	1
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mix</i>																				

XCVII. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS																Total.
	PAR GUÉRISON					AMÉLIORÉS					NON MODIFIÉS					Total.	
	âgés de					âgés de					âgés de						
	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.		
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
Anvers.																	
Anvers. — Asile-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>			5	10	5	2	1	3	12	5	6	4	14	25	15	107	
Bouchout. — Hospice des Frères Alexiens			2	3	1				3	2			1	1	1	14	
Mortsel. — Asile Saint-Amédée.			1	2	5			2	3	1					1	15	
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	2	4	15	10	9							3	11	46	35	135	
Diest. — Hospice des Frères Alexiens															1	1	
Evero-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>		1	11	18	9			7	2			9	28	5	90		
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens				3								1	3	8	1	16	
Schaerbeeck. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>			1	2						1		2	1	5	12		
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens			1	2								2	2	2	9		
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>				2						1		2	2	2	9		
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>			1	2				3					8	5	19		
Winxelo. — Hospice des Frères Alexiens													2		2		
Louvain. — Saint-Antoine. — <i>Enfants</i>										1					1		
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>				2											2		
Bruges. — Hospice Saint-Julien				2				3	6	1					12		
Ypres. — Hospice (1)																	
Flandre orientale.																	
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu				1	2				1					1		5	
Gand. — Hospice Guislain			2	4	2			8	6	3			1	4		30	
Gand. — Maison de santé du Strop			1	1	1							1			4		
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme			3	3	1			2	6	2			1	1	18		
Selzacte. — Etablissement			1	1	5	3	1	1	1				1	2	16		
Gand. — Saint-Joseph. — <i>Enfants</i>								1			10				21		
Hainaut.																	
Froidmont. — Hospice Saint-Charles				1	1			3	2	1	1	1	1	2	1	14	
Lenze. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu				1	1			1	3		1	2	5	1	15		
Tournai. — Hospice pour hommes		3	10	29				5	8	3		4	16	17	5	100	
Mange. — Hospice de la Sainte-Famille. — <i>Enfants</i>						16	3				26	39			84		
Liège.																	
Liège. — Hospice des Insensés			1	3	7		1	3	2	6	1	1	3	4	3	35	
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>									2	2				1	6		
Henri-Chapelle. — Etablissement														1	1		
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — <i>Enfants</i>							1	1			7	3	2		14		
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>							1								1		
Limbourg.																	
Ziekoren-Saint-Trond. — Hospice		2	7	11	8		1		20	9					1	59	
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur. — <i>Enfants</i>						2					5	3			10		
Namur.																	
Dave. — Asile							2	5	16	2		1	3	3	32		
TOTAL.																	
	2	12	61	117	55	23	11	36	100	41	48	79	69	160	89	903	
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>			1	4	1		2	1	4	2	1	1	10	20	18	65	
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>				2				2	2	1			3	4	14		
TOTAL GÉNÉRAL.																	
	2	12	62	123	56	23	13	39	106	44	49	80	82	184	107	982	

(1) Les renseignements font défaut.

XCVII (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES																Total.
	PAR GUÉRISON					AMÉLIORÉES					NON MODIFIÉES					Total.	
	âgées de					âgées de					âgées de						
	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.	moins de 16 ans.	16 à 21 ans.	21 à 30 ans.	30 à 50 ans.	50 ans ou plus.		
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17		
Anvers.																	
Anvers. — Asile dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>				10	1											120	
Duffel. — Hospice		1	4	22	4								3	5	22	77	
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>		7	13	13	15								1	4	15	29	
Diest. — Hospice des Sœurs grises													1		1	3	
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph		2	2	4	5								1		1	16	
Evero-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>			4	23	17	3						3	4	1	9	88	
Louvain. — Hospice des Sœurs noires			1		2	1						1		2	7		
Schaerbeeck. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>				1	5	1						2	3		18		
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>												1	1	2	2	9	
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>				1	2	3				1	2	2	2	2	1	18	
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>													1			1	
Menin. — Hospice (1)													3			15	
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	1			2	5	4										15	
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice													1	1	2	22	
Notre-Dame				5	8	5										22	
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur (1)																22	
Flandre orientale.																	
Lede. — Hospice														3		16	
Melle. — Asile Caritas		1	10	23	11								1	2	8	59	
Saint-Nicolas. — Hospice Ziekhuis		3	1	2									1	4	1	21	
Velsicque-Ruddershove. — Hospice				1												1	
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit. — <i>Enfants</i>	2															31	
Eccloo. — Asile Saint-Jean-Baptiste										8	6					22	
Hainaut.																	
Mons. — Hospice		1	2	12	5						1	3	13	6		72	
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité														1		11	
Wez-Velvain. — Hospice															1	3	
Liège.																	
Liège. — Hospice Sainte-Agathe		2	4	12	4							1	10	7		49	
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>		1		1	2								3	1		16	
Spa. — Asile pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>																4	
Limbourg.																	
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph		1	2	14										1	3	1	23
Saint-Trond. — Hospice		2	6	21	9							2	5	5	2	80	
Namur.																	
Saint-Servais lez-Namur. — Asile du Beau-Vallon		1	5	11	8									2	2	5	36
TOTAL.																	
	3	28	85	199	93	8	9	29	57	38	20	35	89	156	103	952	
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>		1	4	5	2					2			8	4		48	
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>				1									1			4	
TOTAL GÉNÉRAL.																	
	3	29	89	205	95	8	11	29	66	43	20	37	93	166	110	1,004	

(1) Les renseignements font défaut.

XCVIII — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Exis- tants au 1er janvier.	ADMIS.			Total des exis- tants et des admis.	SORTIS.					Res- tants au 31 dé- cembre.
		Pre- mière admis- sion.	Ré- inté- gration	Total.		Gué- ris.	Amé- liorés.	Aut- re- ment.	Décé- dés.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Anvers.											
Anvers. — Asilo-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	(1) 1	2	3	5	6	4	1	1	—	6	—
Bouchout. — Hospice des Frères Alexiens.	2	—	—	—	2	—	1	1	—	2	—
Mortsel. — Asilo Saint-Amédée.	145	23	8	31	176	7	5	1	23	36	140
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	—	4	9	13	13	—	7	5	1	13	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	21	5	8	13	34	11	—	1	6	18	16
Grimberghen. — Hospice des Frères Alexiens	23	4	1	5	28	—	—	4	7	11	17
Schaerbeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.	8	—	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	—	1	—	1	1	—	1	—	—	1	—
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Winxelo. — Hospice des Frères Alexiens.	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Louvain. — Saint-Antoine. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	132	—	—	—	132	—	—	—	14	14	118
Bruges. — Hospice Saint-Julien	148	2	3	5	153	—	3	—	3	6	147
Ypres. — Hospice (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean-de-Dieu	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Gand. — Hospice Guislain	47	7	9	16	63	8	9	1	5	23	40
Gand. — Maison de santé du « Strop »	17	2	—	2	19	1	—	—	4	5	14
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	180	20	13	33	213	2	4	1	28	35	178
Selzaete. — Etablissement	106	3	3	6	112	2	—	—	4	6	106
Gand. — Saint-Joseph. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	148	10	5	15	163	1	2	—	20	32	131
Louze. — Hospice Saint-Jean-de-Dieu	7	1	—	1	8	—	1	—	1	4	4
Tournai. — Hospice pour hommes	158	20	6	35	193	8	3	9	20	40	153
Manago. — Hospice de la Sainte-Famille. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège.											
Liège. — Hospice « Les Insensés »	28	18	10	28	56	8	14	1	11	34	22
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	1	4	—	4	5	—	2	1	1	4	1
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Hollogne-aux-Pierres. — Hospice Saint-Lambert. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Spa. — Asilo pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	143	13	8	21	164	7	4	—	12	23	141
Tossenderloo. — Asilo du Sacré-Cœur. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur.											
Dave. — Asile	78	16	2	18	96	—	2	1	9	12	84
TOTAL	1,396	165	88	253	1,649	59	59	29	178	325	1,324
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	335	5	1	6	341	—	—	—	1	1	340
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	26	6	—	6	32	—	—	—	4	4	28
TOTAL GÉNÉRAL	1,757	176	89	265	2,022	59	59	29	183	330	1,692

(1) Chiffre obtenu d'après des renseignements postérieurs à la publication des résultats de l'année 1914.

(2) Les renseignements font défaut.

XCVIII (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Exis- tantes au 1er janvier.	ADMISES.			Total des exis- tantes et des admi- ses.	SORTIES.					Res- tantes au 31 dé- cembre.
		Pre- mière admis- sion.	Ré- inté- gration.	Total.		Gué- ries.	Amé- liorés.	Aut- re- ment.	Décé- dées.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Anvers.											
Anvers. — Asilo-dépôt Stuyvenberg. — <i>Mixte</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Duffel. — Hospice	39	2	1	3	42	2	—	3	6	11	31
Brabant.											
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — <i>Mixte</i>	—	2	—	2	2	2	—	—	—	2	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	8	—	—	—	8	1	—	—	3	4	4
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	8	1	1	2	10	2	—	—	1	3	7
Louvain. — Hospice des Sœurs noires. — Schaebeek. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—	5
Uccle. — Hospice du Fort Jaco. — <i>Mixte</i>	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Uccle. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	1	1	2	2	1	—	—	—	1	1
Flandre occidentale.											
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — <i>Mixte</i>	15	1	—	1	16	—	—	—	3	3	13
Monin. — Hospice (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Michel lez-Bruges. — Hospice Notre-Damo	58	1	1	2	60	2	—	—	1	3	57
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice	23	1	—	1	24	1	—	—	2	3	21
Ypres. — Asilo du Sacré-Cœur (1)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre orientale.											
Melle. — Asilo Caritas	6	4	—	4	10	1	—	—	2	3	7
Lede. — Hospice	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	16	1	—	1	17	—	1	—	—	1	16
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît. — <i>Enfants</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo. — Asilo Saint-Jean-Baptiste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.											
Mons. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	5	1	—	1	6	2	—	—	—	2	4
Wez-Velvain. — Hospice	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège.											
Liège. — Hospice Sainte-Agathe	5	2	1	3	8	1	1	—	1	3	5
Glain. — Maison de santé. — <i>Mixte</i>	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Spa. — Asilo pour <i>Enfants</i> . — <i>Mixte</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg.											
Munster-Bilsen. — Asilo Saint-Joseph	8	—	—	—	8	—	—	—	1	3	8
Saint-Trond. — Hospice	3	2	2	4	7	2	—	—	—	—	4
Namur.											
Saint-Servais lez-Namur. — Asilo du Beau-Vallon	—	3	—	3	3	—	—	—	2	2	1
TOTAL	202	24	7	31	233	17	2	3	22	44	189
Gheel. — Colonie. — <i>Mixte</i>	39	—	1	1	40	—	—	—	—	—	40
Lierneux. — Colonie. — <i>Mixte</i>	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
TOTAL GÉNÉRAL	242	24	8	32	274	17	2	3	22	44	230

(1) Les renseignements font défaut.

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

ANNÉE 1915.

XCIX. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1915.

NOMBRE TOTAL DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE TOUT AGE.		PROVINCES.	NOMBRE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.										TOTAL (2) DES SOURDS-MUETS ET AVEUGLES AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.		
Sourds- muets. 1	Aveugles. 2		SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION								NON SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.		Sourds- muets. 14	Aveugles. 15	
			et la recevant dans les institutions ou chez leurs parents.		et ayant reçu l'in- struction.		abandonnés à eux-mêmes.		TOTAL.		Sourds- muets. 12	Aveugles. 13			
			Sourds- muets. 4	Aveugles. 5	Sourds- muets. 6	Aveugles. 7	Sourds- muets. 8	Aveugles. 9	Sourds- muets. 10	Aveugles. 11					
292	163	Anvers . . .	Garçons . . .	157	26	49	17	3	1	209	44	4	5	163	26
234	138		Filles . . .	132	20	28	9	2	1	162	30	3	4	129	23
516	301		TOTAL . . .	289	46	77	26	5	2	371	74	7	9	292	49
321	298	Brabant . . .	Garçons . . .	75	25	32	13	8	2	115	40	42	41	157	81
465	309		Filles . . .	223	80	33	7	3	3	259	90	40	33	299	123
786	607		TOTAL . . .	298	105	65	20	11	5	374	130	82	74	456	204
168	107	Flandre occidentale(1)	Garçons . . .	51	10	22	7	1	—	74	17	2	4	76	21
134	108		Filles . . .	42	7	16	5	1	2	59	14	2	—	61	14
302	215		TOTAL . . .	93	17	38	12	2	2	133	31	4	4	137	35
339	188	Flandre orientale . . .	Garçons . . .	102	37	52	13	2	3	156	53	6	6	162	59
241	136		Filles . . .	80	16	43	15	2	—	125	31	8	10	133	41
580	324		TOTAL . . .	182	53	95	28	4	3	281	84	14	16	295	100
448	338	Hainaut . . .	Garçons . . .	179	38	38	27	7	5	224	70	25	48	250	118
281	264		Filles . . .	66	46	30	13	2	3	98	62	26	39	121	101
729	602		TOTAL . . .	245	84	68	40	9	8	322	132	51	87	371	219
212	139	Liège.	Garçons . . .	44	8	20	5	—	3	64	16	9	6	73	22
157	114		Filles . . .	27	7	22	3	3	1	52	11	10	1	62	12
369	253		TOTAL . . .	71	15	42	8	3	4	116	27	19	7	135	34
112	95	Limbourg . . .	Garçons . . .	41	22	2	—	2	—	45	22	2	—	47	22
104	56		Filles . . .	42	10	5	—	3	—	50	10	2	—	52	10
216	151		TOTAL . . .	83	32	7	—	5	—	95	32	4	—	99	32
66	27	Luxembourg.	Garçons . . .	24	5	11	1	2	—	37	6	3	5	40	11
57	16		Filles . . .	22	2	10	—	3	—	35	2	7	1	42	3
123	43		TOTAL . . .	46	7	21	1	5	—	72	8	10	6	82	14
130	103	Namur	Garçons . . .	50	16	6	—	—	—	56	16	4	1	60	17
110	32		Filles . . .	28	6	3	1	—	—	31	7	2	2	33	9
240	135		TOTAL . . .	78	22	9	1	—	—	87	23	6	3	93	26
2,088	1,458	ROYAUME . . .	Garçons . . .	723	187	232	83	25	14	980	284	97	116	1,028	377
1,783	1,173		Filles . . .	662	194	190	53	19	10	871	257	100	90	932	336
3,871	2,631		TOTAL . . .	1,385	381	422	136	44	24	1,851	541	197	206	1,960	713

(1) La partie non envahie de cette province n'est pas comprise dans les totaux.
(2) Total des colonnes 10 et 12, 11 et 13.

PROTECTION DE L'ENFANCE

TABLEAUX

INVENTAIRE

CHAPITRE I.

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

- A. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle en 1915. — Etendue et motifs des déchéances. — Art. 1, 3 et 4.
- B. — Nombre d'enfants qui, en 1915, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.
- C. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1915 à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.
- D. — Décisions modificatives, prises en 1915, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, al. 6.
- E. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1915.

CHAPITRE II.

MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

1. — Action des autorités judiciaires. *Mineurs jugés.*

- G. — Mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper en 1915. — Résultats. — Art. 12.
- H. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1915. — Résultats. — Art. 12.
- I. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1915. — Art. 28, 29, 30, 32, § 5.
- J. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1915. — Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.
- K. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants ou les juges d'appel en 1915. — Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.
- L. — Mineurs jugés en 1915. — Nature des faits commis. — Art. 13 à 16.
- M. — Mineurs jugés en 1915. — Résultat des poursuites par arrondissement. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.
- N. — Mineurs jugés en 1915. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge. — Art. 13 à 19, 21, § 2, 22 et 23.

- O. — Mineurs jugés en 1915. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis.
- P. — Mises à la disposition du gouvernement ordonnées par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement en 1915. — Art. 37.
- Q. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs en 1915. — Délai depuis la dernière décision. — Nature de la décision nouvelle. — Art. 31.

2. — *Durée des mesures ordonnées par les juges.*

Résultats.

- R. — Libertés surveillées qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.
- S. — Placements de mineurs confiés à une personne, qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.
- T. — Placements de mineurs confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.
- U. — Internements dans une école de bienfaisance de l'Etat qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.
- V. — Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.
- W. — Internements dans un asile ou établissement spécial qui ont pris fin par décision du juge des enfants en 1915. — Age au début. — Durée du régime. — Résultats.

3. — *Mouvement de la population. — Situation au 31 décembre 1915.*

- X. — Mineurs en placement au 31 décembre 1915. — Durée du placement.
- Y. — Etablissements d'observation de l'Etat. — Mouvement de la population pendant l'année 1915. — Résultats.
- Z. — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat pendant l'année 1915.

CI. — Nombre d'enfants qui, en 1915, ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures. — Art. 6.

B

DURÉE.	CONFIÉS AU PÈRE OU A LA MÈRE.		CONFIÉS à une personne au- tre que le père ou la mère, une société ou une institution de charité ou d'en- seignement, pu- blique ou privée.		OBJETS D'UNE AUTRE MESURE.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Moins de 15 jours	—	—	—	2	—	—	—	2	2
De 15 jours à moins de 1 mois	—	—	—	3	—	—	—	3	3
De 1 mois à moins de 3 mois	—	—	3	20	—	—	3	20	23
De 3 mois à moins de 6 mois	—	—	1	4	—	—	1	4	5
De 6 mois et plus	4	5	11	19	—	—	15	24	39
D'une durée indéterminée	—	—	5	13	—	—	5	13	18
TOTAL	4	5	20	61	—	—	24	66	90

CII. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesure définitive prise en 1915 à l'égard des enfants. Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants. — Art. 5.

C

NATURE DE LA DÉCISION.	CONFIÉS AU PÈRE OU A LA MÈRE.		Confiés à une personne autre que le père ou la mère, une société ou une institution de cha- rité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Décision du conseil de famille	10	18	88	92	98	110	208
Décision du tribunal	—	—	25	38	25	38	63
TOTAL	10	18	113	130	123	148	271

CIII. — Décisions modificatives, prises en 1915, concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés. — Art. 5, al. 6.

D

NATURE des DÉCISIONS ANTÉRIEURES. Les mineurs ayant été confiés	DÉCISIONS NOUVELLES CONFIAINT LES MINEURS.			
	AU PÈRE OU A LA MÈRE	à une personne autre que le père ou la mère, une société ou une institution de charité ou d'en- seignement, publi- que ou privée, SANS changement dans la désignation de la personne, de la so- ciété ou de l'institu- tion.	à une personne autre que le père ou la mère, une société ou une institution de charité ou d'en- seignement, publi- que ou privée, AVEC changement dans la désignation de la personne, de la so- ciété ou de l'institu- tion.	TOTAL des décisions modificatives.
Au père ou à la mère	—	—	2	2
A une personne autre que le père ou la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée	—	2	22	24
TOTAL	—	2	24	26

CIV. — Décisions des Cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1915.

E

COUR D'APPEL.	CONFIRMATIVES.								INFIRMATIVES.							
	décla- rant la déchéance		rejetant la dé- chéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accor- dant la réinté- gration	refu- sant la réin- tégra- tion.	TOTAL.	décla- rant la déchéance		rejetant la dé- chéance.	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs.	accor- dant la réinté- gration	refu- sant la réin- tégra- tion.	TOTAL.
	en tout	en par- tie.							en tout	en par- tie.						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	1
TOTAL	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	—	—	—	—	1

CHAPITRE II. — MINEURS

CV. — Mineurs dont les parquets ont eu à

G

Arrondissements.	MINEURS DONT LES PARQUETS ONT EU A S'OCCUPER													
	impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier.		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper.	
			mendicité et vagabondage. (Art. 13.)		Inconduite. (Art. 14.)		Prostitution, débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15.)		Faits qualifiés infractions. (Art. 16.)		TOTAL.			
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles . . .	85	20	460	250	98	64	2	43	1,839	140	2,399	497	2,484	517
Louvain. (1)	3	4	12	11	7	25	—	3	286	58	305	97	308	101
Nivelles.	103	3	6	4	1	11	—	1	97	10	104	35	207	38
Anvers	13	6	180	120	4	16	13	24	885	183	1,082	343	1,095	349
Malines	11	—	28	11	5	5	—	1	158	10	191	36	202	36
Turnhout	—	—	5	2	—	5	—	—	160	20	165	27	165	27
Mons	66	23	43	38	20	16	—	16	783	147	846	217	912	240
Charleroi	35	31	206	158	44	58	—	9	937	273	1,187	498	1,222	529
Tournai.	—	—	8	1	3	1	—	—	99	15	110	17	110	17
Gand.	—	—	38	18	18	23	1	11	403	40	460	92	460	92
Audenarde	28	1	9	—	6	6	7	—	190	23	212	29	240	30
Termonde.	36	3	13	3	—	—	—	—	287	22	300	25	336	28
Bruges	65	8	14	5	10	8	—	3	272	18	296	34	361	42
Courtrai.	20	—	3	1	—	—	—	—	216	52	219	53	239	53
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège.	189	68	184	147	69	97	20	21	1,763	392	2,045	657	2,284	725
Huy	4	—	8	5	4	1	—	3	276	94	288	103	292	103
Verviers.	—	—	32	19	7	3	—	5	305	28	344	55	344	55
Tongres.	20	1	4	1	1	1	—	—	220	84	234	88	254	87
Hasselt	3	2	3	1	—	—	2	3	197	72	202	76	205	78
Arlon.	—	—	10	2	—	6	1	2	181	21	192	31	192	31
Marche	1	—	—	3	—	—	—	—	34	1	34	4	35	4
Neufchâteau.	14	2	2	—	1	3	—	—	55	10	58	13	72	15
Namur	—	—	22	12	7	15	—	—	354	41	383	68	383	68
Dinant	—	—	4	—	—	3	—	1	114	13	118	17	118	17
TOTAUX.	696	172	1,294	812	305	367	55	146	10,120	1,785	11,774	3,110	12,470	3,282

1) Les archives ayant été détruites dans les incendies de Louvain et de Termonde, aucun chiffre n'a pu être donné en 1914 pour ces arrondissements.

TRADUITS EN JUSTICE.

s'occuper en 1915. — Résultats. — Art. 12.

RÉSULTATS.															
MINEURS IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES LAISSÉES SANS SUITE PAR LE PARQUET.										Mineurs déferés au juge d'instruction.		Mineurs déferés au juge des enfants.		Mineurs impliqués dans les affaires restant au parquet au 31 décembre.	
Les faits n'étant pas prévus par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits ne pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
—	—	1,245	142	351	95	65	17	1,661	254	47	4	710	239	66	20
—	—	144	29	15	20	—	—	159	49	31	3	96	30	22	19
—	—	29	13	5	—	35	4	69	17	3	1	29	16	106	4
—	—	777	270	62	17	3	—	842	287	8	—	245	62	—	—
—	—	43	5	19	1	1	—	63	6	5	—	134	30	—	—
—	—	43	5	1	—	—	—	44	5	—	—	121	22	—	—
—	—	444	118	80	—	172	25	698	143	15	2	151	72	50	23
6	1	553	241	187	67	1	—	747	309	8	1	437	204	30	15
—	—	39	6	—	1	1	2	40	9	2	1	68	7	—	—
—	—	171	36	78	10	18	—	287	46	11	3	179	42	3	1
—	—	18	6	1	—	7	1	26	7	16	1	190	21	8	1
—	—	21	4	129	10	6	2	156	16	14	1	130	8	36	3
—	—	107	7	20	5	2	—	129	12	10	4	167	19	50	7
—	—	116	26	18	9	39	6	173	41	2	2	37	5	27	5
—	—	606	210	93	36	62	17	761	263	37	7	1,330	413	97	42
1	—	14	5	8	1	4	1	27	7	12	2	253	94	—	—
—	—	207	23	10	8	6	—	232	31	22	3	81	20	9	1
—	—	84	39	9	2	7	6	100	47	4	1	141	39	9	—
1	—	118	56	18	5	7	1	144	62	1	—	54	14	6	2
—	—	149	16	3	1	—	—	152	17	—	—	40	14	—	—
—	—	20	—	4	—	—	—	24	—	1	—	10	4	—	—
8	3	5	1	2	—	5	1	20	5	5	—	46	10	1	—
—	—	61	17	—	—	—	—	61	17	38	—	284	51	—	—
—	—	30	5	7	1	12	2	49	8	13	1	56	8	—	—
16	4	5,044	1,280	1,129	289	453	85	6,642	1,658	314	37	4,988	1,444	526	143

H

CVI. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper en 1915. — Résultats. — Art. 12.

ARRONDISSEMENTS.	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS		RENOVYÉS DES POURSUITES PAR LE JUGE D'INSTRUCTION.								MINEURS		MINEURS	
	Avant le 1 ^{er} janvier.		Pendant l'année.		TOTAL.		Les faits n'étant pas prévus, par la loi.		Les faits étant sans gravité.		Les faits no pouvant être prouvés.		Par suite de décès, prescription ou autres motifs.		TOTAL.		MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction.		MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	6	—	47	4	53	4	—	—	—	—	6	—	—	—	6	—	37	2	10	2
Louvain	(1) 2	—	31	3	33	3	—	—	1	—	4	1	—	—	5	1	28	2	—	—
Nivelles	(2) 1	—	3	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—
Anvers	—	—	8	—	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	5	—	2	—
Malines	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	7	2	15	2	22	4	—	—	—	—	5	1	—	—	5	1	17	3	—	—
Charleroi	1	—	8	1	9	1	—	—	—	—	4	1	1	—	5	1	4	—	—	—
Tournai	1	—	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—
Gand	—	—	11	3	11	3	—	—	5	3	—	—	—	—	5	3	6	—	—	—
Audenarde	5	2	16	1	21	3	—	—	—	—	3	1	—	—	3	1	17	2	1	—
Termonde	—	—	14	1	14	1	1	—	—	—	3	1	—	—	4	1	10	—	—	—
Bruges	6	—	19	4	25	4	—	—	—	1	2	1	—	—	2	2	7	2	10	—
Courtrai	2	—	2	2	4	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	3	1	1	—
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège	6	—	37	7	43	7	—	—	—	—	8	1	—	—	8	1	33	6	2	—
Huy	—	—	12	2	12	2	—	—	—	—	1	2	—	—	1	2	8	—	3	—
Verviers	5	—	22	3	27	3	—	—	1	—	6	1	—	—	7	1	17	2	3	—
Tongres	—	—	4	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—
Hasselt	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Neufchâteau	—	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—
Namur	—	—	38	—	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	—	13	—
Dinant	2	—	13	1	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	1	7	—
TOTAL	44	4	314	37	358	41	1	—	7	5	42	10	2	—	52	15	246	24	60	2

(1) Les archives ayant été détruites dans l'incendie de Louvain aucun chiffre n'a pu être donné en 1914 pour ce tableau.

(2) Une erreur existait dans la colonne 20 de l'état du juge d'instruction de Nivelles pour 1914; cette colonne portait néant, alors qu'un mineur (garçon),

au sujet duquel le juge n'avait pas encore statué, restait au 31 décembre 1914.

CVII. — Mesures de garde provisoire prises, avant jugement, à l'égard des mineurs en 1915.

Art. 28, 29, 30, 32, § 5.

Arrondissements.	Mineurs confiés à un particulier.								Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.								MINEURS MIS EN GARDE PROVISOIRE DANS UNE MAISON D'ARRÊT.						
	Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le Procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Par le juge des enfants.		Par le juge d'instruction.		Par le Procureur du Roi.		Par le juge d'appel.		TOTAL.		Garç.	Filles.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.			
Bruxelles . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	75	144	—	—	—	—	—	—	75	144	8	—
Louvain . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	13	—	—	—	—	—	—	4	13	2	—
Nivelles . . .	3	2	—	—	—	—	—	—	—	3	2	6	7	—	—	—	—	—	—	6	7	—	—
Anvers . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	9	20	—	—	—	—	—	—	9	20	7	2
Malines . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	11	5	—	—	—	—	—	—	11	5	8	—
Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Mons . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	15	9	—	—	—	—	—	—	15	9	3	—
Charleroi . . .	2	4	—	—	—	—	—	—	—	2	4	86	98	—	—	—	—	—	—	86	98	7	—
Tournai . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	—	—	—	—	—	—	3	6	2	—
Gand . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	5	—	—	—	—	—	—	6	5	2	3
Audenarde . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Termonde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Bruges . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	11	—	—	—	—	—	—	12	11	—	—
Courtrai . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—	3	—
Furnes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège . . .	10	2	—	—	—	—	—	—	—	10	2	4	49	—	—	—	—	—	—	4	49	32	3
Huy . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8	—	—	—	—	—	—	3	8	—	—
Verviers . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Tongres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Hasselt . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	38	—	—	—	—	—	—	10	38	—	—
Marche . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Namur . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	24	—	—	—	—	—	—	11	24	5	—
Dinant . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
TOTAL . . .	21	8	—	—	—	—	—	—	—	21	8	273	441	—	1	—	—	—	—	273	442	80	10

CVIII. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1915. Age des mineurs qui en furent l'objet. — Art. 28, 29, 30 et 32, § 5.

DURÉE.	Age du mineur au moment où la mesure a été prise.								Total des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1915.																					
	Moins de 10 ans.		De 10 à moins de 13 ans.		De 13 à moins de 16 ans.		De 16 à 18 ans.		Mineurs confiés à un particulier.		Mineurs confiés à une société ou institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt.																	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.																
Moins de quinze jours.	Confiés à un particulier																1	—	1	1	—	—	1	—	3	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																19	27	10	10	18	15	2	13	—	—	49	65	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	6	—	38	3	8	3	—	—	—	—	52	6
De quinze jours à moins d'un mois.	Confiés à un particulier																1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																3	4	13	6	13	13	3	10	—	—	32	33	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	2	—	14	—	2	—	—	—	—	—	18	—
D'un mois à moins de deux mois.	Confiés à un particulier																1	—	1	—	1	—	2	—	5	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																13	8	23	9	27	55	4	40	—	—	67	121	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	—	—	7	1	2	1	—	—	—	—	9	2
De deux mois à moins de trois mois.	Confiés à un particulier																—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																11	1	7	10	16	25	3	36	—	—	37	72	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois mois à moins de six mois.	Confiés à un particulier																1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																3	1	10	7	20	24	—	31	—	—	33	63	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Six mois et plus.	Confiés à un particulier																—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Confiés à une société ou à une institution																1	—	1	2	7	8	3	9	—	—	12	19	—	—
	Gardés dans une maison d'arrêt																—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . . .																	10	2	230	373	79	8								

K

CIX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants

MISES EN OBSERVATION ORDONNÉES EN 1915.			RÉSULTATS DES MISES EN OBSERVATION							
ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE		DURÉE.	Renvoyés des poursuites.		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde.		Confiés à une personne.		
	Garçons.	Filles.		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Bruxelles	1	—	Moins de quinze jours	—	—	—	—	—	—	
Louvain	1	—		—	—	—	—	—	—	
Nivelles	—	—		—	—	—	—	—	—	
Anvers	5	1	De quinze jours à moins de un mois	—	—	—	—	—	—	
Malines	1	—		—	—	—	—	—	—	
Turnhout	6	1		—	—	—	—	—	—	
Mons	6	3		—	—	—	—	—	—	
Charleroi	—	—	De un mois à moins de deux mois	—	—	2	—	1	—	
Tournai	1	—		—	—	—	—	—	—	
Gand	—	—		—	—	—	—	—	—	
Audenarde	—	—		—	—	—	—	—	—	
Termonde	—	—		—	—	—	—	—	—	
Bruges	—	—	De deux mois à moins de trois mois	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	—	—		—	—	—	—	—	—	
Furnes	—	—		—	—	—	—	—	—	
Ypres	—	—	De trois mois à moins de six mois	—	—	2	—	—	—	
Liège	—	—		—	—	—	—	—	—	
Huy	—	—		—	—	—	—	—	—	
Verviers	—	—		—	—	—	—	—	—	
Tongres	—	—		—	—	—	—	—	—	
Hasselt	—	—		—	—	—	—	—	—	
Arlon	—	—	De six mois et plus	—	—	1	—	1	—	
Marche	—	—		—	—	—	—	—	—	
Neufchâteau	1	—		—	—	—	—	—	—	
Namur	—	—		—	—	—	—	—	—	
Dinant	—	—		—	—	—	—	—	—	
TOTAL	22	5	TOTAL	—	—	5	—	2	—	

ou les juges d'appel en 1915. — Nombre, durée et résultats. — Art. 21, § 1.

QUI ONT PRIS FIN EN 1915.																	
Confiés à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		Mis à la disposition du gouvernement.		Mis à la disposition du gouvernement pour être internés dans un établissement disciplinaire.		Mis à la disposition du gouvernement pour être placés dans un asile ou dans un établissement spécial approprié à leur état.		Mis dans un asile d'aliénés.		TOTAL.							
Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.						
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—						
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	5	1						
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—						
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—						
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—						
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—						
2	—	2	—	—	—	2	1	—	—	13	1						

CX. — Mineurs jugés en 1915. Nature

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts,

L

Arrondissements.	VAGABONDAGE ou MENDICITÉ. (Art. 13.)				INCONDUITE. (Art. 14.)				LOI SCOLAIRE.				PROSTITUTION débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité. Art. 15.				CONTRE L'AUTORITÉ.				CONTRE les MŒURS.				CONTRE LES CRIMES.			
	Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.	
	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.
Bruxelles . . .	1	—	115	86	—	1	52	67	—	—	—	—	—	—	1	20	—	—	14	1	1	—	20	3	—	—	—	—
Louvain . . .	—	—	10	7	—	—	3	7	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	1	1	—	4	7	—	—	—	—	—
Nivelles . . .	—	—	2	1	1	—	3	8	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers . . .	2	—	6	4	—	1	4	14	—	—	—	—	—	—	5	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Malines . . .	—	1	10	2	—	—	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turnhout . . .	—	—	2	2	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—
Mons . . .	1	—	21	16	1	2	15	11	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	7	—	—	3	2	—	—	—	—	—
Charleroi . . .	12	6	115	90	3	8	32	38	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	4	6	—	2	2	—	—	—	—	—
Tournai . . .	—	—	5	1	1	—	5	9	—	—	—	—	—	—	8	3	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Gand . . .	1	1	9	4	3	—	9	15	—	—	—	—	—	—	5	1	—	—	5	—	1	2	2	—	—	—	—	—
Audenarde . . .	—	—	13	1	1	2	6	3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	5	—	—	—	—	—	—
Termonde . . .	—	—	2	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Bruges . . .	—	—	3	5	1	—	6	4	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	5	2	—	—	—	—	—
Courtrai . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Furnes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège . . .	2	—	73	83	—	—	34	62	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	3	1	—	—	—	—	—
Huy . . .	—	—	4	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers . . .	—	—	16	9	—	—	3	5	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Tongres . . .	—	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt . . .	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Arlon . . .	—	—	10	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	276	217	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau . . .	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur . . .	—	—	10	15	—	—	3	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Dinant . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL . . .	19	8	429	343	11	14	185	279	—	—	—	—	—	—	1	285	299	2	—	28	9	14	1	56	24	—	—	—

des faits commis. — Art. 13 à 16.

ne sont comptés qu'une seule fois, à raison du jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

FAITS QUALIFIÉS INFRACTIONS (ART. 16)																				TOTAL GÉNÉRAL.											
PERSONNES				CONTRE LES PROPRIÉTÉS												TOTAL.				TOTAL GÉNÉRAL.											
DÉLITS ou contraventions.				INCENDIES, destruction, dégradation et dommages				VOIS.				ESCROQUERIES, abus de confiance, faux et autres tromperies ou falsifications.				AUTRE NATURE.				TOTAL.				TOTAL GÉNÉRAL.							
Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.		Renvoyés des poursuites.		Ayant fait l'objet d'une mesure.	
G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.	G.	F.		
—	—	17	1	—	—	—	—	8	—	328	27	—	—	2	—	8	1	52	20	17	1	433	52	18	2	601	225	—	—		
—	—	3	—	—	—	—	—	2	—	52	5	—	—	1	—	—	—	3	1	4	—	63	14	4	—	76	32	—	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	17	1	1	—	22	11	—	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	12	1	99	10	—	—	1	5	—	—	3	—	13	2	109	10	15	3	119	33	—	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	61	5	—	—	—	2	—	—	—	—	5	1	61	7	5	2	75	12	—	—		
—	—	3	1	—	—	—	—	2	—	1	1	66	8	—	—	1	—	—	—	19	3	1	1	93	14	1	1	95	22		
2	—	6	1	—	—	—	—	8	—	8	5	58	24	—	—	—	—	—	7	—	17	5	82	27	19	7	118	64			
5	—	5	5	8	—	7	—	17	5	168	22	—	—	—	—	1	—	8	1	31	5	194	36	46	19	341	179	—	—		
3	—	4	—	—	—	—	—	7	4	38	4	—	—	2	—	1	—	—	—	11	4	46	5	12	4	64	18	—	—		
2	—	9	1	3	—	6	—	24	—	91	7	—	—	3	—	1	—	2	—	32	—	118	10	36	1	136	34	—	—		
—	—	9	—	1	—	11	1	21	—	68	11	—	—	1	—	12	2	17	1	35	4	110	13	36	6	129	18	—	—		
—	—	2	—	—	—	—	—	22	—	72	4	—	—	—	—	—	—	—	—	23	—	75	5	23	—	77	11	—	—		
1	—	1	—	9	—	2	—	7	—	38	2	—	—	1	—	—	—	16	1	17	—	64	5	18	—	73	16	—	—		
—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	1	24	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	31	2	—	1	31	2	—	—		
2	2	12	9	—	—	13	—	9	2	306	65	—	—	2	—	1	—	42	6	13	4	378	82	15	5	485	234	—	—		
—	1	6	1	—	—	5	—	1	—	31	6	—	—	—	—	1	—	25	5	2	1	68	12	2	1	76	17	—	—		
1	—	6	—	2	—	9	1	—	2	48	3	—	—	1	—	—	—	5	—	3	2	71	4	3	2	90	22	—	—		
—	—	11	—	—	—	6	—	3	—	18	7	—	—	—	—	—	—	6	—	3	—	41	7	3	—	42	9	—	—		
—	—	4	—	1	—	2	—	2	—	21	3	—	—	1	—	—	—	7	—	4	1	36	3	4	1	38	5	—	—		
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	—	—	297	229	—	—		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	6	—	—	—	6	3	—	—		
5	1	4	—	6	—	1	—	3	1	4	2	—	—	—	—	11	—	6	—	25	2	15	2	25	2	17	4	—	—		
—	—	8	2	—	—	2	—	9	2	54	7	—	—	1	—	—	—	10	1	9	2	75	12	9	2	88	45	—	—		
—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	17	1	—	—	17	1	—	—		
21	4	115	21	30	—	76	2	161	25	1,681	227	—	—	3	19	3	37	3	239	39	265	36	2,214	325	295	59	3,113	1,246			

Z

CXXIV. — Mouvement de la population dans les Ecoles de bienfaisance de l'Etat pendant l'année 1915.

Établissements.	AGE au début de l'internement.	INTERNÉS						SOR-TIS.				Restant au 31 décembre 1915, l'internement subi ayant une durée de :																		
		Internés au 1 ^{er} janvier 1915.	Pendant l'année.				TOTAL des mineurs internés (1)	Sortis par libération anticipée ou placement.	Évadés.	Décédés.	Aliénés.	TOTAL des sorties.	Rapa-triés.	Sortis par expira-tion de terme.	Trans-férés dans un autre établis-sement de l'Etat.	Moins de 1 an.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	TOTAL des mineurs restant au 31 déc. 1915.			
			1 ^{er} In-terne-ment.	Réinté-grés après évasion.	Réinté-grés pour autres motifs.	Trans-férés d'un autre établis-sement de l'Etat.											à moins de 2 ans.	à moins de 3 ans.	à moins de 4 ans.	à moins de 5 ans.	à moins de 6 ans.	à moins de 7 ans.	à moins de 8 ans.	à moins de 9 ans.	à moins de 10 ans.	et plus.				
Ruyssede (Garçons).	Moins de 7 ans . . .	8	—	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	7	
	de 7 à moins de 8 ans	14	—	—	—	—	14	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	2	1	—	—	—	—	—	—	1	3	14	
	» 8 » 9 »	38	—	—	—	—	38	—	1	—	—	—	—	—	—	1	6	6	3	8	1	—	—	—	—	5	4	2	38	
	» 9 » 10 »	93	8	—	—	—	8	101	1	3	—	—	—	—	—	4	8	13	14	5	16	9	—	—	—	10	9	3	97	
	» 10 » 11 »	125	1	1	—	—	3	128	9	2	—	—	—	—	—	12	1	14	16	20	16	15	—	—	—	9	9	—	116	
	» 11 » 12 »	179	6	1	2	—	9	179	7	1	1	—	—	—	—	10	6	23	37	25	26	26	14	—	—	9	3	—	169	
	» 12 » 13 »	164	19	—	1	—	20	184	6	5	—	—	—	—	—	11	17	29	35	37	27	21	4	—	—	3	—	—	173	
	» 13 » 14 »	5	22	—	—	—	22	27	1	1	—	—	—	—	—	22	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
	» 14 » 15 »	—	21	—	—	—	21	21	—	—	—	—	—	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
	» 15 » 16 »	—	30	—	—	1	31	31	—	—	—	—	—	—	—	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
	» 16 » 17 »	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 17 » 18 »	—	3	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 18 » 19 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
» 19 » 20 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
» 21 ans et plus . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAL . . .	617	113	2	4	1	120	737	25	13	2	—	—	—	—	1	7	48	106	80	110	107	79	88	43	37	28	8	3	689	
Moll (Garçons)	Moins de 7 ans . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	de 7 à moins de 8 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 8 » 9 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 9 » 10 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 10 » 11 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 11 » 12 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	» 12 » 13 »	—	4	—	1	—	5	5	1	—	—	—	—	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 13 » 14 »	53	20	—	1	—	24	77	11	—	—	—	—	—	—	15	20	18	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 14 » 15 »	58	27	—	1	1	29	87	15	1	—	—	—	—	—	16	27	26	15	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 15 » 16 »	55	53	—	2	3	58	113	29	2	—	—	—	—	—	33	53	19	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 16 » 17 »	24	13	—	4	—	17	41	11	—	1	—	—	—	—	13	25	—	1	5	4	6	—	—	—	—	—	—	—	
	» 17 » 18 »	—	5	—	2	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	» 18 » 19 »	1	1	—	6	1	8	9	1	—	—	—	—	—	—	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
» 19 » 20 »	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
» 20 » 21 »	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
» 21 ans et plus . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTAL . . .	194	123	—	21	5	149	340	71	3	1	—	—	—	—	1	—	30	106	104	64	46	14	6	—	—	—	—	—	234	

(1) Tout élève est compté dans l'établissement où il est en dernier lieu ou d'où il est sorti sans qu'il soit tenu compte d'un transfèrement ou de provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie,

transfèremens successifs dans un établissement de même espèce. — Pour le calcul de la durée, les internemens successifs sont cumulés. — Les transferts ni à la rentrée.

TABLE ANALYTIQUE

	Pages.		Pages.
Accusés.		Proportion des acquittés par les tribunaux correctionnels	IX
Nombre par province des accusés acquittés et condamnés	147	Acquittés en première instance, condamnés en appel	140
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.	148	Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance.	140
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées	150	Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement	15
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix	151	Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement	15
Accusés jugés contradictoirement; classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées	152	Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits.	148
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises	15	Acquittés par les cours d'assises, après avoir été déclarés coupables par le jury à la simple majorité des voix.	151
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites.	154	Acquittés en matière politique et de presse.	154
Acquittés.		Actes de société publiés.	226
Nombre par tribunal de police.	26	Actes notariés	186
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions.	31	Actif.	
Nombre par tribunal correctionnel :		Emploi de l'actif réalisé dans les faillites terminées par liquidation	233
En première instance.	96	Affaires. (Voir aussi <i>Infractions</i>.)	
En degré d'appel.	96 et 124	Affaires répressives.	
Acquittés répartis par tribunal correctionnel et par nature d'infractions :		Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises.	VII, 9
En première instance	40	Affaires laissées sans suite par les parquets.	10
En degré d'appel.	110	Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil.	VIII, 11
Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement.	16	Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil.	11
		Affaires jugées par chaque tribunal de police	18
		Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote)	VIII, 18
		Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel.	39
		Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel.	39
		Affaires portées devant les cours d'appel.	X, 140

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'Introduction.

	Pages.		Pages.
Affaires terminées par les cours d'appel . . .	140	Age des détenus qui se sont suicidés	266
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature	141	Age des détenus décédés	264
Affaires jugées par les cours d'assises . . .	147	Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois . . . XXXVI, 276	
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir <i>Pourvois</i> .)		Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année	280
Affaires civiles.		Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre 1915 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge . . .	288
Affaires jugées par les juges de paix	186	Age des mineurs jugés XLIV, 336	
Affaires terminées par les tribunaux d'arbitrage	202	Age au début du régime de la liberté surveillée des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime XLVII, 342	
Affaires portées devant les tribunaux de première instance XX, 212		Age au début du placement des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime XLVII, 342, 344	
Affaires terminées par les tribunaux de première instance XXI, 212		Age au début de l'internement dans une école de bienfaisance de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime XLVII, 344	
Nature des affaires terminées par jugement XXI, 214		Age au début de l'internement dans un établissement disciplinaire de l'État des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime XLVII, 346	
Affaires portées devant les tribunaux de commerce XXII, 224		Age au début de l'internement dans un asile ou établissement spécial des mineurs qui ont ensuite été soumis à un autre régime XLVII, 346	
Affaires terminées par les tribunaux de commerce XXIII, 224		Age des mineurs au début du placement . . . L, 348	
Affaires introduites devant les cours d'appel XXIV, 236		Age des mineurs à leur entrée dans une école de bienfaisance de l'État L, 352	
Affaires terminées par les cours d'appel XXIV, 236		Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement, en vertu de l'article 37 de la loi du 15 mai 1912 par les cours et tribunaux XLV, 338	
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel XXV, 240		Les renseignements sur les mineurs détenus dans les quartiers de discipline sont aussi donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)	
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir <i>Pourvois</i> .)		Alcoolisme. (Voir <i>Ivresse alcoolique</i> .)	
Affaires en conciliation.		Aliénés (Asiles d').	
(Le préliminaire de conciliation a été supprimé par la loi du 12 août 1911.)		Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.	
Affaires sur requête.		Aliénés.	
Tribunaux civils XXI, 220		Dispositions législatives sur le régime des aliénés 302	
Affaires (Nomenclature des).		Mouvement de la population des asiles durant l'année 1915 :	
Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.		Hommes 304	
Tribunaux civils XXI, 214		Femmes 306	
Cours d'appel XXV, 240		Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :	
Affaires restant à juger.		Hommes 308	
Dans les tribunaux de première instance :		Femmes 311	
En matière répressive IX, 39			
En matière civile XXI, 212			
Dans les tribunaux de commerce XXIII, 224			
Dans les cours d'appel :			
En matière répressive 140			
En matière civile 236			
Age.			
Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :			
Hommes 308			
Femmes 309			
Age des aliénés sortis des asiles :			
Hommes 310			
Femmes 311			

	Pages.		Pages.
Aliénés sortis des asiles : résultat du traitement :		Des chambres du conseil des tribunaux de première instance	7
Hommes 310		Des chambres des mises en accusation	8
Femmes 311		Avengles. (Voir <i>Sourds-muets</i> .)	
Aliénés alcoolisés :		Bourgmestre.	
Hommes 312		Attributions en matière de police judiciaire	7
Femmes 313		Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus	9
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1915. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation XXXI, 268		Capacité des prisons. XXVII, 250	
Amende.		Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques	4
Condamnés à l'amende par les tribunaux correctionnels détenus préventivement	16	Causes. (Voir <i>Affaires</i> .)	
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police	26	Causes apparentes de certains crimes.	154
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police	34	Célibataires. (Voir <i>Etat de famille</i> .)	
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections par arrondissement	37	Cellulaire (Régime) XXVI	
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions	40	Option du régime cellulaire XXXIV	
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines	IX	Cellules (Nombre des) dans les prisons XXVII, 250	
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises	147	Chambres.	
Antécédents judiciaires. (Voir <i>Primaires. Récidivistes</i> .)		Des tribunaux de première instance 38, 211	
Appel.		Des cours d'appel 139, 235	
Des jugements de police IX, 37		Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 236	
Id. des tribunaux correctionnels X, 140		De la cour de cassation 155, 243	
Id. des tribunaux civils XXIV, 236		Chambre du conseil.	
Id. des tribunaux de commerce		Organisation 7	
Arbitrage (Tribunaux d') XVII, 202		Ordonnances rendues VIII, 11	
Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux 220		Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation VIII, 14	
Appel de jugements d'arbitres 236		Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 39	
Arrêts. (Voir <i>Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation</i> .)		Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police 34	
Attributions.		Chambre des mises en accusation.	
Des juges de paix :		Organisation 8	
Comme officiers de police judiciaire 7		Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation VIII, 13, 14	
Comme officiers publics 185		Nombre et résultat des arrêts VIII, 14	
Des procureurs du Roi et des procureurs généraux 7		Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir <i>Crimes correctionnalisés</i> .)	
Des juges d'instruction 7		Commissaires de police.	
Des commissaires de police 7		Attributions 7	
Des gardes champêtres et forestiers 7		Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux 9	
Des bourgmestres 7		Communes.	
Des présidents des tribunaux civils 211		Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles XVII, 158	
Des présidents des tribunaux de commerce 223			

	Pages.		Pages.
Nombre des infractions individuelles commises en 1912 dans chaque catégorie de communes	XVII, 180	Conditionnelles (Condamnations) :	
Nombre dans chaque catégorie de communes des individus condamnés pour des faits d'ivresse commis en 1914	XVIII, 181	Prononcées par les tribunaux de police :	
Compétence :		Nombre par tribunal	26
Des tribunaux de police	17	Nombre par nature d'infractions, et espèce de peines	34
Des justices de paix	185	Prononcées par les tribunaux correctionnels :	
Des tribunaux correctionnels	38	Nombre par nature d'infractions, espèces de peines et tribunal	40
Des tribunaux civils de première instance	211	Rechutes après une condamnation conditionnelle	138
Des tribunaux de commerce	223	Conditionnelles (Mises à la disposition du gouvernement.) (Voir <i>Protection de l'enfance : Mineure jugés.</i>)	
Des cours d'appel	139, 235	Conseils de famille.	
Des cours d'assises	145	Nombre par canton	186
De la cour de cassation	155, 243	Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance	220
(Voir aussi <i>Attributions</i>).		Enfants de parents déchus de la puissance paternelle placés par décision du conseil de famille	XLIII, 322
Compte moral (détenus)	XXXV	Contribution (Procédures d'ordre et de) :	
Conciliation. (Voir <i>Affaires en conciliation</i>).		A régler et terminées	XXII, 222
Concordat préventif de la faillite	XXIII, 227	Correction paternelle.	
Concordats préventifs de la faillite éteints par liquidation.		Mineurs jugés du chef d'inconduite	XLV, 332, 336
Dividende distribué mis en rapport avec le passif	228	Correctionnel.	
Condamnés.		Tribunaux correctionnels. (Voir <i>Tribunaux</i> .)	
Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention	15	Peines correctionnelles. (Voir <i>Peines</i> .)	
Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention	16	Cours d'appel.	
Nombre des condamnés par tribunal de police	26	Organisation et compétence	139, 235
Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions	34	Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir <i>Chambres des mises en accusation</i> .)	
Condamnés pour absence au scrutin électoral	37	Travaux en matière répressive	X, 140
Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions	40	Travaux en matière civile et commerciale	XXIV, 236
Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel	140	Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle	XLIII, 323
Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables	147 et suiv.	Cours d'assises.	
Condamnés par contumace	154	Organisation et compétence	145
Condamnés répartis par sexe d'après leur penchant à l'ivrognerie et leurs antécédents judiciaires	XII, 164	Travaux	X, 147
Condamnés répartis d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable	166	Cour de cassation.	
Condamnés détenus dans les prisons. (Voir <i>Détenus</i> .)		Organisation et compétence	162, 269
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement	XLV, 338	Travaux de la première chambre	XXV, 244
		Travaux de la deuxième chambre	X, 156
		Crimes.	
		Définition	145
		Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus	12
		Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation	14
		Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir <i>Accusés</i> .)	

	Pages.		Pages.
Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43, de cette nomenclature).		Mineurs jugés du chef de faits qualifiés délits	XLV, 332, 336, 338
Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie	154	Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil	34
Mineurs jugés du chef de faits qualifiés crimes	XLV, 332, 336, 338	Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels	40
Crimes correctionnalisés.		Prévenus de délits jugés par les cours d'appel	141
Définition	38	Délits dans la statistique criminelle (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).	
Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée	40	Dénonciations. (Voir <i>Plaintes</i>.)	
Jugés par les cours d'appel	141	Dépôts de mendicité et maisons de refuge.	
Décès.		Dispositions législatives	285
Dans les prisons centrales et les prisons secondaires	XXX, 264	Mouvement de la population en 1915	287
Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge	287	Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1915	289
Dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires	352	Population au 31 décembre 1915 répartie par âge, par sexe et par antécédents	288
Dans les établissements d'observation	350	Journées d'entretien	290
Dans les asiles d'aliénés	304	Détention préventive.	
Hommes	306	Dispositions législatives	8
Femmes	306	Durée de la détention préventive :	
Déchéance de la puissance paternelle.		Des prévenus acquittés en appel	15
Individus déchus de la puissance paternelle	XLIII, 320	Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation	15
Etendue et motifs de la déchéance	320	Des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés par les cours d'assises	15
Enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure. Nature et durée de cette mesure	XLIII, 322	Des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil	16
Enfants de parents déchus qui ont fait l'objet d'une mesure de garde définitive	XLIII, 322	Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels	16
Modifications introduites dans la garde des enfants de parents déchus	XLIII, 323	Mineurs gardés provisoirement dans une maison d'arrêt	XLIV, 328, 329
Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle	XLIII, 323	Détenus.	
Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs.		Entrés et sortis	XXVII, 251
Délai écoulé depuis la décision antérieure	XLVI, 340	Nombre des détenus fréquentant l'école	XXVIII, 256
Nature des décisions modificatives	XLVI, 340	Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école	256
Décompte.		Punitions infligées	XXIX, 258
Relevé par groupes d'importance numérique des condamnations individuelles dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus condamnés pendant l'année 1915	182	Maladies	XXIX, 260
Délits.		Décès	XXX, 264
Définition	38	Suicides	XXX, 266
Dont les auteurs sont restés inconnus	12	Aliénés	XXXI, 268
		Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :	
		La juridiction, le genre des infractions, la nature des peines, le lieu de l'infraction, l'âge, l'état-civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive	XXXV, 275 et suiv.
		Libérés	XXXVI, 280

	Pages.		Pages.
Disciplinaires (Etablissements). (Voir <i>Etablissements disciplinaires</i> .)		Élections.	
Disciplinaires (Poursuites).		Absence au scrutin électoral	18, 37
Nombre des décisions rendues par les tribunaux	XXI	Emprisonnement.	
Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats	236	Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement	16
Dividende dans les concordats et les faillites. (Voir <i>Concordats préventifs clôturés et Faillites terminées</i> .)		Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police	26
Divorcés.		Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police	34
Demandes ; situation de famille ; durée du mariage ; motifs des demandes	XXI, 216, 218	Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel pour chaque espèce d'infractions	40
Divorcés.		Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines	IX
Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir <i>Famille [Etat de]</i> .)		Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :	
Durée :		1. Dans chaque province	147
De la détention préventive. (Voir <i>Détention préventive</i> .)		2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites	150
Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger	XXI, 213	3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés	152
Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger	XXIII, 225	Enfants. (Voir <i>Protection de l'Enfance, Déchéance de la puissance paternelle</i> .)	
Des faillites terminées par concordat ou liquidation et des faillites à terminer	XXIV, 234	Enquêtes.	
De la procédure devant les cours d'appel	XXIV, 242	Devant les juges de paix	203
Du mariage au moment de la demande en divorce ou en séparation de corps	XXII, 216, 218	Id. les tribunaux de première instance	219
De l'internement subi par les reclus sortis des dépôts de mendicité	289	Id. les tribunaux de commerce	226
De l'internement subi par les reclus sortis des maisons de refuge	290	Établissements disciplinaires.	
Des mesures de garde provisoire des enfants pendant la procédure en déchéance de la puissance paternelle	322	Organisation	L
Des mesures de garde provisoire des mineurs qui ont pris fin en 1915	329	Mouvement de la population en 1915	354
Des mises en observation de mineurs	LI, 330, 350	(Voir aussi <i>Protection de l'Enfance, Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.</i>)	
De la mise à la disposition du gouvernement	XLVIII, 334, 336, 344, 352	Établissements d'observation de l'État.	
De la mise à la disposition du gouvernement dans un établissement disciplinaire	XLVIII, 334, 336, 346, 354	Organisation	L
De la mise en liberté surveillée	XLVIII, 342	Mouvement de la population en 1915	LI, 350
Des placements	XLVIII, L, 342, 344, 348	(Voir aussi <i>Mise en observation</i> .)	
Des internements dans un asile ou établissement approprié à l'état du mineur	XLVIII, 346	Étranger.	
École.		Condamnés pour infractions commises à l'étranger	173
Dans les prisons	XXVIII, 255, 256	Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique	175
Écoles de bienfaisance.		Étrangers.	
Organisation	L	Arrivés pour la première fois dans le pays	XLI, 299
Mouvement de la population en 1915	LI, 352	Expulsés du pays	} Voir notes pp. XLI et 299
(Voir aussi <i>Protection de l'Enfance, Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.</i>)		Vagabonds étrangers conduits hors du royaume	

	Pages.		Pages.
Évadés.		Hommes. (Voir <i>Sexe</i> .)	
Dépôts de mendicité et maisons de refuge	287	Impunité. (Voir <i>Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés</i> .)	
Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires	352	Infirmerie. (Voir <i>Maladies</i> .)	
Établissements d'observation de l'État	350	Infractions (Nomenclature des).	
Asiles d'aliénés	304, 306	Dans les tableaux de la statistique de l'administration de la justice (pp. 9 à 156), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises, sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.	
Expertises.		Dans la statistique criminelle (pp. 158 à 182), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.	
Ordonnées par les juges de paix	203	La composition de chacun de ces groupes est donnée page 160 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.	
Faillis.		Infractions (Faits qualifiés) commis par des mineurs. (Voir <i>Protection de l'enfance : Mineurs poursuivis, mineurs jugés</i> .)	
Sexe, origine, résidence	232	Infractions individuelles. Jugées en 1915. (Répartition par mois.)	XVI, 174
Demandes en réhabilitation	XXV	Commises en 1912. (Réparties par communes.)	XVII, 180
Faillites.		Instruction.	
Législation	229	Détenus subissant une peine de plus de trois mois, classés d'après leur degré d'instruction	276
Aperçu général : nombre des faillites	230	Progrès accomplis par les détenus pendant leur internement	256
Montant du passif des faillites déclarées	XXIII, 231	Libérés ayant subi une peine de plus de trois mois classés d'après leur degré d'instruction	280
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office	XXIII, 232	Instruction judiciaire.	
Relevé par province	232	Organisation en matière répressive	7
Faillites terminées : montant du dividende distribué mis en rapport avec le passif	233	Travaux des juridictions d'instruction	11-16
Faillites terminées : durée de la procédure	XXIV, 234	Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises	151
Faillites terminées : emploi de l'actif réalisé	233	Actes d'instruction en matière civile accomplis par les juges de paix	203
Faillites à terminer : durée de la procédure	234	Actes d'instruction devant les tribunaux civils	219
Famille (État de).		Actes d'instruction devant les tribunaux de commerce	226
Des divorcés et séparés	XXII, 216, 218	Mineurs poursuivis par les parquets	XLIII, 324
Des condamnés à une peine de plus de trois mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte	XXXVI, 276	Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé	XLIII, 326
Des condamnés à une peine de plus de trois mois sortis des prisons pendant l'année	280	Interrogatoires sur faits et articles.	
Des individus libérés conditionnellement	293	Tribunaux civils	219
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :		Tribunaux de commerce	226
Hommes	308		
Femmes	309		
Femmes. (Voir <i>Sexe</i> .)			
Filles.			
Les renseignements concernant les mineurs auxquels est applicable la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.			
Garçons.			
Garde (Mesures de). (Voir <i>Protection de l'Enfance, Déchéance de la puissance paternelle</i> .)			
Gardes champêtres.			
Attributions	7		
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux	9		
Gendarmerie.			
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus	9		

	Pages.		Pages.
Ivresse alcoolique.		Libérés.	
Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité.	XII	Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . . XXXVI, 280	
Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1 ^{er} , 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :		Liberté surveillée. (Voir <i>Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.</i>)	
Hommes	164	Maisons de refuge. (Voir <i>Dépôts de mendicité.</i>)	
Femmes	165	Maladie.	
Contraventions aux articles 1 ^{er} , 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1915, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises. XX, 181		Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie.	260
Contraventions aux articles 1 ^{er} , 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année 1914 où elles ont été commises : XX, 181		Classement par nature de maladie (groupe-ment réduit) des détenus décédés	264
Aliénés alcooliques :		Mariés. (Voir <i>Famille [Etat de].</i>)	
Hommes	312	Mesures de garde, d'éducation et de préservation. (Voir <i>Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, etc.</i>)	
Femmes	313	Méthode.	
Journée d'entretien.		<i>Statistique pénale :</i>	
Prix de la journée d'entretien dans les prisons	272	Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle VII	
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge	290	Organisation de la statistique pénale; méthode de relevement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 4	
Journées de détention.		Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction 8	
Dans les prisons	254, 272	Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police. 17	
Juge d'instruction.		Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels. 38	
Attributions.	7	Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises 145	
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux	9	Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi à partir de 1899 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle ». 158	
Affaires traitées et laissées sans poursuites	11	Rédaction de la statistique des infractions individuelles. 158	
Mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé XLIII, 326		<i>Statistique civile :</i>	
Juge de paix.		Rédaction de la statistique civile et commerciale 184	
Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi	7	Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 248	
Compétence comme juge :		Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 286	
En matière répressive.	17	Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 293	
En matière civile, contentieuse et gracieuse	185	Rédaction de la statistique de la police des étrangers 298	
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix	9	Rédaction de la statistique des aliénés. 303	
(Voir <i>Tribunaux de justice de paix et de police.</i>)		Mineurs. (Voir <i>Protection de l'enfance, Déchéance de la puissance paternelle, Ecoles de bienfaisance, Condamnés.</i>)	
Justices de paix. (Voir <i>Tribunaux.</i>)			
Libération conditionnelle.			
Dispositions législatives.	292		
Nombre annuel; nombre de 1888 à 1915 XXXVIII			
Nombre des propositions accueillies et rejetées.	293		
Motifs des rejets	293		
Renseignements relatifs aux libérés	293		
Epoques où expirent les termes d'épreuve XI, 294			

	Pages.		Pages.
Ministère public.		2^o Tribunaux correctionnels :	
Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public.	39	Répartition par infraction et par tribunal	40
Conclusions données en matière civile XXI, 214		Reclutées après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue.	138
Mise à la disposition du gouvernement. (Voir <i>Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.</i>)		3^o Cours d'assises :	
Mise en observation de mineurs. XLIV, L, 330, 350		Répartition des condamnés par province.	147
Mois.		Répartition d'après la nature des infractions selon l'acte d'accusation	150
Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année.	174	Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury	152
Mort (Peine de). (Voir <i>Peines, Cour d'assises.</i>)		Accusés jugés par contumace.	154
Muets. (Voir <i>Sourds-Muets.</i>)		Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse.	154
Nature des affaires. (Voir <i>Affaires.</i>)		Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :	
Nomenclature. (Voir <i>Affaires, Infractions.</i>)		Mouvement général d'entrée et de sortie.	251
Notaires.		Fréquentant l'école.	256
Attributions et nombre des notaires.	185	Punis durant l'année	258
Nombre des actes reçus par les notaires	186	Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre.	275
Notoriété (Actes de).		Libérés d'une peine de plus de 3 mois	280
Reçus par les juges de paix.	186	(Voir aussi <i>Amende, Emprisonnement, Crime.</i>)	
Homologation par les tribunaux civils.	220	Placements (mineurs confiés à un particulier, à une société ou institution.) (Voir <i>Protection de l'enfance : Mineurs jugés, décisions modificatives, etc.</i>)	
Ordre. (Voir <i>Contribution.</i>)		Plaintes.	
Organisation.		Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets. VII, 9	
De la statistique. (Voir <i>Méthode.</i>)		Autorités qui les ont reçues.	9
Judiciaire. (Voir <i>Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.</i>)		Police.	
Parquets.		Judiciaire : organisation, travaux.	7
Attributions.	7	Tribunaux. (Voir <i>Tribunaux.</i>)	
Etat des travaux.	9	Des étrangers XI, 298	
Affaires laissées sans suite	10	Population.	
Mineurs poursuivis par les parquets XLIII, 324		Des différentes catégories de communes XVII, 158, 181, 275	
Partages et liquidations.		Mouvement de la population dans les prisons XXVII, 251	
Devant les juges de paix.	186	Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés 304, 306	
Parties civiles.		Mouvement de la population dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge.	287
Affaires poursuivies devant les tribunaux de police	18	Mouvement de la population dans les écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires L, 352	
Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels	39	Mouvement de la population dans les établissements d'observation L, 350	
Peines.		Pourvois. (Voir <i>Cour de cassation.</i>)	
Peines de police, définition.	17	Prévenus.	
Peines correctionnelles, définition.	38	Détenus préventivement	16
Peines criminelles, énumération	145	Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.	40
Condamnés classés par nature des peines :			
1 ^o Tribunaux de police:			
Répartition par tribunal.	26		
Répartition par infraction.	34		

	Pages.		Pages.
Primaires (Condamnés).		Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle	XLV, 340
<i>Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.</i>		Mises en liberté surveillée qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué	XLVI, 342
— Tribunaux correctionnels.		Placements qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué	XLVI, 342, 344
Définition de la dénomination	38	Internements dans une école de bienfaisance qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué	XLVI, 344
— Cours d'assises.		Internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué	XLVI, 346
Définition de la dénomination	145	Internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin. Age au début et durée de cette mesure, régime substitué	XLVI, 346
Nombre par infractions	152	Mineurs en placement au 31 décembre 1915. Durée	L, 348
<i>Dans la statistique criminelle.</i>		Établissements d'observation de l'État; mouvement de la population	L, 350
Définition de la dénomination	158	Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires; mouvement de la population	L, 352
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe, habitudes alcooliques, endroit où l'infraction a été commise	XI, 162 et suiv.	La statistique de la répression des crimes et délits contre la moralité ou la faiblesse des enfants prévus par le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 est comprise dans la statistique pénale et la statistique criminelle.	
Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger par des condamnés primaires	XVI, 174 et suiv.	Protêts.	
Prisons.		Nombre des protêts et valeur des effets protestés	XXIV
(Voir Table méthodique, Table analytique : <i>Age, Cellules, Compte moral, Détenus, Décès, Ecoles, Étrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.</i>)		Rapatriés (Élèves des écoles de bienfaisance)	352
Procès-verbaux. (Voir Plaintes.)		Récidivistes :	
Pro Deo.		<i>Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :</i>	
Actes reçus par les juges de paix	186	— Tribunaux correctionnels.	
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix	203	Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes	38
Tribunaux de première instance	XXI, 220	— Cours d'assises.	
Protection de l'enfance.		Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes	145
Déchéance de la puissance paternelle. (Voir plus haut.)		Nombre par infraction	152
Nombre et sexe des mineurs poursuivis par les parquets	XLIII, 324	<i>Dans la statistique criminelle :</i>	
Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé	XLIII, 326	Définition de la dénomination	158
Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs	XLIV, 328	Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, habitudes alcooliques, endroit où l'infraction a été commise	XI, 162 et suiv.
Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1915	XLIV, 329	Nombre des infractions individuelles commises en Belgique durant chacun des mois de l'année ou à l'étranger, par des récidivistes	XVI, 170 et suiv.
Mise en observation de mineurs	XLIV, 330	Récidivistes détenus dans les prisons	278
Mineurs jugés. Nature des faits commis	XLIV, 332		
Mineurs jugés. Résultat des poursuites	XLIV, 334		
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec l'âge	XLV, 336		
Mineurs jugés. Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis	XLV, 336		
Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement	XLV, 338		

	Pages.		Pages.
Reclusion. (Voir Peines, Cours d'assises.)		Tous les renseignements de la statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance sont donnés séparément pour les garçons et pour les filles.	
Référés jugés par les présidents des tribunaux civils	XXI, 220	Sociétés.	
Ordonnances de référé rendues par les présidents des tribunaux de commerce	XXIII	Faillites de sociétés	XXIII, 232
Réhabilitations.		Actes de société	226
Par nature d'infractions	13	Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe	316
Par cour d'appel	VIII, 14	Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de)	XXI, 220
Demandées par des faillis	XXV	Suicides :	
Renvoyés des poursuites (Mineurs). (Voir Protection de l'enfance : mineurs poursuivis, mineurs jugés.)		Dans les prisons	XXX, 266
Réprimandés.		Dans les asiles d'aliénés	304, 306
Pour absence au scrutin électoral	26, 37	Transferts en commun	XXXIV
Mineurs réprimandés. (Voir Protection de l'enfance : mineurs jugés.)		Travail dans les prisons	XXXIII, 270
Saisies immobilières.		Travaux forcés. (Voir Peines, Assises [Cours d'.])	
Transcriptions	XXII, 222	Tribunaux :	
Saisons. (Voir Mois.)		— De justice de paix et de police.	
Décès dans les prisons durant chaque trimestre	264	Organisation, compétence	17, 185
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison	308, 309	Travaux en matière répressive	VIII, 18
Scellés.		Travaux en matière civile	186
Levées de scellés	186	— D'arbitrage	XVII, 202
Séparation de corps. (Voir Divorce.)		— De première instance.	
Serment (Prestation de).		Organisation, compétence	38, 211
Dans les affaires jugées par les juges de paix	203	Travaux en matière répressive	IX, 39
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance	219	Id. civile	XX, 212
Dans les affaires jugées par les tribunaux de commerce	226	Id. commerciale	XXII, 224
Sexe.		Id. disciplinaire	XXI
Influence du sexe sur la criminalité	XI	— De commerce.	
Répartition par sexe des divorcés	216, 218	Compétence	223
Répartition par sexe des faillis	232	Travaux	XXII, 224
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.		— Pour enfants. (Voir Protection de l'enfance.)	
Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés et de la déchéance de la puissance paternelle.		Ventes de biens.	
		Devant les juges de paix	186
		Autorisation par les tribunaux de première instance	220
		Veufs. (Voir Famille [Etat de].)	
		Visites de lieux sans experts.	
		Par les juges de paix	203

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages.
Statistique pénale.	
PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la justice pénale.	
1. Police judiciaire et juridictions d'instruction	VII
2. Tribunaux de police.	VIII
3. Tribunaux correctionnels	IX
4. Cours d'appel	X
5. Cours d'assises.	X
6. Cour de cassation.	X
SECONDE PARTIE. — Statistique criminelle.	
7. Nombre des condamnés	XI
8. Ivrognerie.	XII
9. Répartition géographique des condamnés	XVI
10. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par mois.	XVI
11. Nombre des infractions commises pendant l'année 1912	XVII
12. Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique. Loi du 16 août 1887	XVIII
Statistique de la justice civile et commerciale.	
I. Justices de paix	XIX
II. Tribunaux de première instance.	XX
III. Tribunaux de commerce.	XXII
IV. Cours d'appel	XXIV
V. Cour de cassation.	XXV
Statistique pénitentiaire.	
PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.	
1. Organisation des prisons.	XXVI
2. Capacité des prisons.	XXVII
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne	XXVII
4. École.	XXVIII
5. Punitons infligées aux détenus.	XXIX
6. Service médical.	XXIX
7. Décès.	XXX
8. Suicides et tentatives de suicide.	XXX
9. Aliénation mentale	XXXI
10. Travail des détenus.	XXXIII
11. Prix de la journée d'entretien.	XXXIV
12. Renseignements divers	XXXIV
SECONDE PARTIE. — Statistique des détenus	XXXV
Statistique de la mendicité et du vagabondage.	
Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge	XXXVII
Statistique de la libération conditionnelle	XXXVIII
Statistique de la police des étrangers	XLI
Statistique des aliénés	XLII
Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (Protection de l'enfance)	XLIII

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

	Pages.
Annexe. — Organisation des travaux statistiques	4
PREMIÈRE PARTIE.	
Statistique de l'Administration de la Justice pénale.	
1^o POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION. — DÉTENTION PRÉVENTIVE :	
<i>Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive.</i>	
I. — État des travaux des parquets	7
II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets	9
III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction	10
IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus	11
V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896	12
VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts	13
VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation	14
VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel	14
IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation	15
X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises	15
XI. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	16
2^o TRIBUNAUX DE POLICE :	
<i>Organisation et compétence</i>	
XII. — État des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police	17
XIII. — État des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police	18
XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions	26
XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	34
XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites	37
3^o TRIBUNAUX CORRECTIONNELS :	
<i>Organisation et compétence</i>	
XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	38
XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après le résultat des poursuites :	
En première instance	39
En degré d'appel	40
XIX. — Reclutés après une condamnation conditionnelle	110
4^o COURS D'APPEL :	
<i>Organisation et compétence</i>	
XX. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus	138
XXI. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance	140
XXII. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel	140
5^o COURS D'ASSISES :	
<i>Organisation et compétence</i>	
XXIII. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :	
1 ^o Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis	141
2 ^o Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés	147
XXIV. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites	148

	Pages.
XXV. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées	150
XXVI. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix	151
XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées	152
XXVIII. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, de parricide, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs	154
XXIX. — Affaires jugées par contumace	154
XXX. — Délits politiques et de presse	154
6^o COUR DE CASSATION :	
<i>Organisation et compétence</i>	
XXXI. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc.	155
SECONDE PARTIE.	
Statistique criminelle.	
<i>Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage</i>	
XXXII. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :	
Hommes	162
Femmes	163
XXXIII. — Ivrognerie :	
Hommes	164
Femmes	165
XXXIV. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable	166
XXXV. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé ou indéterminé et des infractions individuelles commises à l'étranger, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
Primaires	174
Récidivistes	176
Primaires et récidivistes réunis	178
XXXVI. — Nombre des infractions individuelles commises en 1912 (par catégories de communes)	180
XXXVII. — Contraventions aux articles 1 ^{er} , 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises :	
Faits jugés en 1915	181
Faits commis en 1914 (par catégories de communes)	181
XXXVIII. — Table de décompte. Relevé par groupe d'importance numérique des condamnations individuelles dont le décompte a permis d'établir la statistique des individus condamnés pendant l'année 1915	182
Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale.	
<i>Rédaction des tableaux</i>	
	184
1^o JUSTICES DE PAIX :	
<i>Compétence</i>	
XXXIX. — État par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés	185
Id. — Récapitulation par arrondissement	200
XXXIXbis. — État des affaires des tribunaux d'arbitrage pendant l'année judiciaire 1914-1915	202
XL. — Actes d'instruction et de procédure	203
Id. — Récapitulation par arrondissement	210
2^o TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE :	
<i>Compétence</i>	
XLI. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger	211
XLII. — Durée des procès	212
XLIII. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements	214
XLIV. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps	216
XLV. — Divorces et séparations de corps, motif des demandes, situation de famille, durée du mariage	218
XLVI. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire	219
XLVII. — Affaires sur requête, référés, ordonnances	220
XLVIII. — Procédures d'ordre et de contribution	222

	Pages.
3^e TRIBUNAUX DE COMMERCE :	
<i>Compétence</i>	223
XLIX. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger	224
I. — Durée de la procédure	225
II. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société	226
<i>Concordats préventifs de la faillite. Législation.</i>	227
LII. — Concordats préventifs de la faillite. Suite donnée aux demandes	228
LIII. — Concordats préventifs de la faillite clôturés par liquidation après abandon d'actif. Dividende distribué mis en rapport avec le passif	228
<i>Faillites. Législation.</i>	229
LIV. — Aperçu général	230
Faillites déclarées :	
LV. — Montant du passif	231
LVI. — Circonstances personnelles aux faillis	232
LVII. — Relevé par province	232
Faillites terminées :	
LVIII. — Par concordat. Dividende distribué mis en rapport avec le passif	233
LIX. — Par liquidation : Dividende distribué mis en rapport avec le passif	233
LX. — Par liquidation : Emploi de l'actif réalisé	233
LXI. — Durée de la procédure dans les faillites terminées et à terminer	234
4^e COURS D'APPEL :	
<i>Compétence</i>	235
LXII. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées	236
LXIII. — Récapitulation	239
LXIV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts	240
LXV. — Durée de la procédure	242
5^e COUR DE CASSATION :	
<i>Compétence</i>	243
LXVI. — Pourvois en matière civile	244
LXVII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent	245

Statistique Pénitentiaire.

Organisation des prisons	248
Méthode employée pour la rédaction des tableaux	248
PREMIÈRE PARTIE.	
Statistique administrative.	
LXVIII. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima	250
LXIX. — Mouvement général d'entrée et de sortie :	
A. Prisons centrales	251
B. Prisons secondaires	252
LXX. — Répartition des journées de détention	254
LXXI. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :	
A. Prisons centrales	255
B. Prisons secondaires	255
LXXII. — Ecoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :	
A. Prisons centrales	256
B. Prisons secondaires	256
LXXIII. — Punitions infligées aux détenus :	
A. Prisons centrales	258
B. Prisons secondaires	258
LXXIV. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties :	
A. Prisons centrales	260
B. Prisons secondaires	262
LXXV. — Décès :	
A. Prisons centrales	264
B. Prisons secondaires	264

	Pages.
LXXVI. — Suicides et tentatives de suicides :	
A. Prisons centrales	266
B. Prisons secondaires	266
LXXVII. — Aliénation mentale :	
A. Prisons centrales	268
B. Prisons secondaires	268
LXXVIII. — Compte et recettes et dépenses du travail effectué par les détenus	270
LXXIX. — Prix de la journée d'entretien	272

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus

LXXX. — Répartition des individus frappés par la justice détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise	275
LXXXI. — Répartition suivant l'âge, l'état civil, la filiation, le degré d'instruction, l'idiome	276
LXXXII. — Id. la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines	276
LXXXIII. — Id. l'état de récidive	278
LXXXIV. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération	280

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.

Dispositions législatives	285
Méthode employée pour la rédaction des tableaux	286
<i>Dépôts de mendicité et maisons de refuge :</i>	
LXXXV. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1915	287
LXXXVI. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1915	288
LXXXVII. — Répartition par âge des reclus composant la population au 31 décembre 1915	288
LXXXVIII. — Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements en 1915 :	
A. Dépôts de mendicité	289
B. Maisons de refuge	290
LXXXIX. — Nombre des journées d'entretien	290

Statistique de la Libération conditionnelle (Patronage des détenus).

Dispositions législatives	292
Rédaction des tableaux	293
XC. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. Motifs des rejets	293
XCI. — Renseignements relatifs aux libérés	293
XCII. — Nombre de visites faites aux détenus en 1915, par les membres visiteurs des comités de patronage	295
XCIII. — Nombre de détenus qui, au cours de l'année 1915, ont reçu une ou plusieurs visites de membres visiteurs des comités de patronage	296

Statistique de la Police des Étrangers.

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers	298
Rédaction des tableaux	298
XCIV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1915	299

Statistique des Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés	302
Rédaction des tableaux	303
XCV. — Mouvement de la population pendant l'année 1915 :	
Hommes	304
Femmes	306
XCVI. — Premières admissions. Age. État civil. Saisons :	
Hommes	308
Femmes	309

	Pages.
XCVII. — Sorties. Age. Résultat du traitement :	
Hommes	310
Femmes	311
XCVIII. — Statistique des alcoolisés :	
Hommes	312
Femmes	313

Statistique des Sourds-Muets et des Aveugles.

XCIX. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1915, par province et par sexe	316
--	-----

Statistique de l'application de la loi sur la protection de l'enfance.

(Chapitres I et II.)

Inventaire des tableaux	319
-----------------------------------	-----

CHAPITRE I^{er}. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

C. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Étendue et motifs de la déchéance	320
CI. — Nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure de garde pendant la procédure en déchéance. — Nature et durée de ces mesures	322
CII. — Mesures définitives prises à l'égard des enfants. — Nature de la décision. — Nombre et sexe des enfants	322
CIII. — Décisions modificatives concernant le choix des personnes auxquelles les mineurs étaient confiés.	323
CIV. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle prononcées en 1915	323

CHAPITRE II. — MINEURS TRADUITS EN JUSTICE.

CV. — Parquets. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis.	324
CVI. — Nombre et sexe des mineurs poursuivis dont le juge d'instruction s'est occupé	326
CVII. — Mesures de garde provisoire prises à l'égard des mineurs	328
CVIII. — Durée des mesures de garde provisoire qui ont pris fin en 1915. Age des mineurs qui en furent l'objet	329
CIX. — Mises en observation ordonnées par les juges des enfants et les juges d'appel. Nombre, durée, résultats	330
CX. — Mineurs jugés. Nature des faits commis	332
CXI. — Résultat des poursuites par arrondissement	334
CXII. — Résultat des poursuites en rapport avec l'âge.	336
CXIII. — Résultat des poursuites en rapport avec les faits commis	336
CXIV. — Mise à la disposition du gouvernement ordonnée par les cours et tribunaux accessoirement à une condamnation à l'emprisonnement	338
CXV. — Décisions modificatives prises à l'égard des mineurs. Délai écoulé depuis la décision antérieure. Nature de la décision nouvelle	340
CXVI. — Résultat des mises en liberté surveillée qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure.	342
CXVII. — Résultat des placements chez une personne qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure	342
CXVIII. — Résultat des placements dans une société ou une institution qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure	344
CXIX. — Résultat des internements dans une école de bienfaisance de l'État qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure	344
CXX. — Résultat des internements dans un établissement disciplinaire qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure	346
CXXI. — Résultat des internements dans un asile ou établissement approprié qui ont pris fin par décision du juge des enfants. Age au début et durée de cette mesure.	346
CXXII. — Mineurs en placement au 31 décembre 1915. Age au début et durée de cette mesure.	348
CXXIII. — Établissements d'observation de l'État. Mouvement de la population. Résultats.	350
CXXIV. — Écoles de bienfaisance et établissements disciplinaires de l'État. Mouvement de la population	352
Table analytique	359